

ŒUVRES

**Juin 1936
à
Juillet 1936**

Léon Trotsky
ŒUVRES

Juin 1936
à
Juillet 1936

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ

Publication de l'institut Léon Trotsky

Paris EDI 1981

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

A VERDISSEMENT, l'institut Léon Trotsky.....	13
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE, l'équipe de présentation	15
LISTE DES SIGLES	17
REPÈRES CHRONOLOGIQUES.....	19
INTRODUCTION, Pierre BROUÉ	23

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

[Des questions politiques essentielles] (3 juin 1936).....	29
[A propos de Ciliga] (3 juin 1936).....	38
[Pour préparer des oublis] (5 juin 1936).....	39
[Complément aux remarques sur la lettre du camarade Ciliga] (5 juin 1936).....	41
[Un livre assez gros] (5 juin 1936).....	43
[Le livre sur l'U.R.S.S.] (5 juin 1936).....	44
L'Étape décisive (5 juin 1936).....	45
[La tradition révolutionnaire de l'Irlande] (6 juin 1936).....;	55
[Perspectives belges] (6 juin 1936).....	56
[Quelques réponses] (7 juin 1936).....	60
[Demande de renseignements] (7 juin 1936).....	61
[Une lettre scandaleuse] (7 juin 1936).....	63
[Le rôle économique de l'État fasciste] (7 juin 1936).....	65
[Bilan d'une crise] (7 juin 1936).....	67
[La signature du travail de Braun] (8 juin 1936).....	70
[Le S.I. et le travail de Braun] (8 juin 1936).....	71

[Sur la France] (9 juin 1936).....	72
[Contexte d'une discussion personnelle] (9 juin 1936).....	75
La révolution française a commencé. Les Soviets partout ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes. (9 juin 1936).....	78
[Les Soviets en France] (10 juin 1936).....	85
[Préface à <i>Où va la France ?</i>] (10 juin 1936).....	86
[Pour <i>Où va la France ?</i>] (10 juin 1936).....	88
[La question des archives] (11 juin 1936).....	89
[Conditions d'une collaboration à la presse de la section française] (12 juin 1936).....	90
[Conditions pour une collaboration] (12 juin 1936).....	92
[Conditions pour collaborer] (12 juin 1936).....	93
[Une proposition criminelle] (16 juin 1936).....	94
[Inquiétudes au sujet du R.S.A.P.] (16 juin 1936).....	95
[La durée du permis de séjour en Norvège] (16 juin 1936).....	98
[Sneevliet critique les Belges] (17 juin 1936).....	99
[Sur les thèses de Held] (18 juin 1936).....	100
[Les raisons d'un silence] (18 juin 1936).....	101
[Sur les éditions aux Etats-Unis] (18 juin 1936).....	102
[La revue théorique] (18 juin 1936).....	104
[Toujours la même incurie] (18 juin 1936).....	106
[De quel journal s'agit-il ?] (18 juin 1936).....	109
[Des questions de vie ou de mort] (19 juin 1936).....	110
[Après la saisie de <i>La Lutte ouvrière</i>] (19 juin 1936).....	115
[Mise au point] (19 juin 1936).....	117
[Préparer la seconde vague] (21 juin 1936).....	118
[Sur le capitalisme d'Etat] (22 juin 1936).....	119
[Sur A. Ciliga] (22 juin 1936).....	123

[Pour collaborer à la revue] (23 juin 1936)	126
[Pour une conférence bien préparée] (24 juin 1936)	128
[Sur une photo d'enfant] (25 juin 1936)	129
[L'article de <i>VIntran</i>] (26 juin 1936)	130
[Il faut publier le démenti] (26 juin 1936)	132
[Questions épineuses] (26 juin 1936)	133
[Trop de faiblesse] (27 juin 1936)	135
[Encore les « affaires »] (29 juin 1936)	137
[Pour un nouveau contrat] (30 juin 1936)	140
[Ne pas plier] (1 ^{er} juillet 1936)	143
[Questions pratiques et politiques] (1 ^{er} juillet 1936)	145
[Des thèses à discuter] (3 juillet 1936)	147
[Du matériel pour le <i>Biulleten</i> russe] (3 juillet 1936)	148
La nouvelle montée et les tâches de la IV ^e Internationale (3 juillet 1936)	150
[Bien des points d'accord] (3 juillet 1936)	160
[Des dispositions pratiques] (3 juillet 1936)	165
[Pour une commission d'enquête internationale] (4 juillet 1936)	168
[La revue allemande] (4 juillet 1936)	172
[Bienvenue] (4 juillet 1936)	173
[Une importante affaire pratique] (4 juillet 1936)	174
[Accusé de réception] (4 juillet 1936)	175
[Sur les Etats-Unis d'Amérique] (juillet 1936)	177
[Des conditions inacceptables] (5 juillet 1936)	185
[Un projet d'appel pour les prisonniers d'U.R.S.S.] (6 juillet 1936)	187
[Pour un travail calme et concret] (6 juillet 1936)	18g
[Les Hollandais se considèrent comme à l'extérieur] (7 juillet 1936)	190

La IV ^e Internationale et l'U.R.S.S.	
La nouvelle Constitution est une nouvelle étape dans la dégénéres-	
cance de l'Etat ouvrier	
(8 juillet 1936).....	193
[L'attitude des Hollandais]	
(8 juillet 1936).....	201
Maxime Gorky	
(9 juillet 1936).....	203
Le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire	
(bureau de Londres) et la IV ^e Internationale	
(juillet 1936).....	207
Devant la seconde étape	
(9 juillet 1936).....	213
[Problèmes au jour le jour]	
(9 juillet 1936).....	220
[Les difficultés de la section française]	
(11 juillet 1936).....	222
[Pour un objectif commun en Grande-Bretagne]	
(13 juillet 1936).....	228
[Dispositions pour la conférence]	
(13 juillet 1936).....	230
[Les groupes anglais et la conférence]	
(13 juillet 1936).....	234
[Perspectives du Marxist Group]	
(13 juillet 1936).....	236
[Le R.S.A.P. et la IV ^e Internationale]	
(15 juillet 1936).....	239
[Les documents pour la conférence]	
(16 juillet 1936).....	257
(Après la visite de Molinier)	
(17 juillet 1936).....	258
[Encore un chantage]	
(17 juillet 1936).....	260
[La crise avec la section hollandaise]	
(17 juillet 1936).....	261
[Encore les documents]	
(18 juillet 1936).....	268
[La préface du livre d'Isaacs]	
(19 juillet 1936).....	270
[Les radicaux agents de la bourgeoisie au gouvernement]	
(19 juillet 1936).....	271
[Post-scriptum sur l'Espagne]	
(21 juillet 1936).....	274
[Les Hollandais et le bureau de Londres]	
(21 juillet 1936) ...	275
[Post-scriptum aux thèses sur la nouvelle montée]	
(23 juillet 1936).....	277
[Avant la conférence de la IV ^e Internationale]	
(24 juillet 1936).....	279
[A la veille de la conférence]	
(25 juillet 1936).....	282
Comment les ouvriers d'Autriche doivent combattre Hitler	

[Le défaitisme est toujours valable] (26 juillet 1936)	289
[Vers les masses] (27 juillet 1936)	292
[Il faut enquêter sur l'exclusion de Molinier] (27 juillet 1936)	295
[Préparation des vacances] (27 juillet 1936)	296
[Position sur la question française] (28 juillet 1936)	298
[Le projet de Molinier de s'expatrier aux Etats-Unis] (29 juillet 1936)	300
[Pas d'accord !] (30 juillet 1936)	302
Leçons d'Espagne (30 juillet 1936)	309
[Après la conférence internationale] (2 août 1936)	315
 ANNEXES	 317
Ouvrages cités ou consultés	319
Index des journaux et périodiques	313
Index des noms de personnes	325
Index des organisations, institutions, instances	331
Index des thèmes et sujets	341

LISTE DES DOCUMENTS DES PAPIERS D'EXIL NON REPRODUITS DANS LE PRÉSENT VOLUME

- **2 juin 1936** : brève lettre en allemand à H. Kolbjörn Fjeld de la maison d'édition Tiden Norsk Forlag au sujet d'éditions Scandina-
vaves. (10576).
- **7 juin** : petit mot en français au Belge L. Polk s'excusant de refu-
ser l'interview sollicitée pour *De Dag*, Trotsky s'abstenant de
toute interview. (9747).
- **15 juin** : quelques lignes en allemand à Hâkon Meyer accusant
réception de la lettre annonçant sa visite. (9055).
- **28 juin** : télégramme à Sneevliet en anglais annonçant l'arrivée
de Muste. (10419).
- **1^{er} juillet** : télégramme en anglais à Simon § Schuster refusant
leurs propositions. (10357).
- **7 juillet** : télégramme en allemand à Sneevliet : on attend une let-
tre. (10320).
- **8 juillet** : quelques lignes d'accompagnement, en allemand, à
l'envoi des thèses sur l'U.R.S.S. à Jan Frankel qui y trouvera la
réponse à sa question sur le lien entre la nouvelle Constitution et
la nature sociale de l'U.R.S.S. (8151).
- **17 juillet** : accusé de réception en allemand à la lettre du profes-
seur Posthumus annonçant son arrivée le 24 juillet. (9750).
- **19 juillet** : télégramme en français à Sedov annonçant l'envoi
d'une lettre (10158).

Par ailleurs, nous n'avons pas jugé bon de reproduire la let-
tré 8506, adressée à Walter Held le 30 juin, présentée dans le
catalogue comme étant de Trotsky. Il s'agit d'une lettre d'Erwin
Wolf traitant d'aspects techniques (textes, signatures) de la pré-
paration de la conférence de juillet.

AVERTISSEMENT

A partir du volume 8, les Œuvres reposent essentiellement sur la documentation de la Bibliothèque du Collège de Harvard, les « papiers d'exil » de Trotsky, accessibles aux chercheurs depuis le 2 janvier 1980.

Pour soutenir l'intérêt du lecteur, ne pas trop émettre la vue que nous lui proposons, nous serons amenés de temps en temps à ne pas retenir certaines lettres ou télégrammes, voire à supprimer ici ou là des redites : nous indiquerons les références et la raison de ces choix (1).

Nous remercions ici ceux qui nous ont permis d'entreprendre et de poursuivre notre travail : Esteban Volkov, George Breitman, Jean van Heijenoort et Louis Sinclair.

Les textes de ce volume qui ont été rédigés en allemand ont été traduits par Alain Calvié. Les textes dictés en russe ont été traduits ou revus par Nicole Durand, Michel Kehrnon, Isabelle Lombard, les textes anglais par Pierre Broué.

Pierre Broué a assuré la dactylographie, partagée cette fois avec Soledad Moulin, grâce à l'aide du Groupe de recherche sur l'œuvre de Trotsky, R.C.P. du C.N.R.S.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué. La documentation pour elles a été réunie par lui, Alain Calvié, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert, Isabelle Lombard et Gérard Roche.

La mise au point technique et l'établissement des index a été réalisée par les autres collaborateurs de l'I.L.T. et ceux des E.D.I.

L'Institut Léon Trotsky.

(1) Voir page 11 la liste des documents des « papiers d'exil » que nous ne reproduisons pas dans le présent volume.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnages dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky, ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'institut et ne nous ont pas ménagé leur aide. Ce sont :

M. Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Lola Estrine (New York), Octavio Fernandez (Mexico), Pierre Frank (Paris), Plinio Gomès de Mello (Sao Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Londres), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Karliaftis Loukas (Athènes), Raymond Molinier (Paris), Félix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), Mario Pedrosa (Rio de Janeiro), Jean Rous (Perpignan-Paris), Georges Scheuer (Paris), Michel Raptis (Athènes-Paris), Herminio Saccheta (Sao Paulo), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Waiss (Francfort/Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico).

On nous permettra de donner une place à part à Hugo Dewar, Joseph Hansen, John Poulos et Georges Vereeken, disparus depuis le début de notre entreprise.

Pour la documentation générale, nous avons une dette vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— la Bibliothèque du Collège de Harvard, et particulièrement M. Rodney Dennis, « curator » du département des manuscrits à la Houghton Library,

— la Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives James P. Cannon),

— l'institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, et particulièrement Mlle Campfens et MM. Marcello Segall et Vilem Kahan,

— la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (Archives de la Ligue communiste, Fonds Lefeuve),

— l'institut Feltrinelli de Milan,

— la Bibliothèque communale de Follonica,

— le Centre d'Histoire de la deuxième guerre mondiale de Bruxelles, et particulièrement M. Luk Kongs, Mlle Nadya De Beule, M. Rudi van Doorslaer,

— le Centre de Documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris,

— le Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux — C.E.R.M.T.R.I. (Fonds O.C.I.) et MM. Jean-Claude Orveillon et Louis Eemans,

- le Centre de Documentation Benjamin-Franklin à Paris,
- la Bibliothèque Medem à Paris, et M. K. Veisbrot,
- les Archives du Labour Party et Mrs Patricia Francis,
- le Musée social de Paris et Mlle Colette Chambelland,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et particulièrement Mlle Solveig Halvorsen,
- l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm et particulièrement Mlle Eva Karlson,
- l'équipe des Editions ouvrières, Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, avec MM. Jean Maitron, J.-M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennetier,
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté D^r Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pelai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, d'Alan Wald, professeur à l'Université de Michigan et de chercheurs et aides bénévoles de tous pays : Wolfgang Ailes, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Olivia Gall, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Rodolphe Prager, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Maurice Stobnicer, Nicos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger, sans oublier M. Javier Wimer qui nous a ouvert tant de portes au Mexique. Enfin, bien des problèmes relatifs au séjour de Trotsky en Norvège n'auraient pu être éclairés sans le dévouement et la disponibilité attentive de M. Håkon Meyer.

LISTE DES SIGLES

A.E.A.R.	
A.F.L.	: Association des écrivains et artistes révolutionnaires
A.L.P.	: American Fédération of Labor
A.S.R.	: American Labor Party
A.W.P.	: Action socialiste révolutionnaire
B.L	: American Workers' Party
B.L. ou b.l.	: Bulletin intérieur
B.L.G.	: Bolchevik-léniniste
B. O.	: Bolshevik Leninist Group
B.P.	: <i>Biulleten Opositsii</i>
B.R.S.	: Bureau politique
C.C.	: Bond van Revolutionaire Socialisten
CE.	: Comité central
C.E.D.A.	: Comité exécutif ou commission exécutive
C.G.P.F.	: Confederación española de derechas autonomas
C.G.T.	: Confédération générale du patronat français
C.G.T.U.	: Confédération générale du travail
C.I.O.	: Confédération générale du travail unitaire
C.L.A.	: Committee for Industrial Organization
C.N.T.	: Communist League of America
C.P.A.	: Confederación Nacional del Trabajo
D.N.A.	: Communist Party of America
F.C.I.	: Det Norske Arbeiderparti
G.B.L.	: Federación Comunista Ibérica
G.P.U.	: Groupe bolchevik-léniniste
	: Guépéou (Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Ouprav-lénie)
I.A.G.	: Internationale Arbeitsgemeinschaft
LC.	: Internationale communiste
I.C.A.	: Irish Citizen's Army
I.C.E.	: Izquierda comunista de España
I.I.H.S.	: Institut international d'histoire sociale
I.K.D.	: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.P.	: Independent Labour Party
I.S.R.	: Internationale syndicale rouge
I.V.K.O.	: Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition
I.W.W.	: Industrial Workers of the World
J. C.	: Jeunesses communistes
J.G.S.	: Jeunes Gardes socialistes
J.S.R.	: Jeunesses socialistes révolutionnaires
J.S.U.	: Juventudes Socialistas Unificadas

K.A.P.D.	: Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.D. (S)	: Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)
L.C.I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
N.A.S.	: National Arbeids-Secretariaat
N.V.V.	: Nederland Verbond van Vakverenigingen
O.S.P.	: Onafhankelijke Socialistische Partij
P.C.	: Parti communiste
P.C.B.	: Parti communiste belge
P.C.E.	: Partido comunista de Espaha
P.C.I.	: Parti communiste internationaliste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	: Parti ouvrier belge
P.O.F.	: Parti ouvrier français
P.O.I.	: Parti ouvrier internationaliste
P.O.R.	: Parti ouvrier révolutionnaire
P.O.S.D.R.	: Parti ouvrier social-démocrate de Russie
P.O.U.M.	: Partido obrero de Unification marxista
P.P.F.	: Parti populaire français
P.S.O.E.	: Partido socialista Obrero Espanol
P.S.U.C.	: Partido socialista unificado de Cataluna
P.U.P.	: Parti d'unité prolétarienne
R.S.A.P.	: Revolutionair socialistische Arbeiders Partij
R.S.P.	: Revolutionair socialistische Partij
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.A.P.	: Sociaal-Democratische Arbeiders Partij
S.D.N.	: Société des nations
S.D.K.P.L.	: Socialdemokracija krosletswa polskiego i Litwy
S.D.P.	: Sociaal-democratische Partij
S.F.I.C.	: Section française de l'internationale communiste (Parti communiste)
S.F.I.O.	: Section française de l'internationale ouvrière (Parti socialiste)
S.I.	: Secrétariat international
S.N.I.	: Syndicat national des instituteurs
S.P.D.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R. ou s.r.	: Socialiste-révolutionnaire
T.P.P.S.	: Toujours prêts pour servir
U.A.W.	: Union Automobile Workers
U.M.W.	: Union Miners Workers
U.S.P.D.	: Unabhdngige Sozialdemokratische'; Partei Deutsch- lands
	: Union socialiste républicaine
U.S.R.	: Vereignite Links Opposition
V.L.O.	: Workers Party of the United States
W.P.U.S.	

CHRONOLOGIE

1936

JUIN

- 1^{er} — Fusion du P.O.R. (Naville-Rous) et du P.C.I. (Molinier) et constitution du P.O.I.
— A Madrid, début de la grève du bâtiment.
- 3 — A Anvers, début de la grève des dockers.
- 4 — A Paris, constitution du gouvernement de Front populaire par le dirigeant socialiste Léon Blum, avec participation de radicaux, soutien sans participation du P.C.
- 7 — Réunis à l'hôtel Matignon, à l'initiative du nouveau gouvernement, patronat et syndicats signent les « accords Matignon » qui satisfont nombre de revendications ouvrières.
- 8-9 — Le bordiguiste italien Guido Beiso, accusé du meurtre d'un dirigeant du P.C.I., est condamné à Paris à 5 ans de travaux forcés.
- 9 — A Paris le « Lutetia-Kreis » (cercle Lutetia) devient le comité pour la constitution du Front populaire allemand.
— Première réunion des délégués d'une trentaine de comités de grève à l'invitation du comité de grève de l'usine Hotchkiss de Levallois.
- 10 — Début des travaux du bureau politique élargi du K.P.D. et des contacts avec le S.A.P.
— La vague de grèves s'élargit en Belgique.
— Résistance ouvrière en France à la reprise après les accords Matignon.
— Le B.P. du P.C. décide de convoquer le C.C. pour lui proposer l'exclusion d'André Ferrât qui qualifie d'opportunisme et de collaboration de classes la politique du parti.
- 11 — Deuxième réunion de délégués de comités de grève à l'appel du comité de grève Hotchkiss.
— Maurice Thorez appelle à savoir terminer une action revendicative et met l'autorité du P.C. au service de la reprise du travail.
- 12 — A Paris, saisie du n° 1 de l'hebdomadaire du P.O.I., *La Lutte ouvrière*.
- 13 — La Chambre des députés française vote la semaine de 40 heures, première d'une importante série de lois sociales, les « conquêtes de 1936 ».
— Le C.C. du P.C. condamne les conceptions « aventuristes » et « trotskystes » d'André Ferrât et l'exclut à l'unanimité.
- 13-14 — Conférence nationale commune de l'A.S.R. et de la L.C.I. pour la constitution en Belgique d'un parti nouveau.

LEON TROTSKY, OEUVRES, JUIN-JUILLET 1936

- 15 — Grève générale des mineurs en Belgique.
— A New York, meeting du W.P.U.S. dans lequel est annoncée la dissolution du parti et l'entrée de ses militants dans le P.S. américain.
- 18 — Mort de Maksim Gorky.
- 19 — 400 000 grévistes en Belgique.
- 20 — Proclamation de l'état d'urgence en Belgique.
- 21 — Grève en Tchécoslovaquie.
— I.N. Smirnov, aux mains du G.P.U., après avoir nié pendant des mois, admet l'activité politique de son groupe clandestin et ses contacts de 1932, en vue de la constitution d'un « bloc » avec les zino-viévistés et les « gauchistes » de Sten et Lominadzé.
— *L'Humanité* titre : « Vive l'Union de la Nation française ! »
- 27 — Importantes concessions au mouvement gréviste en Belgique : premières lois sociales dont la semaine de 40 heures pour certaines corporations.
— Loi sur la co-responsabilité familiale en cas d'attentat terroriste adoptée en U.R.S.S.
- 28 L'ex-dirigeant du P.C. Jacques Doriot fonde à St-Denis le P.P.F., candidat au rôle de parti fasciste en France.
- 29 Constitution, à Barcelone, du P.S.U.C., résultat de la fusion P.S. - P.C. en Catalogne : le nouveau parti adhère à l'I.C.

JUILLET

- 2 — La police polonaise tire à Lvov sur une manifestation de chômeurs : 18 morts.
- 4 — Fin de la grève du bâtiment de Madrid commencé le 1^{er} juin : c'est un grand succès notamment pour la C.N.T.
- 5 — A.J. Muste quitte H0nefoss pour Amsterdam.
- 6 — La nouvelle Constitution soviétique est adoptée.
- 7 — Arrivée d'A.-J. Muste à Amsterdam.
— Déclaration du ministre socialiste de l'intérieur du gouvernement Blum, Roger Salengro, au Sénat : le gouvernement s'opposera aux occupations d'usines.
- 10 — M. Shachtman quitte Rotterdam pour la Norvège.
- 11 — A Madrid, assassinat, par des tueurs d'extrême droite, du lieutenant des Gardes d'Assaut José del Castillo, instructeur militaire des J.S.

- 13 — Arrivée de M. Shachtman à Honefoss.
— Assassinat du chef parlementaire de la droite espagnole José Calvo Sotelo, en représailles pour le meurtre de del Castillo.
- 14 — Le C.C. du P.O.I. exclut Raymond Molinier et décide le report du congrès prévu le 15 août.
— Grève des travailleurs du pétrole au Mexique.
- 16 — Interrogé depuis des mois par le G.P.U., A.S. Ter-Vaganian signe un procès-verbal dans lequel il est censé raconter l'histoire du « bloc des oppositions » de 1932. Mais il continue à nier toute implication terroriste.
— Visite à Htfnefoss de Molinier et Desnots : rencontre avec Trotsky.
- 17 — Amnistie en Belgique pour les condamnations pour faits de grève.
— Soulèvement des chefs militaires au Maroc espagnol : les généraux Franco et Sanjurjo à la tête du « complot ».
- 18 — Coup d'Etat à Dantzig sous la direction du président du Sénat, membre du parti nazi.
- 18-20 — Soulèvement des chefs de l'Armée en Espagne et début de la guerre civile ; armement des ouvriers et paysans et formation des milices et des comités ; démission du gouvernement Casares Quiroga qui avait nié le soulèvement et tentative de conciliation du gouvernement Martinez Barrio.
- 19 — Le gouvernement de Front populaire présidé à Madrid par le Dr Giral — sans ministres socialistes ni communistes — décrète l'armement du peuple, déjà réalisé, et reconnaît l'existence des milices des partis et syndicats.
- 21 — A Barcelone, où la C.N.T. détient toute l'autorité après l'écrasement de la révolte militaire, constitution du comité central des milices antifascistes de Catalogne, véritable « deuxième pouvoir » : le président Companys se met à sa disposition.
- 24 — Erwin Wolf, secrétaire de Trotsky depuis octobre 1935, quitte Hçinefoss pour Paris, de même que Held et Shachtman.
- 27 — A Paris. A. Leonetti, au nom du S.I., demande à M. Shachtman de s'installer en Europe pour y animer le travail du S.I.
- 29-30-31 — Salle Pleyel à Paris, conférence dite « de Genève » de la IV^e Internationale. Comme délégués ou observateurs, y participent les Français Rous, Boitel, van Heijenoort, Zeller et le réfugié roumain Gottlieb-Péro, les Britanniques D.D. Harber, C.L.R. James, May Matlow et Max Nicholls, le Suisse W. Nelz, les Italiens Blasco et Leonetti, les Allemands Klement, Walter Held, O. Shüssler, le Tchécoslovaque germanophone Erwin Wolf, Léon Sedov et les Américains A.I. Muste et Max Shachtman.

INTRODUCTION

Les mois de juin et de juillet 1936 que couvre le présent volume des OEuvres de Trotsky sont en réalité les deux derniers de la vie calme et laborieuse que l'exilé a connue, depuis juin 1935, dans la maison de ses hôtes Knudsen, près de Hønefoss en Norvège. Ce sont pourtant pour lui deux mois de grande tension.

Il lui faut d'abord à tout prix achever ce qui n'était au début, en septembre 1935, qu'une préface à une réédition américaine de son Histoire de la Révolution russe et qui est devenu maintenant le livre capital qu'il lui faut terminer sur l'Union soviétique, celui que l'éditeur baptisera La Révolution trahie. Il y consacre le plus clair de son temps, dans la recherche autant que la réflexion et l'élaboration : son courrier reflète aussi bien ses soucis et ses difficultés de documentation que ses préoccupations d'édition. Les informations apportées d'Union soviétique au mois d'avril par Victor Serge sont venues compléter celles de Ciliga et Tarov l'année précédente. Plus que jamais, Trotsky a conscience qu'une menace mortelle pèse sur ses camarades en d.R.S.S. Mais il ne parvient toujours pas à toucher sur ce point l'opinion mondiale, à susciter la commission internationale d'enquête sur la répression politique en U.R. S.S. qu'il juge nécessaire pour établir la vérité sur la persécution des révolutionnaires par Staline.

Mais il doit aussi tenir un calendrier de travail pour la pré-conférence internationale, décidée en avril, et qui est en train de devenir tout simplement la conférence internationale, l'aboutissement des efforts entrepris pour la construction de la IV^e Internationale, à partir de 1933 et, plus particulièrement, depuis la rédaction et la diffusion à l'été 1935 de la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale ». L'enjeu est considérable et il en a conscience. Les obstacles ne le sont pas moins, et, parmi eux, les obstacles internes. La bouderie des dirigeants du R.S.A.P. hollandais à partir de janvier et leur mécontentement devant la décision du

W.P.U.S. d'entrer dans le parti socialiste américain, se transforment en grogne provocante, à la limite du sabotage. Les Hollandais — ceux-là même qui assurent en principe le « secrétariat » qui devrait préparer la conférence — ne répondent pas aux lettres, se dérobent sous de mauvais prétextes. De toute évidence, ils ont tourné la tête à nouveau dans la direction du bureau de Londres, puisqu'ils se font aussi les avocats de sa dernière recrue, le P.O.U.M. dont Trotsky, lui, dit qu'il a « trahi » en signant un programme de Front populaire.

Trotsky doit préparer la conférence internationale de plusieurs manières. D'abord en rédigeant, avec assez d'avance pour qu'ils puissent être discutés, les documents principaux — que l'on trouvera dans les pages qui suivent — en dirigeant ensuite ou, au moins, en conseillant le S.I. aussi bien dans les questions principales et théoriques que sur les problèmes tactiques, en s'entretenant aussi avec les responsables qui, comme l'Américain Muste, viennent lui rendre visite. L'entêtement des Hollandais empêche que se tienne, à H0nefoss même, la préconférence représentative des forces essentielles de la IV^e Internationale qu'il avait souhaitée, mais il n'en travaille pas moins d'arrache-pied avec Muste, son secrétaire Erwin Wolf et le réfugié allemand Walter Held, pour que tout soit prêt à la conférence qu'on appellera « Conférence de Genève » mais qui se tient en réalité à Paris, salle Pleyel.

Rien n'est simple cependant. D'une part le printemps a apporté l'explosion ouvrière longtemps attendue et prédite. La vague de grèves en France et en Belgique, les secousses infligées aux régimes militaires de l'Europe de l'Est et du Sud-Est par les travailleurs polonais, yougoslaves, grecs, voire roumains, le caractère toujours plus audacieux et plus révolutionnaire des initiatives des ouvriers et des paysans espagnols, attestent l'apparition en force de cette nouvelle « montée révolutionnaire » qui donne enfin aux révolutionnaires la base objective pour inscrire leur action dans la réalité. Trotsky donne du mouvement gréviste en France dont il est informé par la radio et la presse une chronique et une analyse étincelantes — que la saisie des journaux qui les publient empêche d'être connues sur le coup. Il commence l'esquisse de ce que pourra être cette « révolution française » qui vient de commencer, montre à ses camarades comment préparer la « seconde étape ». Mais les militants auxquels il s'adresse, les organisations qui vont prendre part à la conférence, sont-ils à la hauteur de la situation nouvelle en train de se développer ? On ne trouvera dans ce volume qu'une très brève allusion aux événements de Pologne, aucune sur les autres pays de l'Europe centrale

et balkanique. La préoccupation de la crise espagnole est toujours sous-jacente et Trotsky attend que le S.I., rassemblant les quelques fils qu'il a pu saisir — individus ou groupuscules —, ouvre la voie de la « conférence espagnole » qui pourrait reconstruire la section perdue corps et biens avec Nin dans le P.O. U.M. Enfin, dès les premiers jours de l'existence du nouveau parti unifié en France, le P.O.I., il s'oppose vivement à sa direction à propos notamment de la reproduction de ses propres articles, qu'il va jusqu'à proposer au Prolétaire, et envisage même de publier, avec l'aide du fidèle van Heijenoort, son propre bulletin en français. Le heurt est plus violent encore initialement avec l'« affaire Molinier » qui resurgit avec la réunification. Nous ne savons rien de la Belgique dont il se plaint d'ailleurs de n'avoir pas de nouvelles : les choses n'y vont sans doute pas pour le mieux, puisque l'homme de base des bolcheviks-léninistes belges, Léon Lesoil, lui adresse une lettre dans laquelle il confesse découragement et épuisement.

Trotsky fait face : articles d'actualité au jour le jour pour La Lutte ouvrière, lettres à la direction du P.O.I., entrevue orageuse, dans sa propre maison de Wexhall, avec Molinier et un de ses lieutenants venus lui demander une intervention qu'il refuse au moment où le P.O.I. les exclut, correspondance avec les trois groupes britanniques qu'il voudrait rassembler dans un travail à l'intérieur du Labour Party, mais qu'il faut d'abord décider à venir à la conférence. Il continue ses échanges avec Grylewicz et, derrière lui, les « mécènes » allemands de Tchécoslovaquie du « groupe Rops » pour l'édition de la revue théorique en allemand qu'il compte bien diriger et pour laquelle il bâtit plans et projets précis, lui cherchant des collaborateurs, de Victor Serge, bien sûr, à Rosmer, qui revient à son horizon, et Franz Pfemfert, qui ne l'a jamais quitté.

Il y a toujours des séparations le long de la route. Le mois de juin est marqué par celle de Ciliga, qui a choisi la collaboration avec la presse des mencheviks. Pour Trotsky, ce n'est pas là une véritable rupture, mais seulement la fin d'un malentendu : Ciliga, à ses yeux, n'a jamais été bolchevik-léniniste, même dans l'isolateur de Verkhnéouralsk. C'est ce qu'il écrit aux sections, ce dont il tente de convaincre Victor Serge. Ce dernier, au fond, est proche de Ciliga et leurs premières réactions à l'étranger ne semblent pas très différentes. Mais, pour lui, Trotsky a toutes les indulgences et une affectueuse patience. Dans des lettres détaillées, précieuses pour l'historien, il fait le point sur les hommes et les groupes avec lesquels il a rompu et avec lesquels Serge lui suggère de se lier,

Louzon et le noyau de La Révolution prolétarienne, Dommanget et les instituteurs de la fédération unitaire et, bien sûr, Andrés Nin que Serge, après Sneevliet, soutient avec ardeur. Trotsky, bien qu'il fasse proposer par Muste à Serge d'entrer dans le conseil général de l'internationale, ne souhaite pas que l'écrivain, dont il apprécie le talent littéraire, s'immerge dans un militantisme quotidien. Les observations et propositions d'amendements formulées par Serge à propos des thèses soumises à la conférence permettent en outre de mesurer l'ampleur des désaccords qui ne cesseront de grandir entre les deux exilés.

Avec les derniers jours de juillet, c'est le début de la guerre civile en Espagne. Trotsky commence à croire à la victoire des milices ouvrières et paysannes sur l'armée blanche du général Franco et de ses pairs. Mais, comme tout le monde, il ne croit qu'en une guerre de quelques semaines et ne soupçonne pas qu'elle puisse s'enterrer pour des années. Par ailleurs, l'Espagne lui semble donner au monde — et au premier chef à la France — une irremplaçable leçon sur le Front populaire : les généraux qui s'y sont soulevés avec l'appui des puissances étrangères ne sont-ils pas ceux-là même qui avaient été laissés à leur poste ou mis en place par des ministres de Front populaire qui se sont en outre publiquement portés garants de leur « loyalisme » alors même que ces messieurs complotaient au grand jour ? Pourtant, si les travailleurs en armes l'emportent, l'impossible d'hier deviendra possible. Ayant écrit au secrétariat international pour lui rappeler que Nin a commis « un crime » en pactisant avec le Front populaire, il rédige quelques jours après un article destiné à publication dans lequel il s'abstient de toute attaque contre le P.O.U.M. — ce dernier va d'ailleurs le publier dans La Batalla, devenue quotidien, à Barcelone.

Le 2 août, Trotsky reçoit de Rudolf Klement, secrétaire administratif du S.I., le premier rapport sur la conférence internationale qui s'est tenue les 29, 30 et 31 juillet. Il ne formule pas sur le coup la critique qu'il reprendra plus tard contre la conférence qui n'a pas voulu se contenter de constater l'existence de la IV^e Internationale et s'est, selon lui, donné le ridicule de proclamer le « mouvement pour la IV^e Internationale ». En fait, il peut pousser un soupir de soulagement, puisqu'il est en train de dicter les tout dernières pages de son livre sur T. U. R. S. S. C'est avant tout au repos qu'il aspire et à la détente : ses amis norvégiens ont organisé pour lui un séjour de vacances avec de fantastiques parties de pêche et, depuis des semaines, il a lutté pour repousser ou écarter les propositions de visites ou d'entrevues qui pourraient compro-

mettre ces semaines de vacances qu'il estime aussi nécessaires que méritées.

Il ne sait pas — bien qu'il puisse l'imaginer — que de jeunes et moins jeunes nazillons de l'entourage du Fihrer norvégien Quisling sont en train de préparer contre lui « un coup » dont ils rêvent depuis longtemps. Il ne sait pas non plus — et il aura de la peine à l'imaginer — que des spécialistes du G.P. U. achèvent de préparer, pour un procès public où ils auront à « avouer » leurs crimes et les siens, les compagnons de Lénine et ses anciens camarades de l'Opposition. En cet été de 1936, comme au printemps de 1934 lors de son expulsion de France déjà, le destin personnel de Trotsky se scelle une seconde fois sous le signe de la conjonction entre Hitler et Staline. Pour lui, c'est l'enfer qui commence.

[DES QUESTIONS POLITIQUES ESSENTIELLES] (1)

3 juin 1936

Cher Victor Lvovitch (2),

J'ai reçu deux lettres de vous : une en russe du 23 mai et une en français du 27. Parlons tout d'abord de vos affaires personnelles. J'ai lu dans un article de feu Pavlov (3) que l'on avait commencé à soigner la schizophrénie au moyen d'un long sommeil artificiellement provoqué, et ce avec grand succès. Les médecins belges connaissent-ils cela ? En tout cas, ce traitement, à ce que je crois, n'est possible qu'en clinique. Nous nous sommes beaucoup réjouis, Natalia et moi, de l'amélioration générale de l'état de votre femme. Nous nous imaginons sans peine les extraordinaires difficultés de votre situation.

Pour ce qui est d'un travail rémunéré, c'est l'Amérique qui offre le plus grand espoir. Avant tout, il va falloir publier le grand livre que vous préparez ou allez préparer. Je compte fermement que vous y parviendrez. Je pense aussi que vous pourriez vous frayer un chemin dans la grande presse américaine au moyen

(1) Lettre à Victor Serge. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10271, et Fonds Victor Serge, Musée social, Paris. Traduit du russe par Françoise Petit, pour L. Trotsky, V. Serge, *La Lutte contre le stalinisme*, présenté par M. Dreyfus, Paris, Maspero, avec la permission des éditions Maspero.

(2) Victor SERGE était le pseudonyme de Victor LVOVITCH KIBALTCHITCH (1890-1947), un écrivain belgo-russe de langue française de très grand talent. Né en Belgique de parents russes, il avait d'abord été anarchiste et condamné pour complicité dans l'affaire de la bande à Bonnot. Revenu en Russie en 1918, il s'était rallié au bolchevisme et avait travaillé pour l'I.C. Membre de l'Opposition de gauche, il avait été déporté une première fois en 1928, puis une seconde fois en 1933, et venait d'être autorisé à quitter l'U.R.S.S. au mois d'avril. Il entretenait, depuis, une correspondance étroite avec Trotsky.

(3) Ivan P. PAVLOV (1849-1936), médecin et physiologiste, spécialisé dans les recherches sur les glandes digestives et les réflexes conditionnés, avait appliqué quelques-unes de ses découvertes à la psychiatrie. Trotsky fait ici allusion à la santé mentale de la femme de Serge, gravement atteinte.

d'une série d'articles sur la littérature et l'art soviétiques en général. Sur ce sujet est sorti, il y a un an et demi-deux ans, un livre d'Eastman (4). Le connaissez-vous ? Lisez-vous l'anglais ?

Je serai extrêmement content si vous vous chargez de traduire mon nouveau livre en français. Ce faisant, vous n'« enlèverez » de travail à personne, et je ne peux évidemment rêver d'un traducteur plus qualifié. J'attends avec impatience votre livre *Défense de l'U.R.S.S. en 1936* (5).

Je crains que vous n'écriviez en russe pour m'être agréable. C'est inutile, choisissez ce qui vous convient le mieux à vous-même ; je comprends presque aussi bien, c'est-à-dire sans difficulté, votre français et votre russe.

Passons maintenant aux questions politiques.

1. Au sujet de *La Révolution prolétarienne* (6). Vous connaissez mes liens anciens avec ce groupe, liens qui remontent à la guerre. Je suis arrivé à Constantinople avec la ferme intention de travailler avec eux, et j'ai fait beaucoup d'efforts pour établir un contact personnel et politique, en particulier par l'intermédiaire de Rosmer, qui, sur ce point, fut d'emblée plus sceptique que moi. Il avait raison. Vous parlez de la nécessité d'être amis avec les « syndicalistes révolutionnaires ». C'est tout à fait juste, mais où

(4) Max EASTMAN (1883-1969), professeur de philosophie à l'université de Columbia à New York, poète et romancier, avait dirigé à partir de 1912 la revue *Masses*, l'un des centres de ralliement des révolutionnaires aux Etats-Unis. Défenseur de la révolution russe, il était venu à Moscou en 1922 et avait connu Trotsky dont il avait commencé la biographie. Revenu de l'Union soviétique en 1924 au moment de la campagne contre Trotsky avec de nombreux documents qui lui avaient été confiés, il avait cru (avec l'assentiment de Rakovsky) pouvoir publier le texte connu sous le nom de « Testament de Lénine » dans son ouvrage de 1925 *Since Lenin* (Depuis la mort de Lénine). Trotsky avait été contraint de le désavouer. Le même épisode, particulièrement désagréable pour lui, s'était renouvelé en 1926 quand il avait publié le « Testament » dans le *New York Times* au moment où l'Opposition était contrainte de rédiger et de signer sa « déclaration pacifique » du 16 octobre. Après plusieurs années passées en France, Max Eastman était retourné aux Etats-Unis et y avait publié en 1928 le livre, préfacé et traduit par lui, intitulé *The Stalin School of Falsification* (l'Ecole stalinienne de la falsification) qui comprenait les documents essentiels de l'Opposition de gauche russe : il était alors en contact suivi avec le trotskyste russe Sointsev. Ses droits littéraires sur ce travail devaient servir, quelques semaines plus tard, à financer la publication de *The Militant*, dont J.P. Cannon et le premier noyau trotskyste entreprenaient la publication. En 1934, Max Eastman avait publié un livre explosif contre la politique stalinienne vis-à-vis des intellectuels, *Artists in Uniform* (Artistes en uniforme).

(5) Il s'agit du livre alors en préparation qui devait paraître en 1937 aux éditions Bernard Grasset sous le titre *Destin d'une révolution*.

(6) *La Révolution prolétarienne* avait été fondée en 1925 comme « revue syndicaliste communiste » par Pierre Monatte et ses amis, peu après l'exclusion de Monatte du P.C. Elle était devenue ensuite, après sa rupture avec le communisme en général, « revue syndicaliste révolutionnaire ».

sont-ils ? Les gens de *La Révolution prolétarienne* ne sont ni des syndicalistes ni des révolutionnaires. C'est tout simplement un petit groupe coupé de tout ce qui est vivant. Monatte a vieilli et s'est mis à l'écart. Louzon (7) est un petit-bourgeois extravagant, une caricature attardée de Proudhon (8) : il a des connaissances diverses, mais qui nuisent à lui et à ses lecteurs au lieu de leur servir. Ceux d'entre eux qui font du syndicalisme rampent devant Jouhaux (9) et compagnie et n'ont que haine pour notre mouvement. Ce groupe est mort. Telle est la conclusion à laquelle je suis parvenu, non pas à la légère, sous le coup de la première impression, mais en me basant sur mon expérience, une patiente expérience de plusieurs années. Je dois ajouter qu'il y a un an, sur mon initiative, les camarades français ont tenté une nouvelle fois de mener une lutte commune avec *La Révolution prolétarienne* contre le social-chauvinisme. Cette tentative n'a rien donné, parce que ces gens-là sont incapables de lutter, ne comprennent pas ce qu'est la lutte (10). Cela n'exclut évidemment pas les « relations personnelles ». Mais vous vous rendrez vite compte par vous-même qu'il ne faut absolument pas voir dans les gens de *La Révolution prolétarienne* des syndicalistes révolutionnaires.

2. Si j'ai bien compris votre lettre de Paris, vous êtes mécontent de notre comportement envers Andrés Nin (11), comporte-

(7) Pierre MONATTE (1881-1960) correcteur d'imprimerie, anarchiste, puis syndicaliste révolutionnaire, avait été en 1909 l'un des fondateurs de *La Vie ouvrière*. Il avait été en 1914 l'un des animateurs du « noyau » de cette revue qui avait tenté d'organiser la résistance des internationalistes à la guerre et il s'était lié d'amitié avec Trotsky. Il avait dirigé la page syndicale de *l'Humanité*, mais n'avait adhéré au P.C. qu'en 1923 ; il en avait été exclu en 1924, à la fois pour sa solidarité avec Trotsky et ses critiques de ce qu'on appelait la « bolchevisation ». Robert LOUZON (1882-1976), ingénieur du gaz, collaborateur de *La Vie ouvrière*, avait été secrétaire fédéral du P.C. en Tunisie, avait démissionné en 1924 et militait depuis au sein de la Ligue syndicaliste qui éditait *La Révolution prolétarienne*. Il était sans doute redevenu plus « syndicaliste » encore que Pierre Monatte.

(8) Pierre Joseph PROUDHON (1809-1865) était un peu l'ancêtre du syndicalisme en France, au moins autant que de l'anarchisme, et Louzon était un syndicaliste révolutionnaire proche de l'anarcho-syndicalisme.

(9) Léon JOUHAUX (1870-1934) ancien syndicaliste révolutionnaire, était devenu en 1909 secrétaire général de la C.G.T. et avait engagé cette dernière en 1914 dans l'Union sacrée. Au lendemain de la guerre, il avait porté la responsabilité de la scission syndicale qui avait eu pour objectif d'empêcher les révolutionnaires de prendre la direction de la C.G.T.

(10) Trotsky fait allusion ici à la conférence contre la guerre et l'Union sacrée qui s'était tenue en 1935 à Saint-Denis et qui avait exposé sur la question de la participation de l'ancien fasciste Georges Valois (*Œuvres*, 6, p. 45).

(11) Andrés NIN PÉREZ (1892-1937), instituteur catalan, ancien militant socialiste, était devenu secrétaire national de la C.N.T., puis secrétaire de l'Internationale syndicale rouge à Moscou à partir de 1921. Membre du parti bolchevique, puis de l'Opposition de gauche à partir de 1923, il avait été membre de sa commission interna-

ment que vous jugez « sectaire ». Vous ne connaissez pas et ne pouvez pas connaître l'histoire politique et personnelle de nos relations. Vous pouvez vous imaginer sans peine combien je me suis réjoui à l'époque de la venue de Nin à l'étranger. Pendant plusieurs années, j'ai correspondu avec lui très régulièrement. Certaines de mes lettres étaient de véritables « traités » : c'est qu'il s'agissait de la révolution vivante dans laquelle Nin pouvait et devait jouer un rôle actif. Je pense que mes lettres à Nin pendant deux ou trois ans pourraient constituer un « volume » de plusieurs centaines de pages : cela suffit à vous montrer quelle importance j'accordais à Nin et à des relations amicales avec lui. Dans ses réponses, Nin affirmait tant et plus son accord théorique mais évitait absolument les problèmes pratiques. Il me posait des questions abstraites sur les soviets, la démocratie etc., mais ne disait pas un mot des grèves générales qui secouaient la Catalogne. Bien entendu, personne n'est obligé d'être un révolutionnaire. Mais Nin était à la tête de l'organisation bolchevik-léniniste en Espagne, et, par là-même, il avait pris des engagements sérieux auxquels, dans la pratique, il se dérobaît, tout en me jetant dans ses lettres de la poudre aux yeux. Croyez, cher ami, que dans ce domaine j'ai un certain flair. Si l'on peut m'accuser de quelque chose vis-à-vis de Nin, c'est d'avoir trop longtemps nourri des illusions sur son compte et de lui avoir donné par là-même la possibilité, sous le drapeau du bolchevisme-léninisme, d'entretenir la passivité et la confusion qui sont déjà suffisantes comme cela dans le mouvement ouvrier espagnol, je veux dire parmi ses dirigeants. S'il y avait eu en Espagne à la place de Nin un révolutionnaire ouvrier sérieux, comme Lesoil ou Vereeken (12), il aurait été pos-

tionale avec Victor Serge et expulsé en 1930. Il avait commencé alors avec Trotsky une importante correspondance politique qui avait abouti à une rupture personnelle entre les deux hommes et à une rupture politique en janvier 1936. Nin était alors secrétaire national du P.O.U.M., qui était adhérent au bureau de Londres, et ne se comptait plus parmi les partisans de la IV^e Internationale : la section espagnole, l'alzquierda communiste, s'était fondue dans le P.O.U.M. La correspondance de Nin ne se trouve pas à Harvard et a sans doute été volée en 1936.

(12) Léon LESOIL (1892-1942), ancien travailleur des mines du Borinage, gagné au communisme en Russie où il avait été envoyé comme soldat pendant la guerre, avait été l'un des fondateurs du P.C. belge à Charleroi, puis un des fondateurs de l'Opposition de gauche. Il était le principal dirigeant de la section belge dont les militants, entrés dans le P.O. B. en 1935, étaient en train d'en sortir sous le drapeau de l'action socialiste révolutionnaire afin de constituer un nouveau parti. Georges VEREEKEN (1896-1978), chauffeur de taxi à Bruxelles, avait été membre du P.C. belge en 1922, de son C.C. en 1925, et avait été exclu en 1928 avec la majorité de son comité central. Bruxellois, il avait suivi Charleroi en 1930 lors de la scission de l'Opposition de gauche. Membre du S.I. de l'Opposition de gauche, puis de la L.C.I., il l'avait quitté au moment de l'entrée dans la S.F.I.O., à laquelle il était vivement opposé. Il avait rompu avec la section belge lors de l'entrée de cette dernière et publiait *Spartacus*.

sible pendant ces années de révolution d'y accomplir une œuvre grandiose. Poussé par l'ambiguïté de sa position, Nin soutenait systématiquement, dans tous les pays, tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, se mettaient à lutter contre nous et finissaient généralement en renégats purs et simples (13). Comment se produisit la rupture ? Nin se proclama l'adversaire absolu de l'entrée tactique de nos camarades dans le parti socialiste français (14), puis, après de longues hésitations, il déclara que les Français avaient raison et qu'il fallait faire de même en Espagne. Mais, au lieu de cela, il s'allia à l'organisation provinciale de Maurin (15), qui n'a aucune perspective, mais permet de mener une existence tranquille. Notre secrétariat international lui écrivit une lettre de critiques. Nin répondit en rompant les relations et publia quelque chose à ce sujet dans un bulletin spécial. Si je ne voulais pas abuser de votre temps, je vous enverrais le paquet de ma correspondance avec Nin : j'ai gardé des doubles de toutes mes lettres. Je suis sûr que, comme l'ont fait d'autres camarades qui ont pris connaissance de cette correspondance, vous m'accuseriez d'une trop grande patience, d'« esprit conciliateur » et non de sectarisme.

3. J'imagine parfaitement bien que *La Révolution prolé-*

L'exclusion des militants de l'A.S.R. ouvrait la perspective de la réunification, avec la participation de son groupe à la fondation du nouveau parti par l'A.S.R.

(13) La Izquierda comunista, section espagnole de l'Opposition de gauche, avait notamment soutenu l'Autrichien Landau contre Trotsky après sa rupture en 1930, fait bloc avec Rosmer contre Molinier, conservé des relations avec la Gauche communiste, groupe scissionniste français, proposé comme candidat au S.I. le Russe Mill, écarté à l'initiative de Trotsky.

(14) En septembre 1934, Nin, avec d'ailleurs la direction espagnole unanime, avait repoussé la proposition de Trotsky d'entrer dans les J.S. et le P.S. avec les arguments même qui leur avaient servi quelques semaines auparavant à condamner le « tournant français ».

(15) Joaquin MAURIN Julia (1896-1974), instituteur aragonais, secrétaire provincial de la C. N.T., était devenu communiste à Moscou en 1921 et secrétaire national provisoire de la C.N.T. à son retour. Emprisonné sous la dictature de Primo de Rivera, il avait été exclu du P.C.E. avec la Fédération catalano-baléare qu'il dirigeait, en 1930. Il avait ensuite fondé le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne qui s'était rapproché de la Izquierda comunista au sein des Alliances ouvrières en 1934. Le Bloc avait été la principale organisation dans la constitution en septembre 1935 du P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista), dans lequel s'était également fondue la Izquierda comunista. Cette solution ne s'était imposée qu'après bien des péripéties. En effet, Nin et la majorité de la direction, après le ralliement à l'entrée dans le P.S. d'une minorité de la direction avec Fersen, avaient proposé une solution de compromis : « regroupement des révolutionnaires » en Catalogne, entrée dans le P.S. et les J.S. ailleurs. Mais le groupe de Madrid avait obtenu un référendum des militants, qui avait rejeté ce projet qui aurait abouti à une scission de fait. Trotsky pensait que le P.O.U.M. n'était que le Bloc sous une autre étiquette et Maurin « un petit-bourgeois catalaniste ».

rienne ou les Paz (16) ont beaucoup mieux maintenu les relations avec vous que *La Vérité* : ils ont beaucoup plus de possibilités, de loisirs, de moyens matériels et d'entraînement. N'oubliez pas que notre jeunesse est inexpérimentée et se débat au milieu de difficultés innombrables. Vous parlez des provocateurs. Je suis sûr qu'il y en a eu et qu'il y en a encore (17). Les provocateurs n'ont évidemment rien à trouver chez Louzon ou chez Magdeleine Paz. Par contre, ils pénètrent de toutes leurs forces chez les bolcheviks-léninistes qui prêchent la grève générale, organisent une milice et mènent une propagande antipatriotique acharnée. Comment n'y aurait-il pas parmi eux des provocateurs ? Je suis loin d'approuver la négligence ou l'inexpérience de nos jeunes amis, avec qui je suis en lutte continue à ce sujet. Mais comment ne pas voir que beaucoup de leurs défauts ne sont que l'envers de leurs inestimables qualités : ce sont des *révolutionnaires*, alors que les Louzon et les Paz ne sont que de paisibles philistins conservateurs.

4. Prenons l'exemple belge. On nous a accusés d'une trop grande intolérance envers Vereeken. Sans l'entrée du groupe de Lesoil dans le parti belge, nous n'aurions pas les succès, modestes mais certains, que nous avons maintenant. Or Vereeken ne voulait y entrer à aucun prix. Fallait-il donc capituler devant lui et renoncer à la possibilité de faire un grand pas en avant ? (Le succès aurait pu être beaucoup plus important si l'on avait pratiqué dès le début envers Godefroid (18) une politique plus ferme et plus nette). Dans ces conditions, la rupture avec Vereeken était inévitable. Mais j'ai toujours pensé, je l'ai dit aux camarades, et je l'ai

(16) Maurice PAZ (né en 1896) et Magdeleine MARX, épouse PAZ (1889-1973), venus du P.C., avaient animé en France la revue *Contre le courant* qui avait représenté en 1928-1929 le courant français d'opposition de gauche. Après leur rupture avec Trotsky, ils étaient revenus à la S. F. I.O. Magdeleine Paz avait joué un rôle important dans la campagne pour la libération de Victor Serge.

(17) Victor Serge était revenu d'Union soviétique, non seulement hanté par l'existence des provocateurs du G.P.U. qui avaient fait tellement de mal à l'Opposition russe, mais persuadé que l'Opposition de gauche en était truffée. Il avait échangé à ce propos une intéressante correspondance avec Sedov. Il y avait à cette époque au moins un provocateur du G. P. U. dans ce qu'on appelait le « groupe russe » de Paris, c'est-à-dire l'entourage immédiat de Léon Sedov. Mordka ZBOROWSKI (né en 1908), dit MARC, dit ETIENNE, émigré de Pologne, avait été recruté à Grenoble par le G. P. U. et infiltré dans l'organisation trotskyste à Paris. Il avait gagné la confiance de Sedov, dont il était le principal collaborateur. La présence dans les archives de la préfecture de police de comptes rendus détaillés du C.C. du P.C.I. fait penser qu'il existait un provocateur de la police dans cette organisation, mais il n'a pas encore été identifié.

(18) Fernand GODEFROID (né en 1909), secrétaire des Jeunes Gardes socialistes depuis 1930, avait été longtemps considéré comme un pilier de la « gauche » du p.O. B. Il avait ouvertement et sévèrement combattu les trotskystes à partir de la fin de 1935 et ceux-ci, en dépit des avertissements de Trotsky, avaient tardé à engager le combat contre lui.

écrit, que nous retrouverions Vereeken à la prochaine étape (19). Maintenant j'espère que nous nous allierons avec lui malgré son sectarisme (qui est d'ailleurs l'envers de ses précieuses qualités).

5. Au sujet de notre campagne en faveur des prisonniers politiques de Staline, je vous envoie mon rapport qui, par l'intermédiaire de l'Associated Press (20), a déjà été transmis par câble aux Etats-Unis, où une version intégrale ou des extraits en seront publiés dans des centaines de journaux. Malheureusement, j'ai écrit ce document en allemand, étant donné que je connais trop mal l'anglais. Vous voyez que je ne crains pas sur ce point d'avoir recours à une agence et à la presse bourgeoise. Y a-t-il là « sectarisme » de ma part ? Je suis prêt à dire et je dirai à l'occasion dans la presse que mener une politique de Front populaire à l'étranger, préparer la fusion des deux Internationales, tout en maintenant les mencheviks en prison, c'est le comble de l'ignominie, car les répressions contre les mencheviks sont dues non pas aux exigences de la révolution, mais aux exigences d'un camouflage intérieur : ainsi ils peuvent dire qu'ils arrêtent non seulement les bolcheviks-léninistes, mais aussi les mencheviks, qu'ils sont fidèles en cela à la tradition, etc. Il est cependant difficile d'imaginer un acte plus stupide que la publication par Ciliga de son article chez les mencheviks (21). Je parle, dans un document à part que je vous joins, de la position de Ciliga : d'emblée, d'après ses lettres, je l'ai jugé comme n'étant qu'un menchevik exalté.

6. Bien entendu, vos observations sur les déportés et vos remarques ont une valeur inestimable, surtout pour moi. Cependant je ne peux pas me rallier au jugement négatif que vous portez sur les dizaines de milliers de trotskystes, zinoviévistes, etc., récemment exclus. Je veux bien croire que leurs traits petits-bourgeois sont très marqués. Mais le type du petit-bourgeois est le type triomphant sous Thermidor. Les capitulations sont dues le plus souvent à des causes petites-bourgeoises et reflètent l'époque et le milieu. Cependant la bureaucratie ne se serait pas mise à exclure des dizaines de milliers de

(19) Cette « étape » commençait précisément avec l'exclusion du P.O.B. non seulement des trotskystes « entrés » mais de militants socialistes gagnés depuis leur entrée.

(20) Cf. *Œuvres*, 9 pp. 269-275.

(21) Ante CILIGA (né en 1896), Croate, membre du P.C. yougoslave et de sa direction à Moscou, avait été arrêté en raison de ses sympathies pour l'Opposition de gauche et emprisonné, notamment dans l'isolateur de Verkhnéouralsk. Libéré d'U.R.S.S. en 1935, sans doute parce qu'il avait fait jouer sa nationalité italienne, il avait pris contact à Prague avec les trotskystes Burian et Frankel et publié plusieurs articles dans le *Biulleten Oppositsii*. Mais il avait également donné un article au journal menchevique *Sotsialistitcheskii Vestnik*, ce que Trotsky considérait comme un cas de rupture.

gens sans des raisons politiques très sérieuses. L'ouvrier américain Smith (22), qui, de stalinien idéaliste (avant son départ pour l'U.R.S.S., il avait donné toutes ses économies au P.C.), est devenu un ennemi acharné de l'U.R.S.S., raconte dans son livre que, dans les usines, les partisans les plus virulents de la « ligne » et les dénonciateurs les plus violents de l'Opposition au cours des réunions étaient des oppositionnels clandestins. La plupart de ces gens-là continuent à jouer double jeu en prison et en déportation (votre lettre contient d'ailleurs des allusions à cela). Nous ne pouvons pas nous attendre pour le moment à une opposition de masse aussi éclairée sur le plan théorique et aussi courageuse sur le plan de l'action individuelle que celle des opposants des deux premières générations, qui participaient à des discussions, qui lisaient, etc. Et néanmoins, ce n'est pas par hasard que le G.P.U. attribue une certaine partie des exclus aux trotskystes, une autre aux zinoviévistes, une troisième à la droite, etc.

7. La IV^e Internationale : j'avoue ne pas comprendre ce que signifie « fonder » la IV^e Internationale. Il existe dans différents pays des organisations et des groupes qui militent sous ce drapeau. Ils s'efforcent de déterminer ensemble leur position sur tous les événements mondiaux. Ils préparent un programme commun dont les présupposés théoriques et pratiques sont riches de tout le passé. Un futur Riazanov (23) pourra à loisir essayer de résoudre rétrospectivement la question de savoir quand exactement a été fondée la IV^e Internationale (24). Mais nous, il nous faut simplement continuer et développer notre travail.

(22) Nous ignorons l'identité réelle de l'homme qui fut connu sous le pseudonyme d'Andrew SMITH (1884 - ?). Slovaque d'origine, né en Hongrie, ouvrier mineur, militant socialiste, il avait émigré aux Etats-Unis en 1907 et était en 1917 l'un des responsables des groupes de langue slovaque du P.S. américain. Membre du P.C. américain dès sa fondation, il était à la fois responsable des groupes de langue slovaque et du P.C.A. à Cleveland. Il avait visité l'U.R.S.S. en 1929 et fait une tournée de conférences à son retour. Il demanda à y retourner pour y vivre et n'y fut, selon lui, autorisé qu'après avoir versé à son parti toutes ses économies. Revenu en U.R.S.S. en 1932, il travailla en usine et fut profondément déçu par la condition ouvrière et l'arbitraire bureaucratique. Il obtint non sans peine l'autorisation de rentrer aux Etats-Unis où il rompit avec le P.C. et adhéra au P.S. Puis il publia le récit de son expérience sous le titre *I was a Soviet Worker* (Dutton, New York, 1936), qui allait paraître en France chez Plon sous le titre *J'ai été ouvrier en U.R.S.S.* (1937).

(23) David B. GOLDENDAKH, dit RIAZANOV (1870-1938), marxiste en 1889, était resté en dehors des fractions jusqu'en 1917 où il rejoignit le parti bolchevique. Il avait été exclu du parti en 1931 alors qu'il était directeur, à Moscou, de l'institut Marx-Engels. Trotsky le mentionne ici en tant que grand marxologue et historien érudit.

(24) Relevons l'opinion de Trotsky sur la « fondation » formelle de la IV^e Internationale, à quelques semaines de la conférence dite « de Genève » et à un peu plus de deux ans de la « fondation » formelle de cette organisation.

Voilà tout, me semble-t-il. Il ne vous sera pas facile, dans les conditions dans lesquelles vous vous trouvez, de venir à bout de cette épître, d'autant plus qu'elle comporte des annexes.

Je trouve le portrait de B. M. Eltsine (25) très réussi et y reconnais l'une de ses expressions. Etant donné que je n'ai pas d'autre moyen d'exprimer ma profonde reconnaissance à votre fils, je lui envoie ma photo.

Je serai très heureux, si vous et moi arrivons à nous mettre d'accord sur l'eyzen/ze/. Je n'ai pas l'intention de vous entraîner dans les petits tracasseries quotidiens. Si vous écrivez un livre — avec le talent qui est le vôtre et que je n'ai découvert qu'à l'étranger — vous serez plus utile au mouvement que de n'importe quelle autre façon.

Je vous embrasse fort et de bon cœur.

(25) Boris M. ELTSINE (1875-1937 ?), militant du P.O.S.D.R., bolchevik en 1903, avait animé son travail clandestin dans l'Oural et connu prison et déportation. Dirigeant de la révolution en 1917, il avait été élu à l'exécutif des soviets. Signataire de la lettre des 46 en 1923, il avait été l'un des piliers de l'Opposition de gauche, signataire de la lettre des 83 en 1927, dirigeant du « centre » clandestin à Moscou en 1928-1929. Il avait passé deux ans à l'isolateur de Souzdal avant d'être déporté à Orenbourg où il avait fréquenté Serge. Le jeune Vladimir KIBALTCHITCH (VLADY) (né en 1920), fils de Serge, avait fait son portrait. Ses trois enfants étaient déportés. Il avait fait savoir à Trotsky, par Serge, qu'il était conditionnellement pour la défense de l'U.R.S.S.

[A PROPOS DE CILIGA] (1)

(3 juin 1936)

En publiant le premier article du camarade Ciliga, nous avons souligné que l'auteur se tenait à l'époque à l'écart de tout parti. Dans son article du *Biulleten* n° 49, le camarade Ciliga a brièvement indiqué que son opinion sur l'U.R.S.S. était celle de l'« extrême gauche » (2). Il estime possible en même temps de collaborer avec les mencheviks. L'histoire du mouvement révolutionnaire est pleine d'exemples de ces ultra-gauchistes qui se sont rapprochés des opportunistes... par l'autre extrémité du spectre.

Il va sans dire que notre *Biulleten* ne saurait avoir des collaborateurs politiques en commun avec les publications mencheviques. Nous sommes donc obligés de mettre un terme à la publication des articles du camarade Ciliga (3).

Nous le répétons : les flottements politiques du camarade Ciliga ne diminuent en rien la signification des informations particulièrement importantes qui, grâce à lui, sont devenues le bien de la classe ouvrière mondiale.

(1) T3923, Bibliothèque du Collège de Harvard, déjà paru dans *Biulleten Oppositsii* n° 51, juillet-août 1936, sous le titre « Sur les articles du camarade Ciliga ». Traduit du russe.

(2) Dans son analyse du conflit au sein de l'Opposition de gauche au début des années trente tel qu'il l'a vécu à Verkhnéouralsk, Ciliga distingue trois tendances, la « gauche », qui remet en cause le caractère ouvrier de l'Etat soviétique, la « droite », prête à un compromis avec la bureaucratie et le « centre » qui cherche à préserver l'unité. Il avait lui-même appartenu à la gauche.

(3) Le *Biulleten Oppositsii* avait publié des articles de Ciliga dans ses numéros 47 (janvier 1936), 48 (février 1936) et 49 (avril 1936).

[POUR RÉPARER DES OUBLIS] (1)

(5 juin 1936)

Cher Victor Lvovitch,

Dans ma dernière lettre, il y a des oublis. Commençons par Nin. Si vous pensez qu'il est susceptible de revenir à nous, pourquoi n'essayeriez-vous pas de le faire revenir ? Je ne nourris personnellement aucun espoir de voir Nin redevenir un révolutionnaire, mais je peux me tromper. Vérifiez par vous-même, si vous jugez cela nécessaire. Je ne pourrai qu'approuver votre démarche.

Bien entendu, il ne peut s'agir de la part de Nin d'assurances verbales (dont il est très prodigue), mais d'actes bien précis. En ce moment, Nin est l'allié des ennemis acharnés de la IV^e Internationale, qui cachent leur haine petite-bourgeoise du marxisme révolutionnaire derrière des phrases creuses au sujet de divergences « organisationnelles » : comme si des gens sérieux pouvaient rompre avec les révolutionnaires et s'allier aux opportunistes à cause de divergences d'importance secondaire. Si Nin veut revenir à nous, il doit brandir ouvertement en Espagne le drapeau de la IV^e Internationale. Les prétextes invoqués pour s'y refuser sont du même ordre que ceux qu'invoque Blum à propos de la lutte des classes, qui, d'après lui, tout en étant quelque chose de bien en général, n'est pas adaptée à notre époque. La politique de Blum consiste en une collaboration des classes, alors que, sur le plan « théorique », il reconnaît la lutte des classes. En paroles, Nin reconnaît la IV^e Internationale, mais, en fait, il aide Maurin, Walcher, Maxton (2) et ses autres alliés à mener contre la IV^e Internationale une lutte acharnée, tout à fait du même type que celle

(1) Lettre à Victor Serge. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10272, et Musée social, Paris. Traduite du russe par Françoise Petit, Serge et Trotsky, *op cit.*, avec la permission des éditions Maspéro.

(2) Maurin (cf. n. 15, p. 33) était le leader du P.O.U.M., Walcher celui du S.A.P. et Maxton celui de l'I.L.P., tous trois adhérents au « bureau de Londres » (bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire). Jakob WALCHER dit

que les pacifistes à la Longuet ou à la Ledebour (3) ont menée durant la dernière guerre contre les internationalistes révolutionnaires, partisans de la III^e Internationale.

A propos des Paz, je ne voudrais rien ajouter à ce que je vous ai déjà dit. Mais, en toute conscience, je ne peux pas ne pas vous prévenir qu'il ne faut en aucun cas passer par leur intermédiaire pour vos travaux littéraires. Je vous donne ce petit conseil, car j'ai appris à mes dépens qu'il pouvait coûter très cher de ne pas le suivre. De toute façon, s'ils vous faisaient des propositions à ce sujet, j'aimerais que vous m'en fassiez part avant de prendre une décision définitive, afin que nous puissions joindre nos efforts pour assurer à votre nouveau livre le plus grand succès possible.

Jim SCHWAB (1887-1970), ancien spartakiste, puis dirigeant du K.P.D. (S) passé à la K.P.O. brandlérienne, était depuis 1933 le principal dirigeant du S.A.P., en exil. James MAXTON (1885-1946), député de Glasgow, leader parlementaire de l'I.L.P. était le véritable dirigeant de ce parti, comme il l'avait montré à sa dernière conférence en l'obligeant, par une menace de démission, à revenir sur un vote acquis à une large majorité.

(3) Jean LONGUET (1876-1938), petits-fils de Karl Marx, avocat, puis journaliste, avait été le chef de file de la minorité pacifiste de la S.F.I.O. pendant la guerre et l'incarnation du « centrisme » aux yeux des bolcheviks, Georg LEDEBOUR (1850-1947), membre de la minorité pacifiste du parti social-démocrate allemand, avait été l'un des chefs de l'U.S.P.D. qu'il avait « maintenu » après le congrès de Halle et l'adhésion de ce parti à l'I.C.

[COMPLÉMENTS AUX REMARQUES SUR LA LETTRE DU CAMARADE CILIGA] (1)

(5 juin 1936)

La lettre (2) contredit tellement la méthode marxiste en politique qu'il est vraiment difficile de trouver les points les plus importants à réfuter. Ciliga dit : « Si l'on s'allie avec Blum contre les fascistes, pourquoi pas avec Dan (3) contre la « réaction » stalinienne ? » J'ai déjà brièvement étudié l'un des aspects de cet « argument », en voici un autre. En comparaison des fascistes, Blum constitue un moindre mal. Mais peut-on dire que les mencheviks constituent le moindre mal en comparaison des staliniens ? En aucun cas. Si, en U.R.S.S., nous devrions évidemment choisir les staliniens, car les mencheviks ne sont bons qu'à servir de marchepied à la bourgeoisie, laquelle détruirait l'économie planifiée et instituerait dans le pays un régime qui serait un mélange de fascisme typiquement russe et de chaos économique à la chinoise. Sur le plan *économique*, le pays se trouverait rejeté cinquante ans en arrière (4). La planification est le seul moyen de sauver l'indépendance de l'U.R.S.S. et son avenir. Les staliniens préparent eux aussi la destruction de l'économie planifiée, mais

(1) Lettre à Victor Serge. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10272 et Musée social, Paris. Traduite du russe par Françoise Petit, Serge et Trotsky, *op. cit.*, avec la permission des éditions Maspero. Trotsky avait parlé de cette question à Serge dans une lettre du 3 juin, lui avait envoyé son article sur le *B. O.* du 5, et joint ces « compléments » à sa lettre du 5 juin 1936.

(2) Il s'agit de la lettre de Ciliga.

(3) Fiodor 1. GOURVITCH, dit DAN (1871-1947), médecin, avait été membre du premier groupe marxiste russe, celui de l'Emancipation du Travail, puis du P.O.S.D.R. Il avait été à partir de 1903 un des principaux dirigeants mencheviks et avait émigré en 1922. Il était l'une des principales figures des mencheviks en émigration et représentait l'aile favorable au Front populaire.

(4) D'une certaine façon, l'occupation en 1941 d'une partie du territoire russe fit, autant que les plans d'exploitation élaborés par les nazis pour l'espace russe, la démonstration de la justesse de cette affirmation.

pas dans les mêmes délais : nous pouvons espérer que le prolétariat réussira à venir à bout de la bureaucratie avant qu'elle ait détruit la propriété collective.

On peut bien, si l'on veut, qualifier le régime soviétique de « capitalisme d'Etat » (5), mais, si l'on considère les cinq parties du globe, on constate qu'il est le seul régime qui soit capable de développer encore les forces productives. Ne pas voir cela à cause de l'ignominie de la bureaucratie, c'est être un libéral, et pas un révolutionnaire marxiste.

(5) Ciliga, avec les membres de la « fédération des communistes de gauche », avait caractérisé l'Union soviétique, au temps des discussions de Verkhneïouralsk, comme un « capitalisme d'Etat ». Déjà sur ce point, il coïncidait avec l'appréciation des mencheviks.

[UN LIVRE ASSEZ GROS] (1)

(5 juin 1936)

Chers Messieurs,

Ci-joint le chapitre « La politique étrangère et l'Armée rouge », jusqu'à la page 177 incluse (2). Il ne reste plus qu'un chapitre, mais il est d'importance : « Qu'est-ce que l'U.R.S.S. (Une synthèse et un pronostic), ainsi qu'un appendice sur « Les Amis de l'Union soviétique » qui concerne principalement le livre des Webb, (3) un livre énorme, assommant et vide.

Mes prévisions se trouvent donc toujours dépassées. Vous allez encore recevoir au moins trente ou même quarante pages, ce qui fera un manuscrit d'environ deux cent vingt pages, soit plus de trois cents pages imprimées, c'est-à-dire un livre assez volumineux (4).

J'attends votre projet de contrat pour l'Amérique et l'Angleterre, ainsi que vos propositions sur la manière et le moment de publier la deuxième édition de mon *Histoire* (5).

Sentiments distingués,

(1) Lettre à Simon & Schuster. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10355, avec la permission de la Houghton Library. Lettre traduite de l'allemand. La maison d'édition Simon & Schuster avait publié aux Etats-Unis l'*Histoire de la Révolution russe*.

(2) Il s'agit du manuscrit, commencé comme une préface pour l'*Histoire*, que Trotsky titrera *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle ?*, tandis que son éditeur français allait l'appeler *La Révolution trahie*.

(3) Sydney WEBB (1859-1947) et Béatrice WEBB née POTTER (1858-1943), qui avaient été les inspirateurs de la société fabienne et les théoriciens de l'aile la plus modérée du travaillisme britannique, étaient devenus depuis un séjour en U.R.S.S. d'authentiques « compagnons de route » du stalinisme et venaient de le démontrer en publiant en 1935 un ouvrage tout à la gloire de Staline, *Soviet Communism : A New Civilization ?*, dont les rééditions allaient se faire sans le point d'interrogation du titre de 1935.

(4) Trotsky n'était parti dans ce travail qu'avec l'intention de rédiger une dizaine de pages. Mais cette préface était devenue brochure, petit livre, gros volume enfin.

(5) La préface étant devenue un livre, il n'y avait plus de préface pour la réédition de l'*Histoire* et ce problème demeurait.

[LE LIVRE SUR L'U.R.S.S.] (1)

(5 juin 1936)

Cher Ami, (2)

Ci-joint l'avant-dernier chapitre. Il me reste encore le dernier chapitre en forme de synthèse : encore trente pages, peut-être même quarante, mais de toute façon pas davantage.

Où en sont les choses avec la maison d'édition ? Je n'entends parler de rien. Il serait très important d'envoyer le manuscrit à Serge le plus tôt possible pour la traduction. Mais il faudrait au préalable s'entendre avec l'éditeur.

Ne pourrait-on pas faire passer l'édition russe par Pétersbourg ? (3). Le livre sera certainement acheté par les bureaucrates soviétiques et en partie aussi par les émigrés. De toute façon, l'éditeur n'y perdrait rien. L'édition russe me semble d'une importance exceptionnelle.

P.-S. Je ne réponds pas à Ciliga, car sa lettre est vraiment stupide et insolente. Si vous le jugez nécessaire, vous pouvez lui montrer ma critique. De toute manière, il faut faire connaître à tous nos amis notre appréciation de la position de Ciliga, de façon à éviter les malentendus.

(1) Lettre à L.Sedov, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10154, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) La lettre adressée à un « cher ami » que Trotsky vouvoie est en réalité adressée à son propre fils : il s'agit d'une précaution de clandestinité : Léon SEDOV (1906-1938) était le fils aîné de Trotsky et de sa seconde femme, Natalia Ivanovna Sedova. A partir de 1928, il avait renoncé à toute activité indépendante pour partager le sort de son père et l'épauler dans son travail. Il l'avait accompagné à Alma-Ata, puis en Turquie qu'il avait quittée au début de 1930 pour se fixer à Berlin. Il habitait Paris depuis 1933, faisait partie du secrétariat international et éditait en russe le *Bulletin Oppositsii*.

(3) Pétersbourg était une maison d'édition qui avait édité hors d'U.R.S.S. plusieurs ouvrages de Trotsky en russe.

L'ÉTAPE DÉCISIVE (1)

(5 juin 1936)

Le rythme des événements en France s'est brusquement accéléré. Auparavant, il fallait apprécier le caractère *prérévolutionnaire* de la situation sur la base de l'analyse théorique et de divers symptômes politiques. Maintenant, les faits parlent d'eux-mêmes. On peut dire sans exagération qu'il n'y a dans toute la France que deux partis dont les chefs ne voient, ne comprennent ou ne veulent pas voir toute la profondeur de la crise révolutionnaire : les partis « socialiste » et « communiste », auxquels on peut ajouter, assurément, les chefs syndicaux « indépendants ». Les masses ouvrières sont en train de créer, par leur action directe, une situation révolutionnaire. La bourgeoisie craint mortellement le développement des événements. Elle prend dans les coulisses, sous le nez du nouveau gouvernement, toutes les mesures nécessaires pour résister et se sauver, tromper de nouveau, écraser la classe ouvrière et préparer une sanglante revanche. Seuls les chefs « socialistes » et « communistes » continuent à bavarder sur le Front populaire comme si la lutte des classes n'avait pas déjà renversé leur méprisable château de cartes.

Blum déclare : « Le pays a donné un mandat au Front populaire, et nous ne pouvons sortir des cadres de ce mandat (2). » Blum, en réalité, trompe son propre parti et tente de tromper le prolétariat. Les staliniens qui se nomment toujours « communistes », l'aident dans cette tâche. En fait, socialistes et communistes utilisent tous les trucs, toutes les ficelles et les noeuds coulants de la mécanique électorale pour venir à bout des masses laborieuses

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3293 ; nous reproduisons ici la traduction française de Jean van Heijenoort, déjà utilisée dans *La Lutte ouvrière* du 12 juin 1936. Ce premier numéro de l'organe du P.O.I. fut saisi par la police.

(2) Léon BLUM (1872-1950), écrivain et haut fonctionnaire venu à la politique active pendant la guerre, avait animé au congrès de Tours la résistance aux partisans de l'adhésion du parti socialiste à l'internationale communiste. Le 29 mai, salle Japy, il avait proclamé au cours d'un meeting de masse : « Le suffrage uni-

dans l'intérêt de l'alliance avec le radicalisme bourgeois. L'essence politique de la crise s'exprime dans le fait que *le peuple a la nausée des radicaux et de leur III^e République*. C'est ce fait que les fascistes tentent d'utiliser. Qu'ont fait socialistes et communistes ?

Ils se sont portés garants des radicaux devant le peuple, ils les ont présentés comme injustement calomniés, ils ont fait croire aux ouvriers et aux paysans que leur salut était dans un ministère Daladier (3). C'est à ce diapason que fut orchestrée toute leur campagne électorale. Comment les masses ont-elles répondu ? Elles ont donné aux communistes une énorme augmentation de voix et de mandats parce qu'ils figurent à l'extrême gauche. Les masses ne comprennent pas en effet tous les tournants des mercuriales de la diplomatie soviétique, car elles ne peuvent les vérifier dans leur propre expérience. *Elles n'apprennent que dans l'action. Elles n'ont pas le temps d'acquérir des connaissances théoriques*. Quand un million et demi (4) d'électeurs donnent leurs voix aux communistes, la majorité dit à ces derniers : « Nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolcheviks ont fait chez eux en octobre 1917 ». Telle est la volonté réelle de la partie la plus active de la population, de celle qui est capable de lutter et d'assurer l'avenir de la France. Telle est la première leçon des élections.

Les socialistes ont sensiblement maintenu le nombre de leurs voix, malgré la scission de l'important groupe néo (5). Dans cette question aussi, les masses ont donné à leurs « chefs » une grande leçon. Les néos voulaient à tout prix le Cartel, c'est-à-dire la colla-

versel ne nous a pas donné la majorité, il n'a pas donné la majorité aux partis prolétariens liés par l'unité d'action, il a donné la majorité au Front populaire dont le lien était le serment du 14 juillet et le programme rédigé par les partis du Front populaire. » C'est ce thème qu'il allait développer deux jours plus tard, dans le cours du congrès socialiste de la salle Huyghens, dans son célèbre discours sur « l'exercice du pouvoir ».

(3) Edouard DALADIER (1884-1970), longtemps ministre de la guerre, était aussi le chef de file des radicaux dits « de gauche ». Il avait quitté le pouvoir au lendemain de l'éméute du 6 février 1934, sans avoir été renversé par les Chambres. On s'attendait généralement à ce qu'il fût président du Conseil dans l'hypothèse d'une victoire du Front populaire qui n'aurait pas donné le plus grand nombre d'élus au parti socialiste.

(4) Le nombre des élus communistes était passé de 10 à 72 et le nombre de leurs voix de 783 098 en 1932 à 1 468 949 en 1936.

(5) On appelait « néo-socialiste » ou « néo » le courant animé au début des années trente par des parlementaires socialistes (M. Déat, A. Marquet, P. Renaudel) qui proposaient de « réviser » et de « moderniser » le programme, en même temps que de participer aux gouvernements à direction radicale, en d'autres termes de ressusciter le « cartel des gauches ». Influent dans le groupe parlementaire, les « néos » avaient été exclus en 1933. Ils avaient fondé alors le parti socialiste de France, intégré en 1936 à l'U.S.R., membre du Front populaire.

boration avec la bourgeoisie républicaine au nom du salut et de l'épanouissement de la « République ». C'est précisément sur cette ligne qu'ils se sont séparés des socialistes et se sont présentés contre eux aux élections. Or les électeurs leur ont tourné le dos, les néos se sont effondrés. Il y a deux ans, nous avions prédit que le développement politique futur tuerait d'abord les petits groupes qui gravitaient autour des radicaux. Dans le conflit entre les socialistes et les néos, les masses ont jugé et elles ont rejeté le groupe qui proposait le plus systématiquement et le plus résolument l'alliance avec la bourgeoisie (6). Telle est la seconde leçon des élections. Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche — vers les socialistes et les communistes — tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux pour aller plus à droite (7). Le regroupement est en train de s'opérer selon les axes des classes, et non suivant la ligne artificielle du « Front populaire ». La rapidité de la polarisation des rapports politiques souligne le caractère révolutionnaire de la crise. Telle est la troisième leçon, la leçon fondamentale.

L'électeur a par conséquent manifesté sa volonté — autant qu'il a eu la possibilité de la manifester dans la camisole de force du parlementarisme — non pas pour la politique du Front populaire, mais contre elle. Au second tour, certes, en retirant leurs candidatures en faveur des bourgeois radicaux, socialistes et communistes ont plus profondément encore altéré la volonté politique des travailleurs de France. Malgré cela, les radicaux sortent des élections les côtes rompues, ayant perdu un bon tiers de leurs sièges. *Le Temps* dit : « C'est parce qu'ils sont entrés dans un bloc avec les révolutionnaires (8). » Daladier réplique : « Sans le Front

(6) L'U.S.R. avait perdu 19 députés sur 45.

(7) Daladier évaluait à 400 000 le nombre d'électeurs de son parti qui l'avaient abandonné en 1936.

(8) *Le Temps*, qui passait pour être l'organe du Comité des Forges, représentait la fraction de la grande bourgeoisie hostile au Front populaire. Il avait mené sur cette question une véritable campagne, prédisant que la conséquence serait

populaire, nous aurions perdu plus (9). » Daladier a incontestablement raison. Si les socialistes et les communistes avaient mené une politique de classe, c'est-à-dire s'ils avaient lutté pour l'alliance des ouvriers et des éléments semi-prolétariens de la ville et du village contre la bourgeoisie dans son ensemble, y compris son aile radicale pourrie, ils auraient eu infiniment plus de voix, et les radicaux ne seraient revenus à la Chambre qu'en nombre insignifiant.

Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut : par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais « communistes ». De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non une coalition avec les radicaux, mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie.

Si des candidatures ouvrières révolutionnaires avaient été présentées au second tour dans toutes les circonscriptions où socialistes et communistes se sont désistés pour des radicaux, elles auraient recueilli un grand nombre de voix. Malheureusement, il ne s'est pas trouvé d'organisation capable d'une telle initiative. Cela montre que les groupes révolutionnaires centraux ou locaux demeurent en dehors de la dynamique des événements et préfèrent s'abstenir et s'esquiver là où il faudrait agir (10). C'est triste !

pour ce parti la « déchéance matérielle et morale ». Il écrivait le 30 avril : « Il est hors de doute que si, par malheur, la formule du "Front populaire" venait à être mise en pratique après les élections, les radicaux seraient contraints de faire une politique révolutionnaire et internationaliste qui n'est évidemment pas la leur. Ils auraient ainsi tout perdu, leur influence dans la République en même temps que leur raison d'être idéologique. »

(9) Voir sur ce point la défense de Daladier dans *L'Oeuvre* du 16 mai 1936. Le même thème est développé dans ce journal par A. Israël, le 5 mai (« Si les radicaux n'avaient pas agi comme ils le firent, la République aurait sans doute été emportée »), mais aussi par Albert Bayet le 24 avril, à la veille du premier tour (« Chambardement ? Non, retour à l'ordre »). Notons que, dans son intervention au Comité exécutif du parti radical le 22 mai, Daladier soulignait que les masses avaient voté finalement pour « des partis qui n'avaient jamais assumé encore les responsabilités du pouvoir », mais aussi contre « les décrets-lois excessifs ».

(10) La critique semble viser aussi les organisations françaises qui se réclamaient de la IV^e Internationale. Leurs candidats avaient obtenu au premier tour des résultats pratiquement nuls.

Mais l'orientation générale des masses est, malgré tout, parfaitement claire.

Socialistes et communistes avaient travaillé de toutes leurs forces à préparer un gouvernement Herriot (11) ; à la rigueur, un gouvernement Blum. N'est-ce pas un vote direct contre la politique du Front populaire ?

Peut-être faut-il encore des preuves supplémentaires ? La manifestation à la mémoire des Communards a, semble-t-il, dépassé cette année toutes les manifestations populaires qu'avait jamais vues Paris auparavant (12). Les radicaux n'avaient et ne pouvaient avoir le moindre rapport avec cette manifestation. Les masses laborieuses de Paris, avec un sûr instinct politique, ont montré qu'elles sont prêtes à être deux fois plus nombreuses là où elles ne sont pas obligées de subir la fraternisation qui leur répugne entre leurs chefs et les exploiters bourgeois. La puissance de la manifestation du 24 mai est le désaveu le plus convaincant et le plus indiscutable du Paris ouvrier à la politique du Front populaire.

Mais, dira-t-on, sans le Front populaire, la Chambre, dans laquelle socialistes et communistes n'ont, malgré tout, pas la majorité, ne serait pas gouvernable, et les radicaux — catastrophe ! — seraient rejetés « dans les bras de la réaction ». Raisonnablement bien digne des philistins poltrons qui se trouvent à la tête des partis socialiste et communiste. *Le fait que la Chambre ne soit pas gouvernable est précisément la conséquence inévitable du caractère révolutionnaire de la crise* (13). On a réussi à le dissimuler par toute une série de fourberies politiques, mais demain le révélera avec éclat. Afin de ne pas pousser les radicaux, réactionnaires jusqu'à la moelle de leurs os, il faut s'unir avec eux pour

(11) Edouard HERRIOT (1872-1957), ancien président du Conseil du Cartel des gauches, maire de Lyon, avait été pratiquement de toutes les combinaisons gouvernementales depuis des années. Il était... au centre de son parti.

(12) La manifestation au Mur des Fédérés du Père-Lachaise avait été convoquée par le comité d'entente des partis socialiste et communiste et la C.G.T. Il y eut plus de 600 000 manifestants. Relevons au passage le rôle que Pierre Monatte attribue à cette manifestation de masses dans le déclenchement du mouvement gréviste la semaine suivante : « Une manifestation de l'ampleur de celle du Mur ne pouvait pas ne pas avoir un écho Quand on se sent fort dans la rue, on ne peut pas continuer à se sentir esclave en usine. »

(13) Dans la Chambre élue en 1936 et qui comptait 598 sièges, il y avait 370 élus du Front populaire, et parmi ces derniers, 218 élus de partis ouvriers (146 socialistes et 72 communistes). Les 118 élus radicaux constituaient donc la charnière et pouvaient faire les majorités, ce qu'ils firent, avec la gauche d'abord, avec la droite ensuite.

défendre le capital : c'est en cela et en cela seulement que réside la mission du Front populaire. Mais les ouvriers sauront l'empêcher.

La Chambre n'est pas gouvernable parce que la crise actuelle n'ouvre aucune issue parlementaire. Là aussi, les masses travailleuses françaises, avec le sûr instinct révolutionnaire qui les caractérise, ont, sans se tromper, saisi ce trait important de la situation. A Toulon et à Brest, elles ont tiré les premiers signaux d'alarme (14). Les protestations des soldats contre le « rabiot » — la prolongation du service militaire — représentaient la forme d'action directe des masses la plus dangereuse pour l'ordre bourgeois. Dans les journées enfin où le congrès socialiste acceptait à l'unanimité — y compris le phraseur Marceau Pivert (15) — le mandat du Front populaire et le remettait à Léon Blum, dans les journées où Blum se regardait de tous les côtés dans la glace, faisait des gestes pré-gouvernementaux, poussait des exclamations pré-gouvernementales et les commentait dans des articles où il s'agissait toujours de Blum et jamais du prolétariat, précisément dans ces journées, une vague magnifique, véritablement printanière, de grèves a déferlé sur la France. Ne trouvant pas de direction, les ouvriers, avec hardiesse et assurance, ont occupé les usines après avoir arrêté le travail.

Le nouveau gendarme du capital, Salengro (16), a déclaré, avant même d'avoir pris le pouvoir, absolument comme l'aurait fait Herriot ou Laval, Tardieu ou La Rocque (17), qu'il défendrait

(14) Trotsky fait allusion ici aux émeutes de Brest et de Toulon contre les décrets-lois Laval en août 1935 (Cf. *Œuvres*, 6, pp.118-120).

(15) Marceau PIVERT (1895-1958), professeur, était en 1930 l'un des dirigeants de la fédération S.F.I.O. de la Seine et l'un des animateurs de la tendance de gauche unitaire de la Bataille socialiste. Il avait joué un rôle important dans la réalisation de l'unité d'action à Paris en février, à partir du 12. Proche des trotskystes en 1934-1935, il s'était éloigné d'eux au moment où ils s'étaient décidés à rompre avec la S.F.I.O. et avait alors fondé une nouvelle tendance, la « Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. » qui en était la « couverture gauche » aux yeux de Trotsky. Au congrès de Huyghens du parti socialiste, Pivert et ses amis venaient de voter la résolution qui revendiquait pour la S.F.I.O. le pouvoir afin d'appliquer le programme du Front populaire.

(16) Roger SALENGRO (1890-1936), député-maire socialiste de Lille, avait présidé en 1934 dans sa ville un meeting de protestation contre l'arrêté expulsant Trotsky de France. Il venait d'être nommé ministre de l'intérieur dans le gouvernement formé par Blum.

(17) Pierre LAVAL (1883-1945), ancien socialiste, devenu politicien affairiste et maire d'Aubervilliers, avait été président du conseil en 1935. André TARDIEU (1876-1945), lui aussi plus proche d'une droite « affairiste » que d'une droite classique était devenu l'un des chefs de file d'une révision de la constitution dans le sens d'un « gouvernement fort ». François, dit Casimir, de LA ROCQUE (1886-1946), ancien officier d'active, colonel, chef de l'organisation d'anciens combattants des Croix-de-Feu, était alors le symbole du « candidat-dictateur » et du « fasciste » français.

« l'ordre contre l'anarchie » (18). Cet individu appelle ordre l'anarchie capitaliste et anarchie la lutte pour l'ordre socialiste. L'occupation, bien qu'encore pacifique, des fabriques et des usines par les ouvriers, a, en tant que symptôme, une énorme importance. Les travailleurs disent : « Nous voulons être les maîtres dans les établissements où nous n'avons jusqu'à maintenant été que des esclaves. »

Lui-même mortellement effrayé, Léon Blum veut faire peur aux ouvriers et dit : « Je ne suis pas Kerensky (19) ; et, en France, après Kerensky, ce n'est pas Lénine qui viendrait, mais quelqu'un d'autre (20). » On peut supposer, bien sûr, que le Kerensky de Russie avait compris la politique de Lénine ou qu'il avait prévu sa venue au pouvoir. En fait, exactement comme Blum, Kerensky essayait de faire croire aux ouvriers qu'au cas où il serait renversé, ce ne serait pas le bolchevisme qui viendrait au pouvoir, mais « quelqu'un d'autre ». Et précisément, là où Blum cherche à se distinguer de Kerensky, il l'imité servilement. Il est impossible, pourtant, de ne pas reconnaître que, dans la mesure où l'affaire dépend de Blum, c'est au fascisme qu'il fraye en réalité la voie, non au prolétariat.

Plus criminelle et plus infâme que tout est, dans cette situation, la conduite des communistes : ils ont promis de soutenir à fond le gouvernement Blum sans y entrer. « Nous sommes de trop terribles révolutionnaires, disent Càchin et Thorez (21) ; nos collè-

(18) Le 5 juin au soir, alors qu'il n'était encore que désigné et pas encore installé en tant que ministre, Roger Salengro avait fait une déclaration qui fut publiée le 6 dans *Le Populaire*. On n'y trouve pas le mot d'« anarchie », mais, en revanche, deux fois celui d'« ordre ». Son sens général est bien celui que lui prête Trotsky : le mouvement de grèves est un mouvement « dans l'ordre et la discipline » qui ne doit pas « troubler l'ordre ».

(19) Aleksandr F. KERENSKY(1882-1970), avocat, socialiste-révolutionnaire, avait été chef du gouvernement provisoire en Russie après la chute du tsarisme et avant la prise du pouvoir par les bolcheviks.

(20) Sur ce point, selon *Le Populaire* du 1er juin 1936, Léon Blum avait déclaré le 31 mai au congrès de Huyghens : « C'est un brocard familier aux journaux de réaction de parler des Kerensky qui font le jeu des Lénine. Bien que je ne veuille émettre sur un proscrit aucun jugement blessant, je dirai cependant que j'espère bien que le gouvernement que va constituer le parti socialiste ne sera pas le gouvernement Kerensky. Mais, le serait-il, croyez bien que, dans la France d'aujourd'hui, ce n'est pas Lénine qui lui succéderait ! »

(21) Marcel CACHIN (1869-1958), vieux militant du P.O.F. guesdiste, député en 1912, avait été social-patriote en 1914 avant de se rallier en 1918 au « centre » pacifiste. Directeur de *L'Humanité*, il s'était prononcé pour l'adhésion à l'I.C. Trotsky le méprisait pour son rôle au service des gouvernements de guerre et le prenait souvent comme symbole d'un P.C. où il était cependant plus décoratif que décisif. Maurice THOREZ 1900-1964), secrétaire général du parti, venait de sortir vainqueur d'un conflit aigu avec Jacques Doriot, grâce à l'appui de l'I.C.

gués radicaux pourraient en mourir d'effroi, il vaut mieux que nous nous tenions à l'écart (22). » Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure pour pouvoir d'autant mieux assujettir les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire à la discipline du Capital. Mais, là aussi, la lutte des classes fait obstacle. La simple et honnête grève de masse détruit impitoyablement la mystique et la mystification du Front populaire. Le coup qu'il a reçu est mortel, il est dès maintenant condamné.

Il n'existe aucune issue sur la voie parlementaire. Blum ne peut inventer la poudre car il la craint trop. Les machinations à venir du Front populaire ne peuvent que prolonger l'agonie du parlementarisme et donner à La Rocque un délai pour se préparer à un nouveau coup, plus sérieux... si les révolutionnaires ne le devançant pas.

Après le 6 février 1934, quelques camarades impatients pensaient que le dénouement allait venir « demain », et que pour cette raison il fallait immédiatement faire quelque miracle (23). Une telle « politique » ne pouvait rien donner, sinon des aventures et des zigzags qui ont extraordinairement entravé le développement du parti révolutionnaire. On ne peut pas rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus désormais perdre le temps, car il en reste peu. Même aujourd'hui, nous ne fixerons pas de délai. Mais, après la grande vague de grèves, les événements ne peuvent se développer que vers la révolution ou vers le fascisme. L'organisation qui ne trouvera pas appui dans le mouvement gréviste actuel, qui ne saura pas se lier étroitement aux ouvriers en lutte, est indigne du nom d'organisation révolutionnaire. Ses membres feraient mieux de se chercher une place dans les hospices ou dans les loges maçonniques — avec la protection de M. Pivert (24) !

(22) Dans la réponse du bureau politique du P.C. aux propositions socialistes, datée du 14 mai, on lit (*Le Populaire*, 15 mai 1936) : « Nous sommes convaincus que les communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyalement, sans réserve et sans éclipse, le gouvernement à direction socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et Le B.P. poursuivait en s'indignant que sa politique de « soutien » fût caractérisée par certains comme « une tactique de bouleversement révolutionnaire ».

(23) L'emploi du terme « miracle » et ce que nous savons par ailleurs suggèrent qu'il s'agit ici d'une attaque contre Raymond Molinier.

(24) Trotsky fait ici allusion au fait que Marceau Pivert était membre de la f ranc-maçonnerie.

En France, il existe d'assez nombreux messieurs des deux sexes, ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes, qui vivent en groupes et en cliques, échangent entre quatre murs leurs impressions sur les événements et pensent que le moment n'est pas venu de leur participation éclairée : « Il est encore trop tôt. » Quand viendra La Rocque, ils diront : « Il est maintenant trop tard. » Des raisonneurs stériles de ce genre sont nombreux en particulier dans l'aile gauche du syndicat des instituteurs (25). Ce serait le plus grand crime de perdre pour ce public ne fût-ce qu'une minute. Que les morts enterrent les morts !

Le sort de la France ne se décide maintenant ni au Parlement, ni dans les salles de rédaction des journaux conciliateurs, réformistes et stalinien, ni dans les cercles de sceptiques, de geignards et de phraseurs. Le sort de la France se décide dans les usines qui ont su, par l'action, montrer la voie, l'issue, de l'anarchie capitaliste vers l'ordre socialiste. La place des révolutionnaires est dans les usines !

Le dernier congrès de l'internationale communiste, dans sa cuisine éclectique, a juxtaposé la coalition avec les radicaux et la création de comités d'action de masse, c'est-à-dire de soviets embryonnaires. Dimitrov (26) et ses inspireurs s'imaginent qu'on peut combiner collaboration et lutte des classes, bloc avec la bourgeoisie et lutte pour le pouvoir du prolétariat, amitié avec Daladier et construction des soviets. Les staliens français ont baptisé les comités d'action « comités de Front populaire », s'imaginant qu'ils conciliaient ainsi la lutte révolutionnaire avec la défense de la démocratie bourgeoise. Les grèves actuelles sont en

(25) En août 1934, Trotsky avait vainement tenté de convaincre les dirigeants de la Fédération de l'enseignement de la C.G.T.U., ex-membres du P.C., de la nécessité d'avoir une politique offensive sur la question de l'unification syndicale et de participer avec les B.L. à la construction du parti. Il leur en tenait rigueur et jugeait sévèrement ce refus. Nous ne savons pas s'il avait eu connaissance des prises de position de Marcel VALIERE (1905-1973), dernier secrétaire de cette Fédération, en vue d'une unification des révolutionnaires, dans les colonnes de *Que faire ?* en 1935. Les anciens de la fédération unitaire constituaient maintenant une minorité dans la Fédération de l'enseignement unifiée et le S.N.I. et se regroupaient autour de leur bulletin *L'Ecole Emancipée*.

(26) Georgi DIMITROV (1882-1949), dirigeant de l'aile gauche du socialisme et du syndicalisme bulgare avant la guerre, l'un des fondateurs du P.C. en Bulgarie, avait été arrêté à Berlin en 1933 et impliqué dans l'affaire de l'incendie du Reichstag. Après son acquittement retentissant au procès de Leipzig, il était revenu à Moscou et, lors du VII^e congrès de l'I.C., à l'été 1935, était apparu comme son principal porte-parole, avec le titre de secrétaire général. C'est dans son rapport que Trotsky avait trouvé la proposition de constituer des « comités d'action » — proposition qu'il avait reprise, voyant dans ces comités un moyen d'ouvrir la voie à la formation de soviets (*Œuvres*, 7, pp. 183 sq).

train de mettre en pièces cette pitoyable illusion. Les radicaux ont peur des comités. Les socialistes ont peur de la peur des radicaux. Les communistes ont peur de la peur des uns et des autres. Le mot d'ordre des comités ne peut être abordé que par une véritable organisation révolutionnaire, absolument dévouée aux masses, à leur cause, à leur lutte. Les ouvriers français viennent de montrer de nouveau qu'ils sont dignes de leur réputation historique. Il faut leur faire confiance. Les soviets sont toujours nés des grèves. La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement rien faire d'autre que les comités de grévistes qui occupent les entreprises. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par villes, par branche de production, par arrondissements, afin de couronner le tout par un congrès de tous les comités d'action de France (27). C'est cela qui sera le nouvel ordre, celui qui doit remplacer l'anarchie actuelle (28).

(27) La seule initiative connue en ce sens, et qui ait revêtu une certaine ampleur, émana du comité de grève de l'usine d'automobiles Hotchkiss, qui réunit à deux reprises des délégués des usines en grève de la région et décida de constituer un « comité d'entente ». La dernière mention de cette activité est faite dans *L'Humanité* du 13 juin. Notons qu'un militant trotskyste était membre du comité de grève de Hotchkiss, il s'agissait de Georges CHERON (1895-1965) ancien membre du comité central du P.C., qui était venu au P.O.I. par le P.C.I.

(28) Cet article fut envoyé pour le journal du P.O.L à Jean van Heijenoort avec une lettre de 4 lignes datée du 5 juin 1936 que nous n'avons pas jugé utile de reproduire. (Bibliothèque du Collège de Harvard. 10692).

[LA TRADITION RÉVOLUTIONNAIRE DE L'IRLANDE] (1)

(6 juin 1936)

Chère Camarade (2),

j'ai été très touché par votre gentille lettre. Bien des circonstances m'ont empêché de vous écrire tout de suite. J'ai toujours été très intéressé par l'Irlande, mais cet intérêt est malheureusement resté seulement platonique. Je n'ai jamais eu la possibilité d'étudier plus en détail l'histoire et la politique irlandaises. Depuis mes premières années, à travers Marx et Engels, j'ai eu la plus grande sympathie et estime pour la lutte héroïque des Irlandais pour leur indépendance. J'ai appris à Paris pendant la guerre le sort tragique de votre courageux père. Je le conserve fidèlement dans ma mémoire. Je suis décidé à lire votre livre sur votre père très prochainement.

La tradition révolutionnaire de la lutte nationale est un bien précieux. S'il était possible d'en imprégner le prolétariat irlandais pour sa lutte de classe socialiste, la classe ouvrière de votre pays, malgré la faiblesse numérique de votre population, pourrait jouer un rôle historique important et donner un élan puissant à la classe ouvrière britannique, aujourd'hui paralysée par la bureaucratie sénile.

Je prends la liberté de vous envoyer en même temps mon petit ouvrage *Défense du Terrorisme*.

(1) Lettre à Nora O'Brien. Bibliothèque du Collège de Harvard, 9435, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'anglais.

(2) Nora O'BRIEN (née en 1896) était la seconde fille du révolutionnaire irlandais James CONNOLLY (1868-1916), organisateur du mouvement syndical et dirigeant de l'insurrection nationale de Pâques 1916, exécuté par les Britanniques. Earle Birney, militant canadien, avait fait la connaissance de Nora O'Brien à Dublin : elle était une des dirigeantes de la Irish Citizen's Army, organisation militaire ouvrière irlandaise (affiliée au Labour Party). Elle avait en outre publié l'année précédente à Dublin un livre sur son père : Nora Connolly O'Brien, *Portrait of a Rebel Father*, (Portrait d'un père rebelle) et l'avait envoyé à Trotsky.

[PERSPECTIVES BELGES] (1)

(6 juin 1936)

Cher Camarade Fux (2),

J'ai trop peu de temps pour analyser le projet de programme avant le 16 (3). L'idée générale du texte est incontestablement juste. Quant aux formules, il y en a de bonnes, il y en a d'autres qui le sont moins, il y en a encore d'autres que je trouve discutables ou inexactes.

Une remarque générale : le texte est trop ample. Il contient des arguments, des démonstrations historiques, des illustrations etc. Or, le programme ne doit contenir que l'exposition de nos idées et de nos objectifs les plus fondamentaux, sans essayer de les « démontrer », de les prouver, etc. Cette besogne incombe tout à fait aux commentaires, à la presse, aux orateurs et surtout à l'expérience vivante de la classe ouvrière elle-même. Le texte du programme doit être aussi concis que possible, chaque thèse, chaque phrase, même chaque mot doivent être indiscutables.

Le programme doit durer. Les questions et les considérations purement conjoncturelles doivent être exposées dans des thèses spéciales (par exemple sur la question de l'URSS). Le programme ne doit dire sur l'URSS que les choses les plus catégoriques, c'est-à-dire indiscutables du point de vue théorique et impératives du point de vue politique.

L'élaboration du programme est un travail extrêmement

(1) Lettre à G.Fux, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8225, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Georges FUX (né en 1911), militant des J.C. passé à l'Opposition de gauche en 1932, était devenu à Charleroi le dirigeant des Jeunesses léninistes, avant d'entrer en 1934 dans les J.G.S.

(3) La conférence commune de l'Action socialiste révolutionnaire, tendance animée par les trotskystes, qui venait d'être exclue du P.O.B., et la L.C.I., qui rassemblait ceux des trotskystes qui avaient refusé l'entrée en 1935 et éditaient *Spartacus*, était convoquée pour la mi-juin, et Fux avait envoyé à Trotsky le projet de programme à proposer pour la fusion de ces deux organisations dans un nouveau parti.

important et exige une attention critique de tous les camarades qui puissent contribuer quelque chose à cette oeuvre. Le premier programme bolchevique (1903) s'était élaboré pendant des mois et des mois par une discussion acharnée avec la participation de Lénine, Plékhanov, Martov, Zassoulitch, Axelrod et Riazanov (4) sans parler des moins importants. L'élaboration du second programme (1919) durait aussi de long mois. Malgré la guerre civile, de nombreux camarades participaient à son élaboration. La plate-forme de l'Opposition des b.l. (1927) fut élaborée par au moins 200 camarades dans des commissions et sous-commissions spéciales avec une rédaction minutieuse de chaque partie et de chaque paragraphe.

Quelle est donc ma' conclusion ? Ne pas faire un travail de précipitation. Votre assemblée nationale pourrait bien confier au comité directeur le soin de créer une commission spéciale, de lui remettre ce texte, comme d'autres textes éventuels ou des amendements, s'il y en a, pour la discussion qui ne doit pas seulement être nationale, mais internationale. La partie de votre projet que j'ai sous les yeux n'est nullement « belge » c'est-à-dire nationale. C'est la seconde partie, comme je le suppose, qui doit avoir un caractère plus national. Pour la première partie — la partie générale — nous avons besoin d'un texte acceptable pour toutes les organisations qui se mettent sous le drapeau de la IV^e Internationale. Précisément nous commençons de nous occuper d'un texte modèle. Les camarades belges pourraient et devraient y participer de la manière la plus active. Mais tout cela suppose qu'on ajourne l'acceptation définitive du programme.

Voilà une suggestion pour le « calendrier » du travail commun :

Jusqu'à la fin juin vous envoyez votre texte (peut-être remanié et raccourci) à toutes les sections de la IV^e avec l'invitation de participer au travail.

Nous aurons créé, je l'espère, pour la même date, une commission internationale avec le même objectif.

(4) Georgi V. PLEKHANOV (1857-1918), ancien populiste, avait introduit le marxisme dans le mouvement ouvrier russe et collaboré avec Lénine au sein du P.O.S.D.R. avant 1903, puis à la veille de 1914 ; Iouli O. TSEDERBAUM dit MARTOV (1873-1923), compagnon de Lénine avant 1903 dans le groupe l'Emancipation du Travail, puis *Vlskra* était devenu un des dirigeants des mencheviks ensuite ; pendant la guerre, il fut internationaliste : il émigra en 1920. Pavel B. AXELROD (1850-1928), émigré, d'abord fidèle de Bakounine, était devenu marxiste et avait collaboré à *Vlskra* avant 1903 ; il devint menchevik ensuite, mourut en émigration. Vera I. ZASSOULITCH(1851-1919), populiste célèbre par sa participation au terrorisme individuel, ralliée au marxisme ensuite, participa à *Vlskra* et rejoignit plus tard les mencheviks. .

Pour la discussion internationale, on consacrerà à peu près deux mois (juillet-août).

Le mois de septembre devrait être consacré à la rédaction définitive et à sa consécration par nos organismes respectifs.

Dans ce cas-là nous pourrions avoir le programme pour le mois d'octobre.

Tout cela ne peut nullement vous empêcher d'élaborer des textes nécessaires immédiatement. De pareilles plate-formes, thèses, etc., peuvent être remaniées, complétées, remplacées à chaque tournant de la situation. Quant au programme, c'est autre chose. Il doit durer pendant toute une époque historique.

Il est absolument nécessaire de faire un aperçu historique du développement du nouveau parti, avec des données, des citations, des chiffres exacts pour toutes les organisations de la IV^e.

Puisque Vereeken affirme publiquement que vous avez perdu votre influence à Charleroi, il faut bien éclaircir ce point. Quel est le rapport de force entre l'A.S.R. et Spartacus ?

Quant à votre déception à cause des élections, je ne la partage pas (5). Je trouve le résultat plutôt encourageant, étant donné la situation et surtout la politique précédente. Encore presque immédiatement avant les élections, l'A.S.R. avait répété : « Nous sommes d'accord avec la déclaration de Godefroid et ses amis (6). » Pendant ce temps, Godefroid excluait les soi-disant « trotskistes ». Au moment des élections, se servant de l'autorité que vous lui avez laissée intacte, il a déclaré : « Votez pour le parti et pas pour les scissionnistes de l'A.S.R. ! » Quels éléments de confusion terrible ! Il faut vraiment admirer les quelques milliers d'ouvriers du Borinage et de Charleroi qui se sont bien orientés malgré les défaillances importantes de la direction. Maintenant aussi, c'est Godefroid — et Liebaers (7) pour les Flandres — qui sont vos adversaires les plus immédiats et les plus dangereux. Ils vous barrent la route vers des luttes plus importantes et plus décisives. Il faut les démasquer impitoyablement et dans toute leur nullité malfaisante. Cela ne suffit nullement de traiter Godefroid

(5) Les deux candidats de l'A.S.R. aux élections avaient échoué, Léon Lesoil d'assez loin à Charleroi et Walter Dauge de très peu à Mons. La déception était grande au moins parmi ceux dont Dauge était le maître à penser : le jeune dirigeant de l'A.S.R. n'était en effet pas loin de penser que son élection était la condition de la poursuite de la lutte pour construire le parti révolutionnaire.

(6) Sur Godefroid, cf. n. 18, p. 34. Trotsky considérait ce dirigeant des J.G.S. belges comme un centrisme très dangereux et exigeait de ses camarades qu'ils se délimitent de lui et l'attaquent, ce que Dauge aussi bien que Fux refusaient de faire.

(7) Frans LIEBAERS (1895-1957), un des responsables des travailleurs du vêtement, était depuis 1932 secrétaire général de la Anti-Oorlogsliga, la « Liga » flamande contre la guerre qui symbolisait aux yeux de Trotsky le « centrisme paci-

comme un « centriste ». Il y a centristes et centristes. Il y en a qui se développent dans la direction marxiste ; il y a des centristes qui piétinent sur place ; il y a des centristes qui trahissent. Godefroid appartient à cette dernière catégorie. C'est un jeune bureaucrate arriviste, vide, habile, ignorant et sans scrupule. Chacun de ses articles est son portrait fidèle. Il a réussi (aussi grâce à l'indulgence de nos amis belges) à tromper les « sections latines » (8) et à créer une nouvelle combine internationale. Il faut le démasquer devant les jeunesses françaises, espagnoles, américaines, etc., impitoyablement. Il faudrait faire un rapport spécial sur le rôle de Godefroid pour toutes les organisations de jeunesse. Voilà du travail bien utile, camarade Fux.

fiste. » Trotsky avait mis en garde ses camarades belges, et notamment Fux, contre Godefroid et Liebaers, qu'il tenait, comme Pivert en France, pour les obstacles sur la route du nouveau parti.

(8) Les J.G.S. belges et les J.S.U. espagnoles venaient de prendre l'initiative d'une conférence des organisations de jeunesse qui constituait un pas de plus dans la pression de l'I.C. sur les organisations de jeunes socialistes.

[QUELQUES RÉPONSES] (1)

(7 juin 1936)

Cher Camarade Adolphe (2),

Merci beaucoup pour vos informations. Je ne puis malheureusement pas répondre à vos provocations à propos du Chili, bien que j'aie le plus grand intérêt pour le Chili et l'Amérique du sud en général. (3) Mais, pour me faire une opinion, il me faudrait étudier la question à fond. Or je n'ai absolument pas le temps en ce moment.

En ce qui concerne le parti unifié en France (4), il faut d'abord attendre pour voir ce qui va en advenir. Car ce nouveau parti a gardé l'ancienne direction. J'aurais préféré comme nom « parti de la révolution prolétarienne » ou « sociale ». J'intitulerais actuellement l'organe central *Soviet* avec comme devise « Les soviets en France ». Cela faciliterait la pénétration dans les rangs communistes. En outre, cela correspond à la situation d'ensemble.

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 8664, avec la permission de la Houghton Library. Lettre à R. Klement, traduite de l'allemand.

(2) ADOLPHE était alors l'un des pseudonymes de Rudolf KLEMENT (1910-1938), ancien étudiant hambourgeois qui était allé en 1933 à Prinkipo comme secrétaire de Trotsky et était devenu en juin 1935 secrétaire administratif du S.I.

(3) La Izquierda comunista, section chilienne de la L.C.I., après avoir participé au « Bloc des gauches », venait de rejoindre le Front populaire chilien et sa direction se préparait à la faire entrer en bloc dans le parti socialiste. Klement réclamait de Trotsky une prise de position que celui-ci lui refusait, faute de temps à consacrer à l'étude de cette question. Klement « provoquait » pour arracher enfin à Trotsky quelques lignes là-dessus.

(4) Il s'agit du P.O.L (Parti ouvrier internationaliste) qui venait d'être constitué en France, avec les éléments du G.B.L. et du P.C.I. qui avaient fait scission en 1935.

[DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS] (1)

(7 juin 1936)

Chers Camarades,

1) Est-il exact qu'on discute intensément dans le S.A.P. la question de l'affiliation à l'internationale communiste ? L'importance de cette question dépasse largement l'importance du S.A.P. lui-même. La faillite du S.A.P. signifierait automatiquement l'effondrement de l'internationale de Londres et augmenterait immédiatement de façon considérable les possibilités de la IV^e Internationale (2). Nous avons donc le plus grand intérêt à intervenir à *notre manière* dans la discussion qui se déroule à l'intérieur du S.A.P. La première chose serait naturellement de rendre ce débat public. Pour commencer, cinquante lignes à sensation dans *Unser Wort* et dans les autres journaux de la IV^e Internationale seraient suffisantes. Mais il faudrait écrire l'article de manière cinglante, lumineuse et sarcastique ; et ne pas le destiner seulement aux *Allemands*, mais à toutes les sections, de façon que les Anglais aussi, par exemple, puissent en faire bon usage.

2) Dans mon livre sur l'Union soviétique (3), j'en viens à présent dans le chapitre de conclusion, à la question du « capitalisme d'Etat ». J'aimerais avoir les renseignements les plus récents sur l'économie allemande sous les nazis. Quel camarade s'en occupe spécialement ? Je ne puis laisser traîner la chose et il me faudrait pouvoir disposer du matériel le moins diffus possible. Je vous serais reconnaissant de toute aide en ce sens.

(1) Lettre à l'Ausland-Komitee (Comité à l'étranger) des I.K.D., Bibliothèque du Collège de Harvard, 7906, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Le S.A.P. venait d'adhérer au Front populaire et sa direction semblait ralliée à la ligne stalinienne du Front populaire. Une opposition, animée notamment par l'ancien trotskyste, Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906) se dressait contre cette politique. Le S.A.P. était alors le principal soutien du « Bureau de Londres », ce bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire qui était le refuge de tous les adversaires centristes de la IV^e Internationale, de l'LL.P. britannique au P.O.U.M. espagnol, et que Trotsky appelle ici « l'internationale de Londres ».

(3) Il s'agit du livre qui allait paraître sous le titre de *La Révolution trahie*.

Le point central de cette question est pour moi le suivant : on dit « capitalisme d'Etat » sans préciser ce que cela veut dire : des chemins de fer d'Etat sont du capitalisme d'Etat. Des industries qui dépendent des subventions de l'Etat sont du capitalisme d'Etat. Des fédérations industrielles placées sous le contrôle de l'Etat sont du capitalisme d'Etat. De sont côté, l'économie entièrement étatisée et planifiée de l'Union soviétique serait également du capitalisme d'Etat ? Je veux cependant démontrer que ce qui se passe en U.R.S.S. sur le terrain économique n'a pu se produire que par une révolution. Car l'Etat n'y est nullement le commis principal, ni l'*intermédiaire*, mais bien le *propriétaire*.

[UNE LETTRE SCANDALEUSE] (1)

(7 juin 1936)

Cher Ami, (2)

Par cette copie de ma lettre aux amis allemands, vous verrez ce dont j'ai besoin concernant l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas m'aider aussitôt que possible ?

Je vous renvoie la lettre (de) Gould (3). En voilà un à qui vous devriez, à mon avis, passer un sérieux savon. Ce jeune homme semble doué, mais il est trop grandiloquent, trop diplomate et trop porté à la grande politique ! Il parle pendant des pages du plan de Hoan (4), des combinaisons au sommet de la « Vieille Garde », mais ne dit rien de la jeunesse socialiste, des nouvelles liaisons et perspectives. Il semble qu'il veuille plutôt prendre sa revanche sur Cannon qu'accomplir un travail révolutionnaire. Sa lettre est tout imprégnée de l'esprit du défaitisme. C'est scandaleux.

(1) Lettre à W. Held. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8505, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Heinz ERE, dit Walter HELD (1910-1941) avait été gagné à l'Opposition de gauche alors qu'il était étudiant ; il était en 1933 un des dirigeants berlinois et s'était réfugié à Prague où il avait fondé et dirigé au début *Unser Wort*. Il avait été ensuite envoyé en Hollande auprès du parti de Sneevliet, puis, élu au bureau international par la conférence des jeunesses de février 1934, s'était fixé à Oslo où il voyait souvent Trotsky, et participait activement avec lui à la préparation de la conférence internationale.

(3) Nathan GOULD (né en 1913), membre des « pionniers » (l'organisation du P.C. pour les enfants) en 1922, avait adhéré aux jeunesses en 1928 et en avait été exclu en 1931 comme opposant de gauche. Il avait été l'un des fondateurs et dirigeants de la Spartacus Youth League dont il avait doublé les effectifs à Chicago.

(4) Daniel HOAN (1881-1961), vétéran du P.S., maire socialiste de Milwaukee depuis 1916, avait combattu l'adhésion à l'I.C. et était l'un des piliers de la « Vieille Garde » social-démocrate aux Etats-Unis. Pourtant il n'avait pas suivi ses camarades dans leur rupture et constituait l'aile droite du P.S.

Le point central de cette question est pour moi le suivant : on dit « capitalisme d'Etat » sans préciser ce que cela veut dire : des chemins de fer d'Etat sont du capitalisme d'Etat. Des industries qui dépendent des subventions de l'Etat sont du capitalisme d'Etat. Des fédérations industrielles placées sous le contrôle de l'Etat sont du capitalisme d'Etat. De sont côté, l'économie entièrement étatisée et planifiée de l'Union soviétique serait également du capitalisme d'Etat ? Je veux cependant démontrer que ce qui se passe en U.R.S.S. sur le terrain économique n'a pu se produire que par une révolution. Car l'Etat n'y est nullement le commis principal, ni l'*intermédiaire*, mais bien le *propriétaire*.

[UNE LETTRE SCANDALEUSE] (1)

(7 juin 1936)

Cher Ami, (2)

Par cette copie de ma lettre aux amis allemands, vous verrez ce dont j'ai besoin concernant l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas m'aider aussitôt que possible ?

Je vous renvoie la lettre (de) Gould (3). En voilà un à qui vous devriez, à mon avis, passer un sérieux savon. Ce jeune homme semble doué, mais il est trop grandiloquent, trop diplomate et trop porté à la grande politique ! Il parle pendant des pages du plan de Hoan (4), des combinaisons au sommet de la « Vieille Garde », mais ne dit rien de la jeunesse socialiste, des nouvelles liaisons et perspectives. Il semble qu'il veuille plutôt prendre sa revanche sur Cannon qu'accomplir un travail révolutionnaire. Sa lettre est tout imprégnée, de l'esprit du défaitisme. C'est scandaleux.

(1) Lettre à W. Held. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8505, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941) avait été gagné à l'Opposition de gauche alors qu'il était étudiant ; il était en 1933 un des dirigeants berlinois et s'était réfugié à Prague où il avait fondé et dirigé au début *Unser Wort*. Il avait été ensuite envoyé en Hollande auprès du parti de Sneevliet, puis, élu au bureau international par la conférence des Jeunesses de février 1934, s'était fixé à Oslo où il voyait souvent Trotsky, et participait activement avec lui à la préparation de la conférence internationale.

(3) Nathan GOULD (né en 1913), membre des « pionniers » (l'organisation du P.C. pour les enfants) en 1922, avait adhéré aux Jeunesses en 1928 et en avait été exclu en 1931 comme opposant de gauche. Il avait été l'un des fondateurs et dirigeants de la Spartacus Youth League dont il avait doublé les effectifs à Chicago.

(4) Daniel HOAN (1881-1961), vétéran du P.S., maire socialiste de Milwaukee depuis 1916, avait combattu l'adhésion à l'I.C. et était l'un des piliers de la « Vieille Garde » social-démocrate aux Etats-Unis. Pourtant il n'avait pas suivi ses camarades dans leur rupture et constituait l'aile droite du P.S.

Ce qu'il dit de Cannon (5) est tout aussi indécent. Cannon ne m'a pas menti (6) car j'ai bien lu tout ce que Muste et les autres avaient écrit et je n'ai rien eu d'autre de Cannon que ce qui était plus ou moins connu de tout le monde. En outre je ne me suis fait et ne me fais encore aucune illusion sur le parti socialiste américain. J'ai maintes fois écrit dans ce sens que si nos gens, au bout de six mois ou d'un an, atteignaient le nombre de deux mille, je considérerais cela comme autant de gagné, non pas tellement à cause du nouveau millier d'adhérents, mais de l'étape qui aura été franchie et qui placera le parti devant de nouvelles tâches et possibilités. Car il est bien mieux de gagner mille socialistes en une année que de perdre cinq cents adhérents de sa propre organisation dans d'interminables discussions internes.

Vous avez engagé la campagne contre Godefroid : c'est une très bonne chose.

(5) James P. CANNON (1890-1974), ancien des I.W.W. et du P.S., avait été l'un des fondateurs du P.C. américain et le dirigeant, avec William Z. Foster, de l'une de ses trois fractions. Rallié aux idées de l'Opposition de gauche en 1928, il avait fondé la Communist League of America qu'il avait conduite à la fusion avec l'A.W.P. de Muste dans le W.P.U.S., et venait de faire décider par ce dernier son entrée dans le P.S.

(6) Gould était persuadé que Cannon n'avait gagné Trotsky à son projet d'entrer dans le P.S. que sur la base de rapports mensongers.

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT FASCISTE (1)

(7 juin 1936)

Cher Camarade Martin (2)

Votre lettre (3) coïncide très bien avec le dernier chapitre de mon livre sur l'U.R.S.S. qui (le chapitre) est maintenant sur le tapis.

Mais voilà ce qui me frappe : vous citez l'expression de Mussolini (4) : « L'Etat fasciste a les 3/4 de la production sur les bras. » J'ai toujours considéré cette formule comme une simple vantardise.

L'« Etat corporatif » signifie seulement que le grand commis du capital, le fascisme, essaye d'arranger les affaires des industriels, des commerçants et des banquiers, d'atténuer les antagonismes, etc. Mais identifier ce rôle de médiateur sur la base de la propriété privée à l'économie planifiée est absolument faux. Pourriez-vous m'indiquer quelques ouvrages récents sur le nouveau stade de l'économie italienne ? Durand (5) pourrait me l'acheter. C'est très important précisément pour mon dernier chapitre. Je veux même ajourner le travail d'une semaine ou de deux pour avoir des précisions sur l'économie italienne.

(1) Lettre à Leonetti, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8854, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Alfonso LEONETTI, dit MARTIN (né en 1895) avait été un des premiers collaborateurs du premier *Ordine nuovo* à Turin, auprès de Gramsci. Il avait été ensuite l'un des dirigeants du P.C.I. clandestin et avait été exclu en 1930 dans le groupe dit « des trois ». Il avait été coopté au S.I. en 1930 et y était resté sauf une interruption en 1933.

(3) Il s'agit d'une lettre qui figure à la Bibliothèque du Collège de Harvard avec le numéro 2724, mais sans date. Leonetti écrit qu'il est informé par Klement du livre que Trotsky est en train de préparer. Il donne quelques informations, puis parle du rôle de l'Etat fasciste dans la production et de la question du « capitalisme d'Etat ». Sa lettre intéresse Trotsky et la correspondance entre les deux hommes, assez distendue, se resserre à nouveau.

(4) Benito MUSSOLINI (1883-1945), ancien socialiste, était devenu chef du parti fasciste et *Duce* chef du gouvernement avec pouvoir presque absolu en Italie.

(5) DURAND était le pseudonyme d'alors de Léon Sedov.

Quant aux autres questions posées par vous je fais de mon mieux pour les analyser dans mon livre. Malheureusement la statistique sociale sur l'U.R.S.S. est quasi inexistante malgré l'abondance des « chiffres ».

[BILAN D'UNE CRISE] (1)

(7 juin 1936)

Le travail du camarade Braun (2) sur la dernière grande crise de la section française me semble être d'un grand intérêt et d'une grande utilité, d'abord pour la section française elle-même et ensuite pour toutes les autres sections. L'étude terminée, l'unification a eu lieu entre notre section et le groupe de *La Commune* qui s'en était séparé, et il faut naturellement s'en réjouir (3). Mais l'unification ne signifie pas — il s'en faut — que l'organisation serait guérie de ses infirmités. La scission ne s'est pas faite au hasard. Les scissionnistes ont fait naufrage. Mais rien ne prouve que tous aient tiré un grand enseignement de ce naufrage. Celui qui connaît les principaux responsables ne peut pas se faire d'illusions sur l'avenir. Le développement de la France dans la période à venir sera très riche en crises, et chaque tournant à l'intérieur de cette situation de crises peut provoquer au sein de la couche dirigeante de la section française des réactions opportunistes ou aventuristes. Si je me sens le devoir de le dire sous cette forme brutale, c'est parce que mes observations au cours de sept années ne me permettent pas de nourrir à cet égard un optimisme exagéré.

Le camarade Braun analyse soigneusement et, à mon avis, de manière tout à fait objective, la correspondance ardente échangée

(1) Préface en français, signée Crux, de la brochure multigraphiée de Nicolle BRAUN, /, « *organe de masses* ».

(2) BRAUN était le pseudonyme d'Erwin WOLF (1902-1937), un fils de commerçant germanophone de Reichenberg (Libérée), citoyen tchécoslovaque, gagné à l'Opposition de gauche à Berlin où il était étudiant. Il avait émigré à Paris en 1933 et avait été coopté d'abord à la direction de la section allemande en exil, puis au secrétariat international. Fin octobre 1935, il avait remplacé Frankel comme secrétaire de Trotsky à Hflnefoss. Trotsky lui avait confié la responsabilité d'une brochure sur la crise de la section française et lui avait remis à cet effet toute sa correspondance à ce sujet : cette tâche lui paraissait d'autant plus indispensable que la réunification des trotskystes français avait en principe mis un point final à la crise.

(3) C'était le 1er juin que le P.O.I. était né de la fusion entre le P.C.I., né en mars du Comité pour la IV^e Internationale et des amis de *La Commune* et du P.O.R. fondé la veille par le G.B.L. et les J.S.R.

entre moi et les camarades dirigeants de France au temps de la dernière crise. Mais cette crise était loin d'être la première et, au cours des nombreuses crises antérieures, la correspondance a été au moins tout aussi ardente et tout aussi abondante. A présent, après sept années d'expérience, je ne puis pas dire que mes interventions épistolaires aient eu des résultats positifs. Je ne veux pas ici en détailler les causes. Peut-être n'ai-je pas su trouver les arguments nécessaires. Quoi qu'il en soit, il est vraiment temps d'abandonner les tentatives pour convaincre certains camarades et les amener par lettres privées à une meilleure compréhension des faits. C'est pourquoi j'ai mis mes archives à la disposition du camarade Braun, afin que tous les membres de la section française, ainsi que des autres sections, tirent de la dernière crise les leçons nécessaires et se fassent par là un tableau exact du rôle de l'un ou l'autre camarade, ce qui, pour le choix de la direction, est de la plus haute importance.

Nous avons appelé prérévolutionnaire l'étape politique qui se termine en ce moment en France. Au cours de cette étape, il s'agissait, pour notre section française, de prendre l'élan nécessaire. La situation était difficile, mais pas défavorable. Si, après le congrès de Mulhouse (4), la section française avait déployé l'offensive révolutionnaire et internationaliste vigoureuse que lui dictaient toutes les circonstances, elle aurait maintenant un nombre d'adhérents bien supérieur et une autorité et une capacité de lutte infiniment plus grandes. Nous possédons à présent dans notre propre histoire un exemple important d'une situation manquée, ou plutôt gâchée ; car — et c'est, je crois, ce que prouve le texte de Braun — la direction a tout fait pour exploiter le moins possible la situation.

Comment éviter la répétition de semblables et nuisibles aventures, d'une part, et de telles faiblesses, de l'autre (5) ? Par le contrôle actif de la base, c'est-à-dire des adhérents de la section française, et par le contrôle non moins actif de la part de notre organisation internationale. Le but de ce texte est précisément de donner à un tel contrôle les fondements nécessaires.

Malgré toutes ces difficultés, la section française a maintenant environ cinq fois plus de membres que lors de l'entrée, et des

(4) Il s'agit du congrès de Mulhouse de la S.F.I.O. du 7 au 9 juin 1935, qui avait marqué le début des désaccords entre Trotsky et la direction du G.B.L.

(5) Trotsky répartit les responsabilités : « aventures » au compte de Molinier et Frank, « faiblesses » au compte de Naville et Rous.

capacités de travail plus grandes (6). Mais elle serait aujourd'hui certainement deux ou trois fois plus forte si la direction avait agi d'une manière véritablement bolcheviste. Cela prouve combien il est nécessaire de ne pas ériger en fétiches des tournants purement tactiques ou d'organisation. D'abord, on ne voulait à aucun prix entrer dans le P.S. et, plus tard, on ne voulait — la plupart du temps, c'étaient les mêmes — à aucun prix en sortir. Voilà deux faces de la même mentalité sectaire conservatrice.

Espérons qu'à cet égard l'expérience belge sera beaucoup plus positive. En tout cas, les camarades qui appartiennent à des partis réformistes et centristes (Angleterre, Pologne, Amérique, etc.) doivent tirer pour eux les conclusions nécessaires de l'expérience française : l'entrée dans des organisations étrangères et même ennemies n'ouvre pas seulement des possibilités considérables, mais elle recèle aussi des dangers. Seuls des entêtés foncièrement conservateurs peuvent affirmer que l'entrée est inadmissible en tout état de cause. Mais tenter de faire de l'entrée un remède contre tous les maux mène inévitablement à la limite de la trahison, comme l'exemple français nous donne précisément l'occasion de l'observer et de le vivre.

En premier lieu, nous devons tous apprendre à ne pas accorder une confiance exagérée, même s'ils reviennent vers nous, à ceux des camarades dirigeants qui, à la première occasion, expriment leur mécontentement en quittant l'organisation nationale et internationale pour se considérer, aussi longtemps que bon leur semble, comme des francs-tireurs. Nous ne devons leur confier de postes importants qu'après une épreuve longue et sérieuse (7). *C'est là ce que commande l'autoconservation de toute organisation vraiment révolutionnaire.*

Aux camarades français et particulièrement aux jeunes qui sont si courageusement venus du parti réformiste on devrait peut-être dire encore : bien que cette étude soit consacrée au passé, elle ne doit pas servir à ressusciter les différends d'hier, mais au contraire à éviter qu'ils ne se répètent demain ou après-demain. Chaque adhérent doit, sous cet angle, étudier soigneusement et sans préjugé la documentation qui lui est soumise. En dernière instance, cela ne peut être que salutaire à la section française.

(6) Cette évaluation au moins peut sembler trop optimiste.

(7) On peut relever que Trotsky se garde bien de fermer les portes à tout jamais.

[LA SIGNATURE DU TRAVAIL DE BRAUN] (1)

(8 juin 1936)

Cher Camarade Adolphe,

La parution prochaine du travail d'Erwin me semble d'une importance capitale. Faites, je vous prie, tout ce qui est nécessaire, sans aucun *retard*. J'espère que le secrétariat international lui donnera notre signature commune (2). Si ce n'était pas le cas — ce que je me refuse à croire — il devrait paraître dans l'édition du *Biulleten* russe.

Meilleures salutations,

(1) Lettre à R. Klement. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8665, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Rappelons que Braun (Erwin Wolf) était lui-même membre du secrétariat international. Pourtant, dans le cours de la crise interne, le S.I. n'avait pas toujours été d'accord avec Trotsky et il n'était pas évident qu'il accepte de cautionner son travail.

[LE S.I. ET LE TRAVAIL DE BRAUN] (1)

(8 juin 1936)

Chers Camarades,

Je crois que le mieux serait de faire paraître le travail du camarade Braun comme publication du secrétariat international. Nous n'étions pas d'accord ici, il s'en faut de beaucoup, avec la politique du secrétariat international dans cette affaire. Mais, dans son travail, comme je le dis dans ma préface, le camarade Erwin a laissé de côté tout ce qui pouvait faire allusion aux dissensions qui se sont manifestées dans le S.I. La parution de ce texte sous forme privée ne pourrait que susciter des interprétations variées. C'est pourquoi j'insiste pour qu'il soit publié sous l'autorité du S.I. Si le S.I. le juge absolument nécessaire, on pourrait même déclarer en deux lignes : « Sans prendre la responsabilité de tous les développements qu'il contient, nous estimons nécessaire de publier ce travail. » Mais même une note de ce genre me semble superflue car il existe au sein du S.I. des tendances assez différentes et chacun a le droit d'exprimer son opinion dans le bulletin du S.I. ou d'une manière analogue (2).

(1) Lettre au S.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8032, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) C'est là la position soutenue par Trotsky sur ce point pendant l'exil.

[SUR LA FRANCE] (1)

(9 juin 1935)

Cher Camarade Adolphe,

1) J'intitulerais tout de même le journal *Soviets* (2). C'est une *nouvelle période* qui s'est ouverte après les grandes grèves. Les soviets sont à l'ordre du jour. Il faut donc bien les appeler par leur nom. Ce nom est extrêmement *populaire* (3) chez les ouvriers communistes et ces derniers sont la majorité. On pourrait ajouter cette devise : « Les soviets partout ? D'accord ! Mais commençons par la France !. » (3)

Le premier numéro devrait être rédigé sur un ton serein et s'adresser tout particulièrement aux ouvriers communistes. Le titre *Soviets* n'exclut naturellement pas la participation aux comités de Front populaire etc. Mais la splendeur du Front populaire ne va plus durer bien longtemps et il nous faut à tout prix pénétrer dans les rangs des ouvriers communistes.

2) Naturellement nous critiquons Léon Blum sans prendre de gants, mais également Thorez et consorts. Il faut néanmoins que les masses, en entendant nos discours, comprennent que nous menons le *véritable* combat contre les forces sur lesquelles Léon Blum va nécessairement se rompre le cou. Sans engager bien entendu en aucune manière notre responsabilité à l'égard du gouvernement de Léon Blum, il nous faut néanmoins apparaître aux yeux des ouvriers, non comme des *gêneurs*, mais comme des gens qui veulent *aller de l'avant*. Le changement de titre du journal doit signifier également un changement de ton. Ne plus faire des directions réformistes une critique académique et désengagée, mais

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 8666, avec la permission de la Houghton Library. Lettre à R. Klement, traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit du journal du parti unifié en France, le P.O.I.

(3) En français dans le texte.

s'adresser *directement* aux ouvriers communistes en partant de *leur* point de vue et du stade actuel de *leur* évolution. *Ne rien passer sous silence*. Tout dire. Non pas pour nous-mêmes, mais pour l'aile gauche du Front populaire.

3) Quiconque n'a pas de rapport direct avec les masses ne pourra écrire d'articles. On peut même aller plus loin et exiger qu'on exclue immédiatement de l'organisation quiconque, dans la période actuelle, ne trouve pas le chemin qui mène aux masses.

4) Il faut que le travail de Braun paraisse aussi vite que possible. Si nous n'éduquons pas nos cadres, nous subissons un de ces jours une nouvelle crise en plein milieu du tourbillon des grands événements.

5) En ce qui concerne la question Molinier (4), on pourrait, à mon avis, adopter la résolution suivante :

« Le secrétariat international a exclu naguère R(aymond) M(olinier) de l'organisation internationale des B.L. et il maintient cette exclusion. Toutefois, la section française, dans ses efforts pour rassembler les forces de la IV^e Internationale, a été amenée à s'unifier avec l'organisation de *La Commune* dont Molinier fait partie. Etant donné la gravité de la situation, le secrétariat international n'élève pour le moment aucune protestation formelle contre cet état de choses ; il en laisse cependant toute la responsabilité à l'organisation française et se réserve le droit de régler la question Molinier lors de la prochaine conférence de la IV^e Internationale. »

6) Je crois cependant que le comité central français n'a pas le droit de tolérer plus longtemps les activités commerciales de Molinier. Un ultimatum devrait lui être adressé : ou bien il veut soutenir le parti par ses affaires, mais alors il doit rester dehors et n'avoir aucune activité politique en relation avec le parti, ou bien il veut appartenir au parti, mais alors il doit immédiatement renoncer à ses affaires — pas seulement en paroles, mais *effectivement* — et se chercher un autre métier (5) plus convenable. *Toute autre décision du comité central conduira inévitablement à la*

(4) Raymond MOLINIER (né en 1904) avait été l'un des fondateurs puis dirigeants de la section française : il avait été exclu en décembre 1935 après la publication par ses soins de *La Commune*.

(5) Molinier dirigeait un « institut de recouvrement » dont l'activité financière était d'autant plus critiquée par ses adversaires que ces derniers l'accusaient d'utiliser l'argent qu'il lui rapportait pour des pressions politiques sur l'organisation. Trotsky avait fait décider en 1933 que Molinier abandonnerait « ses affaires ».

[SUR LA FRANCE] (1)

(9 juin 1935)

Cher Camarade Adolphe,

1) J'intitulerais tout de même le journal *Soviets* (2). C'est une *nouvelle période* qui s'est ouverte après les grandes grèves. Les soviets sont à l'ordre du jour. Il faut donc bien les appeler par leur nom. Ce nom est extrêmement *populaire* (3) chez les ouvriers communistes et ces derniers sont la majorité. On pourrait ajouter cette devise : « Les soviets partout ? D'accord ! Mais commençons par la France !. » (3)

Le premier numéro devrait être rédigé sur un ton serein et s'adresser tout particulièrement aux ouvriers communistes. Le titre *Soviets* n'exclut naturellement pas la participation aux comités de Front populaire etc. Mais la splendeur du Front populaire ne va plus durer bien longtemps et il nous faut à tout prix pénétrer dans les rangs des ouvriers communistes.

2) Naturellement nous critiquons Léon Blum sans prendre de gants, mais également Thorez et consorts. Il faut néanmoins que les masses, en entendant nos discours, comprennent que nous menons le *véritable* combat contre les forces sur lesquelles Léon Blum va nécessairement se rompre le cou. Sans engager bien entendu en aucune manière notre responsabilité à l'égard du gouvernement de Léon Blum, il nous faut néanmoins apparaître aux yeux des ouvriers, non comme des *gêneurs*, mais comme des gens qui veulent *aller de l'avant*. Le changement de titre du journal doit signifier également un changement de ton. Ne plus faire des directions réformistes une critique académique et désengagée, mais

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 8666, avec la permission de la Houghton Library. Lettre à R. Klement, traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit du journal du parti unifié en France, le P.O.I.

(3) En français dans le texte.

s'adresser *directement* aux ouvriers communistes en partant de leur point de vue et du stade actuel de leur évolution. *Ne rien passer sous silence*. Tout dire. Non pas pour nous-mêmes, mais pour l'aile gauche du Front populaire.

3) Quiconque n'a pas de rapport direct avec les masses ne pourra écrire d'articles. On peut même aller plus loin et exiger qu'on exclue immédiatement de l'organisation quiconque, dans la période actuelle, ne trouve pas le chemin qui mène aux masses.

4) Il faut que le travail de Braun paraisse aussi vite que possible. Si nous n'éduquons pas nos cadres, nous subirons un de ces jours une nouvelle crise en plein milieu du tourbillon des grands événements.

5) En ce qui concerne la question Molinier (4), on pourrait, à mon avis, adopter la résolution suivante :

« Le secrétariat international a exclu naguère R(aymond) M(olinier) de l'organisation internationale des B.L. et il maintient cette exclusion. Toutefois, la section française, dans ses efforts pour rassembler les forces de la IV^e Internationale, a été amenée à s'unifier avec l'organisation de *La Commune* dont Molinier fait partie. Etant donné la gravité de la situation, le secrétariat international n'élève pour le moment aucune protestation formelle contre cet état de choses ; il en laisse cependant toute la responsabilité à l'organisation française et se réserve le droit de régler la question Molinier lors de la prochaine conférence de la IV^e Internationale. »

6) Je crois cependant que le comité central français n'a pas le droit de tolérer plus longtemps les activités commerciales de Molinier. Un ultimatum devrait lui être adressé : ou bien il veut soutenir le parti par ses affaires, mais alors il doit rester dehors et n'avoir aucune activité politique en relation avec le parti, ou bien il veut appartenir au parti, mais alors il doit immédiatement renoncer à ses affaires — pas seulement en paroles, mais *effectivement* — et se chercher un autre métier (5) plus convenable. *Toute autre décision du comité central conduira inévitablement à la*

(4) Raymond MOLINIER (né en 1904) avait été l'un des fondateurs puis dirigeants de la section française : il avait été exclu en décembre 1935 après la publication par ses soins de *La Commune*.

(5) Molinier dirigeait un « institut de recouvrement » dont l'activité financière était d'autant plus critiquée par ses adversaires que ces derniers l'accusaient d'utiliser l'argent qu'il lui rapportait pour des pressions politiques sur l'organisation. Trotsky avait fait décider en 1933 que Molinier abandonnerait « ses affaires ».

LEON TROTSKY, OEUVRES, JUIN-JUILLET 1936
catastrophe et discréditera irrémédiablement aussi bien le comité central que le parti.

7) Je n'aborde toujours pas la question du Chili.

P.-S. (10 juin) : Je m'étonne qu'on puisse ne pas se rendre compte que Léon Blum ne s'appuie pas sur sa majorité parlementaire, mais que lui et sa majorité parlementaire flottent dans les airs, comme le dit Lucien Romier (6), *entre les deux syndicalismes*, le syndicalisme ouvrier et le syndicalisme patronal. Demain peut-être les choses prendront-elles une tournure plus *parlementaire*. Mais l'essentiel de la situation a été révélé impitoyablement par le mouvement gréviste.

(6) Lucien ROMIER (1885-1944) était l'un des principaux journalistes politiques du *Figaro*.

[CONTEXTE
D'UNE DISCUSSION PERSONNELLE] (1)
(9 juin 1936)

Cher Victor Lvovitch,

Je viens de recevoir votre petit mot du 6 juin dans lequel vous me faites part de votre inquiétude de ne pas avoir reçu ma lettre. J'espère qu'elle aura tout simplement eu un jour de retard, étant donné que je l'avais envoyée en recommandé ; à tout hasard je vous en envoie un double. J'avais joint à cette lettre une photo pour votre fils en remerciement du portrait de B.M. Eltsine (2) (ce portrait est très réussi et m'a fait très plaisir).

A cette longue lettre, j'avais ajouté à la main à peu près ceci :

Je n'ai pas du tout l'intention égoïste de vous entraîner dans le travail pratique quotidien. Bien que nous ayons fait ces années-ci de grands progrès dans le domaine de la formation des cadres (ce qui est le travail le plus difficile et le moins visible de l'extérieur), nous ne sommes pas encore sortis de la période des « maladies infantiles ». Etant donné votre talent littéraire et vos dons artistiques que je n'ai pu apprécier qu'à l'étranger, je trouverais tout à fait déraisonnable que vous gaspilliez vos forces dans la vie politique *quotidienne*. En fin de compte, vos livres apiporteront beaucoup plus à la IV^e Internationale que ne le ferait votre participation au travail de chaque jour. Telle est mon impression générale. Bien entendu, cela n'exclut pas votre participation en tant qu'ancien et que camarade plein d'autorité à telle ou telle réunion importante, à telle ou telle association, etc. Mais ce ne sont bien sûr que des hypothèses. C'est vous qui déciderez en vous basant sur votre connaissance ultérieure de ce qui s'est fait et se fait actuellement dans l'arène mondiale.

(1) Lettre à V. Serge, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10276, où le catalogue n'indique pas de date, et Fonds Victor Serge, Musée social, Paris. Traduit du russe par F. Petit pour Serge et Trotsky, *op. cit.*, avec la permission des éditions F. Maspero.

(2) Sur B.M. Eltsine', cf. n. 25, p. 38.

Dans *Spartacus* et dans la dernière *Action socialiste révolutionnaire* (3), j'ai trouvé des extraits de vos lettres à Paz et à Gide (4). Je regrette de ne pas en avoir le texte complet. Ces lettres me donneraient la possibilité de faire dans mon livre sur l'U.R.S.S. des citations indispensables. N'en possédez-vous pas une copie intégrale ? (Après l'avoir utilisée, je vous la renverrais). Ou bien peut-être ces lettres ont-elles déjà été publiées quelque part dans la presse *in extenso* ?

Vous allez à Paris. Je vous envie un peu. Deux ou trois fois par jour, j'écoute à la radio les douleurs de l'enfantement de la révolution française. Cette grève grandiose est incontestablement le début de la révolution. Comme tous ses dirigeants (Blum, Jouhaux, Salengro, Cachin) tremblent devant la révolution qui s'avance, comme ils se défilent, comme ils mentent, et comme, dans chacune de leurs paroles et chacun de leurs gestes, ils imitent Kerensky, Tséretelli et Dan (5), malgré le niveau beaucoup plus élevé de l'école française de rhétorique ! De la politique française dans les mois qui viennent peut dépendre le sort de la France et de l'Europe pour de nombreuses années. Je serai très content de connaître vos impressions parisiennes.

(3) *Spartacus* était l'organe de la L.C.I. belge, dirigée par Vereeken, qui rassemblait les militants belges qui avaient refusé d'entrer dans le P.O.B. avec la majorité de la section belge. *L'Action socialiste révolutionnaire* avait succédé en 1935, à *L'Action socialiste*, et elle était l'organe de la tendance de gauche du P.O.B. dont le porte-parole, Waller Dauge, venait d'être exclu. La L.C.I. et l'A.S.R. se préparaient à fusionner.

(4) André GIDE (1869-1951), qui était considéré alors comme l'un des plus grands écrivains français, s'était au début des années trente tourné vers l'Union soviétique et le communisme et était devenu le plus connu des « compagnons de route » français du stalinisme avec Romain Rolland. Il l'avait fait dans une retentissante déclaration du 21 mars 1933 à une manifestation de l'A.E.A.R. (Association des écrivains et artistes révolutionnaires). Mais il conservait son indépendance et son esprit critique, ainsi que d'amicales relations avec Pierre Naville. En 1935, il avait appuyé de toute son autorité la demande de Charles Plisnier et Magdeleine Paz d'être autorisés à prendre la parole devant le congrès international des écrivains pour la défense de la culture, en faveur de Victor Serge, alors emprisonné, et ils y avaient été autorisés, intervenant au congrès le 25 juin. Le 29, André Gide en personne avait écrit à l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, pour lui demander, au nom de son « grand amour pour l'U.R.S.S. et pour la cause communiste » la libération de l'écrivain. Les deux lettres que Serge avait adressées, en mai 1936, peu après son arrivée à Bruxelles, à Gide et Magdeleine Paz, venaient d'être publiées par la revue *Esprit* du 1er juin 1936, une revue que Trotsky ne lisait pas.

(5) Sur Kerensky, cf. n.19, p. 51, et sur Dan, n.3, p.41, Iraklii G. TSERETELLI (1882-1959), dirigeant menchevique géorgien, avait été ministre de l'intérieur en 1917 dans le gouvernement provisoire de Kerensky ; émigré en 1919, il vivait alors à Paris.

Un éditeur allemand sympathisant voudrait publier une revue marxiste théorique sous ma direction (6), en me laissant bien entendu une pleine liberté et tout en sachant d'avance que cette revue sera l'organe théorique de la IV^e Internationale. Je pense commencer à l'automne et j'espère que nous parviendrons à réaliser la même chose en France. Je compte fermement sur votre participation à l'état-major général de cette future publication. Il va de soi que je souhaiterais aussi inviter Alfred (7), mais je ne voudrais évidemment pas me heurter à un refus. G'espère qu'il n'en sera rien), et c'est pourquoi je préférerais prendre le premier contact *par votre intermédiaire*. Si Alfred est d'accord sur le principe, je lui écrirai aussitôt.

P.-S. Je viens de recevoir votre carte m'annonçant que ma longue lettre vous est bien parvenue, ainsi que les tirés à part de vos lettres à Paz et à Gide.

Merci (8). Tout va bien.

(6) Trotsky fait ici allusion, sous la forme déguisée d'un « éditeur allemand », au « groupe Rops » qui lui avait proposé de financer une telle revue.

(7) Alfred GRIOT, dit ROSMER (1877-1964), ancien collaborateur de *La Vie ouvrière*, membre de son noyau internationaliste formé en 1914 autour de Pierre Monatte, s'était lié d'amitié avec Trotsky pendant la guerre. Il avait fait en 1920 le voyage de Moscou et était entré dans le « petit bureau » de l'I.C. avant même qu'existe un parti communiste en France. Exclu en 1924 avec Monatte, il avait collaboré à *La Révolution prolétarienne* au cours des années suivantes. En 1929, il était allé rencontrer Trotsky à Prinkipo, avait entrepris la construction de l'Opposition de gauche internationale et participé à la fondation de *La Vérité*. Il avait été membre du premier « bureau international » mais s'était séparé de l'organisation quand Trotsky avait refusé de le soutenir dans son conflit avec Raymond Molinier. Les contacts personnels étaient interrompus entre eux depuis six ans et Trotsky était visiblement anxieux de les reprendre.

(8) En français dans le texte.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A COMMENCÉ
Les soviets partout ? d'accord.
Mais il est temps de passer
des paroles aux actes (1)
(9 juin 1936)

Jamais la radio n'a été aussi précieuse que ces derniers jours. Elle donne la possibilité de suivre, d'un lointain village de Norvège, les battements du poulx de la révolution française. Il serait d'ailleurs plus exact de dire : le reflet de ces battements dans la conscience et dans la voix de MM. les ministres, les secrétaires syndicaux et autres chefs mortellement effrayés.

Les mots de « révolution française » peuvent paraître exagérés. Mais non ! Ce n'est pas une exagération. C'est précisément ainsi que naît la révolution. En général même, elle ne peut pas naître autrement. La révolution française a commencé.

Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi (2). Sans doute les ouvriers sont-ils pendant la grève les maîtres des usines et établissent-ils leur contrôle sur la propriété et son administration.

Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable « détail ». Dans l'ensemble, ce sont « des grèves économiques, et non politiques », affirment messieurs les chefs. C'est pourtant sous l'effet de ces grèves « non politiques » que toute la situation du pays est en train de changer radicalement. Le gouvernement décide d'agir

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3297, *La Lune ouvrière*, 18 juin 1936, dans une traduction française de Jean van Heijenoort. Nous avons redonné ici à cet article son sous-titre d'origine, déterminé par Trotsky lui-même avec un objectif d'agitation.

(2) Dans la soirée du 5 juin, Léon Jouhaux avait prononcé une allocution radiodiffusée dans laquelle il avait notamment affirmé : « La Confédération générale du travail affirme hautement le caractère strictement revendicatif et corporatif du mouvement qui se poursuit. » Démentant que les grèves aient un « caractère politique », il appelait les travailleurs à maintenir leurs mouvements « dans la discipline, la fidélité aux engagements pris et dans l'ordre public indispensable » au succès des revendications.

avec une promptitude à laquelle il ne songeait pas la veille, puisque, selon Léon Blum, la force véritable sait être patiente ! Les capitalistes font preuve d'un esprit d'accommodement parfaitement inattendu. Toute la contre-révolution en attente se cache dans le dos de Blum et de Jouhaux. Et ce miracle serait produit par... de simples grèves « corporatives » ? Que serait-ce si les grèves avaient eu un caractère politique ?

Mais non, les chefs énoncent une contre-vérité. La corporation embrasse les ouvriers d'une même profession, les distinguant et les séparant des autres. Le trade-unionisme et le syndicalisme réactionnaire font tous les efforts pour maintenir le mouvement ouvrier dans des cadres corporatifs. C'est là la base de la dictature de fait que la bureaucratie syndicale exerce sur la classe ouvrière — la pire de toutes ! — avec la dépendance servile de la clique Jouhaux-Racamond (3) à l'égard de l'Etat capitaliste. L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres corporatifs, professionnels ou locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de *tout* le prolétariat. Le mouvement prend le caractère d'une épidémie. La contagion s'étend d'usine en usine, de corporation en corporation, de quartier en quartier. Toutes les couches de la classe ouvrière se répendent, pour ainsi dire, l'une à l'autre. Les métallurgistes ont commencé : ils sont l'avant-garde. Mais la force du mouvement réside dans le fait qu'à peu de distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde, que, d'ordinaire, messieurs les chefs parlementaires et syndicaux oublient complètement. Ce n'est pas pour rien si *Le Peuple* reconnaissait ouvertement que l'existence de plusieurs catégories particulièrement mal payées de la population parisienne avaient été pour lui une révélation « inattendue » (4)... Or, c'est précisément dans les profondeurs de ces

(3) Julien RACAMOND (1885-1966), ouvrier boulanger, était devenu en 1912 secrétaire de leur chambre syndicale à Paris. Permanent syndical en 1920, membre du P.C. à sa fondation, il était devenu secrétaire confédéral de la C.G.T.U. en 1920 et membre du C.C. du P.C. en 1926. Il était secrétaire de la C.G.T. unifiée. La « clique Jouhaux-Racamond » signifie pour Trotsky le bloc des deux bureaucraties syndicales, la « confédérale » de la C.G.T. et l'« unitaire » de la C.G.T.U.

(4) Léon Jouhaux avait déclaré devant le C.C.N. de la C.G.T. le 16 juin : « Le mouvement actuel a révélé à chacun de nous, j'en suis sûr, des situations que nous ne connaissions pas. Les ouvriers, avec une certaine dignité, n'affichaient jamais les conditions misérables des salaires auxquelles ils avaient été réduits. C'est seulement au cours de ce mouvement que nous nous sommes rendus compte des conditions de salaires misérables existant dans certaines professions. » (Cité par Georges Lefranc, *Juin* 36, p. 131)

couches les plus exploitées que se cachent d'interminables sources d'enthousiasme, de dévouement, de courage. Le fait même qu'elles soient en train de s'éveiller est le signe infaillible d'un grand combat. Il faut à tout prix trouver accès à ces couches.

S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont, actuellement, avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Selon la légende, à la question de Louis XVI : « Mais c'est une révolte ? », un de ses courtisans répondit : « Non, sire, c'est une révolution ». Actuellement, à la question de la bourgeoisie, « C'est une révolte ? », ses courtisans répondent : « Non, ce ne sont que des grèves corporatives ». En rassurant les capitalistes, Blum et Jouhaux se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est *la grève*. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.

Toute l'expérience passée de la classe ouvrière, son histoire d'exploitation, de malheurs, de luttes, de défaites, revit sous le choc des événements et s'élève dans la conscience de chaque prolétaire, même du plus arriéré, le poussant dans les rangs communs. Toute la classe est entrée en mouvement. Il est impossible d'arrêter par des paroles cette masse gigantesque. La lutte doit aboutir, soit à la plus grande des victoires, soit au plus terrible des écrasements.

Le Temps a appelé la grève les « grandes manœuvres de la révolution ». C'est infiniment plus sérieux que ce que disent Blum et Jouhaux. Mais la définition du *Temps* est aussi inexacte, car elle est, en un sens, exagérée. Des manœuvres supposent l'existence d'un commandement, d'un état-major, d'un plan (5). Il n'y a rien eu de tel dans la grève. Les centres des organisations ouvrières, le parti communiste compris, ont été pris à l'improviste. Tous craignent avant tout que la grève ne déränge leurs plans. La radio transmet de Cachin cette phrase remarquable : « Nous sommes, les uns et les autres, devant le fait de la grève ». En d'autres

(5) La thèse du « complot » fut soutenue seulement par quelques éléments d'extrême droite : sa forme la plus caricaturale fut l'article de Jacques Bardoux dans *La Revue de Paris* du 15 août 1936 intitulé « Le complot soviétique contre la patrie française ».

termes, la grève est notre malheur commun. Par ces paroles le sénateur cherche à convaincre les capitalistes, en les inquiétant, qu'il leur faut faire des concessions s'ils ne veulent pas aggraver la situation. Les secrétaires parlementaires et syndicaux, qui s'adaptent à la grève avec l'intention de l'étouffer le plus tôt possible, sont en réalité en dehors de la grève, s'agitent en l'air, et ne savent pas eux-mêmes s'ils retomberont sur leurs pieds ou sur la tête. La masse qui vient de s'éveiller n'a pas encore d'état-major révolutionnaire.

Le véritable état-major est chez l'ennemi de classe, et il ne coïncide nullement avec le gouvernement Blum quoiqu'il s'en serve fort habilement. La réaction capitaliste joue actuellement un gros jeu, extrêmement risqué, mais elle le joue savamment. Elle joue en ce moment à qui perd gagne : « Cédons aujourd'hui à toutes ces désagréables revendications qui ont été approuvées en commun par Blum, Jouhaux et Daladier. De la reconnaissance du principe à la réalisation du fait, il y a encore beaucoup de chemin. Il y a la Chambre des députés, il y a le Sénat, il y a l'administration : ce sont d'excellentes machines d'obstruction. Les masses manifesteront de l'impatience et tenteront de serrer plus fort. Daladier se séparera de Blum. Thorez tentera de se détacher à gauche. Blum et Jouhaux se sépareront des masses. Alors, nous nous rattraperons, et avec usure, des concessions actuelles. » Ainsi raisonne le véritable état-major de la contre-révolution, les fameuses « deux cents familles » et leurs stratèges mercenaires. Elles agissent selon un plan. Et ce serait une légèreté que de dire que leur plan n'a aucune base solide. Non, avec l'aide de Blum, de Jouhaux et de Cachin, la contre-révolution peut arriver au but.

Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela non plus ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et les plans des « deux cents familles », il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux.

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les « espoirs » que suscite le gouvernement de Front populaire. Ce

n'est là qu'un quart de la vérité, et même moins. S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la *méfiance* ou tout au moins le *manque de confiance* des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent « aider » le gouvernement, mais à leur façon, à leur façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n'était inspirée que par des « espoirs » en Blum. Il ne lui est certes pas facile de rassembler ses idées sous la tutelle des vieux chefs qui s'efforcent de la faire rentrer, le plus vite possible, dans la vieille ornière de l'esclavage et de la routine. Malgré tout, le prolétariat ne reprend pas l'histoire au commencement. La grève a toujours et partout fait apparaître à la surface les ouvriers les plus conscients et les plus hardis. C'est à eux qu'appartient l'initiative. Us agissent encore prudemment, tâtant le terrain. Les détachements les plus avancés s'efforcent de ne pas se couper en avançant trop vite, de ne pas s'isoler. L'écho amical qui leur vient de l'arrière leur donne courage. L'écho que se font les unes aux autres les différentes fractions de la classe constitue comme un essai d'automobilisation. Le prolétariat lui-même a le plus grand besoin de cette manifestation de sa propre force. Les succès pratiques qu'il a obtenus, quelque incertains qu'ils soient en eux-mêmes, doivent élever de façon extraordinaire la confiance des masses en elles-mêmes, surtout dans leurs couches les plus arriérées et les plus opprimées.

La principale conquête de la première vague réside dans le fait que des chefs sont apparus dans les ateliers et les usines. Les éléments d'états-majors locaux et de quartier sont apparus. La masse les connaît. Ils se connaissent. Les véritables révolutionnaires chercheront la liaison avec eux. Ainsi la première automobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire. La grève a secoué, ranimé, renouvelé dans son ensemble le gigantesque organisme de la classe. La vieille écaille organisationnelle est encore loin d'avoir disparu, et elle se maintient, au contraire, avec pas mal d'obstination. Mais, dessous, apparaît déjà une nouvelle peau.

Sur le rythme des événements qui vont sans doute s'accélérer, nous ne dirons rien maintenant. Seules sont possibles encore des suppositions et des conjectures. La seconde vague, son déclenchement, sa tension permettront sans aucun doute d'établir un pro-

nostic plus concret qu'il n'est actuellement possible de le faire. Mais une chose est claire d'avance : la seconde vague sera loin d'avoir le même caractère pacifique, presque débonnaire, printanier, que la première. Elle sera plus mûre, plus tenace et plus âpre, car elle sera provoquée par la déception des masses devant les résultats pratiques de la politique du Front populaire et de leur première offensive. Des fissures se produiront dans le gouvernement, comme au sein de la majorité à la Chambre. La contre-révolution prendra du coup de l'assurance et deviendra plus insolente. Il ne faut pas s'attendre à de nouveaux succès fragiles. Placées en face du danger de perdre ce qu'elles croyaient avoir conquis, devant la résistance croissante de l'ennemi, devant la confusion et la débandade de la direction officielle, les masses sentiront de façon brûlante la nécessité d'avoir un programme, une organisation, un plan, un état-major. C'est à cette situation qu'il faut se préparer et qu'il faut préparer les ouvriers avancés. Dans l'atmosphère de la révolution, la rééducation de la masse, la sélection et la trempe des cadres s'effectueront rapidement.

Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe, et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles : il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont *les soviets de députés ouvriers*.

Le gros des ouvriers révolutionnaires marche aujourd'hui derrière le parti communiste. Plus d'une fois dans le passé, ils ont crié : « Les soviets partout ! », et la majorité a sans doute pris ce mot d'ordre au sérieux (6). Il fut un temps où nous pensions qu'il

(6) Le 24 mai, jour de la grandiose manifestation au Mur des Fédérés, *L'Humanité* avait paru avec un gros encadré titré « Les soviets partout ». L'éditorial de Paul Vaillant-Couturier se terminait par l'évocation du « programme du

n'était pas opportun, mais, aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout. Le puissant conflit des classes va vers son redoutable dénouement. Celui qui hésite et qui perd du temps est un traître. Il faut choisir entre la plus grande des victoires historiques et la plus terrible des défaites. Il faut préparer la victoire. « Les soviets partout » ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes.

rassemblement populaire à réaliser et au-delà le magnifique espoir de la revanche totale de la Commune, la république française des conseils du peuple, les soviets partout !»

[LES SOVIETS EN FRANCE] (1)

(10 juin 1936)

Cher Camarade Van (2),

Ci-joint un nouvel article (3) qui me paraît très URGENT. Je vous prie de faire le possible de l'impossible pour qu'il parvienne aussitôt à nos camarades et apparaisse dans le journal. Pour le cas où vous êtes absent ou empêché, j'envoie en même temps l'article à Durand.

Le meilleur nom pour le journal est « Le Soviet » (4). Cela vous donnera la possibilité de pénétrer dans les rangs des ouvriers communistes et puis cela correspond totalement à la situation. Comme chapeau : « Les soviets partout ? D'accord ! Mais commençons en France. »

La copie de l'article, s'il vous plaît, immédiatement aux Belges.

(1) Lettre à J. van Heijenoort, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10694. Avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Jean VAN HEIJENOORT, dit VAN (né en 1912), était étudiant en mathématiques quand il s'était rendu en 1932 auprès de Trotsky pour devenir son secrétaire. Il avait rempli ces fonctions en Turquie, puis en France, à Saint-Palais et Barbizon, et l'avait accompagné quelques jours en Norvège. Il était ensuite revenu à Paris et avait pendant quelque temps collaboré avec *La Commune*. Néanmoins, il l'avait quittée en janvier et Trotsky le tenait à nouveau pour un de ses correspondants de confiance.

(3) Il s'agit de « La révolution française a commencé ».

(4) Il s'agit toujours du journal du P.O.I. à paraître.

[PRÉFACE A OÙ VA LA FRANCE ?] (1)

(10 juin 1936)

Cette brochure est formée d'articles écrits à des moments divers des deux dernières années et demie. Pour parler plus précisément : de l'offensive de la coalition fasciste-bonapartiste-royaliste du 6 février 1934 à la grandiose grève de masse de fin mai-début juin 1936. Quelle grandiose amplitude politique ! Les chefs du Front populaire sont assurément enclins à attribuer le mérite du déplacement qui s'est produit vers la gauche à la sagesse et à la clairvoyance de leur politique. Mais il n'en est rien. Le cartel tripartite s'est révélé un facteur de troisième ordre dans la marche de la crise politique. Communistes, socialistes et radicaux n'ont rien prévu ni rien dirigé : ils ont subi les événements. Le coup, inattendu pour eux, du 6 février 1934 les a forcés, contrairement à leurs mots d'ordre et doctrines de la veille, à chercher leur salut dans une alliance les uns avec les autres. La grève de mai-juin 1936, non moins inattendue, porte à ce rassemblement parlementaire un coup mortel. Ce qui peut apparaître à un regard superficiel comme l'apogée du Front populaire est en réalité son agonie.

Du fait que les différentes parties de cette brochure ont été rédigées à des dates différentes, reflétant les différentes étapes de la crise que traverse la France, le lecteur trouvera dans ces pages d'inévitables répétitions. Les supprimer aurait signifié détruire complètement la construction de chacune des parties et, ce qui est beaucoup plus important, enlever à tout le travail sa dynamique, laquelle reflète la dynamique des événements eux-mêmes. L'auteur a préféré conserver les répétitions. Elles peuvent même ne pas manquer d'utilité pour le lecteur. Nous vivons à une époque de liquidation générale du marxisme dans les sommets officiels du mouvement ouvrier. Les préjugés les plus vulgaires

(1) Préface, signée Trotsky, au recueil d'articles publié par la Librairie du Travail sous le titre *Où va la France ?*

servent actuellement de doctrine officielle aux chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière française. Au contraire, la voix du réalisme révolutionnaire résonne dans cette acoustique officielle comme la voix du « sectarisme ». Il faut avec d'autant plus d'insistance *répéter et répéter encore* les vérités fondamentales de la politique marxiste devant les ouvriers avancés.

Dans telle ou telle affirmation particulière de l'auteur, le lecteur trouvera peut-être certaines contradictions. Nous ne les avons pas écartées. En fait, ces prétendues contradictions proviennent seulement du fait qu'on a souligné différents aspects d'un seul et même phénomène à diverses étapes du processus. Dans l'ensemble, il nous semble que cette brochure a supporté l'épreuve des événements, et qu'elle pourra peut-être faciliter leur compréhension.

Les journées de grande grève auront sans aucun doute le mérite de renouveler l'atmosphère stagnante, putride, des organisations ouvrières, en la purifiant des miasmes du réformisme et du patriotisme, des genres « socialiste », « communiste » ou « syndicaliste ». Bien entendu cela n'arrivera pas d'un seul coup, ni de soi-même. Nous allons au-devant d'une lutte idéologique opiniâtre sur la base d'une âpre lutte de classes. Mais la marche future de la crise démontrera que seul le marxisme permet de se retrouver à temps dans la texture des événements et de prévoir leur développement futur.

Les journées de février 1934 ont marqué la première offensive sérieuse de la contre-révolution unie (2). Les journées de mai-juin 1936 constituent le signe de la première et puissante vague de la révolution prolétarienne (3). Ces deux jalons marquent deux voies possibles : la voie italienne et la voie russe. La démocratie parlementaire, au nom de laquelle agit le gouvernement Blum, sera réduite en poudre entre deux puissantes meules. Quelles que soient les prochaines étapes, les combinaisons et regroupements transitoires, les flux et reflux momentanés, les épisodes tactiques, il n'y a plus dorénavant de choix qu'entre le fascisme et la révolution prolétarienne. Tel est le sens du présent travail.

(2) Le 6 février 1934, les manifestants réunis à l'appel des organisations d'anciens combattants et des « ligues » d'extrême droite avaient tenté de forcer le barrage policier devant le Palais-Bourbon.

(3) La manifestation commune qui accompagne la grève du 12 février à Paris fut pratiquement imposée aux dirigeants du P.C. et de la S.F.I.O. par leurs propres troupes.

[POUR OÙ VA LA FRANCE ?] (1)

(10 juin 1936)

Cher Camarade Van,

Je vous envoie la petite préface (2) pour la brochure *Où va la France ?* Au lieu de la longue préface projetée, je donne les deux derniers articles. Le contenu de la brochure serait donc comme suit :

1. Préface
2. Où va la France ? (3)
3. Encore une fois, où va la France ? (4)
4. La lettre sur les comités d'action (5).
5. (Peut-être un extrait de la préface à « La défense du terrorisme », si l'éditeur y consent) (6).
6. Etape décisive (7).
7. La révolution française a commencé (8).

Il faut éloigner du texte les expressions qui ont servi de camouflage (« nous Français », « chez nous en France », « chez nous » etc) (9). J'espère que vous ferez cette « épuration » avec toute l'attention nécessaire. De ma part je n'interviens plus. Je vous rends votre envoi dans le même état.

La chose la plus importante est de faire paraître la brochure aussitôt que possible, pour que les événements ne la devancent pas trop.

(1) Lettre à J. van Heijenoort, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10693, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Cf. p. 86-87

(3) Cf. *Le mouvement communiste en France*, p. 448-475.

(4) Cf. *Œuvres*, 5, p. 148-214.

(5) Cf. *Œuvres*, 7, p. 181-188.

(6) Cf. *Œuvres*, 9, p. 65-80.

(7) Cf. p. 45-54.

(8) Cf. p. 78-84.

(9) Les articles « Où va la France ? » et « Encore une fois, où va la France ? » avaient été rédigés à Domène, à une époque où il n'était pas question de donner au gouvernement français un argument supplémentaire pour affirmer l'« ingérence » de Trotsky dans la vie politique française. Présenté comme un travail « collectif », le texte était parsemé d'expressions destinées à donner le sentiment qu'il était écrit par des Français.

[LA QUESTION DES ARCHIVES] (1)

(11 juin 1936)

Très cher monsieur (2),

Je me réjouis beaucoup de notre prochaine rencontre. Toutefois je vous serais très obligé si vous me faisiez part une semaine à l'avance environ de la date de votre départ, afin que je puisse prendre mes dispositions en conséquence.

Salutations distinguées.

(1) Lettre à N.W. Posthumus, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9749, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Nicolaas Wilhelmus Posthumus (1880-1960), juriste et historien hollandais, professeur à l'Université d'Amsterdam en 1920, avait fondé en 1935 l'institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Il était intéressé par l'achat des archives que Trotsky avait pu sortir d'U.R.S.S. ou au moins par l'achat de copies.

[POUR OÙ VA LA FRANCE ?] (1)

(10 juin 1936)

Cher Camarade Van,

Je vous envoie la petite préface (2) pour la brochure *Où va la France ?* Au lieu de la longue préface projetée, je donne les deux derniers articles. Le contenu de la brochure serait donc comme suit :

1. Préface
2. Où va la France ? (3)
3. Encore une fois, où va la France ? (4)
4. La lettre sur les comités d'action (5).
5. (Peut-être un extrait de la préface à « La défense du terrorisme », si l'éditeur y consent) (6).
6. Etape décisive (7).
7. La révolution française a commencé (8).

Il faut éloigner du texte les expressions qui ont servi de camouflage (« nous Français », « chez nous en France », « chez nous » etc) (9). J'espère que vous ferez cette « épuration » avec toute l'attention nécessaire. De ma part je n'interviens plus. Je vous rends votre envoi dans le même état.

La chose la plus importante est de faire paraître la brochure aussitôt que possible, pour que les événements ne la devancent pas trop.

(1) Lettre à J. van Heijenoort, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10693, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Cf. p. 86-87

(3) Cf. *Le mouvement communiste en France*, p. 448-475.

(4) Cf. *Œuvres*, 5, p. 148-214.

(5) Cf. *Œuvres*, 7, p. 181-188.

(6) Cf. *Œuvres*, 9, p. 65-80.

(7) Cf. p. 45-54.

(8) Cf. p. 78-84.

(9) Les articles « Où va la France ? » et « Encore une fois, où va la France ? » avaient été rédigés à Domène, à une époque où il n'était pas question de donner au gouvernement français un argument supplémentaire pour affirmer l'« ingérence » de Trotsky dans la vie politique française. Présenté comme un travail « collectif », le texte était parsemé d'expressions destinées à donner le sentiment qu'il était écrit par des Français.

[LA QUESTION DES ARCHIVES] (1)

(11 juin 1936)

Très cher monsieur (2),

Je me réjouis beaucoup de notre prochaine rencontre. Toutefois je vous serais très obligé si vous me faisiez part une semaine à l'avance environ de la date de votre départ, afin que je puisse prendre mes dispositions en conséquence.

Salutations distinguées.

(1) Lettre à N.W. Posthumus, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9749, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Nicolaas Wilhelmus POSTHUMUS (1880-1960), juriste et historien hollandais, professeur à l'Université d'Amsterdam en 1920, avait fondé en 1935 l'institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Il était intéressé par l'achat des archives que Trotsky avait pu sortir d'U.R.S.S. ou au moins par l'achat de copies.

**[CONDITIONS D'UNE COLLABORATION A LA
PRESSE DE LA SECTION FRANÇAISE] (1)**
(12 juin 1936)

Cher Camarade Boitel (2),

Je ne trouve dans votre lettre aucune réponse à ma question qui est cependant bien simple. Etant donné l'extrême gravité de la situation et la responsabilité politique que je prends devant les ouvriers français à travers ma collaboration politique à votre journal, je veux être assuré qu'il n'y aura pas d'abus, ni de mon nom ni de mes écrits. Je ne puis accepter de collaborer qu'à la condition que les idées et suggestions que je trouve décisives soient publiées dans votre journal sous ma responsabilité personnelle, accompagnées de toutes les réserves et critiques que vous auriez, le cas échéant, trouvées nécessaires. Il m'est arrivé, comme à d'autres camarades, de collaborer, d'émigration, à la presse russe, dans les mêmes conditions.

Je ne veux nullement vous obliger à faire paraître *tous* mes articles : vous choisirez vous-même ce qui vous convient. Mais, quand j'ai quelque chose à dire aux ouvriers français, je dois avoir la possibilité de le dire dans le prochain numéro du journal fran-

co Lettre à J. Bardin (Boitel), Bibliothèque du Collège de Harvard, 7325, avec la permission de la Houghton Library, déjà publiée dans le *Bulletin intérieur* du P.O.I. n° 2, 28 juin 1936. Le 30 mai précédent s'étaient tenus deux congrès séparés, celui du P.C.I. de Molinier d'une part, et celui du G.B.L. et des J.S.R. qui avaient fondé le parti ouvrier révolutionnaire (P.O.R.). Le 1^{er} juin, les délégués du P.O.R. et du P.C.I. se réunissaient ensemble et décidaient la fusion au sein du parti ouvrier internationaliste (P.O.I.), dont Bardin (Boitel) était secrétaire (cf. n. 2).

(2) BOITEL était le pseudonyme de Joannès BARDIN (né en 1909), l'un des trois frères Bardin militants du G.B.L., postier, militant syndicaliste depuis 1927, membre de la C.E. nationale du syndicat des agents des P.T.T. en 1934, membre de la Ligue communiste en 1932, du G.B.L., de son secrétariat et de son comité central en 1934. Il venait d'être élu membre du C.C., du bureau politique et secrétaire du P.O.I.

çais, même si la rédaction n'est pas d'accord. Voilà tout ! (Mes deux derniers articles, « L'Étape décisive » et « La révolution française a commencé » ont précisément à mon point de vue ce caractère d'urgence politique et j'exige leur publication intégrale) (3).

Quant aux divergences que j'avais avec vous, elles sont exposées dans une étude du camarade Braun que j'ai préfacée (4) : il s'agit surtout de vos concessions systématiques à la néfaste politique du groupe Molinier (5). Je n'ai rien à ajouter là-dessus pour l'instant. Quant aux questions actuelles, je veux abandonner complètement la correspondance privée, qui me prend trop de temps et, comme l'expérience le démontre, donne des résultats minimes. Je veux remplacer dorénavant cette correspondance avec *quelques* camarades de la direction par des articles destinés à *tous* les lecteurs de votre journal (6). C'est pourquoi je vous prie de me répondre télégraphiquement par oui ou par non afin que je puisse prendre des dispositions en conséquence.

(3) « L'étape décisive », daté du 5 juin, a paru dans *La Lutte ouvrière*, l'organe du P.O.I., le 12 juin. « La révolution française a commencé », daté du 9 juin, a paru dans *La Lutte ouvrière* du 19 (cf. p. 45 et 78). Les deux numéros en question ont été saisis par la police.

(4) Cf. p. 67-69.

(5) Wolf (Braun) ne ménageait pas ses critiques et ne dissimulait pas celles que Trotsky avait formulées contre la politique longtemps bien trop conciliante à ses yeux de la majorité du C.C. du G.B.L. à l'égard de Molinier.

(6) Cette décision démontre que Trotsky n'est pas éloigné d'une rupture avec la direction du P.O.I.

**[CONDITIONS POUR
UNE COLLABORATION] (1)**
(juin 1936)

Chers Camarades,

Etant donné la gravité de la situation en France et le désaccord grave que j'avais et que j'ai avec la direction de la section française, je ne puis utilement collaborer à votre journal qu'à la condition que vous vous obligiez (à) publier mes articles tels quels en vous réservant naturellement le droit de les critiquer ouvertement.

Je crois que cette condition peut arranger la collaboration d'une manière satisfaisante pour les deux parties en question.

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, 9752, avec la permission de la Houghton Library. Original en français. La lettre est adressée au journal *Le Prolétaire*, dont M Dreyfus, conservateur à la B.D.I.C., n'a trouvé trace, ni à la B.D.I.C. ni à la Bibliothèque nationale. *Le Prolétaire d'avant-garde* fondé en 1934, par des éléments qui avaient scissionné, avait cessé de paraître en 1935.

[CONDITIONS POUR COLLABORER! (1)

(12 juin 1936)

Cher Camarade Van,

Reçu votre petit mot et je félicite Monsieur le secrétaire du comité de grève (2). J'espère bien que vous aviez déjà transmis mon second article à la rédaction (3). Si celle-ci ne prend pas l'obligation que j'exige, je ferai une déclaration publique de ne porter aucune responsabilité spéciale pour l'organe de la section française et je resterai en liaison avec des camarades par un bulletin hebdomadaire de quelques pages où je pourrai parler avec la pleine liberté.

(1) Lettre à J. van Heijenoort, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10695, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Van Heijenoort travaillait à la société « La France mutualiste » dont le personnel s'était mis en grève le 8 juin. Devenu secrétaire du comité de grève, il l'avait écrit à Trotsky du bureau directorial.

(3) Il s'agit de « La Révolution française a commencé ».

[UNE PROPOSITION CRIMINELLE] (1)

(16 juin 1936)

Chers Camarades,

On m'annonce que le C.C. de la section française a reçu une proposition vraiment criminelle en tant qu'il s'agit de garnir la caisse de l'organisation (2). Il n'y a aucun doute que cette proposition — directement ou indirectement — émanait des Croix-de-Feu ou du G.P.U. Si l'auteur immédiat de la proposition est un provocateur lui-même ou un instrument inconscient de la provocation, je n'en sais rien. Mais il est sûr que par une commission d'enquête on peut parvenir à la source de la provocation. Mais dans le cas même où l'auteur de la proposition est un aventurier inconscient ou insouciant et non pas un provocateur, il faut l'exclure au moins pour 6 mois pour donner l'exemple aux aventuriers et un avertissement aux canailles. Je trouve nécessaire de publier ce fait aussi dans la presse internationale comme j'avais publié pendant la guerre des propositions analogues reçues par les gauches du parti socialiste aux Etats Unis (3).

La moindre indulgence dans cette question serait fatale.

(1) Lettre au S.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8043, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Nous n'avons pu déterminer ni le contenu exact de cette proposition ni son auteur.

(3) Trotsky avait vécu à New York du 13 janvier au 27 mars 1917, collaborant à la presse d'extrême gauche, notamment au *Novy Mir*, quotidien russe et au *New Yorker Volkszeitung*, quotidien allemand.

[INQUIÉTUDES AU SUJET DU R-S.A.P.] (1)

(16 juin 1936)

Chers Camarades,

J'ai reçu du camarade Sneeveliet (2), sur mandat de vous, une lettre qui, je l'avoue, me procure beaucoup de souci. Il s'agit de la participation de représentants de votre parti à la commission de rédaction prochaine de Berne (3). D'après cette lettre, votre parti renonce à y envoyer des délégués en raison des frais de voyage, et réserve son point de vue à l'égard des décisions qui seront prises à cette réunion.

En cette heure sinistre, je n'ai pas besoin de souligner l'extrême importance de cette réunion. Les frais non plus ne sont pas tout à fait aussi excessifs. En tout cas, d'autres organisations, qui ne sont certainement pas plus riches que vous, ont jugé de leur devoir d'y participer. Je puis également mentionner la section américaine, qui a été, bien à tort, accusée de violer l'accord qu'elle a donné à la « Lettre ouverte », et qui, cependant, dès la première invitation, a désigné ses délégués et n'attend qu'un télégramme pour les envoyer en Europe (4).

(1) Lettre à la direction du R.S.A.P. Bibliothèque du Collège de Harvard, 1953, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Henricus SNEEVELIET (1883-1942), pionnier du mouvement communiste en Hollande, en Indonésie, en Chine, secrétaire général du syndicat rouge N.A.S., avait été exclu du P.C. hollandais et avait constitué le R.S.P. qui avait rejoint en 1933 l'Opposition de gauche. Membre du S.I. de la L.C.I., il était depuis 1935 secrétaire du R.S.A.P. (né de la fusion R.S.P. - O.S.P.) et de la commission de contact des signataires de la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale. Il était l'un des rares militants occidentaux à tutoyer Trotsky.

(3) Il s'agit de la préconférence qui devait se tenir à Htfnfoss et à laquelle on avait déjà envisagé la participation, outre Trotsky, de Wolf et de Held qui vivaient en Norvège, de Jean Rous et des Américains Muste et Shachtman.

(4) Le R.S.A.P. avait accusé le W.P.U.S. d'avoir, par son entrée dans le P.S., renié sa signature de la « Lettre ouverte ». Ses dirigeants Sneeveliet et P. J. Schmidt avaient écrit en son nom le 17 février au congrès du W.P.U.S. : « Votre attitude et la dissolution de votre parti seront utilisées contre nous par les partis centristes et

Je dois encore ajouter ceci : le parti hollandais a pris en charge le secrétariat de la IV^e Internationale (5). Ce secrétariat, hélas, n'a pas fonctionné du tout, ce qui a suscité un certain étonnement de la part de nombreuses sections. Je n'insisterai cependant pas là-dessus bien que mes lettres renouvelées aux secrétaires soient de façon générale restées sans réponse. L'absence de tout délégué hollandais à une réunion où un délégué responsable sera venu d'Amérique, au prix de frais et d'une perte de temps plus élevés, produirait une pénible impression, vous ne pouvez pas l'ignorer.

11 s'y ajoute une circonstance susceptible d'accroître notre inquiétude. En effet, le camarade Sneevliet m'informe que vous avez décidé de participer aux délibérations des organisations du bureau de Londres qui auraient lieu d'ici quelques semaines (!) > ainsi que de proposer au S.I. de prendre une position identique (6). Comment expliquer cela ? Les représentants du parti hollandais n'ont ni le temps ni l'argent pour participer à la réunion de leur propre organisation internationale. Vous ne répondez pas à notre proposition de préparer la conférence internationale. Et pourtant vous décidez dès maintenant de participer à une éventuelle conférence d'une organisation étrangère qui nous est profondément hostile. La simple énumération de ces éléments ne peut que porter atteinte à l'atmosphère politique autour du

cela affaiblira notre position internationale et créera une grande confusion (...) Nous devons également souligner que la conférence internationale à laquelle nous pensions aura désormais une base trop étroite pour avoir un quelconque effet pratique. »

(5) Il avait en effet été décidé que P.J. Schmidt et Sneevliet, après la publication de la « Lettre ouverte », assureraient le secrétariat du comité de contact des organisations signataires, que Trotsky appelle « secrétariat d'Amsterdam » ou encore « secrétariat de la IV^e Internationale » et qu'il ne faut pas confondre avec le S.I. (secrétariat international) de la L.C.I. qui n'était elle-même que l'une des signataires de cette Lettre ouverte. Mais il y avait eu incontestablement une divergence dans l'interprétation du rôle du « secrétariat d'Amsterdam » : le 3 septembre 1935, en effet, Leonetti, membre du S.I. avait écrit à Trotsky : « Les camarades hollandais ne veulent rien savoir de constituer un « secrétariat provisoire » tant qu'une conférence ne sera pas organisée. J'ai posé la question : qui alors doit organiser une telle conférence ? Il faut un travail de préparation. Le S.I. ne peut pas et ne doit pas le faire parce qu'on créerait la confusion et l'impression que la IV^e est un *duplicata* de la L.C.I. » De toute évidence, cette question n'avait pas été réglée et les Hollandais avaient gardé leur position, durcie encore par le tournant des *«Aanpak»*, une lettre du 12 juin 1936 (Bibliothèque du Collège de Harvard 5199) nue Sneevliet avait annoncé à Trotsky son intention que le R.S.A.P. assiste à la conférence « organisée dans quelques mois par le bureau de Londres » et émis le souhait que le S.I. y soit également représenté. Sur ce projet de conférence, cf. p.

parti hollandais, et, je le crains, dans ce parti lui-même, en nourrissant des hypothèses dangereuses, des suppositions, etc. Il faut dire ouvertement qu'aucune personne qui pense en termes politiques n'expliquera cette façon d'agir en évoquant des causes financières et techniques, lesquelles sont en général secondaires. En revanche, on cherchera et à juste titre des raisons plus profondément politiques.

Je suis certain qu'on ne pourra pas trouver dans toute notre organisation internationale ni une section, ni un groupe, ni même peut-être un seul camarade disposés à prendre part aux délibérations du bureau de Londres. En ce qui me concerne, je ne puis comprendre comment, après tout ce qui s'est passé, on peut concevoir encore cette idée. En tout cas, j'espère qu'à Berne une discussion pourra être organisée et qu'une décision commune en sortira.

C'est pourquoi je me permets de vous prier instamment, une fois de plus, de reconsidérer votre décision concernant la conférence de Berne, et d'y envoyer au moins un représentant. C'est, selon moi, l'unique possibilité d'éviter une discussion internationale sur cette question extrêmement urgente. Car, une fois que cette discussion sera engagée — et depuis longtemps des voix s'élèvent de différents côtés pour qu'elle s'engage —, elle ne pourra pas ne pas avoir de conséquences sur la vie interne de la section hollandaise. Et je ne veux en aucun cas croire que les divergences soient devenues aiguës au point de ne pouvoir être réglées que dans le cadre d'une discussion internationale.

En ce qui concerne le délai, tout le monde est prêt à tenir le plus possible compte de vos désirs. Au cas où vous n'enverriez à Berne qu'un seul représentant, on pourrait tenir plus près de chez vous, avec deux ou plus de vos représentants, une réunion plus large afin d'y arrêter les décisions définitives. La modalité n'a pas d'importance. La question est cependant de savoir si nous tenons à un « conseil général », si nous lui attribuons quelque valeur et si nous reconnaissons l'importance de ses décisions, surtout maintenant, à la veille de grands événements dans toute une série de pays d'Europe (7).

275. On appelait alors « bureau de Londres » le « Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire » qui avait pris la succession de l'I.A.G. (Internationale Arbeitsgemeinschaft) et rassemblait des organisations qui n'adhéraient ni à la II^e ni à la III^e Internationale.

(7) La phrase ci-dessus suggère l'interprétation selon laquelle Trotsky était prêt à considérer la préconférence de Honefoss (« commission de rédaction de Berne ») comme un « conseil général », c'est-à-dire la direction de l'organisation internationale.

**[LA DURÉE DU PERMIS DE SÉJOUR
EN NORVÈGE] (1)**
(16 juin 1936)

Monsieur le Ministre (2),

Je me permets de vous adresser sous ce pli deux lettres de menaces qui me sont parvenues hier. Il y a six mois, à l'occasion du renouvellement de mon permis de séjour, j'avais déjà reçu des lettres semblables. Je n'ai nullement l'intention de créer le moindre incident à ce sujet, mais ces documents montrent en tout cas que ces messieurs les fascistes sont très bien informés des délais du permis de séjour. Peut-être pourrait-on trouver là une raison en faveur d'un permis de séjour dont la durée ne serait pas limitée d'avance ?

(1) Lettre à Trygve Lie, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8888, avec la permission de la Houghton Library. Traduit de l'allemand.

^k (2) Trygve LIE (1896-1968), avocat, membre du parti ouvrier norvégien (DNA) avait été son conseiller juridique avant de devenir en 1935 ministre de la justice dans le gouvernement Nygårdsvpld. Il avait rendu à Trotsky une visite de courtoisie le 19 juillet 1935.

[SNEEVLIET CRITIQUE LES BELGES] (1)

(17 juin 1936)

Cher Erwin,

1) Sneeveliet écrit dans *Nieuwe Fakkell* du 29 mai :

« Les candidatures de Dauge (2) dans le district de Mons et de Lesoil à Charleroi sont restées sans résultat positif. Sa grande influence personnelle n'a pas permis à Dauge, avec ses 6872 voix d'obtenir un siège au parlement [...]. Lesoil n'a eu à Charleroi que 2019 voix. Ce nombre doit être considéré comme encore plus décevant que le résultat de Dauge à Mons. Lesoil, qui vient du mouvement communiste et appartient à l'opposition trotskyste, a rejoint le P.O.B. avec son groupe il y a environ un an. Il est évident pour nous que c'est précisément là ce qui a affaibli sa position à l'occasion des élections. Il n'avait certes pas été comme Dauge exclu du P.O.B. et ne s'est présenté avec Dauge que pour des raisons de solidarité. On l'a accusé d'être accusé d'être entré dans le P.O.B. par manœuvre et on lui a désormais reproché sur tous les tons la scission [...] (3).

(1) Lettre à E. Wolf, apparemment incomplète (il n'y a qu'un paragraphe numéroté 1), Bibliothèque du Collège de Harvard, 10876, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Walter Dauge (1907-1944), ancien speaker de radio révoqué pour son activité antimilitariste, était secrétaire des J.G.S. du Borinage quand il avait été influencé par les trotskystes. En 1935, il était devenu le porte-parole de la tendance « action socialiste révolutionnaire », gagné par les trotskystes entrés dans le P.O.B. et les J.G.S. Éliminé des listes de candidats du P.O.B. aux législatives, il s'était présenté à Mons où il était très populaire.

(3) Trotsky ne pouvait admettre ce commentaire sur les élections belges qu'il comprenait comme une agression contre ses camarades belges, en particulier Lesoil, et contre la ligne entriste qui avait été la leur. L'agression était caractérisée, d'autant plus qu'elle se produisait au moment où les Belges étaient « sortis » du P.O.B. Trotsky reviendra à plusieurs reprises sur cette attaque, dans sa correspondance avec les dirigeants du R.S.A.P., notamment dans sa lettre des 15-16 juillet (pp. 239-256).

[SUR LES THÈSES DE HELD] (1)
(18 juin 1936)

Chers Camarades,

Le camarade Held a rédigé un projet de thèses sur la III^e Internationale. Je trouve ce travail assez solide et sérieux pour le recommander comme base de discussion et en vue de son éventuelle adoption à la conférence internationale. Naturellement il faut encore qu'il soit très soigneusement étudié par chaque section et que les propositions d'amendements soient adressées aussitôt que possible au secrétariat international ainsi qu'au rédacteur. Ce qui me paraît particulièrement important, ce sont les suggestions se rapportant à *la situation particulière du parti communiste dans le pays correspondant*. Même si toutes ces suggestions ne peuvent pas être incorporées au texte de la résolution, elles ne resteront pas pour autant sans effet sur la rédaction définitive des textes.

(1) Lettre au S.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8044, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

[LES RAISONS D'UN SILENCE] (1)

(18 juin 1936)

Cher Camarade Corvin (2),

Je ne vous ai pas répondu en son temps pour des raisons de santé ainsi que pour des raisons politiques : je n'ai pas voulu intervenir par des lettres privées pour ne pas compliquer la situation déjà suffisamment embrouillée.

Maintenant vous trouverez dans quelque temps dans l'étude de Braun quelques citations de votre lettre collective. Vous voyez bien qu'on a prêté à votre lettre l'attention nécessaire.

(1) Lettre à M. Corvin. Bibliothèque de Collège de Harvard, 7600, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Mathias CORVIN (né en 1911) était métallo, et avait été gagné dans les jeunesses socialistes dont il avait été exclu en 1934. Il était intervenu avec d'autres camarades auprès de Trotsky à propos de la crise de la section française.

[SUR LES ÉDITIONS AUX ÉTATS-UNIS] (1)

(18 juin 1936)

Cher Camarade Shachtman (2),

Le livre que vous m'avez envoyé, *The Third International after Lenin* (3) m'a vraiment fait grand plaisir. C'est une édition exceptionnelle à tous égards. Votre introduction, si importante et si instructive, l'excellence de la traduction et les irremplaçables *explanatory notes* (4) me font seulement regretter une chose, c'est d'avoir été contraint, il y a huit ans, d'écrire ce livre en toute hâte, de sorte qu'il est loin d'être aussi complet et aussi précis que je l'eusse désiré. On n'y peut malheureusement plus rien faire. La disposition typographique est vraiment splendide et elle fait le plus grand honneur aux Pioneer Publishers. Je vous prie de transmettre à tous ceux qui ont collaboré à ce travail, du typographe au *General Editor* (5) et vice versa, mes remerciements les meilleurs et les plus cordiaux.

Il me revient d'avoir été, il y a six ans (?) quelque peu sceptique face à votre projet de constituer une *Publishing House* (6) pour éditer aussi mes ouvrages. A présent, il me faut reconnaître que je suis sévèrement puni de mon scepticisme injustifié, quelque d'une manière qui me rend pleinement optimiste.

(1) Lettre à Max Shachtman, Bibliothèque du Collège de Harvard, 10318. avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Max SHACHTMAN (1903-1972) était né à Varsovie et avait émigré encore enfant aux États-Unis avec ses parents ; il avait abandonné ses études à New York pour militer à plein temps dans le P.C. américain où il avait été un membre important de la fraction Foster-Cannon. Il avait fondé l'Opposition de gauche en 1928 avec Cannon et Abern.

(3) Il s'agit de la première édition en langue anglaise, par la maison Pioneer Publishers, du livre *L'Internationale communiste après Lénine* qui réunissait autour de l'a « Critique du projet de programme » de 1928 plusieurs études et articles contemporains.

(4) En anglais dans le texte : « notes explicatives ».

(5) En anglais dans le texte : « responsable de l'édition ».

(6) En anglais dans le texte : « maison d'éditions ».

Pour le livre *l'Ecole stalinienne de la Falsification* (7) il me faudra écrire quelques compléments, mais très brefs : l'un d'entre eux au moins est d'une grande importance (8). Mais je crois avoir le temps pour le faire, n'est-ce pas ?

Vous suivez naturellement avec l'attention qui s'impose les événements de France et de Belgique. Nos amis vont devoir maintenant affronter une très rude épreuve. Ils sont déjà au centre des persécutions et campagnes de dénigrement et ce n'est pas un mauvais début. J'ignore comment se comportent les Belges, mais je crois qu'ils font déjà bonne figure et qu'ils sortiront du mouvement de grève avec un important bénéfice.

Pour cette fois, je ne vous en dis pas plus long.

(7) Le titre du livre est traduit en allemand. En réalité il n'y a pas eu de traduction allemande ni française de cet ouvrage dont le titre anglais est *The Stalin School of Falsification*, préparé et édité en 1928 par Eastman sur les instances et avec l'aide du Russe Solntsev, et qui comprenait notamment la « Lettre au bureau d'histoire du parti » (publiée en France dans *la Révolution défigurée*) et la plateforme de l'Opposition de gauche.

(8) Nous ne savons pas à quel « complément » pensait Trotsky.

[LA REVUE THÉORIQUE] (1)

(18 juin 1936)

Chers Amis (2),

L'arrivée d'une somme de 750 couronnes suédoises (3) vous a naturellement déjà été confirmée. Dans ma dernière lettre, je vous avais déconseillé d'envoyer l'argent ici. Mais, puisque vous n'avez rien trouvé d'autre, il semble que vous ayez des raisons suffisantes de le faire et j'accepte donc que vous placiez cet argent en dépôt chez moi. Seulement, dans ces conditions, je veux que soit mise en place avec votre participation une commission de vérification qui devra périodiquement contrôler toute l'administration et la comptabilité. La création d'une telle commission ne devrait pas présenter de difficultés. La question de l'administrateur reste toutefois encore extrêmement inquiétante. A ce qu'on m'apprend, vous n'êtes pas de votre côté en mesure de proposer quelqu'un. Toute l'affaire pourrait échouer à cause de ce détail.

(1) Lettre à Anton Grylewicz, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8428, avec l'autorisation de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Anton GRYLEWICZ (1885-1971), dit ZEMANN, dit A...Z, était un vieux militant ouvrier de Berlin, où il avait dirigé le parti social-démocrate indépendant avant de rejoindre le K.P.D. en 1920. Militant de la gauche allemande, il avait été convoqué à Moscou en 1923 pour la préparation de l'insurrection. Devenu l'un des principaux dirigeants de la section allemande de l'Opposition de gauche, il s'était réfugié en Tchécoslovaquie en 1933. Dans cette période, c'est avec lui que Trotsky s'entretenait par écrit du projet de revue théorique en langue allemande qui était rendue possible grâce au financement apporté par le « groupe Rops » — de vieux militants germanophones de Reichenberg — et qui devait être dirigée par les militants allemands de l'émigration.

(3) L'original porte l'abréviation, peu lisible « Schw. Kr. ». D'où notre interprétation (NDT).

Je voudrais en même temps traiter aussi un peu du côté littéraire des choses. La revue, sans rien perdre de son caractère programmatique et politique, devrait être aussi variée que possible. Nous devrions, par exemple, avoir de petites rubriques sur les nouvelles parutions dans le domaine des sciences naturelles, de la médecine, de la technique, des sciences juridiques, etc., naturellement pas conçues d'un point de vue de pur spécialiste, mais plutôt sous l'angle social. Ce serait une très bonne chose si vous vous répartissiez dès maintenant ces rubriques de façon que le travail marche pour ainsi dire automatiquement ensuite.

[TOUJOURS LA MÊME INCURIE] (1)

(18 juin 1936)

Cher Camarade,

Le premier numéro de *La Lutte ouvrière* ne nous est toujours pas parvenu. L'incurie reste la même, qu'on s'unifie ou qu'on fasse scission. Mais ce que vous m'apprenez sur ce journal est hautement affligeant et cela pour deux raisons ; la clique de *La Commune* manifeste, par son comportement, qu'après toutes ses actions, elle veut nous imposer sa politique et même la forme extérieure de charlatanisme vide et prolixe de son journal, mais, par ailleurs, — et c'est plus grave encore — il apparaît que la majorité du comité central, Rous (2), Boitel et les autres, n'ont rien appris et veulent poursuivre leur politique de capitulation. Je médite le projet suivant : si les premiers numéros montrent qu'on ne peut vraiment plus nourrir le moindre espoir au sujet de cette direction, je créerai un petit bulletin en français par lequel je pourrai entrer directement en contact avec les membres de l'organisation sans engager en aucune manière ma responsabilité à l'égard de cette direction.

Si Péro (3) a proposé l'exclusion des responsables, il a eu raison *pour cette fois*. Pour ma part, je persisterai sans aucune réserve à préconiser l'exclusion.

Ce qu'on lit, dans le *Bulletin*, de Molinier et de Frank (4)

(1) Lettre à R. Klement, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8667, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Jean Rous (né en 1908), avocat, ancien militant socialiste, avait été le « tampon » dans la crise du G.B.L. et Trotsky l'avait soutenu pendant un certain temps, mais il estimait que, de « conciliateur », il était devenu « capitulard ».

(3) GOTTLIEB, dit PERO, militant d'origine roumaine, dirigeant des J.S.R. toujours absorbé dans des affaires d'édition, était considéré par beaucoup avec une certaine défiance et Trotsky n'avait pas voulu le recevoir en Norvège.

(4) Pierre FRANK (né en 1905), ingénieur, avait été l'un des fondateurs et, avec Molinier, un des dirigeants de la section française jusqu'en 1935 où il avait été exclu avec les partisans de *La Commune*. Le *Bulletin* auquel Trotsky fait allusion est celui du P.O.I. rendant compte des discussions au C.C. du P.O.I.

n'est qu'un radotage hystérique. Ces gens sont passés directement de l'opportunisme le plus plat à leur *troisième période*. Lors du *contrecoup* (5) qui suivra inévitablement, ils sombreront dans un opportunisme encore plus répugnant.

En ce qui concerne le nom du journal, il n'est pas exact de dire que ma proposition est arrivée trop tard (6), car la *décision* n'avait pas une bien grande importance, venant après les dix *décisions* précédentes. La véritable raison, c'est qu'il n'y a, dans cette direction, personne qui ait une véritable oreille politique pour juger correctement de l'acoustique politique de la nouvelle période et pour entendre un bon conseil.

J'attends du secrétariat international une réponse en bonne et due forme à mes dernières propositions officielles.

L'unanimité à propos de la lutte pour la prise du pouvoir comme tâche immédiate ne me rassure nullement. La constellation politique dans son ensemble fait de la prise du pouvoir par le prolétariat une perspective proche. Il se trouve cependant que notre organisation clopine très fortement derrière les événements, en premier lieu à cause des crimes des moliniéristes. Pour notre organisation, il ne s'agit donc absolument pas, aujourd'hui — hélas — de conquête du pouvoir, comme l'entendent Molinier, Frank et les autres, mais de conquête des meilleurs ouvriers communistes. Voilà à quoi il faut se consacrer au lieu de parler des masses en général, sans savoir ce qu'on entend par là. Le fait qu'on ait repoussé avec tant de légèreté le titre de *Soviet* est pour moi la preuve qu'on n'a aucune vision un tant soit peu claire de ses propres tâches. Les entreprises ne sont pas non plus une feuille de papier vierge. On y tombera sur les mêmes ouvriers communistes, plus rarement socialistes, pour lesquels le nom de *Soviet* aurait une bien plus grande importance que des photomontages stupides, une impression du journal en deux couleurs et autres choses du même genre. Dans un mois ou deux, Rous écrira évidemment que j'avais raison et il inaugurera à cette occasion une nouvelle série d'erreurs. On ne perd que son temps à ce genre d'occupations, rien de plus.

(5) En français dans le texte.

(6) C'est ce que Klement venait d'affirmer par lettre à Trotsky.

Vous avez cher ami, commis une grave faute en donnant dans votre lettre, à propos de l'Asiate oriental (7) des informations écrites qui ne me concernaient nullement, mais qui pouvaient avoir de funestes conséquences pour cet homme si elles étaient lues par des personnes non autorisées, chose qu'on doit considérer comme tout à fait certaine. Dans ce genre d'affaire, il faut changer complètement d'attitude et faire preuve du maximum de prudence.

P.-S. Il faut exiger des Espagnols dont on vient de découvrir l'existence (8) un rapport très détaillé avec documents à l'appui sur l'activité du parti de Maurin et de Nin, ou au moins de sa section madrilène puisque, comme vous le savez, cette dernière déclare être d'accord avec nous (9).

(7) Nous n'avons pas identifié « l'Asiate oriental » et supposons que Trotsky a détruit cette lettre qui pouvait se révéler dangereuse pour quelqu'un.

(8) Il s'agit sans doute du groupe de jeunes militants andalous venus à Madrid avec José Quesada Suarez et Julio Cid Gaitan.

(9) Allusion au P.O.U.M. et à la lettre adressée à Trotsky au nom de son « rayon de Madrid » par Luis Garcia Palacios. La réponse de Trotsky a paru dans les *Œuvres*, 9, pp. 181 - 183.

[DE QUEL JOURNAL S'AGIT-IL ?] (1)

(18 juin 1936)

Chers Camarades,

Je viens de recevoir enfin le premier numéro de votre journal *La Lutte ouvrière* (2). Ce qui frappe au premier abord, c'est qu'il constitue une contrefaçon de *La Commune*. Quel en est le but ? Voulez - vous signaler par là que vous continuez la tradition de cet organe de triste mémoire ? Je n'y comprends rien. Je crois en tout cas qu'après les zigzags, les courbes et les tours de prestidigitation de *La Commune* qui ont causé un énorme préjudice en France à l'idée de la IV^e Internationale, beaucoup de lecteurs — et je me classe parmi eux — sont écœurés de voir en tête de ce journal ce bonhomme théâtral (3) qui se lance — on ne sait jamais où — avec son drapeau — on ne sait jamais lequel. Si cette assimilation à *La Commune* se fait avec votre consentement, je vous prie d'insérer cette lettre dans le prochain numéro de *La Lutte ouvrière*, pour que je dégage au moins ma responsabilité personnelle. S'il ne s'agit que d'un acte de mauvaise foi de la part du groupe qui, après son fiasco, veut s'imposer par des procédés inqualifiables, je vous prie d'insérer cette lettre dans le bulletin intérieur avec les explications nécessaires de votre part.

Meilleurs saluts.

(1) Lettre du C.C. du P.O.I., Bibliothèque du Collège de Harvard. 7868, avec la permission de la Houghton Library. Original en Français. Publié dans le *B /* du P.O.I. n° 2, 28 juin 1936.

(2) Le premier numéro du nouveau journal du P.O.I. Finalement intitulé *La Lutte ouvrière*, était sorti le 12 juin.

(3) Ce que Trotsky appelle « le petit bonhomme théâtral » est un dessin qui ressemble en effet beaucoup au dessin qui ornait *La Commune*.

(3) Un commentaire du B.P. du P.O.I. publié dans le même *B.I.* que la lettre de Trotsky admettait que ce dernier n'avait pas été le seul à réagir contre la réapparition du « petit bonhomme théâtral » qui rappelait *La Commune*. Une note signée de Jean Rous incriminait en outre un des dirigeants de l'ex-P.C.I. Jacques Desnots dit le Ricard, pour avoir abusivement influencé le contenu du journal en sa qualité de secrétaire de rédaction et pour avoir supprimé plusieurs articles politiques sur le marbre, alors qu'ils avaient été jugés importants.

[DES QUESTIONS DE VIE OU DE MORT] (1)

(19 juin 1936)

Chers Camarades,

1. Nous avons reçu le premier numéro de *La Lutte* avec un gros retard. Cela prouve que l'expédition est toujours mal faite. Ce fut toujours le malheur de *La Vérité*. Je crois qu'il faudrait publier dans le journal les noms des responsables, pour la rédaction, pour l'impression et pour l'expédition. Il faut que l'organisation puisse contrôler ses dirigeants.

2. Vous avez annoncé dans *Révolution* ma brochure sur la nouvelle constitution. Si je comprends bien, il ne s'agissait que d'un projet, qui n'a pas été réalisé. Ce n'est pas la première fois qu'on rencontre de tels procédés dans la section française : on annonce publiquement la parution prochaine de *La Lutte de Classes*, de *La Vérité*, d'une brochure, de *IV^e Internationale*, et puis on n'en parle plus. On trompe tout simplement le lecteur pour une semaine ou deux. L'ouvrier sérieux doit se dire : « Si ces gens sont tellement peu sûrs pour leurs propres affaires, comment aurais-je confiance dans leurs affirmations politiques ? » Je trouve que de tels procédés sont purement criminels, parce qu'ils sapent l'avenir de l'organisation.

3. Pendant quelques années, j'ai insisté sur la nécessité pour la section française d'avoir sa propre imprimerie, ce qui devrait être inappréciable pour la période révolutionnaire. Malheureuse-

(1) Lettre au C.C. du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7869, avec la permission de la Houghton Library ; déjà publiée dans *Bulletin intérieur* du P.O.I. n° 2, 28 juin 1936. Original en français.

(2) Cf *Œuvres*, 9, P- 187-202. Il s'agit de la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.

ment, sur cette question comme toutes les autres, je n'ai pu convaincre la direction. Pourquoi ? Parce qu'on n'y comprend absolument pas le sens même de l'organisation révolutionnaire. Naville (3) n'a malheureusement pas le moindre intérêt pour ce genre de choses. Molinier considère l'organisation révolutionnaire du point de vue d'un « brasseur d'affaires » : des affiches colorées, des kiosques, de la publicité factice, en somme, du bluff qui coûte cher, mais qui ne donne rien. L'organisation révolutionnaire doit se baser non sur des procédés quasi capitalistes mais sur le dévouement de ses militants, leur travail inlassable, acharné, et en même temps systématique : sa propre imprimerie, avec deux typos entièrement dévoués à l'organisation, une expédition travaillant vite et bien, des vendeurs inlassables et énergiques, une comptabilité parfaite. Il n'existe pas d'autre voie pour une organisation révolutionnaire.

La Vérité a dévoré des sommes énormes ; on aurait pu, avec cela, fonder deux imprimeries. Les camarades américains, avec des moyens plus modestes, ont créé une imprimerie qui accomplit un travail magnifique : en plus de l'hebdomadaire et du mensuel, elle publie des livres de plus de 400 pages (4). Et les Américains n'étaient ni plus nombreux ni plus riches que les Français.

Vous êtes maintenant sous les coups de la répression, ce qui devrait vous valoir des sympathies. Ne pourriez-vous ouvrir une collecte spéciale pour l'imprimerie ? Mieux vaut tard que jamais.

4. J'ai appris par le bulletin intérieur votre décision d'ouvrir les portes du C.C., à tout membre de l'organisation. J'avoue que je ne comprend pas. Le C.C. c'est l'état-major révolutionnaire. Comment peut-il siéger sur la place publique ? Vous devez avoir dans l'organisation un sérieux pourcentage d'agents de la police, des staliniens, du G.P.U. etc. Ils seront les premiers à venir aux séances du C.C. A chacune des séances du C.C. il y a des questions secrètes ou de caractère intime : il y a la nécessité de contrôler différents camarades, etc. Avoir, pour ces séances, une petite « galerie », signifie gêner le travail normal de l'organisme dirigeant. Je ne suis nullement étonné d'apprendre que c'est Molinier qui a pris l'initiative de cette proposition néfaste. Est-ce pour la

(3) Pierre NAVILLE (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes et membre du groupe surréaliste, avait été l'animateur de *Clarté*, devenue *La Lutte de Classes*, puis l'un des fondateurs de *La Vérité* en 1929 et un des principaux dirigeants de la Ligue communiste. Trotsky l'avait vivement critiqué. Il était l'adversaire n° 1 de Raymond Molinier.

(4) Les Américains publiaient en effet *The New Militant*. *The New International* sur leurs propres presses, et venaient de publier un livre, *The Third International after Lenin*.

« démocratie » ? Non, c'est pour la démagogie, et pour des intrigues personnelles. Renseigner à temps l'organisation, ne jamais la prendre à l'improviste, et surtout ne pas imposer sa volonté par des pressions financières (5), voilà les règles les plus élémentaires de la démocratie.

Je trouve cette question extrêmement grave. On ne peut même plus correspondre avec un C.C qui siège publiquement (6). Je propose de régler de nouveau cette question par un vote *nomi-natif*, et d'en publier le résultat dans le bulletin intérieur : l'organisation doit avoir la possibilité de contrôler ses dirigeants et leurs procédés. C'est la seule possibilité de préparer une bonne sélection de camarades pour la direction.

5. J'ai lu dans le même bulletin les déclarations des camarades Molinier et Frank (6) concernant votre politique. Je les trouve totalement fausses. Du stade opportuniste et capitulard, ces camarades sont passés directement dans leur « troisième période » (7). Le premier contrecoup — il est inévitable — va les rejeter dans l'opportunisme le plus plat. Que ce soit dans la période opportuniste ou dans la période actuelle — sa « troisième période » — Molinier reste fidèle à sa conception aventuriste de l'activité révolutionnaire. Puisque la situation objective exige un journal de masse, et puisque l'organisation n'est pas encore capable de le créer, Molinier veut « brasser l'affaire » par-dessus la tête de l'organisation (8).

Puisque la situation objective impose au prolétariat la lutte pour le pouvoir, Molinier veut résoudre par-dessus la tête des syndicats, des organisations existantes et de la classe ouvrière elle-même. Au lieu du travail révolutionnaire, il veut faire quelque nouveau « miracle ». Il ne peut réaliser qu'un nouveau FIASCO, qui, cette fois, *peut devenir désastreux pour l'organisation si celle-*

(5) « Imposer sa volonté par des pressions financières », telle est l'accusation portée depuis six ans contre Raymond Molinier par tous ses adversaires et contre laquelle Trotsky l'avait défendu. Le sens de cette phrase est clair.

(6) Trotsky revient par un autre biais au problème de sa propre correspondance avec la section française.

(7) Selon le *B.I.* n° 2, Molinier aurait notamment affirmé : « Nous devons dresser les ouvriers et les comités d'entreprise contre les syndicats. Les syndicats sont aujourd'hui des bastions contre la classe ouvrière. Nous ne devons pas pousser les ouvriers dans les syndicats. Nous ne devons pas constituer des syndicats, nous devons constituer des conseils. »

(7) Rappelons que Trotsky appelait « troisième période » de l'I.C. sa période de politique aventuriste et ultra-gauchiste à partir de 1928.

(8) Trotsky résume ci-dessus ce qui s'était selon lui passé dans l'affaire de la création de *La Commune*.

ci ne prend pas des mesures rigoureuses pour forcer les faiseurs de miracles à se soumettre ou à se démettre (9).

Je tiens ce langage parce qu'il s'agit de vie ou de mort pour votre organisation qui est pourtant l'unique levier de la révolution prolétarienne. Le temps n'est ni aux plaisanteries ni aux aventures. La moindre faiblesse dans cette direction serait un crime.

La situation objective exige la conquête du pouvoir, mais c'est au prolétariat que cette exigence s'adresse, pas à vous. Vous ne pouvez pas encore prendre le pouvoir au nom du prolétariat : il ne vous en a pas encore donné mandat. Votre tâche est de conquérir pour la solution révolutionnaire l'élite ouvrière qui se groupe principalement autour du parti communiste. C'est dans cette direction qu'il fallait, depuis le congrès de Mulhouse (10), orienter votre attention et votre activité. Il faut trouver le langage compréhensible pour les ouvriers communistes. Le moment est extrêmement propice : tandis que les chefs se détournent de plus en plus des ouvriers en cherchant à gagner la confiance de la bourgeoisie « progressive », à la persuader et à la convaincre, nous, nous devons chercher à gagner la confiance de la base communiste. Il faut adapter à cet objectif toute votre activité et surtout le contenu et le ton de votre journal. C'est pourquoi également j'ai proposé d'appeler votre journal *Le Soviet*. Au lendemain de la grande grève, ce titre résonnerait dans les rues de Paris et d'ailleurs beau-

(9) Selon le compte rendu paru dans le *B.I.* n° 2 (et fortement contesté aujourd'hui encore par Molinier et ses camarades), à la réunion du B. P. précédant la publication de l'hebdomadaire pour lequel le P.O.I. n'avait pas les fonds nécessaires, Frank, appuyé par Paoli dit Pouly et Desnots dit Le Ricard, avait proposé le texte suivant de résolution : « Le B.P. considère la nécessité de faire sortir immédiatement le numéro 1 de l'organe central du parti, et, étant donné la situation de la trésorerie, décide de demander immédiatement à divers camarades l'appui financier nécessaire. » Boitel, Rous et le jeune Marcel Hic avaient alors proposé une adjonction ainsi rédigée : « Le B.P. déclare en outre que l'organisation ne prend aucun engagement à l'égard de « divers camarades » qui sont considérés comme souscripteurs. » Frank et ses camarades avaient, selon le *B.I.*, refusé l'adjonction et Trotsky considérait cette position comme la démonstration de ce qu'une fois de plus ils voulaient exercer un « chantage financier » pour « faire un miracle.. » A la suite de cet incident, le S.I. avait réagi avec la « rigueur » souhaitée par Trotsky puisque, le 19 juin, il votait une résolution demandant que « les auteurs de telles proposition s » (celle de Frank-Pouly-Le Ricard) soient « suspendus pendant un certain temps » et que « toute tentative de renouveler de telles propositions » soit « sanctionnée par l'exclusion pure et simple ».

(10) Voir notamment la lettre de Trotsky du 10 juin 1935, *Œuvres* 5 n 325
328.

coup mieux que celui, bien fade, de *La Lutte ouvrière* (11). Un tel nom, qui correspond à la situation et à la mentalité des ouvriers communistes, aurait cent fois plus d'importance que les affiches, la vente dans les kiosques, le photomontage douteux et tout ce fatras du journalisme petit-bourgeois, La question du nom n'est naturellement pas décisive, mais elle est très *symptomatique*.

6. Nous devons nous orienter vers les usines et également vers les syndicats : mais il est absurde de croire qu'on trouverait là un terrain vierge. L'influence des communistes doit maintenant être devenue passablement importante dans les syndicats comme dans les usines, et elle n'a pas encore atteint son apogée. C'est à cette courbe d'évolution de la mentalité révolutionnaire de la masse qu'il faut d'avance nous adapter. *Sans perdre un seul instant sa physionomie*, le journal doit accélérer l'évolution de la masse, et non la contrecarrer par des extravagances.

7. La tâche la plus importante, c'est de *bien préparer* la conférence du parti. C'est dans le cours de cette préparation que la démocratie doit battre son plein. Afin de contribuer à la préparation de cette conférence, je vous prie de publier cette lettre dans le bulletin intérieur.

(11) Le bureau politique, pour sa part, avait proposé d'appeler le journal *La Force ouvrière*, mais le comité central ne l'avait pas suivi.

[APRÈS LA SAISIE DE LA LUTTE OUVRIÈRE\ (1)

(19 juin 1936)

Chers Camarades,

Cette lettre (2) fut écrite quand je viens de recevoir la nouvelle sur les répressions qui sont dirigées contre vous par Blum-Salengro (3). Pas nécessaire de dire ma pleine solidarité avec les camarades sous la menace de répression (qui ne fait d'ailleurs que commencer) et ma certitude que ce n'est pas le courage qui fera défaut à nos militants. Néanmoins, je me sens obligé de vous envoyer la lettre telle quelle : les maux dont j'y parle ne sont pas et ne peuvent pas être éliminés par les répressions socialo-bourgeoises, mais seulement par la critique et l'action de l'organisation elle-même.

Encore une question : vous aussi employez parfois ces formules : « De La Rocque est en liberté » ou « *L'Action française*

(1) Lettre au B.P. du P.O.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 7869, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Cf. p. 110.114.

(3) Le numéro I de l'organe du P.O.I., *La Lutte ouvrière*, était paru le 12 juin avec l'appel suivant :

« Dans les usines et les rues, le pouvoir est aux ouvriers!

Passez des comités de grève aux comités d'usine permanents. Formez vos milices ouvrières armées.

11 faut relier les comités d'usine entre eux et préparer un congrès des comités d'usine qui dirigera la lutte.

Parallèlement aux comités d'ouvriers, que se créent les comités de chômeurs, de soldats, de paysans. »

Le Conseil des ministres avait décidé les poursuites. Tandis que le garde des Sceaux, le radical Marc Rucart, saisissait le juge d'instruction Aubery, lequel poursuivait les responsables du journal pour « provocation directe à attroupements » et lançait plusieurs mandats d'arrêt, le ministre socialiste de l'intérieur Roger Salengro avait ordonné des perquisitions et la saisie du journal.

n'est pas saisie » (4) etc. Laissons cela à *L'Humanité*. Salengro peut bien saisir une fois *L'Action française* ou même faire emmener de La Rocque. Ce n'est pas grand-chose, tout cela : nous devons poser la question tout à fait différemment : vous avez promis de détrôner les 200 familles ? Quel est leur organe qui prépare systématiquement la résistance et qui dispose de *L'Action française* comme aboyeur de la basse-cour ? C'est *Le Temps* (5). Pour attaquer les 200 familles, il faut commencer par s'emparer du *Temps*. Arrêter de La Rocque ? Ce n'est pas grand-chose. Il faut arrêter les grands magnats du capital financier. Vous avez d'ailleurs, je m'en souviens, formulé ce mot d'ordre et avec raison.

Le fait que *Le Petit Journal* vous donne la publicité gratuite est un symptôme très important pour l'état d'âme de la petite bourgeoisie. Il faut s'en servir systématiquement et avec habileté en envoyant à chaque occasion favorable (pas trop souvent) un communiqué à la presse et même nouer pour cette fin des relations personnelles (avec des reporters, etc.). En somme il faut se servir de la presse « petite-bourgeoise » comme le colonel de La Rocque se sert du *Temps*, du *Matin* etc.

(4) *L'Action française*, dont le sous-titre était *Organe du nationalisme intégral*, était le quotidien d'une extrême droite monarchiste, très agressive et pas seulement verbalement. Ses directeurs politiques étaient Charles Maurras et Léon Daudet.

(5) Trotsky traitait *Le Temps* d'« organe du comité des forges » et l'avait qualifié de « bourgeoisie faite journal ».

[MISE AU POINT] (1)
(19 juin 1936)

Monsieur,

Sur la page 5 de votre journal du 16 juin 1936 vous avez publié un article intitulé : « Trotsky, malade, vit caché » etc.(2). Cet article a la forme d'une interview que j'aurais accordée à son auteur M. Paul Laurier. Vous voudrez bien insérer dans votre journal — conformément à la loi sur la presse — que je n'ai jamais reçu M. Paul Laurier, que ses informations sont fausses et la prétendue interview inventée de toute pièce.

(1) Lettre à *Paris-soir*. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8458, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) La grande presse recommençait à faire du « sensationnel » à propos de Trotsky chaque fois qu'il y avait agitation ouvrière.

[PRÉPARER LA SECONDE VAGUE] (1)

(21 juin 1936)

Chers Camarades,

J'espère exposer de façon plus ample mon appréciation de la situation présente en France dans mon prochain article (2). Mais je suis empêché pour les quelques jours à venir (3). Je m'empresse donc de vous communiquer quelques considérations préalables.

La première vague semble se calmer. La masse digère ses expériences et vérifie ses acquis. Les 200 familles et leurs nombreux agents préparent leur grande revanche, qui ne tardera pas. On peut s'attendre à des lock-out, dont le Capital rejetterait la responsabilité sur le gouvernement. Si nous appelons — de façon conventionnelle, « en russe » — la première vague la « révolution de février », *ce sont les événements de juillet qui se préparent*. Et, entre février et juillet, nous avons eu encore l'accident assez important d'avril (4). Je vous prie de relire les chapitres correspondants dans mon *Histoire de la Révolution russe*, surtout ce que j'écris du caractère quasi inéluctable d'une défaite partielle du prolétariat, entre sa première victoire, plutôt fictive, et sa dernière victoire, définitive. Si l'on n'a pas sous les yeux l'ensemble de cette perspective, on risque bien de se perdre dans les détails.

(1) Lettre au C.C. du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7870, avec la permission de la Houghton Library. Original en français. Cette lettre a paru dans le *B.I.* du P.O.I. n° 2 du 28 juin 1936.

(2) Ce sera l'article intitulé « Devant la seconde étape », daté du 9 juillet, qui paraîtra dans *La Lutte ouvrière* du 19 (cf. p. 220).

(3) Trolsky allait être absorbé par les discussions préparatoires à la conférence internationale.

(4) Déclenchées spontanément contre 1 offensive, très coûteuse en vies humaines lancée par le haut commandement russe, les manifestations d'avril 1917 à Pétrograd avaient souligné toute la distance qu'il y avait entre le mouvement de la classe ouvrière et des soldats dans la capitale et en province et surtout entre la combativité des masses et la mollesse de leur représentation politique.

Vous aviez lancé le mot d'ordre de grève générale. (5). La première expérience en est faite. Répéter maintenant ce mot d'ordre de grève générale sans définir ni le concrétiser, serait une faute. Nous devons bien comprendre nous-mêmes que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée, non contre le gouvernement Blum, mais *contre les ennemis de ce gouvernement* : les 200 familles, les radicaux, le Sénat, la haute bureaucratie, l'Etat-major, etc. Tout l'art de la tragédie consiste à orienter l'avant-garde vers le caractère inéluctable de cette nouvelle lutte acharnée contre les ennemis du prolétariat en dehors du Front populaire, mais aussi dans les rangs même de ce front. Il s'agit en somme de préparer la nouvelle grève, ne serait-ce que pour assurer la réalisation des premières conquêtes partielles, sans parler de conquêtes plus importantes. Nous ne mettons pas Léon Blum dans le même sac que les de Wendel (6) et les de La Rocque. Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des de Wendel. Nous devons répéter qu'en dépit de notre opposition irréductible au gouvernement Blum, les ouvriers nous trouveront en première ligne pour combattre ses ennemis impérialistes. C'est là une nuance très importante, décisive même, pour la période qui vient.

C'est dans ce sens qu'il nous faut faire une propagande systématique pour la seconde grève générale, non pour renverser le gouvernement, mais pour briser devant lui les obstacles.

Mais cela ne suffit pas. La grève a pris l'ennemi — comme, hélas, les amis — à l'improviste. La seconde grève rencontrera une riposte formidable. Une sélection systématique s'effectue maintenant dans tous les domaines de la vie sociale. Or la seconde grève ne saurait être spontanée, privée d'un état-major. Il lui faudra une organisation adéquate. Notre agitation ne doit pas avoir pour but *d'accélérer* le déclenchement de la seconde grève, mais de la *préparer* sérieusement. Il est bien possible, et même tout à fait vraisemblable, que les anarchistes et les jeunes expérimentés vont se mettre désormais à jouer facilement avec le mot d'ordre de cette

(5) Les bolcheviks-léninistes avaient placé au centre de leur agitation contre les gouvernements Flandrin, puis Laval, en 1935, le mot d'ordre de « grève générale ».

(6) La famille de Wendel symbolise à cette époque en France les « maîtres de forges ». Elle était alors dirigée par trois frères ; François de WENDEL (1874-1949), gérant de la société, sénateur et régent de la Banque de France, Humbert (1876-1954), administrateur de la Banque de l'Union parisienne et de la Compagnie du canal de Suez, Maurice (1879-1961), qu'on trouvait dans la métallurgie et les assurances.

grève générale. Mais nous ne devons pas nous laisser entraîner sur cette voie. Au contraire. Nous devons souligner le caractère grandiose des tâches et les difficultés de l'entreprise. La condition préalable pour que réussisse une nouvelle grève générale, ce sont les comités d'usine et les soviets.

La provocation de la part des capitalistes peut cependant amener la nouvelle vague de grèves plus tôt qu'il ne serait désirable d'un point de vue stratégique. Nous ne sommes pas des pédants. Nous participons à chaque explosion révolutionnaire, même si ses chances de succès sont minimales. Mais, dans de telles conditions, nous ne poussons pas les masses jusqu'au bout, c'est-à-dire à l'abîme ; bien au contraire, nous cherchons à les retirer du feu avec des forces le plus intactes possible. Dans le même temps, nous utilisons l'expérience de « juillet » pour enfoncer dans les cerveaux la nécessité de préparer l'« Octobre ».

Le calendrier français sera, j'en suis sûr, bien différent du calendrier russe, ainsi que le rythme des événements, mais je crois tout de même que la dialectique de la révolution — au sens le plus général du terme — sera la même. C'est pourquoi je m'empresse de vous communiquer immédiatement mes considérations du moment.

[SUR LE CAPITALISME D'ÉTAT] (1)

(22 juin 1936)

Cher Camarade,

Je vous remercie chaleureusement pour les matériaux, qui me sont très précieux, et pour votre dernière lettre (2) qui dissipe les malentendus. Dans mon livre, je ne m'occupe pas, ni de l'Allemagne, ni de l'Italie, ni de l'expérience Roosevelt, De Man (3) etc. Je veux seulement préciser la notion du capitalisme d'Etat et démontrer très brièvement la différence entre le système d'U.R.S.S. et les systèmes fasciste et nazi. Je veux me servir d'une ou de deux citations de cette partie de votre étude que vous m'avez envoyée (en vous nommant Feroci, puisque c'est comme ça que vous continuez à signer vos articles, n'est-ce-pas ?).

Une seule précision. L'impasse du capitalisme est déterminée par deux causes historiquement liées : la propriété privée et l'Etat national. La différence fondamentale entre l'U.R.S.S. et l'Italie consiste dans l'abolition de la propriété privée par la révolution d'Octobre ; une certaine analogie consiste dans les tendances autarciques de l'économie. Cependant cette analogie est limitée puisque l'autarcie est liée à l'économie dirigée et la direction de l'économie dépend des formes de propriété. Je ne crois pas qu'il y ait là-dessus la moindre divergence entre nous.

(1) Lettre à Leonetti. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8855, avec la permission du collège de Harvard. Original en français.

(2) Leonetti venait d'écrire à Trotsky, le 16 juin et de lui envoyer un certain nombre d'éléments d'information sur l'économie italienne, extraits du *Bulletin quotidien* du Comité des Forges, avec des commentaires du *Popolo d'Italia*.

(3) Franklin Delano ROOSEVELT 1882-1945), élu président des Etats-Unis en 1932 appliquait depuis 1933 la politique économique dite du « New Deal » (nouvelle donne) ; Hendrik D.J. MAN (1885-1953), dirigeant du P.O.B., était l'inventeur du « planisme » et l'ancêtre du « néo-socialisme ». C'était Leonetti qui, dans sa lettre, avait soulevé la question de savoir ce que l'expérience de Roosevelt et celle de De Man avaient de commun avec celle du Front populaire en France, de Hitler et de Mussolini.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUIN-JUILLET 1936

Pas nécessaire de m'envoyer encore des matériaux sur l'Italie.
Je suis suffisamment servi et je vous en remercie encore une fois.

P.-S. :

Je viens de recevoir votre dernière lettre (4). Tout vous sera rendu bientôt. Vous êtes vraiment un bon camarade. Merci.

(4) Dans une leure du 19 juin, AlTonso Leonetli avait envoyé à Trotsky de nouveaux documents sur l'économie italienne qu'il avait empruntés à son compatriote Angelo Tasca, lequel collaborait à l'époque au *Populaire* où il signait André Leroux.

[SUR A. CILIGA] (1)

(22 juin 1936)

Chers Camarades,

Presque tous nos journaux ont publié ces derniers mois les révélations extrêmement importantes de Ciliga sur les persécutions que Staline fait subir aux révolutionnaires en Union soviétique (2). Nous ignorons quelle va être l'évolution politique de Ciliga dans la période qui vient. Sans vouloir le moins du monde réduire l'importance de son travail dans le domaine de l'information pure, nous devons néanmoins avoir clairement à l'esprit que, dans les questions théoriques et politiques, il nous est déjà aujourd'hui passablement étranger et même, pour l'essentiel, hostile, à en juger par tout ce qu'il écrit (et j'ai aussi une série de lettres privées de lui) : on doit obligatoirement conclure que non seulement Ciliga n'est pas un bolchevik-léniniste (lui-même ne se donne d'ailleurs pas pour tel), mais même qu'il n'est pas marxiste. Jusqu'en 1929, il a été un intellectuel stalinien, comme on en trouve beaucoup dans le monde entier : semi-libéral dans sa pensée, humanitaire,- idéaliste, certainement très honnête dans son genre, mais tout à fait incapable de comprendre le marxisme et les lois de la révolution prolétarienne. Pendant les zigzags staliniens des années 1928-1929, son honnêteté intellectuelle l'a amené à s'opposer au cours officiel et à se rapprocher de nous. Il a tout d'un coup découvert que les B.L. avaient depuis bien longtemps prévu ce qui allait se passer et qu'ils avaient également préconisé un système de mesures politiques. Mais cette découverte n'a pas suffi à modifier sa vision des choses. Même dans l'isolateur, il est resté ce qu'il avait toujours été : un démocrate idéaliste et exalté, qui, de stalinien qu'il était, est devenu antistalinien, mais pas

(1) Lettre au S.(. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8045, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Le témoignage de Ciliga a été réédité en 1979 sous le titre nouveau de *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant* (Champ Libre) et a conservé tout son intérêt.

marxiste pour autant. Tout d'un coup, il s'est senti à notre *gauche* parce qu'il déniait à l'Union soviétique toute signification progressiste et assimilait cette dernière à n'importe quel autre Etat exploiteur (3). Mais son gauchisme ne devait être vraiment mis à l'épreuve qu'à l'étranger (4). Il commença par défendre la thèse que nous devons également défendre les mencheviks persécutés et atterrit sans retard dans le journal des mencheviks où il nous *éclaire*, c'est-à-dire nous critique, nous aussi, désormais sur le terrain politique.

Avant qu'il ait accompli ce virage, j'avais attiré son attention ■ sur le fait que sa collaboration avec les mencheviks empêcherait automatiquement sa collaboration avec nous. Il me répondit par une lettre de caractère théorique, longue et très confuse, qui revenait pour l'essentiel à dire : puisque vous reconnaissez la nécessité d'une lutte commune avec les social-démocrates contre les fascistes, pourquoi ne pas vous allier avec les mencheviks russes contre Staline ? Nous avons là un exemple classique qui montre comment le formalisme gauchiste conduit au marécage du pire opportunisme (5). La démocratie parlementaire, avec ses Blum, représente vraiment, même si ce n'est que pour un court laps de temps, le *moindre mal* en comparaison du fascisme et nous sommes prêts, s'il le faut, à défendre ce *moindre mal* en commun avec les social-démocrates. Mais le menchevisme démocratique et petit-bourgeois n'est nullement le *moindre mal* en comparaison de l'Etat soviétique stalinisé que nous espérons encore conduire au socialisme par notre combat impitoyable contre la bureaucratie soviétique.

La deuxième grande différence, qui est d'ailleurs étroitement liée à la première, c'est que, dans de nombreux pays capitalistes, la social-démocratie est bel et bien un parti de *masse* et que nous devons compter avec elle comme avec une réalité. Le *front unique* avec Dan (6) contre Staline ne fait que révéler le penchant intime de Ciliga pour le menchevisme (tout comme d'ailleurs aussi pour

(3) Au cours des débats dans l'isolateur de Verkhnéouralsk, Ciliga, d'abord membre de la fraction « de gauche » des « Bolcheviks militants », avait rompu ensuite avec le collectif b.l. réuni pour prendre part à la création de la « fédération des gauches » dont la base d'accord était le refus de reconnaître un caractère ouvrier à l'Etat soviétique — une position partagée également par les mencheviks.

(4) C'est-à-dire après la sortie de Ciliga d'Union soviétique.

(5) Trotsky avait rédigé ici une parenthèse qu'il a ensuite biffée et reportée au paragraphe suivant.

l'anarchisme qui, comme on le sait, ne représente rien d'autre qu'un libéralisme poussé à l'extrême). Au fond, en effet, comme nombre de staliniens étrangers, Ciliga n'était rien d'autre qu'un menchevik exalté. L'exaltation a disparu, le menchevisme est resté.

Dans le *Biulleten* russe, nous ne publierons plus d'articles de Ciliga, car nous ne pouvons faire à la bureaucratie stalinienne le cadeau splendide de nous discréditer nous-mêmes en ayant des collaborateurs communs avec les mencheviks. Naturellement les staliniens hercheront à s'emparer de ce fait pour déconsidérer les révélations de Ciliga. Pour notre part, nous ne l'avons jamais invoqué comme une autorité théorique et politique. Quant aux faits qu'il a rendus publics, ils conservent de toute façon leur valeur.

Je n'ai évidemment pas la prétention d'émettre un jugement définitif sur Ciliga et son avenir. S'il réussit, à travers sa nouvelle expérience, à accéder au marxisme et à se rapprocher donc réellement de nous, nous nous en réjouissons, bien entendu, très sincèrement. Chacun d'entre nous fera tout pour favoriser une telle évolution. Mais le début de sa conversion, c'est, nécessairement, pour lui, pour des raisons de principe, de renoncer à collaborer avec les mencheviks. Une collaboration qui est doublement criminelle dans une période où les amis français des mencheviks russes sont au pouvoir, confisquent notre journal et persécutent nos camarades (7). Ciliga ne se rend absolument pas compte que les bolcheviks-léninistes ne sont pas seulement persécutés par Staline, mais aussi par les mencheviks internationaux et qu'ils le seront plus que jamais en cas de guerre.

P.-S. Cette lettre n'est pas destinée à la publication, mais à l'*information* de nos sections. Si toutefois la chose devenait publique, les sections peuvent naturellement en faire l'usage qui leur paraît opportun.

(6) Dan (cf. n. 3, p. 41), l'un des principaux dirigeants des mencheviks en exil, avait rédigé en 1935 avec l'Autrichien Otto Bauer et le Français Jean Zyromski des thèses qui se rapprochaient considérablement des points de vue de l'I.C. Ce n'est pas par hasard que Trotsky le mentionne ici. Ciliga, en s'éloignant dans le sens qu'il prend pour la « gauche », rejoint Dan qui se trouve « à droite » et tout proche de Staline dont il avait cru s'éloigner.

(7) Allusion aux poursuites du gouvernement Blum-Salengro contre le P.O.I.

[POUR COLLABORER A LA REVUE] (1)

(23 juin 1936)

Cher Camarade Pfemfert (2)

Je vous envoie ceux de vos livres que j'ai pu dénicher. J'ignore s'il y en a encore à vous parmi ceux qui sont restés en France, mais j'en doute. En tout cas, je ferai tout mon possible pour qu'on vérifie avec soin. Le retard s'explique par le fait qu'on a dû fouiller la « bibliothèque » dans tous les sens pour trouver les livres qu'on cherchait.

Il est possible qu'à partir de l'automne nous éditons une revue mensuelle en allemand. J'aimerais beaucoup pouvoir publier votre nom parmi ceux des collaborateurs de cette revue. Naturellement, elle sera consacrée à la construction théorique et politique de la IV^e Internationale et contiendra une rubrique de discussion.

Ce que nous aimerions avoir en première ligne de vous, ce sont vos souvenirs personnels et politiques de la période de la

(1) Lettre à Franz Pfemfert, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9735, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Franz PFEMFERT (1879-1954), critique littéraire et politique, avait dirigé à partir de 1911 à Berlin l'hebdomadaire *Die Aktion*, puis fondé, en 1915, le « parti socialiste antinational » ; il avait participé ensuite à la fondation du parti gauchiste allemand K.A.P.D. et combattu pour « l'organisation unique » (abolissant la différence entre syndicat et parti). Mais à travers cette évolution, il avait conservé des liens amicaux avec Trotsky dont il s'était rapproché à partir de 1927. Réfugié en Tchécoslovaquie, il avait, depuis 1933, travaillé comme photographe à Karlovy-Vary.

guerre (Liebknecht, Luxemburg, Jogiches (3), le travail clandestin, etc.). Il me semble qu'il y avait pas mal d'articles là-dessus dans *Die Aktion* (4). Peut-être pourriez-vous les reprendre et rafraîchir un certain nombre de choses en prévision de la nouvelle guerre qui s'annonce ? Un tel travail aurait une grande valeur pédagogique pour les jeunes. Il me faut toutefois vous faire savoir qu'à mon grand regret nous ne paierons pratiquement pas d'honoraires. Mais c'est une chose à laquelle vous êtes habitués depuis longtemps.

Les meilleurs salutations de tous deux à vous-même et à A(lexandra) I(vanovna) (5).

(3) Trotsky cite ici les noms des trois principaux dirigeants socialistes qui avaient organisé la lutte des internationalistes contre la guerre et constitué le Spartakusbund que Pfemfert avait rejoint en 1918. Karl LIEBKNECHT (1871-1919), fils d'un pionnier du parti social-démocrate, avocat, dirigeant des jeunes, était resté fidèle à la tradition antimilitariste du parti. Dès décembre 1914, il avait voté contre les crédits de guerre. Dirigeant du K.P.D. il fut assassiné par les corps-francs en janvier 1919. Rosa LUXEMBURG (1871-1919), d'origine polonaise, dirigeait le parti social-démocrate polonais en exil et militait à la gauche du parti allemand. C'est elle qui organisa le premier noyau antiguerre en août 1914. Léo JOGICHES (1867-1919), dirigeant de la social-démocratie polonaise, avait participé à la révolution de 1905 et fut le véritable organisateur de Spartakus. Il mena l'enquête sur l'assassinat de Liebknecht et Luxemburg et fut arrêté, puis abattu sous le prétexte de « tentative de fuite ».

(4) La mémoire de Trotsky ne le trompe pas : *Die Aktion* est effectivement très riche sous cet angle.

(5) Alexandra Ivanovna RAMM (1883-1963), d'origine russe, compagne de Franz Pfemfert, avait été la traductrice des principaux livres de Trotsky en allemand.

[POUR UNE CONFÉRENCE BIEN PRÉPARÉE] (1)

(24 juin 1936)

Cher Camarade Boitel,

Les sources financières d'une organisation révolutionnaire doivent être d'une telle nature qu'on puisse en rendre compte en n'importe quel moment à l'opinion publique de la classe ouvrière. Les anarchistes, les terroristes individuels, les aventuristes en général croient qu'on peut faire avancer l'organisation par des miracles, y compris les « miracles » financiers (2). Quand les philistins deviennent furieux, ils croient que tout est permis. Mais le cynisme d'un philistin débridé n'a rien à voir avec la morale révolutionnaire du prolétariat. Les faiseurs de miracles, politiques comme financiers, n'ont rien à chercher dans nos rangs. La moindre indulgence envers eux serait mille fois plus préjudiciable que l'avantage passer qu'on pourrait en tirer. Cette question, comme toutes les autres, devrait être réglée définitivement par *l'organisation sur la voie démocratique*, c'est-à-dire par la préparation loyale, sérieuse et minutieuse de la conférence. Ce n'est pas la première fois que R(aymond) M(olinier) et ses amis font perdre (à) l'organisation son temps, ses efforts et une partie de son prestige par leur politique criminelle. Il faut cette fois-ci régler la question d'une manière *DÉFINITIVE*. Mais, précisément pour cette raison, il faut se garder de la précipitation. Il faut laisser à l'organisation tout le temps nécessaire pour réfléchir et comprendre. Je crois que l'étude de Braun sera pour la préparation de la conférence (3) d'une grande utilité. Il faut qu'elle soit publiée sitôt que possible et mise à la disposition de tous les groupes du parti.

(1) Lettre à Joannès Bardin. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7326, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Le passage vise évidemment Molinier que Trotsky a souvent qualifié avec ironie de « faiseur de miracles ».

(3) Il s'agit de la conférence du P.O.I., dont Trotsky souhaitait qu'elle soit amenée à trancher définitivement la question de l'appartenance de Raymond Molinier.

[SUR UNE PHOTO D'ENFANT] (1)

(25 juin 1936)

Mon cher Van,

J'attends avec une certaine impatience vos nouvelles sur l'édition *Où va la France* ?

Je vous ai pas remercié pour les photos du petit (2). Mais vous avez si heureusement mis les estampilles sur le dos des photos que le pauvre Jeannot s'en trouve couvert de l'encre bleue sur les deux photos. Il m'est difficile, dans ces conditions, de prononcer un jugement en pleine connaissance de cause.

Ecrivez un peu aussi sur la situation dans le parti.

(1) Lettre à van Heijenoort. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10695, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Il s'agit du petit garçon de Jean van Heijenoort et Gaby Brausch, « Jeannot », né pendant le séjour à Domène.

[L'ARTICLE DE *L'INTRAN*] (1)

(26 juin 1936)

Chers Camarades,

Je viens de recevoir l'article de *l'intransigeant* sur la IV' (2). L'article est écrit par un ennemi de l'organisation. Il contient une insinuation personnelle contre R(aymond) M(olinier). Mais il faut être totalement déséquilibré pour ne pas y voir que cette insinuation (*sic*). L'article est dirigé contre nous tous, contre notre tendance, contre notre organisation et c'est mille fois plus important que l'insinuation personnelle et d'ailleurs anonyme.

Qui peut être l'auteur de cette infamie ? Je ne puis qu'exprimer là-dessus une hypothèse : l'auteur n'est pas un membre de notre organisation, si ce n'est pas un agent du G.P.U., mais, dans ce cas-ci, très adroit, très habile. Je tiens cette version pour moins vraisemblable. L'analyse du texte me dit que l'article vient de l'école Souvarine (3) peut être même de quelque transfuge souva-

(1) Lettre à la direction du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7871, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) 11 s'agissait d'un article paru dans *L'intransigeant* du 23 juin, sous le titre «La vérité sur la Quatrième Internationale», signé Emmanuel d'Astier. Emmanuel d'ASTIER DE LA VIGERIE (1900-1969), ancien officier de marine, venait de l'extrême droite. Il avait prêté en 1933 son passeport à Jan Frankel pour sa tournée en Allemagne nazie. L'article révélait une assez bonne information mais se faisait aussi, bien qu'en termes vagues, l'écho de rumeurs et de calomnies concernant l'origine de l'argent dont disposaient les organisations trotskystes. Dans le P.O.I., on commença par accuser Péro, dont on disait qu'il avait informé d'Astier. Naville affirma que l'article avait été inspiré par Souvarine, et les amis de Molinier incriminèrent Jean Rous, qui connaissait personnellement d'Astier.

(3) Boris LIFCHITZ, dit SOUVARINE (né en 1893), né à Kiev, émigré en France jeune et naturalisé, était journaliste et socialiste avant la guerre ; minoritaire pendant la guerre il devint secrétaire du comité pour la IIP, membre du comité directeur du P C qu'il représenta à Moscou. Il avait soutenu Trotsky et publié *Cours nouveau* ce qui lui avait valu d'être exclu en 1924. Il avait rompu avec Trotsky en 1929. Il" était assez hostile et toujours sarcastique quand il parlait des «trotskystes».

riniste. En tout cas, l'appréciation théorique et politique de notre tendance s'inspire totalement de l'atmosphère souvarinienne.

Ce n'est qu'une hypothèse ou, mieux, une suggestion. Une commission de contrôle spéciale serait à mon avis tout à fait indiquée, mais cet épisode (il y en aura d'autres) n'a rien à faire avec la grande question qui nous préoccupe.

[IL FAUT PUBLIER LE DÉMENTI] (1)

(26 juin 1936)

Monsieur,

Je n'ai jamais accordé aucune interview au représentant de l'agence Lutetia-Press (2). Lors de mon séjour en Norvège je n'ai reçu aucun journaliste. Le contenu de l'article en question est en contradiction absolue avec la réalité, en tant qu'il s'agit de mon adresse, de la maison que j'occupe etc. sans parler des idées qu'énonce en mon nom le falsificateur.

J'insiste par conséquent de la manière la plus formelle sur la publication de mon démenti du 19 juin.

(1) Lettre à *Paris-soir*. Bibliothèque du Collège de Harvard, 9459, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) *Paris-soir* avait répondu qu'il tenait l'interview de Trotsky publié le 16 juin de l'agence Lutetia-Press.

[QUESTIONS ÉPINEUSES] (1)

(26 juin 1936)

Cher Camarade Biline (2),

Vous devez être un peu étonné, pour ne pas dire indigné — et avec raison —, par mon silence prolongé. La raison en était la nécessité pour moi d'attendre le développement d'une situation extrêmement embrouillée (par des mauvaises volontés et défaillances), sans aucune intervention directe ou indirecte de ma part, parce qu'une pareille intervention avant la fusion eût pu seulement augmenter le désarroi.

La seconde raison était l'affaire extrêmement épineuse dont vous m'avez entretenu dans vos deux lettres consécutives (3). Je suis persuadé que ma correspondance est surveillée surtout par le G.P.U. qui a ses agents, partout dans l'appareil des postes en France comme ailleurs. La matière ne se prête pas du tout dans ces conditions à la correspondance. D'ailleurs je ne peux pas me faire d'ici une idée sur le bien-fondé de vos suspicions et de vos hypothèses. En même temps la question est d'une extrême gravité. Ne pourriez-vous pas consulter là-dessus Victor Serge ? Mais *pas par correspondance naturellement*.

(1) Lettre à R. Caby. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7469, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Robert Caby, dit BILINE (né en 1905), écrivain, poète, musicien et compositeur, était l'un des dirigeants du P.O.I. Sa correspondance avec Trotsky s'était interrompue depuis quelque temps.

(3) Biline avait signalé à Trotsky toute une série de faits importants concernant la sécurité : le fait que le local de *Révolution* était ouvert à tous, les documents livrés à qui entraient, l'information selon laquelle l'avocat Rosenthal avait découvert qu'il y avait à la direction du G.B.L. un informateur de la police, et ses soupçons sur une militante responsable du groupe.

[IL FAUT PUBLIER LE DÉMENTI] (1)

(26 juin 1936)

Monsieur,

Je n'ai jamais accordé aucune interview au représentant de l'agence Lutetia-Press (2). Lors de mon séjour en Norvège je n'ai reçu aucun journaliste. Le contenu de l'article en question est en contradiction absolue avec la réalité, en tant qu'il s'agit de mon adresse, de la maison que j'occupe etc. sans parler des idées qu'énonce en mon nom le falsificateur.

J'insiste par conséquent de la manière la plus formelle sur la publication de mon démenti du 19 juin.

(1) Lettre à *Paris-soir*. Bibliothèque du Collège de Harvard, 9459, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) *Paris-soir* avait répondu qu'il tenait l'interview de Trotsky publié le 16 juin de l'agence Lutetia-Press.

[QUESTIONS ÉPINEUSES] (1)

(26 juin 1936)

Cher Camarade Biline (2),

Vous devez être un peu étonné, pour ne pas dire indigné — et avec raison —, par mon silence prolongé. La raison en était la nécessité pour moi d'attendre le développement d'une situation extrêmement embrouillée (par des mauvaises volontés et défaillances), sans aucune intervention directe ou indirecte de ma part, parce qu'une pareille intervention avant la fusion eût pu seulement augmenter le désarroi.

La seconde raison était l'affaire extrêmement épineuse dont vous m'avez entretenu dans vos deux lettres consécutives (3). Je suis persuadé que ma correspondance est surveillée surtout par le G.P.U. qui a ses agents, partout dans l'appareil des postes en France comme ailleurs.' La matière ne se prête pas du tout dans ces conditions à la correspondance. D'ailleurs je ne peux pas me faire d'ici une idée sur le bien-fondé de vos suspicions et de vos hypothèses. En même temps la question est d'une extrême gravité. Ne pourriez-vous pas consulter là-dessus Victor Serge ? Mais *pas par correspondance naturellement*.

(1) Lettre à R. Caby. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7469, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Robert Caby, dit BILINE (né en 1905), écrivain, poète, musicien et compositeur, était l'un des dirigeants du P.O.1. Sa correspondance avec Trotsky s'était interrompue depuis quelque temps.

(3) Biline avait signalé à Trotsky toute une série de faits importants concernant la sécurité : le fait que le local de *Révolution* était ouvert à tous, les documents livrés à qui entraient, l'information selon laquelle l'avocat Rosenthal avait découvert qu'il y avait à la direction du G.B.L. un informateur de la police, et ses soupçons sur une militante responsable du groupe.

LEON TROTSKY, OEUVRES, JUIN-JUILLET 1936

Je me limite à ces quelques lignes. Vous connaissez mes opinions par mes articles et mes lettres destinés au bulletin intérieur. Je serai toujours bien heureux d'avoir vos impressions sur le développement de la situation.

Vous voyez que mon mutisme avait des causes générales, aucunement des raisons personnelles.

[TROP DE FAIBLESSE...] (1)

(27 juin 1936)

Cher Camarade Adolphe,

1) Quant j'ai dit que Péro avait raison (2), je croyais qu'il s'agissait d'un mauvais tour de quelqu'un de la clique de Molinier qui, contre la volonté du comité central, avait remanié le journal sur le modèle de *La Commune* : un individu de ce genre aurait dû être exclu. Je ne voulais rien dire de plus.

2) L'article de *L'Intransigeant* parle de bout en bout contre M(olinier). Qu'il cherche à en faire une arme contre nous est pour moi absolument incompréhensible (3). Au cours de l'été 1933, on avait décidé que, pour éviter à l'avenir des crises internes de cette nature et pour ne plus fournir à nos ennemis les moyens de calomnier notre organisation, R(aymond) M(olinier) devait renoncer à ses affaires. Et voilà que, trois ans plus tard, nous avons encore une crise R.M. et que la presse réactionnaire s'emploie à établir un lien entre la section française et les affaires de Molinier (4). *A qui la faute, sinon à M. ?*

(1) Lettre à R. Klement. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8668, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Cf. p. 106. Il y avait eu confusion dans l'esprit de Klement du fait qu'au même moment Péro était accusé d'être l'inspirateur de l'article de *L'Intransigeant*.

(3) Dans une lettre, datée du 23 juin, adressée au bureau politique du P.O.I., R. Molinier affirmait que l'article de *L'Intran* était nettement inspiré par les luttes de tendances antérieures à l'organisation « sourdement perpétuées actuellement »... et qu'« en dehors de cette inspiration générale », l'article ait été dû « à une collaboration d'un membre responsable ayant appartenu ou appartenant au GBL ou JSR » (lettre de R. Molinier au bureau politique du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 16194, avec la permission de la Houghton Library).

(4) Dans son article, Emmanuel d'Astier avait employé l'insinuation, posant la question : « D'où vient l'autre argent ? D'aucuns signalent des bailleurs de fonds suspects », puis à propos de l'unification, de la parution et de la saisie de *La Lutte ouvrière* : « Ces faits paraissent étranges : cette fusion si à propos, cette création d'une feuille qui naît pour se faire saisir et porter le poids d'une provocation fantomatique. Dans les cercles opposants, certains connaisseurs désignent

Savoir quelle canaille a écrit l'article est d'un intérêt secondaire. En revanche, le fait que M. alimente la presse réactionnaire des pires ragots est d'une extrême importance, sans oublier que ses partisans veulent nous faire recommencer toute l'expérience avec eux. Le scandale, c'est toutefois cette faiblesse, qui permet à un R.M. de transformer les conséquences de ses propres crimes en autant d'accusations contre ses adversaires.

Il faut pourtant bien mettre fin aux menées de cet individu ! Espérons que cette fois sera la bonne.

3) Votre hypothèse au sujet de l'auteur de l'article me paraît très douteuse. Votre idée selon laquelle le rédacteur aurait peut-être voulu, dans sa naïveté, *rendre service* à l'organisation, est totalement erronée. Tout l'article est imprégné de haine contre notre tendance, sa manie de *couper les cheveux en quatre* (talmudisme), etc. C'est là l'article d'un ennemi. Cet ennemi se trouve-t-il dans nos rangs ? Je l'ignore, mais c'est un ennemi. De plus, votre hypothèse fait, dans une certaine mesure, la part belle aux accusations absurdes de M. et cela sans absolument aucune justification.

même un des principaux artisans de cette manœuvre, un meneur archisuspect, exclu du parti communiste, puis du groupe léniniste ». Il concluait que « la IV^e Internationale n'est encore qu'un fantôme » et que « ce fantôme n'a pris corps en France qu'à des fins encore mal déterminées ».

(5) L'une des « rumeurs » les plus insistantes dans le P.O.I. mettait en accusation Jean Rous qui connaissait personnellement Emmanuel d'Astier. Nous savons cependant qu'il n'était pas le seul.

[ENCORE LES « AFFAIRES »] (1)

(29 juin 1936)

Chers Camarades,

J'ai reçu vos procès-verbaux où je trouve parmi d'autres la déclaration suivante de R(aymond) M(olinier) : «Vous n'échapperez pas aux responsabilités antérieures, Barbizon (2), argent ancien etc.» Je vous écris cette fois-ci en quelques lignes, pour pouvoir envoyer la lettre avec le prochain avion. L'attitude de M(olinier) est inqualifiable. Il menace l'organisation avec la «responsabilité» pour ses affaires qui doivent être bien douteuses si elles peuvent amener pour lui des conséquences désagréables. Dans quel but ose-t-il citer dans ce contexte «Barbizon» ? En tant que je me souviens Barbizon fut loué au nom de H(enri) M(olinier) (3) pour que mon nom n'y figure pas. Quelle liaison y a-t-il entre ce fait d'ailleurs connu par la Sûreté et entre les affaires de R(aymond) M(olinier) ??? Avant Barbizon, à Royan encore, quand je me suis rendu compte de la néfaste influence des «affaires» de R(aymond) M(olinier) (d'ailleurs totalement inconnues pour moi dans leur substance), j'ai proposé au S.I. de faire R(aymond) M(olinier) choisir entre les affaires et l'organisation.

(1) Lettre au C.C. du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7872, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Barbizon, petite commune de Seine-et-Marne en lisière de la forêt de Fontainebleau, avait été la résidence de Trotsky (villa Ker-Monique) du 1er novembre 1933 au 25 avril 1934.

(3) Henri MOLINIER (1898-1944) était le frère aîné de Raymond Molinier et son collaborateur le plus proche. 11 avait la confiance de Trotsky qui l'avait chargé de le représenter dans un certain nombre de négociations avec des éditeurs mais aussi dans les discussions avec les autorités françaises, où il était son fondé de pouvoir. C'était effectivement lui qui avait trouvé et loué la villa de Barbizon, quand -Trotsky avait quitté Saint-Palais, et négocié avec l'intérieur pour que cette présence proche de Paris soit tolérée.

R(aymond) M(olinier) a opté pour l'organisation (4). Il s'avère que R(aymond) M(olinier) a trompé depuis systématiquement l'organisation internationale qui avait pris la décision ci-dessus.

Il est juste que R(aymond) M(olinier) m'a rendu service dans beaucoup de cas, aussi pour l'installation à Barbizon. Mais il ne fut pas seul. Je suis redevable directement au moins à une trentaine de camarades qui ont durant ma dernière émigration sacrifié leur temps et leurs forces pour m'aider à mon travail et qui ont passé auprès de moi beaucoup plus de temps que R(aymond) M(olinier). Aucun de ces camarades auxquels je suis reconnaissant comme d'ailleurs à R(aymond) M(olinier) pour ses services n'a jamais cependant essayé (de) m'impliquer dans ses affaires personnelles qui ne me regardent pas.

La seule réponse aux menaces ténébreuses est la publication de la décision de la commission de contrôle. C'est une mesure sévère mais elle vous est imposée par l'attitude de R(aymond) M(olinier) qui a refusé de démissionner avec une déclaration claire, nette et catégorique qui dégagerait totalement et absolument la responsabilité de votre organisation pour ses affaires.

Je dois encore ajouter que j'ai maintes fois prévenu ses « amis » qui sont ses pires ennemis, que par leur soutien aveugle et indigne, ils vont mener Raymond à la catastrophe. Maintenant l'heure a sonné. S'il ne démissionne pas immédiatement avec la déclaration catégorique, après quoi il ne vous intéresse plus avec ou sans ses affaires, il doit selon moi être exclu avec la publication des motifs dans toute notre presse internationale. S'il est juste que Meiche (5) est impliqué dans les affaires, il doit démissionner aussi puisqu'il connaissait très bien la décision catégorique de l'instance internationale.

Voilà, camarades, le conseil que je puis vous donner.

(4) A l'automne de 1933, après d'orageuses discussions qui avaient commencé à Royan avec la visite à Trotsky d'une délégation du S.I., Molinier avait annoncé qu'il abandonnait l'institut de recouvrement qu'il avait dirigé et allait s'installer dans la région ouvrière du Nord, comme Trotsky l'avait proposé. Ses adversaires l'accusèrent d'avoir mis à sa place un « homme de paille ». Il avait quitté le Nord en avril 1934 pour accompagner Trotsky dans ses pérégrinations à travers la France.

(5) Jean MEICHLER (1898-1941), dit MECHE, un représentant de commerce qui était militant avec Molinier depuis des années, était l'un des animateurs de l'institut de recouvrement.

P.- S. : Dans ma lettre au camarade Meunier (6) j'ai suggéré de préparer le règlement de l'affaire par la conférence d'août (7). Mais il ne s'agit pas que de votre volonté. L'attitude de R(aymond) M(olinier) ne vous laisse pas de temps. Il semble bien qu'il faille agir immédiatement.

(6) MEUNIER était alors l'un des pseudonymes de l'Allemand Otto SCHÜSSLER (né en 1905) qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo et était devenu en émigration l'un des dirigeants des I.K.D. et membre du S.I.

(7) Il s'agit de la préconférence internationale en préparation depuis quelques semaines.

[POUR UN NOUVEAU CONTRAT] (1)

(30 juin 1936)

Messieurs,

Votre télégramme parlant de *same termsprésent contract*, (2) je l'ai naturellement compris comme signifiant que vous me proposiez pour le nouveau livre les mêmes conditions que pour l'ancien, à savoir le même pourcentage sur la vente et un paiement anticipé du même ordre de grandeur. Mais votre lettre du 17 juin me montre qu'il s'agit là d'un malentendu. Je ne puis malheureusement pas me déclarer satisfait de vos propositions, mes intérêts n'étant absolument pas préservés dans cette affaire.

Je vous avais promis (à titre gracieux) une introduction à la deuxième édition de l'*Histoire* (3). Du travail que j'ai entrepris sur ce sujet est né un gros livre, entièrement indépendant, qui n'est lié à l'*Histoire de la Révolution* que par le fait que les deux livres parlent de la Russie. Mais le premier est une *Histoire de la Révolution russe*, le second une analyse de la situation économique, sociale, politique, militaire et culturelle de l'Etat soviétique. Ce second livre, tel qu'il est maintenant, me paraît à maints égards plus important que l'*Histoire*, en tout cas beaucoup plus actuel. J'y travaille de façon pratiquement ininterrompue depuis octobre 1935 et j'ai, pour ce faire, utilisé de très nombreux travaux préparatoires antérieurs. Si l'on tient compte de ces choses, on peut dire que le livre est le résultat de *deux années* de travail intensif. J'avais compté en première ligne sur une prépublication de l'ouvrage, donc sur une traduction régulière des chapitres au fur et à mesure

(1) Lettre à Simon & Schuster. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10356, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) En anglais dans le texte : « mêmes termes contrat actuel ».

(3) Simon & Schuster envisageaient une seconde édition de *VHistoire de la Révolution russe*. Max Eastman, son traducteur, qui était intéressé à cette réédition, avait suggéré une introduction nouvelle et laissé entendre à Trotsky qu'il serait possible de la publier avant sous forme de feuilleton dans une revue.

qu'ils vous parviendraient. Je ne puis donc faire paraître le livre en septembre, le délai n'étant pas suffisant pour la prépublication. J'avais déjà attiré votre attention sur ce point dans ma lettre. Malheureusement, vous n'en avez nullement tenu compte.

Je considère également comme impraticable la parution *simultanée* du livre sur l'Union soviétique et de *VHistoire*, cette dernière contenant le nouveau livre. Dans ce cas en effet, c'est *VHistoire* seulement qui serait achetée et le livre sur l'Union soviétique n'aurait donc que peu d'acquéreurs (4). Pratiquement, cela signifierait que je vous aurais donné ce livre pour rien. Malheureusement, cela m'est impossible.

Je suis toujours disposé à vous livrer *VIntroduction* promise. Mais, en ce qui concerne le livre, je veux un contrat entièrement *indépendant* qui garantisse la possibilité et l'intérêt d'une prépublication par les soins de M. Lieber (ou de la maison d'édition). J'ai eu pour ce livre une très intéressante proposition d'un éditeur anglais. Je ne réponds toutefois pas à sa lettre car, à conditions égales, je reconnais bien volontiers votre priorité.

Au sujet de la traduction, je vous ai fait savoir dans ma première lettre que je ne puis déboursier le moindre *cent* (5) pour elle. Aussi suis-je dans l'obligation de vous demander de préciser le texte du télégramme que vous reproduisez dans votre lettre du 17 juin. Les 1000 dollars que vous m'avez envoyés ont bien été calculés par vos soins comme paiement anticipé pour la deuxième édition à bon marché de *VHistoire*, 100 dollars ayant été à juste titre décomptés pour M. Eastman (6). Ce paiement anticipé n'a absolument aucun rapport avec mon nouveau livre.

(4) Simon & Schuster ne se déclaraient pas intéressés par le livre sur l'U.R.S.S. en tant que tel : la solution ci-dessus était effectivement l'arrêt de mort de toute édition séparée.

(5) En anglais dans le texte.

(6) Eastman avait fait valoir à Trotsky que Simon & Schuster payaient les traductions qu'il faisait au-dessous de sa qualification. Trotsky, qui tenait à Eastman, qu'il jugeait excellent traducteur, lui avait cédé 10 % de ses droits d'auteur pour la traduction de *VHistoire*.

Je vous ai informé, ainsi que l'éditeur de mon *Lénine*, que je ne suis plus en mesure de payer un supplément quelconque à mes traducteurs et, comme M. Eastman est surqualifié pour ce travail, je vous ai proposé de trouver un autre traducteur qui se satisfasse d'un honoraire normal de traducteur. Je maintiens cette condition dans son intégralité.

Il y a encore une question à laquelle vous n'avez pas répondu. Dans la traduction de l'*Histoire*, en particulier dans la seconde partie, il s'est glissé de nombreuses erreurs dont j'aimerais bien qu'elles soient corrigées dans la nouvelle édition. Je vous prie de me dire si vous avez fait le nécessaire à ce sujet.

Je résume :

1° Dans le courant du mois de juillet, je puis vous livrer la véritable introduction, celle que je vous avais promise, c'est-à-dire 20 à 30 pages imprimées (pas 300 !).

2° Je vous prie de me faire connaître les conditions dans lesquelles vous êtes disposés à accepter mon nouveau livre comme ouvrage indépendant.

3° La traduction est payée par l'éditeur et par l'éditeur seulement.

4° La traduction et la parution du livre doivent être organisées de façon à assurer la possibilité d'une prépublication.

5° Une révision soigneuse de *VHistoire* doit être garantie à l'occasion de la seconde édition.

Avec mes salutations distinguées

[NE PAS PLIER] (1)

(1er juillet 1936)

Mon Cher Ami,

Je n'ai pas besoin de vous dire que votre dernière lettre m'a profondément impressionné (2). Sans tomber dans la sentimentalité, je puis vous dire que j'avais toujours pour vous la plus grande amitié personnelle et la plus grande confiance. Elles ne sont nullement ébranlées par votre dernière lettre. Je puis comprendre cette terrible coïncidence de la fatigue morale avec la fatigue physique qui vous dictent pour l'instant votre attitude. Je crois aussi, de ma part, qu'une abstention absolue de la politique pendant une certaine période est le meilleur traitement pour le cœur fatigué comme pour les nerfs. Deux, trois mois de repos, même plus, avant de prendre la décision si lourde de responsabilité ! Je ne puis pas admettre, je l'avoue, que vous alliez nous quitter définitivement. Même si votre état de santé ou l'état moral vous condamnent pour une longue période à ne pas participer activement à la vie politique, vous pourriez toujours rester l'ami de notre organisation, sans parler de l'amitié personnelle, et un conseiller inappréciable pour les plus jeunes et les moins expérimentés.

Je ne crois pas qu'il y avait dans l'histoire du mouvement politique une tendance qui serait exposée à une telle pression formidable de toute part. Pas étonnant qu'il y ait de temps en temps

(1) Lettre à Léon Lesoil. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8880, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Le 26 juillet précédent, Léon Lesoil avait écrit à Trotsky : « La vérité, je ne veux et je ne dois pas le cacher, est que, depuis plusieurs semaines, je lutte contre la défaillance. L'énergie enthousiaste, la ténacité, le courage qu'il faut avoir, la capacité de faire le don de soi-même pour défendre contre tous les idées de la IV^e Internationale et travailler à l'organisation de ses sections, ces qualités-là, je ne les ai plus, je suis politiquement désemparé, affaibli et, par répercussion, physiquement malade (troubles cardiaques assez graves). J'ai donné ce que j'ai pu » (Bibliothèque du Collège de Harvard, 2744, avec la permission de la Houghton Library).

des « courts-circuits » collectifs ou individuels. C'est dans la nature des choses. Mais, entre la trahison et l'épuisement, je l'espère temporaire, il y a un abîme .

Je crois aussi que les résultats des élections sont pour quelque chose dans votre état d'âme. Et cependant je suis sûr (que) si les élections avaient eu lieu après la grande grève les résultats auraient été incomparablement plus favorables. D'ailleurs, je ne les trouve pas du tout décourageants, étant donné qu'il ne s'agissait que de la première présentation devant la masse.

Nous avons maintenant ici chez nous le camarade Muste (3) avec sa femme et vous comprendrez bien comment nous nous réjouissons de cette visite de quelques jours. On discute, on fait le tour d'horizon, on élabore des documents. La veille de l'arrivée de votre lettre, j'ai dit à Muste en essayant de le familiariser avec les choses de la Belgique : « Le fait de ne plus trouver sur l'A.S.Æ. (4) la signature de Lesoil m'inquiète beaucoup ». J'ai même prié Muste de s'informer sur les raisons, pendant son séjour prochain en Belgique. Il passera par Anvers et restera en somme une semaine dans le pays. Il serait très heureux de faire votre connaissance. Il ne parle pas français, mais il parle assez bien le hollandais et, en conséquence, il peut s'expliquer en flamand : cela facilitera de trouver un intermédiaire.

Je vous prie de me communiquer aussi quelle sera l'attitude de votre groupe dirigeant de Charleroi ? Quelle est l'attitude de Fux que je ne trouve plus non plus sur l'Æ.S.Æ. ?

Si mes suppositions coïncident avec vos propres desseins, je me permettrais de suggérer un procédé suivant : vous pourriez peut-être écrire au secrétariat international une courte lettre indiquant votre fatigue générale qui exige un repos total et prolongé. Une lettre pareille couperait court à toutes les rumeurs désagréables et préjudiciables pour le mouvement. Et puis on verra. N'est-ce pas, mon cher Lesoil ?

(3) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), un ancien pasteur qui avait été directeur pédagogique du Collège ouvrier de Brookwood, avait fondé l'American Workers Party qui avait fusionné en décembre 1934 avec la section américaine de la L.C.I., le C.L.A., pour constituer le Workers Party of the United States, dont il était l'un des principaux dirigeants. Il venait à la conférence internationale et devait être associé au travail préparatoire de H0nefoss.

(4) L'A.S.R. désigne ici le journal *l'Action socialiste révolutionnaire*, hebdomadaire de la tendance du même nom qui venait d'être exclue du P.O.B. et se préparait à fonder un nouveau parti en Belgique.

[QUESTIONS PRATIQUES ET POLITIQUES] (1)

(1^{er} juillet 1936)

Cher Camarade Sneevliet,

L'un de nos camarades polonais du nom d'Alex (2) est en ce moment en route de Dantzig vers la Hollande. Il s'agit d'un camarade sûr, très qualifié et dévoué à l'organisation. Aussi voudrais-je te prier de l'aider dans la mesure du possible en lui trouvant un logement au moins pour les premiers temps. Sur les raisons de son voyage, il vous donnera lui-même tous les détails.

J'ai reçu entre-temps le matériel suédois. Ces gens ont sans doute beaucoup de bonne volonté, mais ils sont très confus. D'un côté ils se réclament de la période ultra-gauche de 1929-1933 et de l'autre se montrent conciliants avec les gens de Kilbom et qualifient de « criminelle » la scission de 1929 (3). Le plus vraisemblable est que ces gens-là iront tôt ou tard dans le parti de Kilbom. Ce ne serait pas mauvais s'ils y entraient avec des idées claires et un programme bien défini, mais c'est justement là ce qui leur fait défaut ! J'ai déjà écrit au S.I., il y a quelque temps, pour lui demander de donner à ces gens du matériel d'information sur l'internationale communiste depuis 1923, sur les brandlériens et sur le bureau de Londres. Mais il est douteux qu'ils puissent le lire car ils ne comprennent que le suédois. Les lettres qu'ils reçoivent leur sont traduites par un émigré allemand.

(1) Lettre à Sneevliet. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10420, avec la permission de la Houghton Library. Traduit de l'allemand.

(2) Pinchas MINC(1895-1962), fils d'une famille aisée, comptable, avait milité dans le Bund avant de rejoindre le P.C. polonais et d'être, à son C.C., le responsable de sa « section juive ». Il avait rejoint l'Opposition en 1932 et y avait milité sous le pseudo d'AtEX. Il avait émigré à Prague en 1935.

(3) Karl KILBOM (1885-1961), ancien dirigeant des J.S., avait été l'un des fondateurs et le principal dirigeant du P.C. suédois. En 1929, l'exécutif de l'I.C., le qualifiant d'« opportuniste », avait exigé son exclusion que le parti lui avait refusée. Le P.C. « indépendant » suédois était devenu « socialiste » en 1934. Kilbom et ses camarades avaient évolué vers la droite sous l'influence du D.N.A.

J'ai écrit pour la commission de rédaction un document d'une certaine importance sur l'évolution de l'internationale communiste depuis la guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui (4). L'avez-vous déjà reçu du S.I. ? J'attends votre opinion et vos propositions sur ce sujet également.

(4) On sait par ailleurs que ce document était l'œuvre de Walter Held, concilié il est vrai par Trotsky. Ce dernier en revendiquait-il la paternité pour mieux attirer l'attention de Sneevliet qui n'avait guère de considération pour les jeunes collaborateurs de Trotsky et avait eu un sérieux accrochage avec Held ?

[DES THÈSES A DISCUTER] (1)

(3 juillet 1936)

Cher Camarade,

Je vous envoie ci-joint les thèses concernant les tâches de la IV^e après les événements de juin (2). Ces thèses ne sont pas destinées pour la publication immédiate, mais pour la discussion avant l'acceptation par le plénum. La chose est

EXTRÊMEMENT URGENTE :

J'envoie simultanément un exemplaire à Durand, Peut-être pourriez-vous partager le travail avec Seygrave (3), (quoique le travail ne soit pas si long que ça). En tout cas il faut faire « fort et vite ».

Rous travaille sur le même sujet. Il faut lui communiquer le texte immédiatement après sa traduction pour éviter le double emploi. Ses thèses seront — comme je le suppose — plus concrètes, et par là même plus spécialement françaises.

(1) Lettre à Jean van Heijenoort. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10697, avec la permission de la Houghton Library. Original en français

(2) Cf. p. 150-159.

(3) Max GAVENSKY (1905-1942), dit SECRAVE OU SEYGRAVE était un émigré juif polonais qui avait travaillé comme secrétaire et traducteur à Barbizon auprès de Trotsky. Ce dernier n'appréciait pas tellement son travail et lui préférait celui de van Heijenoort.

**[DU MATÉRIEL POUR LE
BIULLETEN RUSSE] (1)**

(3 juillet 1936)

Cher Ami,

Il me semble que, pour le *Bulletin*, vous avez plutôt trop de matériau que pas assez. Il est possible, par exemple, de choisir, dans le livre sur l'U.R.S.S., le chapitre sur l'armée ou celui sur la famille. Je pense aussi que la publication des articles sur la France n'est pas à exclure. Ce n'est pas du tout à cause de mes articles que le journal a été saisi (2), mais à cause des appels à occuper les usines, etc. Il ne peut être question en aucune façon que, dans le courant de juillet, je donne pour le bulletin un article spécial. Je ne vois d'ailleurs pas sur quel sujet : tous les nouveaux phénomènes, tous les nouveaux événements sont analysés dans mon livre. Le chapitre, on peut l'utiliser aussi pour le *Bulletin*. Il faut traduire en entier la lettre de Victor Serge à Gide. Cette traduction doit être bonne et recevoir si possible l'accord de son auteur. Je réussirai peut-être d'ici là à envoyer quelques petites notes, mais je ne le promets pas.

On peut ne pas publier intégralement les chapitres du livre, pour éviter de répéter ce qui a déjà été dit dans le *Bulletin*. Pour cela, il faut lire attentivement l'un et l'autre chapitres et faire soigneusement les coupures nécessaires.

Je suis, ma foi, très étonné, de n'avoir pas encore reçu de réponse définitive des éditeurs français : apparemment ces messieurs sont tous allés prendre les eaux. Il faut, coûte que coûte, activer l'affaire.

(1) Lettre à L. Sedov. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10156, avec la permission de la Houghton Library. Traduite du russe.

(2) Les deux premiers numéros de *La Lune ouvrière*, organe du P.O.I., qui avaient été saisis par la police française, contenaient tous deux des articles de Trotsky sur la Situation en France.

Avec l'éditeur anglais qui veut le livre sur l'U.R.S.S., il faut entamer sans tarder les négociations. Le livre a maintenant — avec le dernier chapitre — plus de 300 pages, peut-être même 350. Tout son contenu est dirigé contre le livre des Webb à qui un petit chapitre est consacré à la fin. Je pense que ce livre doit susciter de l'intérêt en Angleterre et en Amérique ; il doit aussi fixer ses conditions tant en ce qui concerne le livre lui-même qu'en ce qui concerne sa reproduction dans la presse périodique, avant comme après la parution du livre. Pour le moment, je ne suis lié formellement par rien, mais il est nécessaire d'activer l'affaire par tous les moyens.

[LA NOUVELLE MONTÉE ET LES TÂCHES DE LA IV^e INTERNATIONALE] (1)

(3 Juillet 1936)

1. Les grèves de juin ont ouvert une période nouvelle dans le développement interne de la France et de la Belgique (2). Elles provoqueront sans aucun doute non seulement une exacerbation ultérieure de la lutte de classes dans ces pays, mais aussi, à terme, des mouvements de masse dans la plus grande partie de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, et peut-être même hors d'Europe, Ainsi la révolution espagnole est-elle sortie de son isolement.

2. Les grèves de juin ont montré quelle exaspération et quelle volonté de combat se sont accumulées, sous l'apparence trompeuse de la passivité, au sein des masses prolétariennes des villes et des campagnes. Elles ont mis à jour enfin l'extrême instabilité de l'ensemble du régime, le manque de confiance des classes dirigeantes dans leurs propres forces, leurs perpétuelles oscillations entre Léon Blum et de La Rocque, ces trois conditions : volonté de lutte de *l'ensemble* du prolétariat, mécontentement profond des couches inférieures de la petite bourgeoisie, confusion dans le camp du capital financier, constituent *les prémisses fondamentales de la révolution prolétarienne*.

3. L'offensive militante des masses a revêtu, cette fois encore, la forme de la *grève générale*. Les revendications partielles, corporatives, importantes en elles-mêmes, ont constitué, au lendemain d'une longue période d'immobilité, le moyen par lequel les masses les plus larges ont pu se dresser et s'unir contre la bourgeoisie et son Etat.

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3932, publié pour la première fois dans *La Lutte ouvrière*, 5 août 1936.

(2) Les grèves de juin ne s'étaient pas bornées à la France, mais s'étaient étendues largement à la Belgique : nous avons renvoyé à ce sujet dans la chronologie placée en tête du volume.

Une grève générale ouvrant une période de combats révolutionnaires ne peut pas ne pas combiner en elle les revendications corporatives et partielles, et les tâches générales, bien que peu clairement formulées encore, de l'ensemble de la classe. C'est dans cette combinaison que réside sa force et que se trouve la garantie de la jonction entre l'avant-garde et les réserves profondes de la classe.

4. Notre section française, au cours des dernières années, a placé la grève générale au centre de sa propagande. Contrairement à tous les autres partis ou groupes qui parlent au nom de la classe ouvrière, les bolcheviks-léninistes français ont apprécié à temps la situation comme prérévolutionnaire, ont correctement compris l'importance, en tant que symptômes, des explosions grévistes de Brest et de Toulon (3), et, en dépit des attaques incessantes des opportunistes (S.F.I.O., P.C., C.G.T.) et de l'opposition des centristes (Marceau Pivert, etc.), ont préparé à la grève générale par leur agitation. Dans un sol fertile, une poignée de grains donne une belle moisson. Ainsi, dans ces conditions de crise sociale et d'exaspération des masses, une organisation petite, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur le cours des événements révolutionnaires. La furieuse campagne menée contre les bolcheviks-léninistes par l'ensemble de la presse, capitaliste, social-démocrate, stalinienne et syndicaliste, ainsi que la répression de la police et des juges de Léon Blum (4), confirment de l'extérieur cette vérité.

5. Pas une seule des organisations ouvrières officielles, ni en France ni en Belgique, ne désirait la lutte. Les grèves ont éclaté contre la volonté des dirigeants des syndicats et des deux partis. Ce n'est que placés devant le fait accompli que les dirigeants officiels ont « reconnu » la grève pour mieux l'étrangler. Pourtant, il ne s'est agi encore que d'un mouvement relativement « pacifique », sous le drapeau de revendications partielles. Peut-on, même un instant, douter que, lorsqu'il s'agira de la lutte ouverte

(3) Trotsky fait ici allusion aux grèves des ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon contre les décrets-lois Laval en août 1935 et aux combats de rue qui les avaient accompagnés dans les deux grands ports militaires français à cette époque (*Œuvres*, 6, pp. 118-119).

(4) Trotsky fait allusion ici à la saisie des deux premiers numéros de *La Lutte ouvrière* et aux poursuites entreprises contre les dirigeants du P.O.I. L'un des épisodes des attaques de la « grande presse » est l'affaire de *L'Intransigeant* : cf. p. 130.

pour le pouvoir, les appareils de la II^e et de la III^e Internationale, comme ce fut le cas pour les partis des social-révolutionnaires et des mencheviks russes en 1917, se mettront entièrement au service de la bourgeoisie contre le prolétariat ? La nécessité d'une *nouvelle Internationale*, en tant que parti mondial de la révolution socialiste, est à nouveau démontrée de façon irréfutable par les événements de France et de Belgique.

6. Néanmoins, la conséquence directe et immédiate de la grande vague gréviste de juin est la croissance exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Ce fait est historiquement tout à fait compréhensible. C'est ainsi que mencheviks et social-révolutionnaires se sont fébrilement développés au lendemain de la révolution de février 1917, dont, en tant que sociaux-patriotes, ils n'avaient pas voulu, et que la social-démocratie allemande s'est très vite gonflée au lendemain de la révolution de novembre 1918, qui s'était produite contre sa volonté. Avant d'étaler leur faillite sous les yeux de la classe ouvrière tout entière, les partis opportunistes donnent asile pour un temps aux masses les plus larges. La croissance rapide du parti socialiste, et surtout du parti « communiste » en France, constituent aujourd'hui un symptôme sûr de l'existence d'une crise révolutionnaire dans ce pays et préparent en même temps la crise mortelle des partis de la II^e et de la III^e Internationale.

La croissance rapide et sans précédent des syndicats en France n'est pas moins significative (5). Tout en accroissant en apparence le poids et l'importance de l'état-major syndical unifié réformiste-stalinien (Jouhaux, Racamond), l'afflux de millions d'ouvriers et d'employés nouveaux sape en réalité le fondement même de l'appareil syndical conservateur.

7. Les grands mouvements de masse constituent les meilleurs bancs d'essai pour la vérification des théories et des programmes. Les grèves de juin démontrent à quel point sont fausses les théories ultra-gauches et sectaires suivant lesquelles les syndicats auraient «fait leur temps» et devraient être remplacés par d'autres organisations, ou suivant lesquelles il faudrait maintenant construire des syndicats nouveaux, « authentiques », à côté des vieux

(5) Il est évidemment difficile de chiffrer ce phénomène avec précision sur quelques semaines. On peut seulement indiquer que la C.G.T. passa au moins de 800 000 à plus de 4 millions d'adhérents, que ses effectifs métallos furent multipliés par vingt, etc.

syndicats conservateurs. En fait, dans une période révolutionnaire, la lutte pour les revendications économiques et pour une législation sociale ne s'arrête pas, mais, tout au contraire, prend une ampleur sans précédent. Les centaines de milliers et les millions d'ouvriers, qui ont afflué dans les syndicats, y brisent la routine, ébranlent l'appareil conservateur, permettent au parti révolutionnaire de construire ses fractions à l'intérieur des syndicats, d'y conquérir de l'influence et de lutter avec succès pour le rôle dirigeant dans le mouvement syndical. Un parti révolutionnaire qui serait incapable de mener systématiquement et avec succès un travail au sein des organisations syndicales, serait bien plus incapable encore de créer ses propres syndicats. Toutes les tentatives de ce genre sont vouées à l'échec.

8. Contrairement aux affirmations des dirigeants de la II^e et de la III^e Internationale, le capitalisme d'aujourd'hui n'est d'ores et déjà plus capable, ni de donner du travail à tous les ouvriers ni d'élever le niveau de vie des travailleurs. Le capital financier fait retomber le coût des réformes sociales sur le dos des ouvriers eux-mêmes et sur celui de la petite bourgeoisie, à travers les hausses des prix, l'inflation, ouverte ou masquée, les impôts, etc. L'essence de l'actuel «étatisme», de l'intervention de l'État — dans les pays démocratiques comme dans les pays fascistes — , consiste à sauver le capitalisme pourrissant en abaissant le niveau de vie et le niveau culturel du peuple. Il n'existe pas d'autre méthode possible sur la base de la propriété privée. Les programmes des Fronts populaires, en France et en Espagne, et celui de la coalition belge (6) ne constituent qu'un mirage délibérément voulu, une tromperie manifeste, préparent aux masses ouvrières une nouvelle désillusion.

9. La situation tout à fait désespérée de la petite bourgeoisie dans les conditions du capitalisme pourrissant conduit à ce que — contrairement aux honteuses théories de l'« harmonie sociale » de Léon Blum, Vandervelde, Dimitrov, Cachin et consorts — toute réforme sociale en faveur du prolétariat — déjà en soi trompeuse et instable — accélère la ruine des petits propriétaires des villes et des campagnes, et les pousse dans les bras du fascisme. Une

(6) Le P.O.B. (parti ouvrier belge) était représenté en Belgique dans un «gouvernement d'union» que présidait le catholique Paul van Zeeland et qui comprenait également des ministres du parti libéral.

alliance sérieuse, profonde et durable du prolétariat avec les masses petites-bourgeoises, contrairement aux combinaisons parlementaires avec les exploiters radicaux de la petite bourgeoisie, n'est possible que sur la base d'un *programme révolutionnaire*, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat et d'une révolution au bénéfice de tous les travailleurs dans les rapports de propriété. Le «Front populaire», en tant que coalition avec la bourgeoisie, constitue un frein pour la révolution et une soupape de sûreté pour l'impérialisme.

10. Le premier pas vers une alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc. Il faut expliquer cette vérité, sur la base de l'expérience, à chaque ouvrier socialiste et communiste. C'est là la tâche centrale du moment. La lutte contre le réformisme et le stalinisme est à l'étape actuelle essentiellement la lutte contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre l'unité malhonnête avec les exploiters ! Les bourgeois hors du Front populaire ! A bas les ministres capitalistes !

11. On ne peut actuellement qu'émettre des hypothèses quant au rythme des développements révolutionnaires à venir. C'est dans des conditions exceptionnelles (la défaite dans la guerre, la question paysanne, le parti bolchevique) que la révolution russe a réalisé son ascension en huit mois, de la chute de l'absolutisme jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat. Pourtant, y compris pendant cette brève période, elle a connu la manifestation armée d'avril, la défaite de juillet à Pétrograd et la tentative de coup d'État contre-révolutionnaire de Kornilov en août (7). La révolution espagnole dure déjà depuis cinq ans, avec des flux et des reflux. Au cours de cette période, les ouvriers et les paysans pauvres d'Espagne ont manifesté un instinct politique si magnifique, déployé tant d'énergie, de dévouement, d'héroïsme, que le pouvoir d'État aurait été depuis longtemps entre leurs mains si leur direction avait tant soit peu correspondu à la situation politique et

(7) Rappelons brièvement la chronologie du 1917 russe : chute du régime tsariste et apparition de la dualité de pouvoirs en février, manifestation armée du 20 avril contre la poursuite de la guerre, échec des «journées de juillet» de Pétrograd ouvrant une période de répression du gouvernement provisoire, soulèvement contre-révolutionnaire du général Kornilov en août, puis conquête de la majorité dans les soviets par les bolcheviks au cours du mois de septembre.

aux qualités militantes du prolétariat. Les véritables sauveurs du capitalisme espagnol ont été et restent non pas Zamora, ni AzaHa, ni Gil Robles, mais les dirigeants socialistes, communistes et anarchistes des organisations ouvrières (8).

12. Il en est de même actuellement en France et en Belgique. Si le parti de Léon Blum avait été réellement socialiste, il aurait pu, en prenant appui sur la grève générale, renverser la bourgeoisie en juin, presque sans guerre civile, avec le minimum de perturbation et de sacrifices. Mais le parti de Blum est un parti bourgeois, le frère cadet du radicalisme pourri. Et si, de son côté, le parti « communiste » avait eu quoi que ce soit de commun avec le communisme, il aurait, dès le premier jour de grève, corrigé son erreur criminelle, brisé son bloc fatal avec les radicaux, appelé les ouvriers à créer des comités d'usine et des soviets, et établi ainsi dans le pays un régime de double pouvoir comme le pont le plus court et le plus sûr vers la dictature du prolétariat. Mais, en réalité, l'appareil du parti communiste n'est que l'un des instruments de l'impérialisme français. La clé du destin à venir de l'Espagne, de la France et de la Belgique, c'est le problème de *la direction révolutionnaire*.

13. C'est la même conclusion qui découle des leçons de la politique internationale, en particulier de la prétendue lutte « contre la guerre ». Social-patriotes et centristes, surtout les Français, pour se justifier de s'aplatir devant la Société des nations, ont invoqué la « passivité » des masses, et en particulier le fait qu'elles n'auraient pas voulu organiser le boycottage de l'Italie lors de son agression de brigandage contre l'Abyssinie. C'est exactement le même argument qu'emploient les pacifistes du genre Maxton afin de dissimuler leur propre aplatissement. A la lumière des événements de juin, il devient particulièrement clair que, si les

(8) Niceto ALCALA ZAMORA Y Torres (1877-1949), ancien monarchiste modéré rallié à la République/avait été président de la République jusqu'à sa déposition en avril 1936. Il avait alors été remplacé par Manuel AZANA y Diaz (1880-1940), républicain de gauche qui avait dirigé au début de la République un gouvernement à participation socialiste et avait réprimé durement les mouvements ouvriers et paysans. José María GIL ROBLES y Quinones (1898-1980) était l'animateur politique de la droite regroupée dans la C.E.D.A. et l'homme politique de confiance de la hiérarchie catholique. Ministre de la guerre en octobre 1934, il avait confié au général Franco la répression contre l'insurrection ouvrière des Asturies et c'est sous son aile que s'était développée la conspiration des généraux Sanjurjo, Mola et Franco...

masses n'ont pas réagi aux provocations internationales de l'impérialisme, c'est simplement parce qu'elles étaient dupées, endormies, freinées, paralysées, démoralisées par les directions de leurs propres organisations. Si les syndicats soviétiques avaient donné l'exemple à temps en boycottant l'Italie, le mouvement, comme un incendie de steppe, aurait inéluctablement gagné l'Europe entière, le monde entier, menaçant d'emblée les impérialistes de tous les pays. Mais la bureaucratie soviétique a interdit et étouffé toute initiative révolutionnaire, et a préféré faire ramper l'internationale communiste aux pieds d'Herriot, de Léon Blum et de la Société des nations. Le problème de la politique internationale du prolétariat, comme celui de sa politique intérieure, c'est le problème de *la direction révolutionnaire*.

14. Tout mouvement de masses authentique rafraîchit l'atmosphère, comme un orage, et détruit au passage toutes sortes de fictions et d'équivoques politiques. Il apparaît aujourd'hui bien pitoyable et bien méprisable, à la lumière des événements de juin, ce mot d'ordre de l'« unification » des deux Internationales, lesquelles, telles qu'elles sont, sont bien assez unies pour trahir les intérêts du prolétariat, ou encore les remèdes de bonne femme du bureau de Londres — l'internationale 2 1/2 (9) — qui balance entre toutes les orientations politiques et choisit toujours la pire.

Les événements de juin ont révélé du même coup la faillite complète de l'anarchisme et du prétendu « syndicalisme révolutionnaire ». Ni l'un ni l'autre — dans la mesure du moins où ils existent sur cette terre — n'avaient prévu les événements ni contribué à les préparer. La propagande pour la grève générale, pour les comités d'usine, pour le contrôle ouvrier, a été menée exclusivement par une organisation politique, c'est-à-dire par un *parti*. Il ne peut en être autrement. Les organisations de masse de la classe ouvrière restent impuissantes, indécises, décontenancées, si elles ne sont pas inspirées et guidées dans leur marche en avant par une avant-garde étroitement soudée. La nécessité du parti révolutionnaire est ainsi démontrée avec une force renouvelée.

(9) Les bolcheviks avaient donné le sobriquet d'« Internationale 2 1/2 » entre la II^e et la III^e — à l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, parfois appelée également « Union de Vienne » qui avait rassemblé jusqu'en 1923 un certain nombre de partis centristes qui avaient rompu avec la II^e Internationale et pas adhéré à la III^e. D'où la comparaison avec le bureau de Londres.

15. Ainsi, toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se ramènent inéluctablement à une seule : la construction d'une nouvelle direction réellement révolutionnaire, capable d'être à la hauteur des tâches et possibilités de notre époque. Prendre part directement aux mouvements des masses, lancer et mener jusqu'au bout des mots d'ordre hardis, une perspective claire, un drapeau indépendant, l'intransigeance vis-à-vis des conciliateurs, l'absence de pitié pour les traîtres, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est aussi ridicule qu'absurde de discuter s'il est ou non opportun de la « fonder ». On ne « fonde » pas une Internationale comme on fonde une coopérative : on la construit dans la lutte. Aux pédants qui discutent la question de l'« opportunité », les journées de juin ont donné une réponse. La discussion est close (10).

16. La bourgeoisie veut sa revanche. Un nouveau conflit social, délibérément préparé dans les quartiers généraux du grand capital, aura sans doute, dès le début, le caractère d'une vaste provocation ou d'une série de provocations contre les ouvriers. En même temps, les organisations fascistes « dissoutes » font des préparatifs fébriles (11). Le conflit entre les deux camps, en Espagne, en France, en Belgique, est absolument inévitable. Plus les dirigeants du Front populaire « concilieront » les antagonismes de classe et essaieront d'éteindre la lutte révolutionnaire, et plus elle aura un caractère explosif et convulsif dans l'avenir immédiat, plus elle exigera de grands sacrifices, *et moins le prolétariat sera en état de se défendre contre le fascisme.*

17. Les sections de la IV^e Internationale perçoivent nettement et distinctement ce danger. Elles mettent le prolétariat ouvertement en garde contre lui. Elles enseignent à l'avant-garde à s'organiser et à se préparer. Et, en même temps, elles rejettent avec mépris la politique qui consisterait à s'en laver les mains : elles identifient leur destin à celui des masses en lutte, quelle que soit la sévérité des coups qu'elles vont recevoir dans les mois et les années qui viennent. Elles prennent part à toutes les actions de combat

(10) Il est clair que Trotsky considérait que la IV^e Internationale existait déjà et qu'elle n'avait donc nul besoin d'être « proclamée » : la décision de la conférence allait être décevante pour lui sous cet angle.

(11) Le 18 juin, le gouvernement Léon Blum avait décrété la dissolution de toutes les « ligues » nationalistes. Doriot avait presque aussitôt fondé son P.P.F. (Parti Populaire Français) et, le 1^{er} juillet, s'était fondée clandestinement la plus redoutable des organisations d'extrême droite, l'organisation secrète d'action révolutionnaire, surnommée plus tard « la Cagoule », que dirigeait l'ingénieur Eugène DELONCLE (1890-1943).

pour y apporter la plus grande clarté et le plus haut degré possibles d'organisation. Elles appellent inlassablement à constituer des comités d'usine et des soviets. Elles se lient aux meilleurs des ouvriers portés à la tête du mouvement, et, la main dans la main avec eux, construisent la nouvelle Internationale.

Par leur exemple et leur critique, elles accélèrent la formation d'ailes révolutionnaires à l'intérieur des vieux partis, les attirant de plus en plus à elles dans le cours de la lutte et les poussant dans la voie de la IV^e Internationale.

La participation à la lutte vivante, toujours en première ligne au front, le travail à l'intérieur des syndicats et la construction du parti, tout cela va de pair, une tâche épaulant l'autre. Tous les mots d'ordre du combat — contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production — sont indissolublement liés à la création de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

18. Le fait qu'au moment de la lutte de masses, les bolcheviks-léninistes français se soient trouvés tout d'un coup au centre de l'attention politique et de la haine des ennemis de classe, n'est pas accidentel. Il indique au contraire, sans erreur possible, l'avenir. Le bolchevisme, que les philistins de tout poil trouvent sectaire, allie en réalité l'intransigeance idéologique à l'attention la plus soutenue pour les mouvements de masse. Et son intransigeance idéologique elle-même n'est rien d'autre que l'élimination de la conscience des ouvriers avancés de la routine, de l'inertie, de l'indécision, c'est-à-dire l'éducation de l'avant-garde dans l'esprit des décisions les plus hardies, la préparant à participer sans trêve à la lutte des masses.

19. Aucun groupe révolutionnaire dans l'histoire du monde n'avait encore été soumis à une pression aussi terrible que celle que subit le groupe de la IV^e Internationale. Le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels parlait «des forces du pape et du tsar., des radicaux français et de la police allemande» unies contre le communisme. Seul le tsar a disparu de cette liste. Mais la bureaucratie stalinienne constitue aujourd'hui un obstacle infiniment plus menaçant et plus perfide sur la voie de la révolution prolétarienne que ne l'était autrefois le tsar autocrate. L'Internationale communiste couvre une politique de social-patriotisme et de menchevisme de l'autorité de la révolution d'Octobre et du drapeau de Lénine. L'agence mondiale du G.P.U., la main dans la main avec

la police des pays impérialistes «amis», travaille systématiquement contre la IV^e Internationale. Si la guerre éclate, les forces unies de l'impérialisme et du stalinisme déclencheront contre les révolutionnaires internationalistes des persécutions infiniment plus féroces que celles que les généraux du Hohenzollern, avec les bourreaux social-démocrates, ont déchaînées autrefois contre Luxemburg, Liebknecht et leurs partisans (12).

20. Les sections de la IV^e Internationale ne sont effrayées ni par la dimension de leurs tâches, ni par la haine furieuse de leurs ennemis, ni même par leur propre faiblesse numérique. Même en ce moment, les masses qui luttent sont, en réalité et sans en avoir conscience, plus proches de nous que de leurs dirigeants officiels. Sous les coups des événements qui approchent, s'opérera au sein du mouvement ouvrier un regroupement toujours plus rapide et plus profond. En France, le parti socialiste sera très vite chassé des rangs du prolétariat. Au sein du parti communiste, il faut s'attendre à une série de scissions. Il va se constituer au sein des syndicats un mouvement de gauche puissant, sensible aux mots d'ordre du bolchevisme. Sous une autre forme, des processus identiques se produiront également dans d'autres pays, entraînés à leur tour dans la crise révolutionnaire. Les organisations de l'avant-garde révolutionnaire sortiront de leur isolement. Les mots d'ordre du bolchevisme deviendront ceux des masses. L'époque qui vient sera celle de la IV^e Internationale (13).

(12) En dernière analyse, c'était bien la coalition entre l'état-major de l'armée impériale — dernier soutien de l'Etat des Hohenzollern — et le gouvernement dirigé par le social-démocrate Ebert, qui portait la responsabilité de l'assassinat en janvier 1919 des deux fondateurs du P.C. allemand.

(13) Ce texte fut publié avec un « post-scriptum » daté du 23 juillet (cf pp. 277-278).

[BIEN DES POINTS D'ACCORD] (1)

(3 Juillet 1936)

Cher Victor Lvovitch,

Jusqu'à maintenant, je n'ai pas encore vraiment répondu à vos deux dernières lettres des 16 et 24 juin, je me suis contenté d'un petit mot très bref : je vous en ai expliqué les raisons. Maintenant je veux rattraper le temps perdu. Je ne sais pas où vous vous trouvez actuellement : à Bruxelles ou à Paris, c'est pourquoi je vous envoie cette lettre aux deux adresses à la fois.

Vous m'écrivez qu'il faut profiter des grands événements et mobiliser tous ceux en qui bat « ne serait-ce qu'une seule veine révolutionnaire ». Je suis absolument d'accord avec vous, et je considère comme un immense avantage pour la cause que vous, qui venez d'arriver de l'étranger, puissiez, sans idée préconçue et sans avoir accumulé d'amertume personnelle, aller trouver un certain nombre de gens et vérifier si cette veine bat ou non entre eux. Bien entendu, je pense avant tout à Rosmer. Personnellement je ne doute pas que « batte » en lui tout ce qu'il faut. Mais est-il prêt pour autant à *se rapprocher* de notre mouvement ? J'en serais très heureux. Il ne s'agit évidemment pas de l'entraîner dans le menu travail quotidien. Mais il pourrait être un collaborateur extrêmement utile, irremplaçable même, pour nos publications, en particulier pour le mensuel dont j'ai fait le projet. Pour cette publication, j'aimerais avoir non seulement le nom de Rosmer, mais aussi celui de Martinet (2). Veuillez, je vous en prie, essayer de savoir

(1) Lettre à V. Serge. Fonds Victor Serge, Musée social, publiée dans Serge et Trotsky, *op.cit.*, reproduite avec la permission des éditions Maspero. Traduction du russe de Françoise Petit.

(2) Marcel MARTINET (1897-1944), écrivain et poète, avait collaboré avant la guerre à *La Vie ouvrière* et fait partie de son noyau internationaliste pendant la

s'ils sont d'accord sur le principe ; dans ce cas, je leur écrirai plus en détail. Un mensuel en allemand va commencer à paraître, mais, parallèlement, nous allons aussi mettre sur pied une publication française du même genre. Si vous avez d'autres candidats pour cette collaboration, indiquez-les-moi, s'il vous plaît, sans tarder.

Au sujet de l'immense signification de la vague de juin (3), il n'y a évidemment entre nous aucune divergence. Vous émettez la supposition que le prolétariat européen aura besoin, pour sa « guérison », de plusieurs années. Cette « guérison » coïncide pratiquement avec la formation d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire. Ce serait évidemment magnifique si l'histoire laissait pour cela encore « plusieurs années », disons seulement deux ou trois ans. Malheureusement je n'y crois pas. En France les événements peuvent évoluer beaucoup plus vite qu'en Espagne. En Espagne, les masses laborieuses ont dû, en fait, recommencer la révolution une deuxième fois, étant donné que MM. les dirigeants avaient tué la première révolution. En France, la bourgeoisie est infiniment plus forte et plus intelligente, et elle ne donnera certainement pas au prolétariat la possibilité de réparer la faillite de ses dirigeants. Voilà pourquoi la formation d'un parti est une tâche de toute première urgence, aussi bien en France qu'en Belgique. Je ne m'opposerais pas à ce que les camarades belges créent un parti, même s'il devait être faible numériquement. Bien entendu, un petit parti peut ne pas arriver à devenir grand. Mais, sans parti, la révolution est inéluctablement vouée à sa perte, aussi bien en Espagne qu'en France ou en Belgique.

Parlons maintenant de Ciliga. Je serais très content si vous-même ou quelqu'un d'autre arrivait à le faire revenir sur la voie de la révolution. Mais, pour le moment, les faits restent ce qu'ils sont : il collabore avec les mencheviks et nous soumet dans leur organe à une critique éhontée, pendant que les mencheviks de France, qui partagent les idées de leur ami Dan, confisquent notre organe français et livrent nos amis à la justice (4). Occuper une

guerre. Directeur littéraire de *L'Humanité* en 1918-1919, il avait été ardent partisan de l'adhésion à l'I.C. Mais, gravement malade — diabétique — il avait dû abandonner toute activité politique en 1923. Néanmoins il était intervenu publiquement en 1935 dans *La Révolution prolétarienne* contre Romain Rolland qui avait repris dans *L'Humanité* les accusations du G.P.U. contre Zinoviev et Kamenev. Trotsky le respectait et l'estimait profondément.

(3) Il s'agit évidemment de la vague de grèves en France, mais aussi en Belgique.

(4) Allusion au fait que le gouvernement présidé par le socialiste Blum, avec, à

place du mauvais côté de la barricade est un crime, et non des moindres.

Vous me demandez si je n'ai pas jugé trop sévèrement vos deux lettres. J'ai trouvé votre lettre à Gide remarquable (5). L'élément de « diplomatie » (comme vous dites — il vaudrait mieux dire l'élément de *convenance*) est absolument inévitable dans ce cas et ne nuit nullement à votre lettre. Je veux mettre cette lettre tout entière en annexe à mon livre si vous êtes d'accord. Dans la lettre à M. Paz, il y a d'excellents passages, mais le destinataire m'est tellement antipathique par sa rhétorique, sa fausseté, sa dureté (6), etc. qu'il projette une ombre jusque sur votre lettre. J'attends avec impatience votre livre *Défense de l'U.R.S.S.*

La traduction française de mon autobiographie est non seulement « négligée », mais révoltante du début à la fin (7). Ce n'est pas une traduction, mais une plaisanterie : pas une seule phrase qui soit de moi. J'aurais même voulu engager un procès, mais les tribunaux français tranchent toujours en faveur du propriétaire, c'est-à-dire, dans mon cas, de l'éditeur. J'ai fini par faire venir Parijanine (8) à Prinkipo, il a passé un mois chez nous, et tous les jours nous avons travaillé ensemble à la traduction de mon *Histoire* qui a été écrite et traduite en français infiniment mieux que mon autobiographie.

Vous me parlez d'un recueil de mes travaux ou d'une anthologie, et vous dites même prêt à vous charcher de ce travail. Je ne peux évidemment que me réjouir d'une telle intention, encore faut-il trouver un éditeur prêt à payer votre travail suffisamment bien. Il y a quelques années la maison d'édition «La Nouvelle Revue française» m'a proposé quelque chose du même genre, mais j'étais alors absorbé par mon *Histoire*. Peut-être seraient-ils

l'intérieur, le socialiste Salengro, tous deux membres de la même Internationale que le menchevik Dan, vient de faire saisir *La Lutte ouvrière*. Sur Dan, cf. n. 3, p. 41.

(5) Sur les relations entre André Gide et Victor Serge, cf. n. 4, p. 76. Le *SERVICE d'information et de presse*, n° 1, du 12 juin 1936 avait publié le texte intégral de la lettre de Serge à Gide dont Trotsky ne connaissait auparavant que des extraits.

(6) Il s'agit d'une autre lettre de Victor Serge, adressée à Magdeleine Paz, qui s'était beaucoup dépensée pour sa libération. Elle avait paru dans *L'Action socialiste révolutionnaire* du 6 juin 1936. D'après le contenu du commentaire de Trotsky, il semble qu'il ait cru que cette lettre s'adressait au mari de Magdeleine Paz, l'avocat Maurice Paz.

(7) Dans son livre *Avocat de Trotsky*, Gérard Rosenthal a donné des détails sur les démêlés de Trotsky avec son traducteur de l'époque, Maurice Parijanine.

(8) Maurice DONZ.FI., dit PARIJANINE (1885-1937) avait vécu plusieurs années en Russie, de 1907 à 1914, puis de 1916 (?) à 1920.

encore d'accord ? Bien entendu, vous pouvez disposer en toute liberté de mes « droits d'auteur ».

(Je réponds à vos questions dans l'ordre où vous me les avez posées). Nous n'avons aucune nouvelle de Serge, absolument aucune. Vous devez comprendre sans peine l'effet que cela produit sur N.I. (9).

• Pour que vous compreniez mieux ma position sur les événements de juin et les nouvelles perspectives, je vous envoie mon projet de thèses pour *votre propre information* et pour d'éventuelles critiques (10) ; ces thèses doivent encore faire l'objet d'une discussion collective, après laquelle elles seront publiées.

Quelques mots sur les affaires belges. Je ne connais pas personnellement Hennaut (11), mais autrefois j'ai tout fait pour arriver à un accord avec lui (12). Il semble que ce soit un charlatan en qui on ne puisse mettre aucun espoir. Des gens comme lui adhéreront quand ils ne pourront pas faire autrement : ce ne sont pas les paroles qui les convaincront. Pour ce qui est de Vereeken (Vous parlez à tort de Lesoil), c'est un sectaire invétéré, malgré ses nombreuses et précieuses qualités. Je suis en correspondance avec lui et m'efforce par tous les moyens de le faire revenir à nous. Quant à Lesoil, il n'est pas du tout sectaire, mais il est, hélas, très malade et extrêmement déprimé : il a besoin d'un long repos. Le jeune Dauge fait preuve de beaucoup d'énergie, mais il a un ulcère à l'estomac qui, par moments, le paralyse complètement. Quelle malchance !...

Voici ce que je sais de l'italien Ambrogi (13) : il s'est lui-même ouvertement déclaré bordiguiste lors du-dernier séjour de

(9) Natalia Ivanovna Sedova. "Serge" est leur second fils, Sergei.

(10) Il s'agit du texte « La Nouvelle Montée », pp. 150-159.

(11) Adhémar HENNAUT (1899-1977), peintre en bâtiment, avait été membre du C.C. du P.C. belge et quelque temps son secrétaire général. Exclu en 1928, il avait été secrétaire de l'Opposition de gauche belge, puis, après la rupture de cette dernière avec l'Opposition internationale et Trotsky, le principal dirigeant de la Ligue des communistes internationalistes, fortement influencée par les bordiguistes.

(12) Les négociations pour la réunification avec le groupe de Hennaut avaient eu lieu à l'automne 1933.

(13) Ersilio AMBROGI, dit MASSIMO (1883-1964), socialiste à 18 ans, avocat, membre de la fraction bordiguiste du P.S.I., avait été élu député en 1922 et s'était réfugié à Moscou à la suite d'une lourde condamnation par un tribunal italien. Il semble qu'il ait travaillé pour le G.P.U. à partir de 1930. Il venait d'arriver en Belgique le 20 juin 1936, ayant été autorisé à quitter l'U.R.S.S., et les émigrés le suspectaient également de contacts avec l'ambassade italienne. Nous ignorons quand il avait visité Trotsky.

Bordiga (14) à Moscou. C'est en tant que bordiguiste qu'il est ensuite venu me voir. Je n'ai d'ailleurs jamais compris les véritables raisons de sa visite, et le fait que personne ne l'ait inquiété m'a quelque peu étonné. Il faudrait montrer sous son vrai jour l'une au moins de ces crapules.

P.-S. : Dans une huitaine de jours, vous recevrez la visite du camarade américain Muste, un camarade très sérieux et de grande valeur ; il a passé ici chez nous environ une semaine, pendant laquelle nous avons discuté et travaillé ensemble. Je serai très content si vous vous entendez bien avec lui. C'est un ancien pasteur calviniste. Maintenant, c'est un révolutionnaire marxiste. Il voyage avec sa femme.

(14) Amadeo BORDIGA (1889-1970), ingénieur, animateur de la « Fraction abstentionniste » du P.S.I., avait été le principal fondateur du P.C.I. et son dirigeant dans ses premières années. Emprisonné de 1926 à 1930, il avait été exclu du PCI et vivait en Italie. La « Fraction de gauche » italienne, particulièrement active en Belgique, se réclamait de lui.

[DES DISPOSITIONS PRATIQUES] (1)

(3 juillet 1936)

Cher Ami,

J'envoie une copie de la lettre à Victor Serge pour le cas où Victor Serge serait déjà à Paris et où on ne lui aurait pas transmis l'original.

A mon avis, il faudrait inviter Victor Serge à la conférence, comme « invité ». Si vous le pouvez, je vous prie de transmettre cet avis aux organisateurs de la conférence, il faut, bien sûr, avoir une discussion avec lui et voir dans quelle mesure il est disposé à participer à la conférence. Je pense qu'il faudrait également proposer à Rosmer de venir comme invité, après s'être d'abord assuré qu'il l'accepterait, sans aucune obligation de sa part. Je suis sûr que personne ne préparera rien pour la conférence et de ce point de vue Rosmer serait très utile, plus exactement Marguerite. Je ne sais pas encore dans quelle ville de Suisse (2) se déroulera la conférence, mais Marguerite est partout chez elle. Il est très important de se mettre d'accord sur l'ordre du travail, d'élaborer un règlement bon et sérieux et de désigner un président capable. Toutes ces questions d'ordre technique et organisationnel sont d'une immense importance et conditionnent au moins à 33 % le succès ou l'échec de toute conférence.

Dans le projet de thèses que j'ai envoyé, (3) le point 7 traite

(1) Lettre à L. Sedov Bibliothèque du Collège de Harvard, 10191, avec la permission de la Houghton Library. Traduite du russe. La copie conservée dans les « papiers d'exil » n'est pas datée. La date que nous proposons résulte de plusieurs recoupements.

(2) La « Suisse » désigne ici « la France » car la conférence devait avoir lieu dans la région parisienne.

(3) Cf. pp. 150-159.

des syndicats et critique indirectement l'organisation hollandaise, ou plus exactement Sneevliet et son N.A.S. Il est possible qu'il y ait des thèses particulières sur la question des syndicats (Otto (4)). En tout cas, il existe suffisamment de raisons pour discuter de la question hollandaise et une telle discussion me semble tout à fait inévitable. L'existence du N. A.S. (5), autant que je puisse en juger d'ici, détourne complètement le parti du travail dans les syndicats de masse et le prive par là-même de perspectives sérieuses. Jusqu'où faut-il aller dans la discussion et en particulier dans les décisions à prendre, c'est une autre question. Il ne faut pas s'enliser, mais il est indispensable d'exprimer son avis, de même qu'il est indispensable de proposer au parti hollandais de discuter de la question syndicale dans toute sa dimension.

Il faut évidemment accepter la proposition de Petropolis si on ne peut rien négocier de mieux. Le fait même que le livre sorte en russe a pour nous une sérieuse signification politique. Et si en outre on peut recevoir un nombre précis d'exemplaires, etc., c'est encore mieux. Faites pour le mieux.

Il faudra que j'ajoute des corrections au chapitre sur la famille, car une nouvelle loi est sortie (6) et je ne parle que du projet.

La Librairie du Travail a bénéficié grâce à nous d'une grande publicité. Je ne sais si le propriétaire (7) en est content ou si au contraire il nous en veut.

Muste va venir à Paris les 23-24 juillet et y restera jusqu'au 1^{er} août inclus. Il ne parle qu'anglais et hollandais. Il faut avoir pour lui beaucoup d'attention, afin qu'il ne se sente pas isolé à Paris (il voyage avec sa femme). Il faut avant tout que des camarades qui

(4) Il s'agit d'Otto Schüssler (cf. n. 6, p. 139).

(5) Le N.A.S. (Nationaal Arbeids-Secretariaat, secrétariat national du travail) était un syndicat dont la fondation remontait à 1893. Il avait rejoint l'internationale syndicale rouge et acquis dans les années vingt, sous la direction de Sneevliet, les caractères d'un « syndicat rouge ». En rompant avec le P.C.H., Sneevliet avait conservé la direction du N.A.S. La question du N.A.S. était un vieux litige entre Trotsky et Sneevliet, qui avait été mis entre parenthèses lors de l'adhésion du R.S.P. à la L.C.I. en 1933. Trotsky était hostile au maintien de petits syndicats « rouges » qui perpétuaient la division et faisaient surtout obstacle au travail dans les syndicats de masse.

(6) La loi du 27 juin 1936 réglementait sévèrement l'avortement.

(7) La Librairie du Travail, qui était une coopérative, n'avait pas un « propriétaire », mais un animateur, Marcel Hasfeld.

parlent l'anglais s'occupent d'eux — dans les limites qu'il fixera, c'est-à-dire sans sollicitude excessive. Il est très important de lui faire rencontrer Rosmer, qu'il puisse rendre compte des dispositions de Rosmer, et il veut également voir de près la question de l'invitation de Rosmer à la conférence de Suisse.

L'édition du livre chez Petropolis n'empêche évidemment pas la publication d'un chapitre ou d'un autre dans le *Bulleten*.

[POUR UNE COMMISSION D'ENQUÊTE INTERNATIONALE] (1)

(4 juillet 1936)

La question du destin de l'Union soviétique est chère au cœur de tout ouvrier qui pense. Cent soixante-dix millions d'êtres humains sont en train de faire la plus grande expérience d'émancipation sociale de l'histoire. La destruction du nouveau régime porterait un coup terrible au développement de l'humanité tout entière. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il faut avoir une attitude honnête, c'est-à-dire critique, vis-à-vis de tous les processus et phénomènes contradictoires qu'il est possible d'observer dans la vie de l'Union soviétique.

. Le symptôme le plus alarmant dans la vie interne de l'U.R.S.S. est, sans aucun doute, la répression incessante et féroce qui frappe, dans la plupart des cas, non seulement les partisans de la restauration du capitalisme, mais des révolutionnaires entrés en conflit avec la couche dirigeante. Au cours des derniers mois, la presse mondiale a reproduit de nombreuses informations sur la sévère répression qui frappe des opposants membres du parti dirigeant lui-même, et également des communistes étrangers qui ne peuvent escompter la protection de l'ambassade de leur propre pays. Déjà, les prisons se sont avérées insuffisantes. On a développé les camps de concentration à un degré jamais atteint pendant la guerre civile. Grèves de la faim et suicides individuels et collectifs ont constitué la réponse des prisonniers à une persécution intolérable. Ces nombreux faits tragiques ont été confirmés par des personnes dignes d'une confiance absolue et prêtes par ailleurs à comparaître devant n'importe quel tribunal pour prouver leurs dires. Un esprit critique ne peut concilier ces faits avec

(1) T 4934. Texte préparé en vue de la conférence « de Genève » qui l'adopta sous la forme d'un « appel à l'opinion publique mondiale ». (*IV^e Internationale*, n° 1, octobre 1936).

l'affirmation officielle selon laquelle une société socialiste a été « définitivement et irrévocablement » bâtie en U.R.S.S.

Le 5 juin, la *Pravda*, le journal dirigeant en U.R.S.S., a annoncé que le comité central du parti dirigeant avait adopté le projet d'une nouvelle constitution, « la plus démocratique du monde ». L'éditorial qui commentait cette très importante décision annonçait en même temps une répression renouvelée et plus terrible encore contre les opposants. La question est d'une telle importance que nous estimons nécessaire de répéter littéralement le texte de la *Pravda* en tant que porte-parole direct des cercles dirigeants. Après avoir souligné « les immenses victoires du socialisme », qui trouvent leur expression dans la nouvelle Constitution, le journal réclame en même temps une « vigilance accrue » contre « les forces de classe hostiles au socialisme ».

Ce serait pourtant une erreur que de penser qu'il s'agit d'avocats de la restauration de la monarchie, de la noblesse et de la bourgeoisie. Au contraire, toute une série de décrets, et, ultérieurement, le paragraphe correspondant de la nouvelle Constitution, ont finalement supprimé l'inégalité entre citoyens en fonction de leur origine sociale (2). Selon les explications officielles, la société socialiste est devenue si puissante qu'elle n'a plus désormais à craindre les gens d'origine noble ou bourgeoise. En ce qui concerne les « hostilités de classe » au socialisme contre lesquelles on demande des mesures plus sévères, la *Pravda* écrit : « La lutte continue. Trop faibles pour attaquer directement, les résidus des groupes contre-révolutionnaires, les Gardes-blancs de toutes couleurs, *particulièrement les trotskystes et les zinoviévistes*, n'ont pas renoncé à leur vil *travail d'espionnage, de sabotage et de terrorisme*. Nous continuerons à l'avenir à frapper d'une main ferme et à *détruire les ennemis du peuple, la vermine et les furies trotskystes*, quelle que soit l'habileté avec laquelle ils puissent se déguiser. »

Ces phrases parlent d'elles-mêmes. Au moment où il publie « la constitution la plus démocratique du monde », le groupe dirigeant d'Union soviétique promet en même temps de « détruire » les partisans d'un courant défini de la pensée socialiste, en les accusant de crimes comme « l'espionnage », « le sabotage » (?) et « l'activité terroriste ». L'accusation a, de toute évidence, un

(2) La première Constitution privait du droit de suffrage les anciens nobles, prêtres, policiers et ceux qui employaient des travailleurs salariés.

caractère d'hallucination. Elle ne vaut pas un iota de plus que les accusations, lancées au Moyen Age contre les hérétiques, de provoquer inondations ou épidémies, ou contre les Juifs de boire du sang de chrétien. Mais cela n'amointrit pas la terrible réalité de cette menace de destruction.

Le mouvement qu'on appelle « trotskyste » a un caractère international et publie livres et journaux dans pas moins de quinze langues. On peut avoir à son sujet des opinions fort différentes, sympathiser avec lui, ou, au contraire, le condamner ; mais tout ouvrier qui pense, tout individu sérieux peut se convaincre sur la base de documents irréfutables qu'il s'agit d'un groupe révolutionnaire qui s'est assigné la tâche d'émancipation des travailleurs. Ainsi, pendant les événements de juin à Paris, la presse bourgeoise a-t-elle unanimement attaqué les « trotskystes », les accusant de fomenter les grèves, et la presse de l'internationale communiste les a accusés de vouloir provoquer artificiellement la révolution. Peut-on croire un seul instant qu'un seul et même mouvement, guidé par les mêmes hommes et les mêmes idéaux, cherche, dans tous les pays capitalistes, à renverser le pouvoir de la bourgeoisie, mais qu'il tente en U.R.S.S. de restaurer le capitalisme en employant « l'espionnage », le « sabotage » et le « terrorisme » ?

Tout ami désintéressé de l'U.R.S.S., c'est-à-dire tout ami des masses laborieuses, doit se dire : les explications officielles contiennent quelque chose de tout à fait faux. Alors qu'ils préparent ouvertement la destruction physique de ses adversaires d'idées, le groupe dirigeant n'a pas pu donner un seul mot sérieux d'explication pour justifier pareille répression. Peut-on tolérer passivement et silencieusement une telle attitude ?

Nous déclarons devant l'opinion publique du monde entier qu'il n'est pas vrai que les « trotskystes » et les « zinoviévistes » s'efforcent ou puissent s'efforcer de restaurer le capitalisme : il n'est pas vrai qu'ils aient ou puissent avoir le moindre lien avec les intrigues d'espionnage ou les tentatives terroristes de contre-révolution ; il n'est pas vrai que leur activité soit ou puisse être dirigée contre le socialisme. Mais, par ailleurs, et comme le démontre tout ce qui a été écrit sur cette question, c'est une vérité irréfragable que les « trotskystes » sont opposés à la politique du groupe soviétique dirigeant, opposés à l'inégalité sociale qui ne cesse de grandir en U.R.S.S., opposés à la restauration de la caste des officiers, et surtout opposés au pouvoir sans limites et aux privilèges sans limites de la bureaucratie. Ce n'est pas le prolétariat soviétique qui est en train de frapper ses « ennemis de classe »,

c'est la bureaucratie soviétique qui, dans sa lutte pour maintenir son pouvoir et ses privilèges, est en train de détruire un groupe qui cherche à exprimer la protestation et le mécontentement des masses laborieuses.

Nous assumons la pleine responsabilité de ce que nous disons ici et qui peut être vérifié d'ailleurs à tout moment et sans difficulté : il suffirait au gouvernement soviétique d'autoriser une commission internationale impartiale à enquêter librement sur place sur les crimes, réels ou prétendus, des trotskystes, des zinoviévistes et autres groupes d'opposition. Nous ne désirons rien de plus.

Toute organisation ouvrière, tout groupe social progressiste, tout journal honnête, tout ami des travailleurs, a intérêt à ce que soit clarifiée complètement cette question brûlante. Il faut baisser le rideau sur cette succession de tragédies. Il faut arracher une enquête. Il faut découvrir toute la vérité. Au sein des organisations ouvrières, dans les réunions, dans la presse, il faut proposer et exiger l'envoi en U.R.S.S. d'une commission impartiale, reconnue de tous, qui aura pour objet d'enquêter sur les raisons réelles de la répression dont la bureaucratie menace les révolutionnaires, tant trotskystes que zinoviévistes, et aussi les représentants d'autres mouvements. Si la bureaucratie soviétique n'a rien à cacher dans cette affaire à la classe ouvrière mondiale, elle doit satisfaire cette exigence.

[LA REVUE ALLEMANDE] (1)

(4 juillet 1936)

Chers Camarades,

Vous savez certainement que, de ma correspondance avec A(nton Grylewicz) à propos d'une maison d'édition allemande, est né le projet de publier une revue mensuelle allemande de caractère politique et théorique. Cette revue doit être un organe officiel de la IV^e Internationale et être par conséquent placée sous le contrôle de la nouvelle direction. Si la conférence me confie ce travail, je m'en chargerai très volontiers. Prière de mettre la question *à l'ordre du jour de la commission de rédaction*. La revue théorique allemande paraîtra naturellement en liaison étroite avec les revues française et américaine qui sont projetées. Toutes les trois devront participer activement à l'élaboration du programme de la IV^e Internationale. Le premier numéro de la revue allemande pourrait paraître dès septembre, au plus tard en octobre.

(1) Lettre au S.I. Bibliothèque du Collège de Harvard 8046, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

[BIENVENUE] (1)

(4 juillet 1936)

Cher Camarade Shachtman (2),

Votre arrivée ici est pour moi une chose tout à fait imprévue mais d'autant plus agréable. J'ignore si vous allez nous rendre visite avant la réunion ou si vous viendrez seulement après. L'une comme l'autre chose aurait de grands avantages. Mais il vous faut décider vous-même. J'admets toutefois que vous aurez à peine le temps de venir ici avant la réunion. Répondez-moi, s'il vous plaît, aussi vite que possible. Je vous écrirai alors une lettre plus longue. Je vous ai déjà écrit en Amérique à propos de la magnifique édition de mon livre et de votre excellente introduction (3).

(1) Lettre à M. Shachtman. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10319, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Max Shachtman (cf. n. 2, p. 102) avait été, avec Cannon, le principal dirigeant de la C.L.A. et était resté un dirigeant influent du W.P.U.S., spécialisé dans les questions internationales. Il avait séjourné à deux reprises à Prinkipo et arrivait en Europe, comme Muste avant lui, en vue de prendre part à la conférence internationale.

(3) Cf. p. 102

[UNE IMPORTANTE AFFAIRE PRATIQUE] (1)

(4 juillet 1936)

Chère Camarade Denise (2),

Je me permets de m'adresser à vous pour une importante affaire pratique. Voilà : le camarade Muste et sa femme arrivent de Suisse à Paris le 24 juillet (3). Aucun ne comprend le français ni ne connaît Paris. Ils ont cependant l'intention de séjourner au moins une semaine à Paris. Aussi le choix de l'hôtel est-il d'une certaine importance pour eux. Il faudrait qu'il ne soit pas loin de chez nos camarades, qu'il ne soit pas trop cher, mais qu'il soit en même temps *convenable*. Quelqu'un devrait aller chercher les camarades à la gare. Ils tiendront un numéro du *New York Times* à la main. Naturellement, les camarades qui parlent anglais (ou, par extraordinaire, le hollandais) (4), aideront aussi les Muste tout au long de la semaine.

(1) Lettre à Denise Naville, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9342, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Denise KAHN, épouse NAVILLE (1896-1969), originaire d'une famille francophone de Sarre, était l'épouse de Pierre Naville. Trotsky l'estimait énormément.

(3) Le couple Muste était allé prendre quelques jours de repos à Interlaken.

(4) A.-J. Muste était fils d'immigrants hollandais aux Etats-Unis.

[ACCUSÉ DE RÉCEPTION] (1)

(4 juillet 1936)

Chers Amis,

Je réponds en russe aux deux dernières lettres de Louis (2) : Sarouchka (3) traduira ma lettre et il en résultera pour moi une grosse économie de temps. La lettre de Louis m'a fait *extrêmement* plaisir. Le camarade Muste et sa femme sont en ce moment ici. Nous avons beaucoup parlé avec lui des affaires américaines et à ce qu'il me semble nous sommes parvenus à une totale compréhension mutuelle. Je veux beaucoup, beaucoup espérer qu'à l'avenir tout ira de l'avant, tout progressera, et que les frictions superflues, qui sont toujours et partout inévitables, prendront des proportions moindres. Il s'avère que Shachtman est arrivé à Paris et qu'il s'apprête aussi à venir ici. De Londres, un jeune camarade canadien (4) écrit que là-bas tout un groupe se prépare à visiter la Norvège pendant leurs vacances et à venir nous voir ; ainsi nous aurons un nombre considérable de visites étrangères. Nous nous apprêtons, Natalia Ivanovna et moi, à faire une petite croisière en août pour nous reposer, mais maintenant, avec toutes ces visites en vue, je ne sais si nous y parviendrons.

(1) Lettre à Jack et Sara Weber. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10808, avec la permission de la Houghton Library. Traduite du russe.

(2) Louis JACOBS (né en 1896), plus connu sous son nom militant de Jack WEBER, avait été l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis en 1928, et, depuis, l'un des dirigeants de la section américaine de la L.C.I., membre de la fraction Muste depuis 1935. Il avait correspondu avec Trotsky depuis 1934.

(3) Sarouchka est un diminutif affectueux de Sara. Sara JACOBS, dite Sara WEBER (1900-1976), née en Pologne, avait émigré aux Etats-Unis en 1920 et avait épousé Louis Jacobs. En 1933, elle était allée à Prinkipo pour y servir de secrétaire russe à Trotsky qu'elle avait ensuite accompagné en France d'où elle était repartie en janvier 1934. Elle avait poursuivi la correspondance personnelle avec Trotsky et Natalia.

(4) Il s'agit de Kenneth Johnstone (cf. n. 2, p. 234).

Je ne peux répondre sur-le-champ à la question que Louis pose en relation avec la citation d'Engels, car je crains de ne répéter que ce qu'on sait déjà et donc de ne pas donner la réponse dont vous avez besoin. Je vais essayer de trouver ici le livre correspondant à la citation d'Engels et je vous écrirai alors. Nous sommes horriblement désolés que Sara ne se rétablisse pas du tout. Je vous écris à la va-vite. Je m'arrête donc là.

[SUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE] (1)

(juillet 1936)

Dotés de grandes richesses et d'un appareil productif hautement développé, les Etats-Unis se sont élevés au cours de la guerre au rang de puissance impérialiste dirigeante du monde. Ils assumèrent toutefois ce rôle dirigeant à une époque où le capitalisme était déjà partout à son déclin, et où les conflits entre grandes puissances ne cessaient de s'accroître. L'impérialisme américain ne peut s'étendre davantage, ni même maintenir sa position actuelle dans le monde, sans faire une large brèche dans la part de pouvoir mondial actuellement entre les mains d'autres puissances impérialistes, sans attaquer le niveau de vie des masses des Etats-Unis, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie, qu'il exploite directement et dont il tire profit indirectement. De sorte qu'en étendant sa puissance partout dans le monde, le capitalisme des Etats-Unis introduit dans ses propres fondements l'instabilité du système capitaliste mondial. L'économie et la politique des Etats-Unis dépendent des crises, des guerres et des révolutions dans toutes les parties du monde. La dimension même du capitalisme américain et ses ressources, son apparition relativement tardive sur la scène mondiale, le déclin général et les bouleversements caractéristiques de cette époque du capitalisme mondial se combinent pour assurer un rythme rapide à l'évolution économique des Etats-Unis et, par conséquent aussi, au développement politique de la bourgeoisie et de la classe ouvrière aux Etats-Unis.

La crise de 1929-1933 et l'évolution ultérieure ont fourni

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam. Ce document, rédigé en anglais, est signé de Crux (Trotsky), Braun (Wolf), Walter Held et A.-J. Muste. Il a paru en français dans *IV' Internationale* d'octobre 1936 parmi les résolutions adoptées à la conférence « de Genève ».

d'abondantes confirmations du bien-fondé de cette appréciation. Dans le pays le plus riche du monde, le revenu de l'ensemble des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture a été littéralement amputé de moitié entre 1929 et 1932. De 2 millions, le nombre des chômeurs s'est élevé à 18 ou 20 millions. La production d'acier a été réduite à moins de 20 % de sa capacité. Les exportations, qui dépassaient 5 milliards de dollars, tombèrent à 1 milliard et demi à peine ; les importations passèrent de 4 millions et demi environ à plus de 1 milliard. Après 4 600 faillites bancaires en trois ans, toutes les banques du pays fermèrent leurs guichets en mars 1933, à l'apogée de la crise financière.

Le rôle du régime de Roosevelt (2) a consisté à « sauver » temporairement le capitalisme. Dans ce but, il abandonna complètement et sans tentative de dissimulation le traditionnel « laissez-faire », doctrine des Etats-Unis et en particulier du propre parti démocrate de Roosevelt, ainsi que l'instrument particulier à l'Amérique : les droits d'Etat.

Il utilisa les ressources financières de l'Etat pour secourir des entreprises bancaires et commerciales et fit voter des lois qui restreignirent la concurrence, permirent la hausse des prix, etc., c'est-à-dire favorisèrent le capitalisme de monopole. En même temps, l'administration Roosevelt, bien que tous les capitalistes ne s'en soient pas rendus compte, servait effectivement les intérêts capitalistes en maintenant le mécontentement des masses travailleuses urbaines et rurales dans les liens d'une politique qui consiste partiellement en petites concessions souvent illusoire et principalement en promesses démagogiques. C'est ainsi, par exemple, qu'a fini par entrer en vigueur un système de retraite-vieillesse et d'assurance-chômage sous contrôle du gouvernement (3), mais à un taux ridiculement bas. L'employeur a la possibilité d'en faire retomber le poids sur les consommateurs, c'est-à-dire les travailleurs, et les syndicats n'ont aucune part dans l'administration du système (4). Formellement, le « droit » des ouvriers à s'organiser est reconnu (5), et le gouvernement cultive l'amitié des dirigeants

(2) Sur Roosevelt cf. n. 3, p. 121.

(3) Ces deux mesures avaient été décidées par le Social Security Act du 15 août 1935. Aucune assurance-maladie n'était prévue et les fonctionnaires, travailleurs agricoles, domestiques et travailleurs indépendants n'en bénéficiaient pas.

(4) L'assurance-vieillesse était organisée dans le cadre fédéral, l'assurance-chômage par les Etats. L'une et l'autre étaient financées par d'importantes retenues sur les salaires.

(5) C'était le National Labor Relations Act du 5 juillet 1935 — et particulièrement sa section 7 a — qui avait reconnu formellement le droit des ouvriers de s'organiser.

syndicaux. A l'heure actuelle, les mouvements de grève sont brisés, de façon subtile par des médiateurs codifiés du gouvernement, ou brutalement, par des gangsters privés, la police ou la milice, sans protestation effective de la part de cette administration « libérale ».

Ainsi, la vitalité et les ressources du capitalisme américain, opportunément aidées par l'Etat démocratique, l'ont pour l'instant soulagé de la crise, en ce sens que la production s'est élevée notablement au-dessus du niveau de 1932, qu'on peut de nouveau réaliser des bénéfices dans certaines branches, etc. Mais cela ne veut pas dire, même pour le puissant capitalisme américain, que la crise est résolue au sens où le furent les crises du passé, c'est-à-dire par un nouveau cycle d'expansion au cours duquel les conditions d'existence des travailleurs s'élèvent également. Tous les faits indiquent à présent que la crise est permanente, quoique momentanément moins aiguë.

Le revenu agricole, qui était de 15 milliards et demi de dollars en 1920, était tombé à environ 5 milliards en 1932. Il s'est notablement relevé l'an dernier, mais à 8 milliards seulement, c'est-à-dire 40 % au-dessous du niveau de 1920. Le volume de production des objets de consommation a presque égalé en 1935 le niveau de 1929, mais le volume des matériaux de construction a été inférieur de moitié à celui de 1929 et l'industrie des moyens de production légèrement supérieure seulement de façon générale. Ce redressement lui-même n'est dû dans une large mesure qu'à des dépenses gouvernementales plutôt qu'à un véritable redressement (capitaliste) de l'industrie privée, comme on peut le déduire du fait que les nouveaux investissements, qui s'élevaient en 1929 à 16 milliards de dollars, tombèrent en 1933 à moins d'un milliard et n'atteignirent l'année dernière que le chiffre d'un milliard et demi. La rationalisation a progressé pendant la récession. En conséquence, l'accroissement de la production n'a pas d'effet proportionnel sur le chômage. Le nombre des chômeurs reste de 10 à 12 millions et n'a pas du tout diminué de façon appréciable l'année dernière. Le nombre des personnes secourues s'est élevé de 22 à 25 millions entre 1935 et 1936. Voilà une illustration vivante de la façon dont le capitalisme rejette sur le dos des travailleurs les frais du « redressement » aussi bien que de la crise.

D'autres aspects de la situation actuelle en Amérique mènent aux mêmes conclusions. Le commerce extérieur reste au-dessous de la moitié du niveau de 1929. La dette du gouvernement fédéral s'établit à 31 milliards de dollars, accrue de 50 % en trois ans. L'abondance de l'or — dont le stock s'établissait à 4 milliards en

1932 et à 10 milliards aujourd'hui — continue à être un obstacle à la renaissance du commerce extérieur, à la stabilisation de la monnaie, etc. et une menace d'inflation. La lutte pour les marchés, particulièrement en Amérique latine et en Asie, contre la Grande-Bretagne et le Japon, s'intensifie.

Le capitalisme ne voit manifestement pas d'autre issue à pareille impasse que l'emploi de la force contre les masses travailleuses d'une part, contre d'autres groupes de puissances capitalistes de l'autre. C'est ainsi qu'on observe à la fois une aggravation des lois répressives et des atteintes aux libertés civiles — bien qu'on puisse surtout l'attribuer aux Etats et aux municipalités, en laissant au président national le privilège de poser au « libéral » — et, sous l'inspiration, cette fois, de Roosevelt, une dépense annuelle de plus d'un milliard de dollars pour la préparation militaire et navale, une somme de beaucoup supérieure à toutes celles des périodes précédentes.

Pour le moment, ces dépenses servent à stimuler la « reprise » et elles permettront bientôt au capitalisme américain, à l'occasion d'une guerre, de porter un coup vigoureux à ses concurrents.

Au plus profond de la crise, la classe ouvrière américaine est restée essentiellement passive. C'était le résultat d'une part de la violence objective des coups auxquels elle fut exposée après une longue période de prospérité, et, d'autre part, de ce facteur subjectif qui fait qu'en raison des conditions particulières du développement américain, elle entre dans la crise avec des organisations petites et faibles, dans le domaine politique aussi bien qu'économique.

Depuis 1933 cependant, l'histoire de la classe ouvrière américaine se caractérise par une activité et une combativité presque ininterrompues. Des tentatives opiniâtres et persistantes pour s'organiser, culminant souvent dans des luttes grévistes des plus héroïques, ont été entreprises par les ouvriers, y compris ceux des industries-clés, telles que l'acier, l'automobile, le caoutchouc, les usines d'utilité publique et la navigation, où, dans le passé, le mouvement syndical n'avait jamais pu s'enraciner (6). Les grèves des dernières années se signalent par un puissant essor de la solidarité et de la conscience de classe, elle englobent des dizaines de milliers d'ouvriers appartenant aux différentes industries, et souvent

(6) Le syndicat des ouvriers de l'automobile (U.A.W.) et celui des travailleurs du caoutchouc avaient accédé à l'existence légale, après de durs conflits, à l'été 1935.

aussi des fractions des couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ont soutenu la lutte physique des ouvriers grévistes contre les briseurs de grève des gangsters privés, de la police et même la milice.

Les effets de cette nouvelle étape du développement du capitalisme américain et de la pression des masses se reflètent dans la polémique qui se déroule actuellement dans l'American Fédération of Labor, la plus profonde et la plus acharnée des polémiques de toute l'histoire de cette institution conservatrice. Les dirigeants de quelques-uns des plus grands syndicats affiliés — comme John L. Lewis (7), des Mineurs — attaquent de front la politique traditionnelle des syndicats de métier de la fédération et exigent que soit accordé aux ouvriers des industries de production de masse le droit de s'organiser dans des syndicats d'industrie et qu'il y soient invités. A l'intérieur de l'A.F.L., ils ont constitué un comité pour l'organisation des syndicats d'industrie (C.I.O.), afin d'aider les ouvriers des industries les plus importantes à s'organiser sur la base de l'industrie (8). Ils se sont refusés à satisfaire la demande de l'exécutif de l'A.F.L. de dissoudre le C.I.O. et sont maintenant engagés dans des préparatifs pour une campagne d'organisation dans l'industrie lourde. Il n'est cependant pas douteux qu'un vaste mouvement d'organisation et de grève dans une industrie-clé ne peut être considéré aujourd'hui aux Etats-Unis comme une question purement syndicale. Il conduit nécessairement à un conflit avec la classe bourgeoise dans son ensemble et avec l'appareil gouvernemental, ce qui implique des conséquences sociales les plus profondes.

Bien que le nombre des adhérents des syndicats ait augmenté d'environ un million depuis 1932, les ouvriers des industries-clés restent dans leur majorité inorganisés. Toutes les vagues d'organisation dans ces industries ont été brisées par la collaboration des

(7) John Llewellyn LEWIS (1880-1969), ancien mineur, « tsar » du syndicat des mineurs (U.M.W.) avait traqué les opposants de gauche dans son propre syndicat pendant des années. Son expérience lui avait pourtant appris que l'organisation des ouvriers sur la base de syndicats d'industrie était inévitable, et il était devenu partisan de prendre la tête du mouvement pour n'être pas balayé par lui.

(8) Après le rejet par le congrès de l'A.F.L. — tenu à Atlantic City en octobre 1935 — de la résolution en faveur de l'organisation de syndicats d'industrie, John L. Lewis au nom de l'U.M.W. et plusieurs autres dirigeants de grands syndicats avaient annoncé le 9 novembre la constitution du Committee for Industrial Organization (C.I.O) afin d'« encourager et de promouvoir l'organisation des ouvriers dans la production de masse et les industries inorganisées ». Le C.I.O. demeurerait dans le cadre de l'A.F.L.

patrons, des organismes gouvernementaux d'arbitrage et des bureaucrates traîtres des syndicats, souvent avant qu'ait été atteint le point culminant d'une grève. Mais le plus important, c'est que ces trahisons n'aient pas diminué la volonté des ouvriers de s'organiser, ni leur combativité. Là où, en outre, les faibles forces des révolutionnaires marxistes étaient capables de prendre part à ces luttes, les ouvriers ont suivi leur direction et se sont moqués des tentatives des bureaucrates syndicaux qui les mettaient en garde contre le « danger rouge » (9).

La politique de trahison des staliniens est la raison essentielle de l'absence d'un véritable parti révolutionnaire capable de donner aux ouvriers la direction à laquelle ils aspirent de plus en plus et de briser les positions de la bureaucratie syndicale orientée vers la collaboration de classe. En réaction violente contre les exagérations aventuristes de la « troisième période », le P.C. stalinien des Etats-Unis mène aujourd'hui une politique grossièrement opportuniste. Non seulement il soutient sans critique les bureaucrates syndicaux « progressistes », mais il collabore souvent avec les éléments les plus réactionnaires dans les syndicats. Il consacre l'essentiel de ses forces au soutien d'un mouvement réformiste de ce Farmer-Labor Party (10) — version américaine du Front populaire — et inaugure même une collaboration douteuse avec tels politiciens des partis capitalistes ayant des allures « progressistes » et qui sont prêts, pour leurs propres objectifs, à entrer dans un Farmer-Labor Party si ce parti devait acquérir une force véritable. Bien qu'aux élections présidentielles le P.C. des Etats-Unis présente ses propres candidats (11) et maintienne ainsi l'illusion de son autonomie et la phraséologie révolutionnaire, dans la réalité, par son soutien des dirigeants syndicaux qui veulent attirer les ouvriers du côté de Roosevelt et par leurs attaques contre le

(9) Allusion à deux des grandes grèves de 1934 aux Etats-Unis. La grève des travailleurs de l'auto de Toledo avait été dirigée par des militants de l'A.W.P. de Muste, celle de Minneapolis par les trotskystes de la C.L.A. Au premier rang de ceux qui dénonçaient à travers ces grèves le « danger rouge » se trouvait le président de l'A.F.L., William GREEN (1873-1952), qui avait succédé à Samuel Gompers à ce poste en 1924.

(10) Cette entreprise s'était concrétisée d'abord dans l'Etat de New York avec la fondation d'un American Labor Party qui avait été cautionné par nombre de dirigeants de l'A.F.L. mais qui visait essentiellement à canaliser des voix ouvrières vers la candidature Roosevelt faisant bloc à New York même autour de La Guardia.

(11) Aux élections présidentielles de 1932, le P.C. américain avait présenté son dirigeant William Z. Foster et celui-ci avait obtenu 103 000 voix. Le P.C. se préparait en 1936 à soutenir ouvertement la candidature Roosevelt.

parti républicain en tant qu'unique agence « véritable et directe » du fascisme et de la guerre, etc. (12), il aide Roosevelt, qui, sous le couvert d'un libéralisme démagogique (dans l'acception américaine particulière et un peu confuse de ce terme), constitue l'agent de l'impérialisme américain et de ses gigantesques préparatifs de guerre.

Le parti socialiste américain ne compte guère que 16 000 membres, environ la moitié de l'effectif du P.C. des Etats-Unis, bien qu'il ait obtenu aux élections beaucoup plus de voix que le P.C. Pendant bien des années, il a été dominé par la « Vieille Garde » ultra-droitière de Hillquit (13) et de ses successeurs. Cependant la crise a amené au P.S. de jeunes éléments pleins de promesses et, avec eux, de nouvelles tendances se sont développées, causées aussi bien par les conditions aux Etats-Unis que par l'observation des défaites de la classe ouvrière en Allemagne, Autriche, etc. sous les anciennes Internationales. C'est ainsi qu'a commencé un processus de différenciation et une lutte interne dans le P.S. qui n'a pas encore trouvé son expression politique claire et définitive. Néanmoins, la section la plus corrompue de la Vieille Garde (New York) s'est pratiquement séparée de l'organisation nationale dès septembre 1935, et a été définitivement exclue au congrès du parti du mois de mai 1936. La scission a transformé dans un sens positif le rapport des forces au sein du P.S. et ouvert, selon l'appréciation du Workers Party des Etats-Unis, d'importantes possibilités pour la construction du parti de la révolution sociale. De la même façon, le rapport des forces à l'intérieur du P.S. s'est encore sensiblement modifié par l'entrée récente de plusieurs centaines d'internationalistes révolutionnaires du Workers Party et de Jeunesses spartakistes dans le P.S. et les Jeunesses socialistes. Le Workers Party, d'autre part, résultait de la fusion effectuée en décembre 1934 entre l'ancienne Communist

(12) Au IX^e congrès du P.C. américain, son secrétaire général Earl BROWDER (1891-1973) avait « fait le ménage » pour Roosevelt par des attaques quasiment hystériques contre le parti républicain et son candidat Landon. Il avait mis en accusation les socialistes parce qu'ils ne voyaient pas, disait-il, « la direction fasciste du parti républicain », et était allé jusqu'à affirmer que le « ticket Landon-Hearst-Wall Street était l'ennemi principal des libertés, de la paix et de la prospérité du peuple américain ».

(13) Morris HILLQUIT (1869-1933), né à Riga, avait émigré aux Etats-Unis en 1886. Dirigeant syndical, il avait été en 1901 l'un des fondateurs du parti socialiste inspirateur de son aile droite. Il en avait été le président du conseil national de 1916 à sa mort. Il avait fait un très beau score aux municipales de New York en 1932 ce qui explique sans doute l'opération ultérieure pour mettre sur pied un A.L.P. dans cet état.

League of America et des éléments syndicaux révolutionnaires de l'ancien American Workers Party qui avait également acquis une position marxiste internationaliste. Reste à savoir quels seront les résultats de ce cours et comment se poursuivra ultérieurement le développement du parti socialiste. Il va de soi que les membres de l'ancien Workers Party entrés dans le P.S. et qui se soumettent à la discipline de ce parti, ont déclaré clairement et nettement qu'ils maintenaient fermement et irréductiblement leurs traditions et leurs principes (14).

La crise du capitalisme américain se poursuit. En dépit d'une conjoncture, par-ci par-là favorable, elle deviendra bientôt brûlante de nouveau. De même, la lutte des victimes de l'impérialisme américain, des masses asservies des Etats-Unis, de l'Amérique latine et d'autres pays, devient de plus en plus ample et intense. La tâche la plus importante et la plus urgente consiste à poursuivre avec une énergie de fer l'œuvre déjà commencée d'unification des éléments d'avant-garde en un parti révolutionnaire fort et discipliné de la IV^e Internationale et de construire ce parti sur les fondements de granit de l'internationalisme marxiste-léniniste, seul capable de concentrer les luttes de masse et de les mener à la victoire. Lorsque cette tâche sera remplie, on peut prévoir que la jeune et vigoureuse classe ouvrière américaine, qui a si souvent prouvé sa volonté et sa capacité de lutte audacieuse et courageuse, marchera rapidement vers la prise du pouvoir et contribuera à part entière à l'établissement du socialisme mondial.

(14) Ce passage conslitue sans doute la « déclaration » de Muste, cosignataire du texte, à laquelle il est fait allusion p. 190.

[DES CONDITIONS INACCEPTABLES] (1)

(5 juillet 1936)

Messieurs,

Dans la lettre où vous me confirmez la réception du dernier envoi de mon manuscrit, vous déclarez que vos conditions du 17 juin sont définitives. Or, dans cette lettre du 17 juin, vous dites que vous envisagez seulement maintenant une édition du livre. Je me vois donc obligé d'essayer une dernière fois de tirer cette affaire au clair.

J'ai écrit *un livre* sur l'évolution de l'Union soviétique, les grands traits de sa situation actuelle et ses perspectives d'avenir. A présent, après la parution du second volume des Webb et tous les griffonnages de Louis Fischer, Duranty (2) etc., je trouve mon livre de la plus grande actualité et ce serait vraiment un crime de le noyer dans ma volumineuse *Histoire*. Une fois paru, il sera la cible de tous les « amis » de l'Union soviétique et produira ainsi d'autant mieux son effet. Le livre s'achève en effet sur la nouvelle Constitution et la prédiction d'une inéluctable révolution politique en Union soviétique. Au total, il est, je crois, plus gros que le premier volume de l'édition anglaise de mon *Histoire de la Révolution russe*. Comme auteur de cet ouvrage, j'ai les possibilités suivantes :

a) Je puis faire une prépublication dans des périodiques. Le *Saturday Evening Post* a payé à l'éditeur Boni (3) pour la prépublication la somme de 45 000 (quarante-cinq mille) bon vieux dollars américains. Etant donnée la situation actuelle du marché, ne

(1) Lettre à Simon & Schuster. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10359 avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Louis FISCHER (1896-1970), correspondant du *The Nation* en Europe, et Walter DURANTY (1884-1957), correspondant du *New York Times* à Moscou de 1921 à 1934, étaient considérés par Trotsky comme des « compagnons de route » agents conscients ou non, de Staline.

comptons que sur 5 000 mauvais dollars d'aujourd'hui pour la prépublication (le livre est toutefois bien actuel et, en tout cas, bien mieux adapté aux besoins des périodiques que ne l'était *l'Histoire* à l'époque).

b) La première édition doit être un ouvrage en un seul volume, vendu environ deux dollars et demi ou trois dollars (voire un peu plus). Tout éditeur intéressé par ce livre paierait certainement au moins 3 000 dollars d'avance. Par la suite, je pourrais compter qu'une seconde édition suivrait et que le livre me rapporterait des sommes supplémentaires.

c) C'est ici seulement qu'une édition à bon marché (publiée séparément ou conjointement avec *l'Histoire*) entre en ligne de compte : mais elle n'est absolument pas nécessaire.

Votre proposition voudrait que je renonce à tout cela et que je mette mon travail à votre disposition sous la seule forme d'un *complément* à l'édition bon marché de *l'Histoire*. Une telle chose est absolument incompréhensible. A l'époque où il ne s'agissait que d'une brève introduction c'est vous-même qui m'avez indiqué que je pouvais en faire une prépublication. De toute façon, il aurait fallu pour cela que je dispose à temps de la traduction. A présent qu'il s'agit d'un livre important, vous ne dites plus un mot de la prépublication et, comme vous voulez publier le livre en septembre avec mon *Histoire*, la prépublication s'en trouve totalement exclue.

A moins qu'il ne s'agisse d'un malentendu, je ne puis m'expliquer le caractère de votre proposition autrement que par le fait que vous n'avez personne dans votre maison qui lise le russe, de sorte que vous ignorez complètement le contenu et la nature de l'ouvrage et le considérez de ce fait tout à fait faussement comme un *complément* à *VHistoire*. Pour le cas toutefois où il s'agit vraiment de votre dernière proposition, je considère les négociations comme ayant échoué et je propose le livre à un autre éditeur. Dans ces conditions, je ne vois pas l'intérêt de vous adresser les cinquante pages manquantes du manuscrit. Mais je reste tout disposé à mettre à votre disposition pour *VHistoire* une introduction de vingt à trente pages — à condition que vous me préveniez aussitôt par télégramme de la nécessité d'une telle introduction.

(3) Il s'agit de la première édition américaine de *VHistoire de la Révolution russe*. L'éditeur était Charles Boni.

**[UN PROJET D'APPEL
POUR LES PRISONNIERS D'U.R.S.S.] (1)**
(6 juillet 1936)

Cher V(ictor) L(ovitch),

Je vous envoie un projet d'appel au sujet des emprisonnés et des déportés d'U.R.S.S. (2). Ne pouvez-vous pas essayer de recueillir des signatures pour ce texte (après l'avoir transformé, adapté, si besoin est, comme vous voulez) ? Je trouve très importante la citation de la *Pravda* (3) : elle est de mauvais augure. De plus, elle est une nouvelle preuve du fait que ce sont essentiellement *nos* camarades qui sont en butte aux persécutions.

Vous ferez évidemment ce que vous pourrez. J'envoie ce projet à toute une série d'« autres adresses ».

(1) Fonds Victor Serge. Musée social, Paris, publié dans Serge & Trotsky, *op. cit.*, en traduction française de Françoise Petit, avec l'autorisation des éditions Maspero.

(2) Cf. p. 168.

(3) Il s'agit du texte de la *Pravda* du 5 juin 1936 qui annonçait « l'extermination des ennemis du peuple, vermine et furie trotskyste » et dans lequel Trotsky ne pouvait que voir la confirmation de ses craintes.

[POUR UN TRAVAIL CALME ET CONCRET] (1)

(6 juillet 1936)

Cher Camarade Glotzer (2),

Je dois l'avouer franchement : votre lettre ne m'apporte sur le parti socialiste aucun fait nouveau. Je n'ai eu absolument aucune illusion sur cette organisation et surtout pas sur sa direction. Qu'elle compte 16 000 ou 20 000, voire 25 000 membres n'a pas grande importance. Bien plus importante est la position totalement fausse de maints camarades, comme par exemple celle de Gould (3). On s'occupe bien trop de Hoan (4) et consorts, je le crains, bien trop peu des tâches positives de notre travail, surtout dans la jeunesse.

La question du long et du court terme, elle aussi, me paraît à présent artificielle. Le camarade Muste m'a montré son travail sur ce sujet. Il y dit à peu près ceci : « Dans les cinq prochains mois, le parti sera absorbé par les élections. Pendant cette période, il s'agira de prendre tranquillement pied dans le parti, c'est-à-dire de se livrer à un travail tranquille et préparatoire, principalement propagandiste. La ligne pratique ultérieure ne pourra découler que des événements des prochains mois ». A mon avis, on devrait

(1) Lettre à A. Glotzer. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8273, avec la permission de la Houghton Library. Traduction de l'allemand.

(2) Albert Manning GLOTZER (né en 1908), membre des jeunesses communistes en 1923, lié à Arne Swabeck, dirigeant des J.C. à Chicago en 1928 et membre de leur comité national, avait été exclu en 1929 et était devenu l'un des dirigeants de la C.L.A. puis du W.P.U.S. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1932 et entretenait une correspondance avec lui. Il était opposé à Cannon et à l'entrée dans le P.S.

(3) Trotsky a déjà fait allusion aux positions de Nathan Gould dans une lettre à Held du 7 juin (cf. p. 63) Gould était très hostile à Cannon, et en quelque sorte un « ultra » de la fraction hostile à l'entrée dans le P.S.

(4) Sur Hoan, cf. n. 4, p. 63.

donc laisser de côté le souvenir des anciennes querelles et les rêveries sur toutes les variantes possibles et se mettre calmement et concrètement au travail. Un regroupement dans vos propres rangs est inévitable. Bien des camarades qui ne voulaient pas entrer au parti socialiste y adhéreront de toutes leurs forces quand ils verront ses succès sur le plan local. Et, à l'inverse, tel partisan de l'entrée, déçu dans le travail pratique, deviendra intransigeant et ainsi de suite.

Quant au camarade Gould, dont j'ai entendu de divers côtés faire l'éloge, je regrette fort qu'il ait adopté une attitude totalement injuste et erronée à l'égard de Cannon (5). Cannon ne m'a jamais « menti ». Les lettres qu'il m'a adressées ont d'ailleurs été publiées. J'ai étudié attentivement tous les autres documents. Depuis le début, je ne me suis fait aucune illusion. Il vaut cependant mieux gagner un millier de jeunes socialistes que de perdre trois ou quatre cents vieux adhérents dans des querelles internes incessantes.

Nous avons eu des discussions très détaillées avec le camarade Muste, ce qui profitera grandement — j'en suis sûr — à notre compréhension mutuelle. Hier, nous avons dit au revoir à lui et à sa femme comme aux meilleurs des amis. Maintenant nous attendons Shachtman.

(5) Gould pensait que Cannon n'avait gagné Trotsky à l'entrée dans le P.S que sur la base de rapports mensongers.

[LES HOLLANDAIS SE CONSIDÈRENT COMME A L'EXTÉRIEUR] (1)

(7 juillet 1936)

Cher Camarade Shachtman,

Je viens de recevoir votre lettre du 5 juillet. Muste a quitté Oslo hier et vous l'avez déjà certainement rencontré à Amsterdam.

Pour que Muste puisse participer à la conférence, il faut que celle-ci ait lieu au plus tard à la fin de ce mois. Je ne vois pas quand vous pourrez trouver le temps de venir ici *avant* la conférence. Ne serait-il pas mieux que vous retourniez à Genève et ne veniez ici qu'après la conférence ?

(Le *Statement* de Muste a le caractère d'une simple information objective et ne peut guère créer des difficultés ou soulever des divergences (2). En tout cas, vous avez encore la possibilité de vous entendre avec Muste à ce propos).

Le problème le plus important me semble être l'attitude des camarades hollandais. Personne ne la comprendra et ne voudra l'interpréter autrement que comme la préparation de leur passage au bureau de Londres. Je suis d'accord avec Sneevliet qu'il s'agit *de divergences très profondes et peut-être décisives*. Car autrement les deux camarades hollandais n'auraient tout de même pas pu négliger totalement les tâches qu'ils s'étaient engagés à accomplir, ne pas répondre aux lettres et, maintenant, boycotter *de facto*

(1) Lettre à M. Shachtman. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10321, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Trotsky désirait éviter, dans les circonstances données, un débat devenu inutile sur l'entrée dans le P.S. américain. Il avait suggéré que cette entrée soit présentée à la conférence par une simple déclaration de Muste. (cf. n. 14, p. 184).

les conférences et vouloir se réserver, par-dessus le marché, le droit de prendre position de l'extérieur contre les décisions déjà prises : tout cela est quand même un signe absolument évident qu'on se considère soi-même comme étant à l'extérieur du groupement de la IV^e Internationale (3).

Une discussion est devenue inévitable et indispensable, j'ai espéré qu'au moyen d'une réunion collective on pourrait donner à une éventuelle discussion la forme d'un débat interne. Mais comme les camarades hollandais veulent, semble-t-il, habituer lentement et imperceptiblement leur propre parti à la rupture avec la IV^e Internationale, il faudra bien que la *conférence traite de la question hollandaise dans toute son ampleur*. Je me réserve le droit d'adresser à la conférence une lettre détaillée sur ce sujet. Nous prenons cette affaire trop au sérieux pour imiter les méthodes du bureau de Londres, auquel le parti ouvrier norvégien appartient longtemps sans y appartenir vraiment (4). *Appartenir* à une organisation internationale ne signifie pas seulement se couvrir de son nom, mais aussi accomplir toutes les tâches qui en découlent.

Je suis certain que Muste et vous-même avez fait tout ce qui était nécessaire pour inciter les camarades hollandais à revenir sur leur funeste décision et à participer comme tous les autres à la conférence. Si vous n'yêtes pas parvenus, il me faut abandonner tout espoir dans cette direction et me dire simplement : le parti hollandais fait maintenant exactement la même chose qu'en son temps l'O.S.P. de De Kadt face à la déclaration des Quatre (5). Nous ne voulons ni illusions ni fictions. Nous devons savoir sur qui nous pourrions ou ne pourrions pas compter dans les mois et les années qui viennent. Les visites personnelles ne peuvent naturellement pas remplacer des relations régulières. Il va d'ailleurs falloir que

(3) Trotsky fait allusion au comportement de Schmidt et Sneevliet, dirigeants du R.S.A.P. hollandais, qui avaient la charge d'assurer le « secrétariat » des signataires de la Lettre ouverte pour la IV^e Internationale et n'avaient rien fait et qui, maintenant, expliquaient en même temps qu'ils iraient à la conférence du bureau de Londres et pas à celle de la IV^e Internationale.

(4) Le D.N.A. se comporta pendant plus d'une année comme s'il n'appartenait plus à ce bureau, alors qu'il en était membre, mais se préparait à rompre avec lui au moment opportun.

(5) Jacques DE KADT né en 1897) avait été un dirigeant du P.C. hollandais, puis avait animé la gauche du parti social-démocrate avant de diriger l'O.S.P. né de sa scission à gauche. En 1933, l'O.S.P. avait signé la « déclaration des quatre pour la nouvelle Internationale » mais s'était refusé à en tirer quelque conséquence pratique que ce soit. C'était De Kadt qui l'inspirait dans son hostilité à la lutte pour la IV^e Internationale, mais il avait été écarté en 1935.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUIN-JUILLET 1936

j'observe une période de repos complet après le travail épuisant du mois d'août.

La venue de Rous ici n'a par conséquent plus d'objet (6) : c'est trop tard ! *A présent, il faut concentrer tous nos efforts pour utiliser du mieux possible la dernière semaine de juillet.* Tous les textes nécessaires ont été préparés et seront réunis à Genève (7). Si vous y retournez tout de suite, vous pourrez fournir un travail important pour leur traduction en anglais.

J'espère en tout cas, cher ami, que vous viendrez après la conférence passer quelques jours chez nous de façon qu'on puisse discuter de tout ce dont il faut discuter. Je me réjouis d'avance de votre visite.

Naturellement j'attends de vous une réponse immédiate.

P.-S. En ce qui concerne la splendide édition de mon livre et votre excellente introduction ie vous ai déjà écrit en Amérique

(6) Jean Rous aurait dû normalement se rendre à H/anefoss pour la « préconférence de Berne ». Mais les problèmes de la section française avaient primé sur le reste.

(7) « Genève » désigne le secrétariat international dont le siège était à Paris.

LA IV^e INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S.
La nouvelle Constitution est une nouvelle étape
dans la dégénérescence de l'Etat ouvrier. (1)
(8 juillet 1936)

1. L'affirmation du VII^e congrès de l'internationale communiste selon laquelle le socialisme a vaincu en U.R.S.S. « définitivement et irrévocablement » — en dépit du faible niveau de la productivité du travail comparé à celui des pays capitalistes avancés et indépendamment de la marche du développement de tout le reste du monde ! — est un mensonge grossier et dangereux (2). Invoquer le fait que l'U.R.S.S. couvre « 1/6 de la surface de la terre » est d'autant moins concluant à ce propos du fait qu'il ne vit dans son territoire que 8,5 % de l'humanité. Il s'agit, comme auparavant, de la lutte entre deux systèmes inconciliables : le socialisme et le capitalisme. Cette lutte n'est pas terminée et ne peut pas l'être dans les limites de l'U.R.S.S. La question ne peut être tranchée « définitivement et irrévocablement » que sur l'arène mondiale.

2. Le gros des moyens de production industrielle en U.R.S.S. s'est accru de façon extraordinaire et demeure entre les mains de l'Etat — dans le domaine de l'agriculture, aux mains des kolkhozes, qui constituent une forme intermédiaire entre la propriété d'Etat et la propriété privée. Mais la *propriété d'Etat* n'est pas encore la propriété *socialiste*, car cette dernière présuppose le dépérissement de l'Etat en tant que gardien de la propriété, l'atténuation de l'inégalité, la dissolution graduelle de la notion même de propriété dans la morale et les coutumes sociales. Au cours des

(1) T 3935, 3936. IV^e Internationale n° 1, octobre 1936.

(2) Œuvres, 6, pp. 204 sq.

dernières années, le développement réel a suivi en U.R.S.S. une direction absolument opposée. L'inégalité grandit, et, avec elle, la contrainte étatique. Dans des conditions intérieures et internationales favorables, il est possible de passer, à partir de l'état de choses actuel, au socialisme ; dans des conditions défavorables, cependant, un retour au capitalisme est également possible.

3. Tout Etat ouvrier devra, dans un premier temps, pour accroître les forces productives, conserver le système du travail salarié, ou, comme dit Marx, les « normes bourgeoises de répartition ». La question est cependant tranchée en dernière analyse par la direction générale du développement. Si les pays avancés étaient jetés dans la révolution et si la richesse sociale s'accroissait rapidement, l'inégalité diminuerait alors très rapidement et l'Etat n'aurait bientôt plus rien à « garder ». Dans les conditions de l'isolement et de l'arriération du pays soviétique, les normes bourgeoises de répartition ont pris un caractère grossier et criant, (énormes différences entre les salaires, primes, titres, décorations, etc.) et ont engendré des tendances rétrogrades qui mettent en danger le système même de la propriété d'Etat.

4. La faible productivité du travail, combinée à des frais d'investissement en capital élevés, à d'énormes dépenses militaires et à l'énorme gaspillage d'un appareil incontrôlé, se traduit par le fait que l'on continue à manquer de façon spectaculaire des objets les plus importants de la consommation personnelle dans la masse de la population. Les succès économiques, beaucoup trop modestes pour une amélioration sensible du niveau matériel et culturel du peuple entier, se révèlent déjà suffisants pour qu'apparaisse une large couche privilégiée. Les antagonismes sociaux n'ont pas été atténués au cours du second plan quinquennal, mais extraordinairement exacerbés. *L'inégalité grandit à pas de géant*. On ne chante qu'en haut les hymnes de louange à la « vie heureuse », tandis que les couches inférieures sont astreintes au silence.

5. Jouant sur les multiples antagonismes sociaux (ville et campagne, travail intellectuel et manuel, exploitations individuelles, kolkhozes et lopins individuels des kolkhoziens, stakhanovistes et le reste des masses ouvrières), *la bureaucratie soviétique est parvenue à acquérir une réelle indépendance par rapport aux travailleurs*. Comme toute bureaucratie, elle arbitre les antagonismes dans l'intérêt des plus puissants, des mieux assis, des privilégiés. Comme toute bureaucratie, elle s'adjuge, à cette fin, une fraction importante du revenu national et devient ainsi la plus privilégiée de toutes les couches privilégiées.

6. Par les conditions de l'existence personnelle, la société

soviétique présente dès à présent une *monstrueuse hiérarchie*, depuis les enfants errants, les prostituées et les prolétaires en haillons, jusqu'aux « dix mille » qui dirigent en vivant la vie des magnats capitalistes d'Europe occidentale. Contrairement aux affirmations du VII^e congrès, le socialisme n'a pas encore triomphé, ni dans les conditions économiques objectives de l'U.R.S.S. (le critère de la productivité du travail) ni dans la conscience des masses des producteurs (le critère de la consommation personnelle).

7. Il reste pourtant un fait d'une importance décisive, que tous les rapports sociaux d'U.R.S.S., y compris les privilèges de l'aristocratie soviétique, reposent en fin de compte sur la propriété d'Etat et la propriété kolkhozienne, acquises par l'expropriation de la bourgeoisie, qui, à la différence de la propriété capitaliste, ouvrent la possibilité d'une croissance de l'économie et de la culture. Un abîme historique, creusé par la révolution d'Octobre, sépare encore *l'économie planifiée d'Etat soviétique* de *l'étatisme capitaliste*, lequel signifie l'intervention de l'Etat pour *sauver* l'économie capitaliste, et consiste en la « régulation » du système économique désuet par le *freinage* du développement des forces productives, et *l'abaissement du niveau de vie du peuple*. L'identification entre l'économie soviétique et l'économie fasciste (Italie, Allemagne), fréquente chez des économistes libéraux, est le fruit de l'ignorance ou de l'absence de scrupules. La victoire de la bureaucratie bonapartiste de l'U.R.S.S. sur l'avant-garde prolétarienne n'est encore nullement équivalente à la victoire de la contre-révolution capitaliste, bien que la première ouvre la voie à la seconde.

8. Affirmer — comme le font les anarchistes et les ultra-gauches de tout genre — que le prolétariat révolutionnaire doit avoir la même attitude à l'égard de l'Union soviétique qu'à l'égard des Etats impérialistes, revient à affirmer qu'il est indifférent pour la classe ouvrière que l'industrie d'Etat et l'agriculture collectivisée subsistent et se développent en Union soviétique, ou que l'économie s'y trouve rejetée en arrière dans des conditions de décomposition et, par une guerre civile, vers le capitalisme fasciste. Une telle attitude est digne des « amis » idéalistes déçus de l'Union soviétique, c'est-à-dire des dilettantes et phraseurs politiques du genre libéral ou anarchiste, mais en aucun cas de révolutionnaires marxistes qui, pour leur part, n'oublient jamais de prendre en considération *le facteur fondamental de l'histoire : le développement des forces productives*.

9. Ainsi que nous l'avons indiqué, la stratification sociale de

la société soviétique se développe surtout dans le domaine de la répartition et de façon seulement partielle. Mais la répartition n'est pas séparée de la production par un mur insurmontable. En stimulant délibérément les appétits des individus et des groupes au point de les déchaîner, la bureaucratie discrédite directement l'idée de propriété sociale. L'accroissement des privilèges économiques engendre chez les masses un doute légitime quant à la question de savoir à *qui, à long terme tout ce système va réellement profiter*. Les « normes bourgeoises de répartition », qui ont depuis longtemps dépassé les limites acceptables, menacent finalement de faire exploser la discipline sociale de l'économie planifiée et, du même coup également, la propriété d'Etat et la propriété kolkhozienne.

10. Les voies possibles de la restauration bourgeoise apparaissent avec une clarté particulière dans la question de la famille. Comme la bureaucratie, du fait à la fois du bas niveau matériel et culturel du pays, et de l'étouffement de toute initiative des masses, n'a pas réussi à assumer les tâches de la conservation et de l'éducation sociale, elle a commencé à *rétablir et célébrer la famille petite-bourgeoise*, y compris sa petite économie privée — ce sol nourricier de toutes les formes d'idiotie sociale. Mais la famille pose de façon particulièrement aiguë le problème du droit à l'héritage. La bureaucratie elle-même, qui cherche à s'appuyer politiquement sur la famille conservatrice, se sent inachevée, incomplète, du fait qu'elle n'est pas en mesure de transmettre ses privilèges matériels à ses descendants. La question du *droit d'héritage* amène cependant à la question de l'extension ultérieure des limites de la *propriété privée*. C'est là un des canaux possibles de la restauration du capitalisme. Dans tous les domaines de la vie sociale, la bureaucratie met en danger tout ce qui est progressif dans le système soviétique. Au lieu du gardien de la « propriété socialiste », elle en est devenue le fossoyeur.

11. La signification politique de la *nouvelle Constitution* de l'U.R.S.S. est en contradiction directe avec son interprétation officielle. La « constitution stalinienne » n'est pas un pas en avant « du socialisme à la société communiste », comme l'affirment avec impudence les autorités officielles, mais, au contraire, un pas en arrière, de la dictature du prolétariat vers un régime politique bourgeois (3).

Le développement de la société socialiste devrait s'exprimer dans le domaine politique à travers le dépérissement de l'Etat. Le

(3) *Œuvres*, 9, pp. 187-202.

début de ce dépérissement devrait être la liquidation complète de la bureaucratie qui s'élève au-dessus de la société. En réalité, cependant, la nouvelle Constitution érige en loi exactement le processus inverse. Et il ne saurait en être autrement. L'accroissement des privilèges exige des gendarmes pour les défendre.

12. La *contrainte étatique*, selon la nouvelle Constitution, n'est pas diminuée, mais revêt au contraire un caractère exceptionnellement concentré, ouvert et cynique. Les soviets sont supprimés. Les institutions locales et centrales, c'est-à-dire « municipales » et « parlementaires », érigées sur la base du système plébiscitaire, n'ont rien de commun avec les soviets en tant qu'organisations de combat des masses travailleuses. Elles ont en outre été privées d'avance de toute importance réelle. La nouvelle Constitution concentre officiellement et publiquement le pouvoir et le contrôle sur tous les domaines de la vie économique et culturelle aux mains du « parti » stalinien, lequel est indépendant aussi bien du peuple que de ses propres membres et représente *l'appareil politique* de la caste dirigeante.

13. La Constitution liquide *de jure* au passage la situation dominante du prolétariat dans l'Etat, situation depuis longtemps liquidée *de facto*. A partir de là, on proclame qu'il n'y a plus de dictature « de classe », mais « du peuple », ce qui, du point de vue marxiste, est une absurdité. La dictature du « peuple » sur lui-même devrait avoir signifié la dissolution de l'Etat dans la société, c'est-à-dire la mort de l'Etat. En réalité, *la nouvelle constitution consacre la dictature des couches privilégiées de la société soviétique sur la masse des producteurs*, rendant ainsi impossible le dépérissement de l'Etat, et elle ouvre à la bureaucratie des voies « légales » pour la contre-révolution économique, c'est-à-dire la restauration du capitalisme à froid, une possibilité à laquelle la bureaucratie prépare directement, par son escroquerie sur la « victoire » du socialisme. C'est notre tâche que d'appeler la classe ouvrière à opposer à la pression de la bureaucratie sa propre force — pour défendre les grandes conquêtes d'Octobre.

14. En contradiction directe avec le mensonge officiel, non seulement la nouvelle Constitution n'étend pas la « démocratie » soviétique, mais elle confirme au contraire qu'elle a été définitivement étranglée. Dans tous ses paragraphes, elle proclame que les maîtres actuels n'abandonneront pas de leur plein gré leurs positions au peuple. Le caractère absolutiste et aristocratique de la nouvelle Constitution s'exprime le plus clairement à travers la nouvelle croisade annoncée le jour de sa publication, la croisade pour « l'extermination des ennemis du peuple, la vermine et les furies

trotskyistes » (*Pravda*, 5 juin 1936). La bureaucratie se rend parfaitement compte d'où provient le danger mortel qui la menace, et elle dirige sa terreur bonapartiste contre les représentants de , l'avant-garde prolétarienne.

15. La classe ouvrière d'U.R.S.S. a été dépouillée de sa dernière possibilité d'une réforme légale de l'Etat. *La lutte contre la bureaucratie devient nécessairement une lutte révolutionnaire.* Fidèle aux traditions du marxisme, la IV^e Internationale *rejette catégoriquement la terreur individuelle*, de même que les autres moyens de l'aventurisme politique. La bureaucratie ne peut être écrasée que par un mouvement des masses conscient de son but, contre les usurpateurs, les parasites et les oppresseurs.

Si une *contre-révolution sociale* — c'est-à-dire la destruction de la propriété d'Etat des moyens de production et de la terre comme le rétablissement de la propriété privée — est nécessaire pour la restauration du capitalisme en U.R.S.S., pour le développement ultérieur du socialisme, c'est une *révolution politique* qui est devenue inévitable, c'est-à-dire le renversement par la violence de la domination politique d'une bureaucratie dégénérée, tout en maintenant les rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre. L'avant-garde prolétarienne d'U.R.S.S., s'appuyant sur les masses laborieuses de tout le pays et sur le mouvement révolutionnaire du monde entier, devra abattre par la force la bureaucratie, restaurer la démocratie soviétique, abolir les privilèges et assurer un progrès véritable vers l'égalité socialiste.

16. Sur la question de la guerre, comme sur les autres questions, les partis de la IV^e Internationale ne se laissent pas guider par des considérations formalistes et idéalistes et par des sympathies, mais uniquement par des critères marxistes. S'ils ont, par exemple, soutenu l'Ethiopie, en dépit du fait que l'esclavage y existe encore et en dépit de son régime politique barbare, c'est premièrement parce qu'un Etat national indépendant constitue un stade historique progressiste pour un pays précapitaliste, et, deuxièmement, parce que la défaite de l'Italie aurait signifié le début de l'effondrement du régime capitaliste dépassé.

L'avant-garde prolétarienne du monde entier soutiendra l'U.R.S.S. dans la guerre, malgré la bureaucratie parasitaire et le Négus sans couronne du Kremlin, parce que le régime social de l'U.R.S.S., en dépit de toutes ses déformations et de tous ses ulcères, représente un énorme pas en avant historique, comparé au capitalisme en putréfaction. La défaite d'un pays impérialiste dans une nouvelle guerre conduirait à l'effondrement, non seulement de sa forme d'Etat, mais aussi de sa base capitaliste et, par

conséquent, au remplacement immédiat de la propriété capitaliste par la propriété d'Etat. La défaite de l'Union soviétique signifierait non seulement l'effondrement de la bureaucratie soviétique, mais aussi le remplacement de la propriété d'Etat et de la propriété collective par le chaos capitaliste. Dans ces conditions, on ne peut éviter le choix de la ligne politique, qui va de soi.

Le soutien résolu et intrépide de l'U.R.S.S. par l'avant-garde prolétarienne mondiale dans une guerre ne signifie pas cependant que le prolétariat deviendrait l'allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. « Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve l'allié de l'U.R.S.S. doit conserver pleinement et complètement son irréductible *hostilité au gouvernement impérialiste de son propre pays* ». (*La Guerre et la IV^e Internationale*, thèses du S.I. de la L.C.I. (B.L.), point 44). « Une opposition prolétarienne intransigeante à l'allié impérialiste de l'U.R.S.S. doit se développer d'une part sur la base d'une politique internationale de classe et de l'autre sur la base des objectifs impérialistes du gouvernement en question, le caractère traître de cette « alliance », ses spéculations à propos de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., etc. La politique d'un parti prolétarien, dans un pays impérialiste « allié » comme dans un pays impérialiste ennemi, devrait donc être orientée vers le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et la prise du pouvoir. C'est seulement dans cette voie que pourra être réalisée une *alliance véritable avec l'U.R.S.S.* et que le premier Etat ouvrier pourra être sauvé du désastre ». (*Ibid.*, point 45) (4).

17. La crainte des « ultra-gauches » que la victoire de l'U.R.S.S. puisse aboutir ultérieurement à une consolidation des positions de la bureaucratie bonapartiste provient d'une conception fausse des rapports internationaux aussi bien que du développement interne en U.R.S.S. Les impérialistes de tous les camps ne feront pas leur paix avec l'Union soviétique tant que n'y sera pas réablie la propriété privée des moyens de production. Quel que puisse être le regroupement entre les Etats au début de la guerre, les impérialistes sauront toujours dans le cours de la guerre parvenir à un accord et se regrouper entre eux, toujours au détriment de l'U.R.S.S. *L'U.R.S.S. ne pourra sortir de la guerre sans défaite qu'à une seule condition, c'est si elle est aidée par la révolution en Occident ou en Orient.* Mais la révolution internationale, unique moyen de sauver l'U.R.S.S., sera en même temps le coup mortel pour la bureaucratie soviétique.

(4) *Œuvres*, 4, p. 68.

18. *L'U.R.S.S. est-elle un Etat ouvrier ?* L'U.R.S.S. est un Etat qui s'appuie sur des rapports de propriété créés par la révolution prolétarienne, et qui est administrée par une bureaucratie ouvrière dans l'intérêt des nouvelles couches privilégiées. L'Union , soviétique peut être appelé un Etat ouvrier approximativement " dans le même sens — en dépit des grandes différences d'échelle — qu'un syndicat, dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. Exactement comme les révolutionnaires défendent tous les syndicats, y compris les plus profondément réformistes, contre l'ennemi de classe, en combattant, en même temps, de façon implacable leurs dirigeants traîtres, de même les partis de la IV^e Internationale défendent l'U.R.S.S. contre les coups de l'impérialisme, sans abandonner un seul instant la lutte contre l'appareil stalinien réactionnaire. En temps de guerre comme en temps de paix, ils conservent leur entière liberté de critique de la caste soviétique dominante et leur entière liberté de lutter contre ses accords avec les impérialistes, conclus au détriment des intérêts de l'U.R.S.S. et de la révolution internationale.

[L'ATTITUDE DES HOLLANDAIS] (1)

(8 juillet 1936)

Cher Camarade Muste,

Les rapports de Shachtman sur l'état d'esprit des camarades dirigeants hollandais sont très déplorables. Ils semblent être entrés de nouveau dans une phase d'hésitation entre la IV^e et l'internationale 2 1/2 comme au temps de De Kadt (2).

Qu'on les implore depuis deux mois par lettres, télégrammes, visites personnelles, pour qu'ils nous fassent la grâce d'assister à notre réunion internationale, il y a simplement de quoi faire dresser les cheveux sur la tête.

Nous devons les abandonner pour un certain temps à leurs hésitations et tenir néanmoins notre réunion à la date prévue. A mon avis, la conférence devrait adresser au parti hollandais une lettre amicale l'invitant à participer avec plus d'énergie et plus de conséquence à la vie de la IV^e Internationale. Ce serait en tout cas le pire, en fonction de ces hésitations, de faire de nouvelles modifications et reports, parce que cela reviendrait à valoriser les hésitations des autres et à commencer notre propre hésitation.

Quand les décisions de notre réunion seront imprimées dans toutes les langues, les camarades hollandais seront obligés de se prononcer.

(1) Lettre à Muste. Bibliothèque du Collège de Harvard, 9328, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) L'O.S.P., dont les principaux dirigeants étaient alors J. De Kadt et P.J. Schmidt, avait signé en août 1933 la « déclaration des quatre », puis exigé de la L.C.I. en janvier 1934 qu'elle adhère à l'I.A.G., organisation centriste internationale qui allait devenir le « bureau de Londres ».

LEON TROTSKY, OEUVRES, JUIN-JUILLET 1936

Nous avons été heureux d'avoir chez nous le camarade Sterling (3), même pour peu de temps.

Meilleurs saluts à votre femme et à vous même.

P.-S. Faites connaître, s'il vous plaît, le contenu de cette lettre au camarade Shachtman.

(3) Il s'agit d'un militant américain, Max Shapiro, dit Max Sterling, qui avait fait une brève visite à Honefoss.

[MAXIME GORKY] (1)

(9 juillet 1936)

Gorky (2) est mort alors qu'il n'avait plus rien à dire. Cela rend presque supportable le décès d'un grand écrivain qui a laissé une empreinte profonde sur le développement de l'intelligentsia russe et de la classe ouvrière russe au cours des derniers quarante ans.

Gorky a commencé sa carrière littéraire comme un poète vagabond. Ce fut sa meilleure période d'artiste. Des profondeurs, il apportait à l'intelligentsia russe l'esprit d'audace, la bravoure romantique du peuple qui n'a rien à perdre. L'intelligentsia russe se préparait à briser les chaînes du tsarisme. Elle avait besoin d'oser. Elle a transmis aux masses cet état d'esprit.

Dans les événements de la révolution, il n'y avait cependant pas de place pour un vagabond véritable, sauf dans les vols et les pogroms. En décembre 1905, le prolétariat russe et l'intelligentsia radicale qui portait Gorky sur ses épaules se sont retrouvés... en opposition. Gorky a fait ce qui était honnête. Et c'était à sa façon un effort héroïque. Il s'est tourné vers le prolétariat. Le produit important de ce retournement a été *La Mère* (3). Un horizon plus large s'ouvrait à l'écrivain et il a commencé à creuser plus profondément. Mais ni la formation littéraire ni la formation politique ne pouvaient remplacer la magnifique spontanéité de sa première période créatrice. Une tendance à raisonner froidement se fit jour chez l'ambitieux vagabond. L'artiste commença à se faire didactique. Pendant les années de réaction, Gorky a été tiraillé entre la

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard T 3937, 3938. Paru dans *Biulleten Opositsii* n° 51, juillet-août 1936. Traduit du russe.

(2) Alexei M. PECHKOV, dit Maksim GORKY (1868-1936), après une enfance misérable s'était fait connaître comme un très grand romancier. Il avait sympathisé, avec des éclipses, avec le parti bolchevique, dirigé un journal menchevique en 1917. Il avait pris ses distances avec le régime en allant se fixer en Italie en 1921 d'où il revint en 1928, apportant en quelque sorte sa caution à la dictature stalinienne. Il venait de mourir à Moscou.

(3) Gorky était universellement connu quand il écrivit *La Mère* en 1907.

classe ouvrière, qui avait abandonné alors l'arène politique ouverte, et sa vieille ennemie-amie, l'intelligentsia russe, qui s'était maintenant découvert un nouvel enthousiasme pour... la religion. En compagnie de feu Lunatcharsky (4), Gorky paya son tribu à la mode de mysticisme. Et, comme monument à sa capitulation spirituelle, nous avons son médiocre roman, *Confession*. (5).

Le trait le plus profond de la structure de cet extraordinaire autodidacte était son culte de la culture. Il semble que sa première rencontre — tardive — avec cette grande dame l'ait marqué au fer rouge pour la vie. Gorky manquait de la formation intellectuelle nécessaire et de l'intuition historique qui auraient pu lui permettre de mettre entre lui et la culture la distance adéquate et lui auraient donné la liberté nécessaire pour une appréciation critique. Il y a toujours eu dans son attitude à l'égard de la culture un bon peu de fétichisme et d'idolâtrie.

Gorky a abordé la guerre avec un sentiment d'inquiétude pour les valeurs culturelles de l'humanité. Ce n'était pas tellement un internationaliste, mais un cosmopolite de la culture, bien qu'un cosmopolite russe jusqu'à la moelle de ses os. Il n'est jamais arrivé à avoir, ni une vision révolutionnaire de la guerre ni une compréhension dialectique de la culture. Il a pourtant été plusieurs têtes au-dessus de la fraternité intellectuelle patriotique de l'époque.

Il a ressenti la révolution de 1917 presque comme un directeur d'un musée culturel. Il était inquiet. Il était terrorisé par « la soldatesque sauvage et les ouvriers qui ne voulaient pas travailler ». Il a rejoint l'intelligentsia de gauche, qui approuvait la révolution à la condition qu'elle fût exempte de désordres. Il a été un ennemi déclaré de la révolution d'Octobre, mais un ennemi passif.

Gorky a eu beaucoup de mal à se faire à la victoire d'Octobre. Le désordre régnait dans le pays. L'intelligentsia souffrait de la faim et des persécutions. La culture était, ou semblait être, en danger. Au cours de ces années, Gorky apparut surtout comme un médiateur entre le pouvoir soviétique et les vieux intellectuels. Il était leur avocat devant le tribunal de la révolution. Lénine, qui l'aimait et l'estimait énormément, avait très peur qu'il ne soit victime de ses relations et de sa faiblesse, et réussit finalement à ce que

(4) Anatoli V. LUNATCHARSKY (1873-1933) critique littéraire, avait d'abord rejoint les bolcheviks avant de rompre avec eux pour constituer — avec Bogdanov et Gorky — une fraction gauchiste autour du journal *Vpered !* (En avant !). Il avait rejoint les bolcheviks en 1917.

(5) *Confession* date de 1908.

l'écrivain quitte volontairement le pays (6).

Gorky ne fit la paix avec le régime soviétique que lorsque le « désordre » eût pris fin, et qu'un développement économique et culturel du pays devinrent clairs. Il approuvait chaleureusement le grand mouvement des masses pour l'éducation. Par reconnaissance pour cela, il donna même rétroactivement sa bénédiction au soulèvement d'octobre.

La dernière période de sa vie fut sans aucun doute celle de son déclin. Mais ce déclin lui-même faisait normalement partie de l'orbite de sa vie. Sa tendance au didactisme avait maintenant ses plus importantes occasions. Il devint le maître inlassable de jeunes écrivains, même des écoliers. Ce qu'il enseignait n'était pas toujours juste, mais il le faisait avec une patience sincère et un générosité franche qui ont plus que compensé son amitié trop étroite avec la bureaucratie. Avec ces traits humains, trop humains, coexistait et prédominait chez lui son vieux souci pour la technique, la science et l'art. « L'absolutisme éclairé » fait bon ménage avec le service de la « culture ». Gorky croyait réellement que, sans la bureaucratie, il n'y aurait ni tracteurs, ni plans quinquennaux, ni surtout presses à imprimer et contingents de papier. Il pardonnait donc à la bureaucratie la médiocrité de son papier et même le byzantinisme maladif de la littérature baptisée « prolétarienne ».

La majorité de l'émigration blanche haïssait Gorky et le traitait de « traître ». Ce qu'il avait trahi exactement n'était pas très clair. Le prenait-on pour un traître à l'idéal de la propriété privée ? La haine que lui portaient les « ci-devant » du *bel étage* constituait un tribut adressé à juste titre, et très élogieux, au grand homme.

La presse soviétique est en train d'entasser sur son cadavre encore chaud des montagnes de louanges sans limites. Elle va jusqu'à le qualifier de « génie ». Elle le décrit comme « le plus grand génie ». Sans doute Gorky aurait-il froncé les sourcils à ce genre de louanges. Mais la presse qui sert la médiocrité bureaucratique a ses critères. Si Staline, Kaganovitch et Mikoyan (7) doivent être élevés au rang de génies de leur vivant, on ne peut naturellement pas refuser cette épithète à Gorky après sa mort. Gorky

(6) Allusion aux sept années de séjour de Gorky en Italie.

(7) Lazar P. KOGANOVITCH dit KAGANOVITCH (né en 1893), ouvrier cordonnier, bolchevik en 1913, s'était lié à Staline pendant la guerre civile et avait ensuite fait carrière dans l'appareil du parti. 11 était premier secrétaire du parti à Moscou et l'un des hiérarques du régime. Anastas I. MIKOYAN (1895-1971), bourgeois d'origine, bolchevik en 1915, était membre du bureau politique.

entrera dans l'histoire de la littérature russe comme un exemple indiscutable et convaincant d'un grand talent littéraire que n'a pas touché néanmoins le souffle du génie.

L'écrivain décédé est bien sûr dépeint aujourd'hui à Moscou comme un révolutionnaire inflexible et un « bolchevik intransigeant ». Ce sont là de pures inventions de la bureaucratie. Gorky est venu au bolchevisme autour de 1905 avec d'autres compagnons de route démocrates. Il en est reparti avec eux, sans abandonner toutefois des relations personnelles amicales avec les bolcheviks. Il n'est entré au parti que pendant le Thermidor soviétique. Son hostilité aux bolcheviks pendant la révolution d'Octobre et la guerre civile, de même que son soutien de la bureaucratie thermidorienne, démontrent très clairement qu'il ne fut jamais un révolutionnaire. Il est vrai pourtant, qu'il fut un satellite de la révolution. Lié à elle par l'inexorable loi de la gravitation, il a tourné toute sa vie autour de la révolution russe. Comme tous les satellites, il avait ses « phases ». Le soleil de la révolution éclairait parfois son visage. Parfois il frappait son dos. Mais, à travers toutes ses phases, Gorky restait fidèle à lui-même, à sa nature particulière, très riche, simple et en même temps complexe. Nous prenons congé de lui sans note d'intimité, sans louanges excessives, mais avec respect et gratitude. Le grand écrivain et le grand homme a laissé son empreinte sur une période de l'histoire. Il a contribué à tracer de nouvelles routes historiques.

**LE BUREAU INTERNATIONAL POUR
L'UNITÉ SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE
(bureau de Londres)
ET LA IV^e INTERNATIONALE (1)
(juillet 1936)**

Le réarmement de l'Allemagne et l'invasion de l'Abyssinie par l'Italie marquent la fin de l'après-guerre et le commencement officiel d'un nouvel avant-guerre. Avec le mouvement de grève en France et en Belgique, en juin 1936, commence une nouvelle vague révolutionnaire. Tous les partis et groupes opportunistes, centristes, social-patriotes, pacifistes-centristes, sont maintenant coincés entre la guerre qui vient et la révolution qui approche. La première conséquence en sera l'écrasement des groupes fédérés dans ce qu'on appelle le bureau de Londres (2).

Les événements des deux dernières années ont pleinement confirmé l'appréciation marxiste sur les partis et groupes du bureau de Londres comme des organisations centristes-conservatrices totalement incapables de résister à la pression de la réaction et du chauvinisme. La simple énumération des faits ne laisse aucun doute sur ce point.

Le S.A.P., l'aile marchante de l'association de Londres, a provoqué une scission dans le R.S.A.P. hollandais (3) avec pour

(1) Archives Cannon. Institut d'histoire sociale, New York. L'original est en russe. Une traduction française médiocre — n'indiquant pas que l'auteur était Trotsky — a paru dans *IV^e Internationale*, n° 1, octobre 1936, et a dû être entièrement revue. Trotsky, qui mentionne par ailleurs ce texte comme de sa plume dans une lettre du 21 juillet (cf. p. 276), jugeait un tel texte nécessaire, avant la conférence, à la fois contre les Hollandais du R.S.A.P., qui voulaient assister à la conférence du bureau de Londres prévue à Bruxelles du 31 octobre au 2 novembre, et les Britanniques du Marxist Group dont le porte-parole, C.L.R. James, souhaitait que la porte fût laissée ouverte.

(2) Rappelons que le « bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire », plus souvent appelé « bureau de Londres », était la continuation de l'I.A.G. fondé en 1932 par des partis en dehors des deux grandes internationales.

(3) Après la signature, par les dirigeants du R.S.A.P., de la « Lettre ouverte » pour la *IV^e Internationale*, le S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands), dirigé par Jacob Walcher, avait suscité et soutenu dans le parti hollandais l'opposition des militants qui avaient scissionné en novembre 1935. Après le départ du D.N.A., S.A.P. et LL.P. étaient les piliers du bureau de Londres.

unique objectif d'entraîner ce dernier dans la voie du centrisme ; il est entré dans le Front populaire de l'émigration allemande, le plus morne, le plus misérable et le plus mensonger de tous les Fronts populaires ; il a entrepris une défense hypocrite de la bureaucratie stalinienne contre les bolcheviks-léninistes et, en réalité, n'a lutté, exclusivement, que contre la IV^e Internationale.

L'Independent Labour Party avait essayé de prendre dans le conflit italo-abyssin une position de principe correcte (4). Mais la clique parlementaire-pacifiste de Maxton et compagnie, qui considère le parti comme un simple instrument entre ses mains à elle, l'a obligé, par un ultimatum brutal, à revenir à son lamentable pacifisme, et le parti a adopté en même temps une loi d'exception contre les « fractions », c'est-à-dire contre l'aile révolutionnaire marxiste (5). Dans la question de l'U.R.S.S., l'I.L.P. refuse d'opérer une distinction entre la révolution d'Octobre et la bureaucratie bonapartiste ; il continue à se taire sur les crimes de la bureaucratie et, en particulier, louange la servile compilation des Webb (6), dont l'objectif est d'écarter les travailleurs des voies et méthodes véritables de la révolution prolétarienne.

Le parti espagnol d'« unité marxiste » (7) a mis au premier plan de son programme la « révolution démocratique-socialiste » et définitivement abandonné ainsi la théorie de Marx et de Lénine en même temps que les leçons de la révolution d'Octobre qui, toutes, démontrent que la révolution prolétarienne ne peut se déployer dans le cadre de la démocratie bourgeoise, que la « synthèse » de la démocratie bourgeoise et du socialisme n'est rien d'autre que la social-démocratie, c'est-à-dire la trahison organisée des intérêts historiques du prolétariat. En parfait accord avec son programme, le parti ouvrier d'unification marxiste a trouvé sa place dans le Front populaire espagnol à la remorque des partis bourgeois de gauche dont celui de l'actuel président de la République, Azana (8). Le fait que les dirigeants de ce parti aient

(4) Trotsky fait allusion ici aux articles de Fenner Brockway publiés en août 1935 dans le *New Leader* et qui constituaient une rupture avec la politique pacifiste.

(5) Rappelons qu'à la conférence de l'I.L.P., qui avait eu lieu à Pâques à Keighton, Maxton, par un chantage à la démission, avait amené les délégués à revenir sur un vote déjà acquis ; par ailleurs, la conférence avait décidé d'interdire les « groupes », ce qui signifiait la dissolution du Marxist Group et la disparition de son bulletin dans l'I.L.P.

(6) Cf. n. 3, p. 43.

(7) Trotsky désigne ainsi le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista) fondé en septembre 1935 à Barcelone par la fusion notamment de la F.C.I. (Federación Comunista Ibérica), membre du bureau de Londres, et de la Izquierda comunista, section espagnole de la L.C.I. Le P.O.U.M. était membre du bureau de Londres.

critiqué ensuite le Front populaire (9) n'atténue en rien leur crime, car c'est à la façon dont ils se comportent en temps de crise qu'on juge les partis révolutionnaires, et non d'après ce qu'ils disent eux-mêmes, une fois la crise passée. Au cours des années décisives de la révolution espagnole, le parti de Maurin-Nin s'est montré tout à fait incapable de passer de la phrase petite-bourgeoise à l'action prolétarienne.

En France, le bloc avec Doriot — lequel vient, juste après la dissolution des ligues fascistes, de fonder le parti populaire français (P.P.F.) (10) — et Marceau Pivert contre la IV^e Internationale a très rapidement révélé son caractère réactionnaire. Le maire de Saint-Denis, Doriot, sous l'aile duquel s'était tenue la dernière conférence du bureau de Londres, est passé peu après dans le camp de la réaction, avec toute son organisation (11). Marceau Pivert remplit aujourd'hui la fonction d'agent de Blum pour les affaires « de gauche » — de ce même Blum qui, par l'intermédiaire de la police bourgeoise, fait saisir le seul journal révolutionnaire en France et poursuivre les partisans de la IV^e Internationale devant les tribunaux bourgeois (12).

Il n'est pas besoin de faire des remarques particulières en ce qui concerne le parti suédois, lequel ne sort pas du cadre d'un pacifisme provincial, sans parler des maximalistes italiens, des groupes de Pologne, de Roumanie et de Bulgarie, qui n'ont pas la programme électoral des gauches, acte de naissance du Front populaire en Espagne. Manuel Azana avait été élu président de la République le 5 avril 1936 et l'unique député du P.O.U.M., Maurin, avait voté pour lui.

(9) Dès le lendemain des élections, les dirigeants du P.O.U.M. avaient assuré que l'accord était circonstanciel, qu'ils ne l'avaient signé que pour ne pas s'isoler et assurer le vote de l'amnistie qui libérerait les condamnés politiques de 1934, et ils avaient entrepris de critiquer la politique des partis de Front populaire.

(10) Le nouveau parti d'extrême droite fondé par Jacques Doriot, le P.P.F., bénéficiait de l'aide de puissants bailleurs de fonds que lui avait notamment apporté Pierre PUCHEU (1899-1944). Sa création avait été annoncée dans *Le Temps* du 29 juin. Ses « idées-forces » étaient l'échec de la révolution russe » et son aboutissement à un « national-soviétisme », la « primauté » du « national », le caractère néfaste à la paix du pacte franco-soviétique, la dénonciation du P.C. comme « anti-français ». Il ne dissimulait pas son intention de récupérer une partie des troupes des ligues dissoutes.

(11) En février 1935 encore, Jacques Doriot avait reçu à Saint-Denis, dont il était maire, la conférence de l'I.A.G. L'évolution qui l'entraînait dans les eaux du fascisme ne rencontrait pas d'opposition dans ses troupes, venues comme lui du P.C., et qui acceptaient sans trop s'étonner le recrutement de cadres venus, eux, de l'extrême droite. Il avait avec lui quelques anciens dirigeants du P.C., comme Henri BARBÉ (1902-1966), ancien membre du bureau politique, exclu après l'affaire dite du « groupe Barbé-Célor ».

(12) Marceau Pivert avait été chargé au secrétariat général de la présidence du conseil du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma ; et le ministre de l'intérieur Roger Salengro membre comme lui de la S.F.I.O. avait fait saisir les journaux du P.O.I. et poursuivre ses dirigeants, pour « atteinte à la sûreté de l'État ».

moindre signification, ni qualitative ni quantitative (13).

Le bureau de la Jeunesse de Stockholm, affilié au bureau de Londres (14), mène la politique du S.A.P., c'est-à-dire une politique de duplicité et de tromperie dont les effets sont particulièrement démoralisants et néfastes sur la nouvelle génération de révolutionnaires. La physionomie véritable de ce bureau de Stockholm est caractérisée le mieux par le fait que, pour pouvoir poursuivre en toute tranquillité sa politique d'amitié avec les groupes les plus opportunistes et les plus patriotes, il a pris la responsabilité d'exclure le représentant des bolcheviks-léninistes, en minorité dans son sein, et qui ne revendiquait que le droit de libre critique (15). Par cette action, les dirigeants des bureaux de Londres et de Stockholm ont montré, même à des aveugles politiques, qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir de place dans ces organisations pour des révolutionnaires.

Les conférences internationales de ces deux bureaux sont des institutions et réunions diplomatiques semi-parlementaires à l'image de la II^e Internationale, mais à une échelle bien plus réduite, dont l'unique objectif est de procurer à des organisations centristes de droite une couverture internationale décorative, à l'abri de laquelle poursuivre leur politique opportuniste dans le cadre national. Les déclarations et les prétendues résolutions de ces conférences internationales, elles-mêmes profondément éclectiques, n'exercent aucune influence sur le cours réel des organisations nationales affiliées.

Ce qu'il en est réellement de la « base marxiste internationale » et de l'« homogénéité révolutionnaire » propagées par ces organisations, apparaît dans le fait qu'aucun accord n'existe au sein de cette Internationale miniature sur une seule question de principe ou d'actualité. Dans le conflit italo-abyssin, par exemple, l'I.L.P. d'Angleterre s'oppose aux sanctions de la Société des nations et condamne toute collaboration du mouvement ouvrier avec cette dernière. Les maximalistes italiens, de leur côté, supplient la S.D.N., dont le moteur est l'Angleterre, d'aggraver les

(13) Trotsky fait ici allusion aux petites formations qui appartenaient au bureau de Londres.

(14) Le bureau de la jeunesse avait été fondé, en février 1934, par une conférence internationale des organisations de jeunesse qui s'était tenue dans la foulée du bloc des quatre, mais avait payé un prix élevé à la répression, le gouvernement hollandais ayant livré à Hitler des délégués des jeunes du S.A.P.

(15) Le bureau dit « de Stockholm », qu'animait l'Allemand du S.A.P. Herbert FRAHM, dit Willy BRANDT (né en 1913), avait exclu de ses rangs, en août 1935, le représentant des B.L. Walter Held.

dres, pour sa part, signe le programme bourgeois du « Front populaire » espagnol qui se prononce pour une politique étrangère conforme aux principes et méthodes de la Société des nations (16). La même confusion prévaut dans la position du bureau de Londres sur la politique de trahison des staliniens qui porte le nom de Front populaire. Alors que la dernière réunion adresse son salut au Front populaire, alors que la section espagnole a participé au Front populaire espagnol et que les sections allemande et italienne prennent part aux simagrées de Front populaire dans leurs émigrations respectives, l'I.L.P. et, de toute évidence, le parti socialiste suédois rejettent pour leur propre pays la politique de Front populaire — tout en l'admettant sur le plan international ! L'I.L.P. va même jusqu'à refuser de soutenir des candidats du Labour Party face à des candidats bourgeois (17). Mais le bureau de Londres est gagné par l'enthousiasme pour le Front populaire français qui fait élire au parlement des bourgeois à la Herriot avec les voix des socialistes et des communistes.

Il suffit de dire qu'au dernier congrès, tenu en mai 1935, du D.N.A., la seule organisation de masse affiliée au bureau de Londres, il ne s'est pas élevé une seule voix contre la rupture des relations entre ce parti et le bureau de Londres. Ce fait éloquent prouve sans discussion possible que le lien avec le bureau de Londres reste purement formel, qu'il n'impose aucune obligation à quiconque, qu'il n'a aucun poids dans la vie interne des sections, et qu'il ne peut par conséquent contribuer à la constitution ne serait-ce que d'une ombre d'aile gauche.

Les partis du bureau de Londres n'ont ni doctrine ni politique autonomes. Ils végètent entre l'aile gauche de la II^e Internationale et la III^e dans sa dernière phase, laquelle représente la fraternisation avec la bourgeoisie, soi-disant dans l'intérêt de l'Etat ouvrier, de la défense de la « patrie démocratique », du Front populaire antifasciste, etc. Ils constituent ainsi une réédition en miniature, de l'internationale 2 1/2. Au cours des deux dernières années, le bureau de Londres n'a pas adopté de position révolutionnaire claire sur une seule question, n'a exercé sur le mouvement ouvrier une influence enrichissante par aucune de ses activités, et, non seulement n'a pas attiré contre lui l'attention hostile de la II^e et de la III^e Internationales, mais, au contraire,

(16) La dernière ligne de ce programme — contresigné au nom du P.O.U.M. par Juan Andrade — précisait : « La politique internationale sera orientée dans le sens de l'adhésion aux principes et aux méthodes de la Société des nations. »

(17) Lors des élections législatives britanniques de novembre 1935, l'I.L.P. avait appelé à ne pas voter pour les candidats du Labour Party qui soutenaient la politique des « sanctions » décidées par la S.D.N.

s'est rapproché d'elles dans leur chasse à la IV^e Internationale. Aujourd'hui, où les deux vieilles Internationales se sont rapprochées à ce point l'une de l'autre, l'existence d'une Internationale intermédiaire devient un pur non-sens.

Les intérêts de la IV^e Internationale, c'est-à-dire ceux de la révolution prolétarienne, excluent tout compromis de principe, toute complaisance ou toute tolérance vis-à-vis de groupes, partis ou individus, qui abusent constamment des noms de Marx, Engels, Lénine, Luxemburg et Liebknecht, à des fins en contradiction directe avec les idées et les actions de ces maîtres et combattants.

Au moment où le spectre d'une nouvelle guerre commence à prendre chair et sang, le bureau de Londres, sous la direction du S.A.P., a lancé le mot d'ordre absurde d'un « nouveau Zimmerwald » au lieu de poser la question d'un programme marxiste, d'une politique bolchevique et de la sélection de cadres révolutionnaires. Tous ceux qu'effraient en général les difficultés des tâches révolutionnaires se sont hâtés de se cramponner à ce mot d'ordre d'apparence léniniste. Mais quelques mois ont passé, et ses inventeurs eux-mêmes ont oublié leur propre découverte. La tâche de la construction d'une nouvelle Internationale sur les bases de granit des principes demeure entière. Il ne sera pas si facile de sortir de cette situation historique.

Les dirigeants des organisations les plus importantes du bureau de Londres ne sont ni des adolescents ni des novices (18). Tous ont derrière eux un long passé d'opportunisme, de pacifisme et de flottements centristes. Ni la guerre, ni la révolution d'Octobre, ni la destruction du prolétariat autrichien et allemand, ni le tournant de trahison de l'I.C., pas plus que l'approche de la nouvelle guerre, ne leur ont rien enseigné, mais les ont au contraire encore démoralisés. Le devoir immédiat des révolutionnaire prolétariens est donc de dénoncer systématiquement et sans compromissions les hésitations, les équivoques et les actes hypocrites du bureau de Londres en tant qu'obstacle le plus proche et le plus immédiat sur la voie de la poursuite de la construction de la IV^e Internationale.

(18) Le principal dirigeant du S.A.P., Walcher, avait été l'un des dirigeants du P.C. allemand jusqu'en 1923 ; Maurin, Nin, Gorkin étaient des dirigeants du P.C. espagnol, le second avait été secrétaire de l'Internationale syndicale rouge dans les années vingt. Kilbom avait fondé et dirigé le P.C. suédois, Maxton dirigé l'I.L.P. avant 1914. Le seul « homme nouveau » du bureau de Londres était au fond Willy Brandt.

DEVANT LA SECONDE ÉTAPE (1)

(9 juillet 1936)

Il faut le répéter une fois de plus : la presse sérieuse du capital, comme *Le Temps* de Paris (2) ou le *Times* de Londres, a su apprécier l'importance des événements de juin, en France et en Belgique, de façon beaucoup plus juste, plus perspicace que ne l'a fait la presse du Front populaire. Tandis que les journaux socialistes et communistes officiels, à la suite de Léon Blum, parlent de la « réforme pacifique du régime social de la France » qui a déjà commencé, la presse conservatrice affirme que la révolution s'est ouverte en France et qu'elle va prendre inévitablement des formes violentes à l'une de ses prochaines étapes. Il serait inexact de ne voir dans ce pronostic — ou de n'y voir surtout — qu'une tentative pour effrayer les possédants. Les représentants du grand capital savent considérer de façon très réaliste la lutte sociale. Les politiciens petits-bourgeois, au contraire, prennent volontiers leurs désirs pour des réalités : se plaçant entre les classes fondamentales, le capital financier et le prolétariat, MM. les « réformateurs » proposent aux deux adversaires de s'entendre sur une ligne moyenne, celle-là même qu'ils ont élaborée à l'état-major du Front populaire et qu'ils interprètent eux-mêmes de façon différente. Ils devront pourtant se convaincre rapidement qu'il est infiniment plus facile de concilier les contradictions de classes dans des éditoriaux que dans le travail gouvernemental, surtout au plus fort de la crise sociale.

A la Chambre, on a déjà ironiquement accusé Blum d'avoir mené les pourparlers sur les revendications des grévistes avec les représentants des « deux cents familles ». « Et avec qui m'aurait-il fallu parler ? » répondit ingénieusement le président du

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3940, *La Lutte ouvrière*, 15 juillet 1936.

(2) *Le Temps* écrivait le 9 juin qu'on était devant « une offensive de grand style en vue d'instaurer en France la dictature du prolétariat », et affirmait : « De toute façon et quoi qu'il advienne par la suite, la victoire remportée par le communisme et le syndicalisme correspond au plus grave échec que le régime parlementaire ait encore subi depuis qu'il existe dans notre pays ».

conseil (3). Il est vrai que, s'il faut négocier avec la bourgeoisie, il faut s'adresser aux maîtres véritables, à ceux qui sont capables de trancher pour eux-mêmes et de donner des ordres. Mais alors il était inutile de leur déclarer bruyamment la guerre ! Dans le cadre du régime bourgeois, de ses lois, de sa mécanique, chacune des « deux cents familles » est incomparablement plus puissante que le gouvernement Blum. Les magnats de la finance représentent le couronnement du système bourgeois de la France, et le gouvernement Blum, malgré ses succès électoraux, ne « couronne », lui, qu'un intervalle temporaire entre les deux camps en lutte.

Actuellement, à la mi-juillet, il peut sembler, à regarder les choses superficiellement, que tout est plus ou moins rentré dans la norme. En fait, dans les profondeurs du prolétariat comme dans les sommets de la classe dominante, se prépare presque automatiquement le déclenchement d'un nouveau conflit. Le fond de l'affaire est là : les réformes, très piétres en réalité, sur lesquelles les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières se sont mis d'accord, ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme décadent pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fait, au plus fort de la crise, des affaires magnifiques, peut assurément s'accommoder de la semaine de quarante heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et petits industriels (4) sur qui le capital financier s'appuie et sur qui il fait maintenant retomber les frais de son accord avec Blum doivent, soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs en général.

Blum a, certes, plus d'une fois développé, à la Chambre et dans la presse, la séduisante perspective d'une réanimation économique générale et d'une circulation qui s'étendrait rapidement, donnant ainsi la possibilité d'abaisser considérablement les frais généraux de production et permettant, du coup, d'augmenter les dépenses en force de travail sans élever les prix des marchandises. Il est vrai que de semblables processus économiques combinés se sont plus d'une fois produits dans le passé : toute l'histoire du

(3) Paul Reynaud, au cours du débat à la Chambre des députés du 12 juin, avait fait remarquer que Léon Blum, en négociant avec « les deux cents familles », avait délibérément sacrifié « la petite industrie ». Blum avait répondu : « Nous avons précisément ressenti un vif sentiment de joie quand nous avons vu les signatures des représentants des deux cents familles apposées en face de celles de la C.G.T. » (*Le Populaire*, 13 juin 1936).

(4) Dans son intervention à la Chambre, Paul Reynaud avait dit que la politique de Blum allait « frapper en plein cœur » les petites entreprises. Le gouvernement Blum tenta de corriger cette conséquence de sa politique par la loi du 19 août, dite « loi Spinasse », de prêts à l'industrie, au commerce et à l'agriculture.

capitalisme ascendant en est marquée. Mais le malheur est que Blum tente d'évoquer dans l'avenir un passé révolu sans retour. Des politiciens sujets à de telles aberrations peuvent bien s'appeler socialistes et même communistes, en fait ils ne regardent pas en avant, mais en arrière, et c'est pourquoi il constituent des freins au progrès.

Le capitalisme français, avec son célèbre « équilibre » entre l'agriculture et l'industrie, est entré dans la phase de son déclin, après l'Italie et l'Allemagne, mais de façon non moins irrésistible. Ce n'est pas là une phrase de proclamation révolutionnaire, mais une réalité incontestable. Les forces productives de la France ont dépassé les cadres de la propriété privée et les frontières de l'État. L'ingérence gouvernementale sur les bases du régime capitaliste ne peut qu'aider à faire passer les faux frais de la décadence, de certaines classes sur d'autres. Sur lesquelles précisément ? Quand le président du conseil doit mener des pourparlers sur une répartition « plus équitable » du revenu national, il ne trouve pas, nous l'avons vu, d'interlocuteurs plus valables que les représentants des « deux cents familles ». Comme ils détiennent tous les leviers de l'industrie, du crédit et du commerce, les magnats de la finance font retomber les frais de l'accord sur les « classes moyennes », les contraignant par là à entrer en conflit avec les ouvriers. C'est là que réside actuellement le nœud de la situation.

Les industriels et les commerçants montrent aux ministres leurs livres de comptes et disent : « Nous ne pouvons pas. » Le gouvernement, qui se souvient des vieux manuels d'économie politique, répond : « Il faut diminuer les frais de production. » Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. En outre, améliorer la technique, dans les conditions actuelles, c'est augmenter le chômage et, en fin de compte, approfondir la crise. De leur côté, les ouvriers protestent contre le fait que la montée des prix, qui ne fait que commencer, menace de dévorer leurs conquêtes. Le gouvernement ordonne aux préfets d'ouvrir la lutte contre la vie chère. Mais les préfets savent, par une longue expérience, qu'il est beaucoup plus facile de faire baisser le ton des journaux que le prix de la viande. La vague de vie chère est encore devant nous...(5).

Les petits industriels, les petits commerçants et, derrière eux, les paysans seront de plus en plus déçus par le Front populaire

(5) De mai à novembre 1936, les prix industriels vont monter de 35 %. La hausse des prix entre avril 1936 et avril 1937 sera de 29 % pour les produits alimentaires, 62 % pour les vêtements, 37 % pour les articles de ménage. Dans *La Jour-*

dont, avec une spontanéité et une naïveté plus grandes que les ouvriers, ils attendaient le salut dans l'immédiat. La contradiction politique fondamentale du Front populaire réside dans le fait que ceux qui sont à la tête de sa politique de « juste milieu », craignant d'« effrayer » les classes moyennes, ne sortent pas des cadres de l'ancien régime social, c'est-à-dire de l'impasse historique. Pourtant ces prétendues « classes moyennes » — non leurs sommets, bien entendu, mais leurs couches inférieures —, qui sentent l'impasse à tout moment, ne craignent nullement, elles, les décisions hardies, et les réclament au contraire pour les délivrer du nœud coulant qui les étreint. « N'attendez pas de nous des miracles », répètent les pédants au pouvoir. Mais précisément, sans « miracle », c'est-à-dire sans décisions héroïques, sans une complète révolution dans ses rapports de propriété — sans concentration du système bancaire, des branches fondamentales de l'industrie et du commerce extérieur dans les mains de l'État —, il n'est pas de salut pour la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne. Si les classes moyennes, au nom desquelles s'est précisément édifié le Front populaire, ne trouvent pas à gauche plus de hardiesse, elles iront à droite en chercher. La petite bourgeoisie tremble de fièvre et se jettera, sans qu'on puisse l'éviter, d'un bord à l'autre. Entre temps, le grand capital stimulera à coup sûr ce tourment qui doit marquer le début du fascisme en France, non seulement sous la forme d'organisation semi-militaire des fils de famille, avec autos, et avions, mais aussi comme véritable mouvement de masse.

Les ouvriers ont exercé en juin une grandiose pression sur les classes dirigeantes, mais ne l'ont pas conduite jusqu'au bout. Ils ont montré leur puissance révolutionnaire, mais aussi leur faiblesse : l'absence de programme et de direction. Tous les fondements de la société capitaliste, comme ses ulcères incurables, sont restés en place. Maintenant, s'est ouverte la période de la contrepression : répression contre les agitateurs de gauche (6), agitation toujours plus subtile de ceux de droite, tentatives de hausse des prix, mobilisation d'industriels pour des lock-out massifs. Les syndicats de France qui, à la veille de la grève, ne comptaient

née industrielle du 9 juin 1936, Claude-Joseph Gignoux, son directeur, ancien ministre de Laval, professeur à l'institut catholique et président de la C.G.P.F., écrivait : « Par l'effet combiné des élévations de salaires, de la semaine de 40 heures et dans une moindre mesure des congés payés, nous allons à une hausse importante des prix en France. »

(6) Après les poursuites pour « provocation directe à l'attroupement » et la saisie du premier numéro de *La Lutte ouvrière*, le gouvernement venait de donner des instructions pour saisir le second numéro et poursuivre ses responsables pour

même pas un million de membres, approchent maintenant des quatre millions (7). Cet afflux inouï montre bien les sentiments qui animent les masses ouvrières. Il ne peut même pas être question de faire retomber sur elles sans combat les frais de leurs propres conquêtes. Ministres et chefs officiels, inlassablement, exhortent les ouvriers à se tenir tranquille et à ne pas empêcher le gouvernement de travailler à résoudre les problèmes. Mais puisque le gouvernement, par la nature même des choses, ne peut résoudre aucun problème, puisque les concessions de juin furent obtenues par la grève et non par une attente patiente, puisque chaque jour qui passe dévoilera un peu plus l'inconsistance du gouvernement face à la contre-offensive grandissante du capital, ces exhortations monotones perdront très rapidement leur force de persuasion. La logique de la situation, telle qu'elle découle de la victoire de juin, ou, plus exactement, du caractère semi-fictif de cette victoire, forcera les ouvriers à répondre à l'appel, c'est-à-dire à entrer de nouveau en lutte. C'est par peur de cette perspective que le gouvernement va de plus en plus à droite. Sous la pression immédiate des alliés radicaux mais, en fin de compte, sur l'exigence des « deux cents familles », le ministre socialiste de l'intérieur a déclaré au Sénat que les occupations par des grévistes d'usines, de magasins et de fermes ne seraient plus tolérées (8). Un avertissement de ce genre n'arrêtera assurément pas la lutte, mais il est capable de lui donner un caractère incomparablement plus décisif et plus aigu.

Une analyse absolument objective, partant de ce qui est, et

« provocation au crime de meurtre et à des violences envers les personnes » (*Le Populaire*, 24 juin 1936). L'instruction était confiée au juge Aubery, lequel, selon les dirigeants du P.O.I., avait lancé une dizaine de mandats et semblait surtout intéressé à une accusation d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'État ».

(7) Les chiffres donnés par Georges Lefranc sont deux millions et demi à la mi-juin, près de cinq millions à la fin de l'année pour la C.G.T. (*Juin* 36, p. 254). Antoine Prost (*La C.G. T. à l'époque du Front populaire*) affirme que les effectifs de cette dernière ne dépassèrent jamais les cinq millions.

(8) Lors du débat du 7 juillet au Sénat, le porte-parole du groupe de la Gauche démocratique, M. Bienvenu-Martin, avait demandé au ministre de l'intérieur s'il entendait « tolérer plus longtemps les occupations de fermes et d'usines » qui constituaient, selon lui, une « atteinte à l'ordre public ». Le ministre socialiste, répétant à deux reprises que le gouvernement était « résolu à assurer l'ordre public », avait finalement précisé, sur l'istante pression des sénateurs : « Si demain des occupations de magasins, de bureaux, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme. » Le Sénat avait pris acte, par le vote d'un ordre du jour Bienvenu-Martin qui ne comportait pas la confiance. Quelques heures plus tard, un communiqué du ministère de l'intérieur indiquait — signe des temps — ce que le ministre avait voulu dire par « moyens appropriés », à savoir, « intervention des militants du mouvement syndical », puis celle des pouvoirs publics, confirmation des deux, intervention commune... avant « d'autres mesures » lesquelles pourraient consister en l'envoi de gendarmes, préalablement désarmés...

non de ce qu'on désire, conduit ainsi à la conclusion que, des deux côtés, se prépare un nouveau conflit social et qu'il éclatera de façon inéluctable, presque mécanique. Il n'est pas difficile de déterminer dès maintenant ce que sera sa nature. Dans toutes les périodes révolutionnaires de l'histoire, on trouve deux étapes successives, étroitement liées l'une à l'autre : d'abord un mouvement « spontané » des masses, qui prend l'adversaire à l'improviste et lui arrache de sérieuses concessions ou au moins des promesses ; après quoi, la classe dominante, sentant menacées les bases de sa domination, prépare sa revanche. Les chefs traditionnels de « gauche », pris à l'improviste par le mouvement, tout comme leurs adversaires, espèrent sauver la situation par leur éloquence conciliatrice et perdent en fin de compte leur influence. Les masses entrent dans la nouvelle étape de la lutte presque sans direction, sans programme clair et sans idée des difficultés immédiates. Ainsi, le conflit, qui monte inévitablement à partir de la première demi-victoire des masses, se termine souvent par leur défaite ou leur demi-défaite. On ne saurait, dans l'histoire des révolutions, trouver à cette règle aucune exception. La différence pourtant — et elle n'est pas mince — réside dans le fait que la défaite a quelquefois revêtu le caractère d'un *écrasement* : telles furent, par exemple, les journées de juin 1848 (9), en France, qui marquèrent la fin de la révolution ; alors que dans d'autres cas, la demi-défaite constitua simplement une *étape vers la victoire* : c'est par exemple le rôle que joua en juillet 1917, la défaite des ouvriers et des soldats de Pétersbourg (10). La défaite de juillet accéléra en fait la montée des bolcheviks, qui non seulement avaient su apprécier correctement la situation, sans illusions et sans fard, mais ne s'étaient pas détachés non plus des masses au cours des journées les plus difficiles de la défaite, au milieu de victimes et sous la persécution.

(9) Le gouvernement provisoire issu de la révolution de février 1848 avait fait créer à Paris et en province des « ateliers nationaux » qui employaient dans la capitale un peu plus de 115 000 ouvriers à des travaux divers. Le 22 mai 1848, un arrêté gouvernemental donnait le choix aux ouvriers célibataires entre la radiation des rôles et l'engagement dans l'armée : après bien des atermoiements, la note paraissait au *Moniteur* du 22 juin. Les ouvriers parisiens se soulevèrent les armes à la main et combattirent quatre jours durant contre les forces de l'ordre commandées par le général Cavaignac. La défaite des ouvriers est le début de la réaction qui mena à l'empire.

(10) Malgré les dirigeants des bolcheviks qui redoutaient un choc prématuré, de grandioses manifestations furent organisées, à l'initiative du 1^{er} régiment de mitrailleurs, les 3 et 4 juillet 1917 pour réclamer le départ des ministres bourgeois et un « gouvernement purement socialiste » en Russie. Dès le 5 juillet cependant, le gouvernement provisoire dispersait les manifestants grâce à l'arrivée de régiments fidèles. L'immeuble du parti allait être saccagé, son journal interdit, ses dirigeants inculpés, arrêtés ou en fuite.

Oui, la presse conservatrice analyse mûrement la situation. Le capital financier et ses organes politiques et militaires auxiliaires préparent et calculent froidement leur revanche. Dans les sommets du Front populaire, il n'y a qu'effarement et zizanie... Les journaux de gauche font des sermons, les chefs se gargarisent de phrases. Les ministres s'efforcent de démontrer à la Bourse qu'ils sont mûrs pour diriger l'État. Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans la prochaine étape du conflit, non seulement *sans* la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin 36, mais aussi *contre* elles. Malgré tout, il n'existe pas encore de nouvelles direction reconnue de tous. Dans de telles conditions, il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec le triomphe inévitable de la réaction fasciste, ou bien une simple leçon de stratégie, dont la classe ouvrière sortira incomparablement mûrie, et après laquelle elle renouvellera sa direction et pourra préparer les conditions de sa victoire future ?

Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'histoire. Il faut, certes, que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience — mais pas depuis le début, ni tout : — en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse, qui se poursuit actuellement, ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable, et sans doute assez proche, nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée.

Il n'est pas vrai que les révolutionnaires de France soient intéressés à ce que le conflit soit accéléré ou à ce qu'il soit « artificiellement » provoqué : seuls peuvent le penser d'obtus cerveaux de policiers. Les marxistes révolutionnaires voient leur devoir, qui est de regarder la réalité en face et de nommer chaque chose par son nom. Tirer à temps de la situation objective la perspective de la seconde étape, c'est aider les ouvriers avancés à ne pas être pris à l'improviste et à apporter dans la conscience des masses en lutte la plus grande clarté possible. C'est précisément en cela que consiste actuellement la véritable tâche d'une direction politique sérieuse.

[PROBLÈMES AU JOUR LE JOUR] (1)

(9 juillet 1936)

Cher Ami,

Je vous envoie pour le *Bulletin* un article sur la situation en France (2). Cet article est écrit sur un ton si objectif qu'il ne peut en aucune façon susciter la répression. En même temps, je l'envoie pour la traduction. J'espère qu'il paraîtra sans retard. Il pourrait, s'il en est encore temps, paraître aussi dans la brochure qu'édite la Librairie du Travail. Mais on se rend mieux compte de tout cela sur place.

Les thèses envoyées hier (3) pourraient à la rigueur être elles aussi imprimées dans le *Bulletin* (les thèses sur l'U.R.S.S.). Il n'est pas nécessaire d'indiquer que les thèses constituent un projet qui peut encore être modifié. Imprimées sous ma signature, elles seront en attendant perçues comme un article.

Ce soir ou demain matin, je vous enverrai une petite notice sur Gorky (4). Si on ajoute des extraits de mon grand livre, alors ce n'est pas un numéro entier qui est assuré, mais deux et plus.

J'ai arrêté de travailler à mon livre à cause des visites et du travail urgent sur les thèses. Maintenant, je vais m'y remettre. Le dernier chapitre est intégralement rédigé : il est là, devant moi, à l'état de second brouillon. Je compte fermement expédier ce dernier chapitre mercredi prochain 15 juillet. Il fera encore près de quarante pages.

La notice sur Ciliga, il faut absolument l'insérer dans le prochain numéro. Si, quand il en était temps, vous ne l'aviez pas refu-

(1) Lettre à L. Sedov. Bibliothèque du College de Harvard, 10157, avec la permission de la Houghton Library. Traduite du russe.

(2) Le « Bulletin » désigne le bulletin russe, *Biulleten Oppositsii*, dont Sedov était responsable et auquel Trotsky fournissait beaucoup de copie. Pour l'article, cf. p. 213-219.

(3) Cf. p. 193-200.

(4) Cf. p. 203-206.

(5) Sedov n'avait pas été d'accord avec l'attitude prise par Trotsky vis-à-vis de Ciliga à cause de son projet de collaboration à un organe menchevique.

sée, en me tançant sévèrement (5)... mais vous l'aviez montrée à Ciliga, alors il est possible qu'il se serait abstenu de faire des sottises et aurait continué en ronchonnant à collaborer avec nous. A Paris, il y a un important pourcentage de jeunes gens qui ne prêtent pas attention aux conseils politiques, qui se conduisent non-chalamment, négligemment à leur égard, mais qui, en revanche, sont très prodiges de sermons. Je ne vois absolument pas la moindre amélioration dans ce domaine, ni du côté des Français ni du côté des autres « nations » (6).

Quant à nos amis hollandais, cette fois-ci, il ne faut pas céder. Il faut faire de la question des rapports avec le bureau de Londres une question primordiale. Je pense que les gens qui se rendent à Genève pour la conférence doivent déjà envoyer aux hollandais une lettre signée de leurs noms (davantage de signatures), les invitant à s'y rendre sans faute et leur rappelant courtoisement qu'ils se sont engagés à être secrétaires et qu'en conséquence ils sont d'autant plus tenus de prendre part à la conférence. Il faut réunir le plus possible de documents prouvant notre bonne foi et notre désir effectif d'arriver à un accord et une mutuelle compréhension.

Le livre de Victor Serge sur l'U.R.S.S. doit sortir bientôt à la Librairie du Travail (7). Ce livre m'intéresse extraordinairement. Serait-il possible d'avoir les épreuves un peu plus vite, avant même la parution du livre ? Je pense qu'on pourrait faire paraître dans le *Bulletin* pas mal de choses extraites de ce livres, sinon dans le prochain numéro, du moins dans le suivant.

(6) Ces reproches à Sedov visent également les « jeunes gens » de la direction française et du secrétariat international.

(7) Le livre sur l'U.R.S.S. par Victor Serge dont Trotsky fait mention ici était en réalité moins avancé, puisque Serge en parle encore comme d'un travail courant dans sa correspondance du mois d'août. Il ne parut d'ailleurs pas à la Librairie du Travail, mais chez Bernard Grasset sous le titre *Destin d'une Révolution, U.R.S.S. 1917-1936*, en février 1937.

ILES DIFFICULTÉS DE LA SECTION FRANÇAISE] (1) (11 juillet 1936)

Camarades,

1. Les protestations de quelques camarades contre ma lettre par laquelle j'ai voulu « dégager ma responsabilité » ne peuvent que me réjouir. Elles démontrent qu'on commence enfin à se préoccuper à la base de surveiller la direction. C'est une condition nécessaire pour la cohésion de l'organisation.

Ai-je cependant mérité ces reproches ? Vraiment je n'en suis pas sûr. Le plénum international, avec ma participation, a prononcé l'exclusion de R(aymond) M(olinier) de notre organisation. La commission créée par le S.I. et présidée par moi a déclaré publiquement que *La Commune* et son organisation se trouvent en dehors de la IV^e Internationale. Après la fusion avec le P.C.I., le S.I. a déclaré qu'il maintient jusqu'à la conférence internationale sa décision concernant R.M. Dans ces conditions, R.M., après avoir échoué dans sa tentative incroyable, inqualifiable, d'imposer à notre section le nom et le journal de son « parti » (2), met néanmoins son estampille sur votre journal, c'est-à-dire montre de nouveau qu'il se moque des décisions formelles, des engagements pris et de l'opinion publique de notre organisation internationale comme d'ailleurs de la section nationale.

Je suis collaborateur de votre journal. Mais je suis aussi

(1) Lettre au C.C. du P.O.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 7873, avec la permission de la Houghton Library. Original en français. Le point 1) avait été publié dans le *Bulletin intérieur Au P.O.I.*, n° 3, 25 juillet 1936.

(2) Molinier et ses camarades avaient proposé l'« unification » sous le sigle de l'unique parti existant alors en tant que tel et en tant que section, le P.C.I., qu'ils dirigeaient. Comme Trotsky l'avait proposé, le *B.I.* du P.O.I. n° 2 avait écrit : « En son temps, le S.I. a exclu R.M. de l'organisation internationale des B.L. Il maintient cette exclusion. Cependant, la section française, dans son désir de rassembler les forces de la IV^e Internationale, s'est vue amenée à fusionner avec l'organisation de *La Commune*, y compris M. Vu le sérieux de la situation actuelle, le S.I. ne proteste pas formellement contre ce fait, mais en laisse l'entière responsabilité à l'organisation française et se réserve le droit de régler la question Molinier à la prochaine conférence de la IV^e Internationale ».

membre du plénum international. Je crois que, dans ces conditions très précises, j'avais non seulement le droit mais le devoir de « dégager ma responsabilité ». La discipline internationale domine, dans tous les cas, la discipline nationale. Si je l'ai fait dans une forme qui a pu peut-être offenser le sentiment démocratique de l'organisation, je suis le premier à le regretter sincèrement, mais j'espère que cette explication va aplanir le malentendu. Si cela peut vous être utile, vous pouvez publier cette explication dans le bulletin intérieur (3).

2. Je ne crois pas que ce sont « les affaires » de Molinier qui soient à l'ordre du jour de votre organisation. Qu'il cesse ses affaires ou qu'il les continue, cela n'a plus, à mes yeux du moins, une grande importance. Il a fait tant de promesses et pris tant d'obligations sans lendemain qu'une de plus ou de moins ne pèserait vraiment pas lourd dans sa balance. Ce qu'il faut constater, c'est l'incompatibilité totale entre ses conceptions (les vraies), ses méthodes d'agir, son attitude à l'égard de l'organisation comme à l'égard de camarades individuellement ; *c'est tout cela* qui fait de lui un facteur de destruction de l'organisation.

Au plénum, j'ai été le dernier à défendre, non ses méthodes, qui sont indéfendables, mais la nécessité d'une dernière tentative de collaboration. Or l'expérience de *La Commune* et l'attitude de R.M. après le fiasco le plus lamentable de cette aventure, trahissent par son essence même, démontrent qu'il n'y a rien de commun entre R.M. d'un côté et nos principes, notre politique, nos méthodes et nos règles de moralité révolutionnaire, de l'autre — rien de commun, je le répète. Le fait même que toute l'organisation soit obligée à chaque instant de s'occuper de R.M. et non de questions plus importantes démontre l'incompatibilité entre R.M. et l'organisation révolutionnaire.

Non, il ne s'agit pas de ses « affaires » en elles-mêmes. Il s'agit surtout de sa politique de *pression financière* dans sa propre organisation. Le fait est établi, incontestablement. La commission de contrôle l'a constaté formellement. Si le secrétariat international, le soussigné y compris, a consenti à subordonner la question de R.M. aux intérêts de la fusion, c'était précisément pour donner à toute la base, surtout aux jeunes [l'occasion] de faire leur *propre* expérience avec R.M. Il me semble que l'expérience est pleinement faite. Il faut tirer le *bilan définitif*. Voilà mon opinion.

3. Quant à la motion politique, elle doit être moins insuffisante si elle permet que vote pour elle un groupe de camarades qui

(3) Le P.O.I. publia cette mise au point dans son *BJ*. n° 3.

se sont prononcés la veille dans un sens contraire, et avec quelle véhémence, pour ne pas dire brutalité. Une nouvelle preuve que les principes ne sont rien pour R.M. et son groupe quand il s'agit de difficultés personnelles. On vote tout, on prononce des discours mielleux et on prépare un nouveau complot. L'unanimité fictive ne donne rien dans des cas pareils et empêche même l'organisation de s'éduquer. C'est un peu la répétition des fautes de l'expérience avant le complot de *La Commune*.

4. Quand je lis *VHuma* et le *Popu*, je me répète : impossible pour notre section française de ne pas avoir des succès éclatants. Le récit de vos discussions sur le cas de Lille fait par Fr(édéric) démontre un niveau très élevé (4). On apprend vite sous la pression des grands événements. Ce qu'il faut maintenant, c'est un *noyau ferme* dans la direction, capable de décider, de commander et de mettre dans l'incapacité de nuire les « francs-tireurs », les aventuriers et les « factieux ».

5. T(rotsky) vous a envoyé son troisième article (5). Il est écrit sur un ton très « objectif », très modéré dans la forme. Ce ton correspond, il me semble, à cette période transitoire entre deux étapes. *Il faut expliquer*. Tout le monde autour de vous doit commencer à réfléchir. C'est par le sérieux de votre analyse que vous gagnerez les meilleurs.

6. Je viens d'entendre à la radio les mesures préparatoires de Salengro (6) contre les grévistes « sur le tas » (convocation des préfets, etc.) Des conflits sont inévitables. Le devoir des révolutionnaires est d'orienter ces conflits vers un dénouement *politique* et non *physique*, c'est-à-dire aussi peu physique que possible. Trouver chaque fois la ligne entre la lâcheté et l'aventurisme anarchiste n'est pas facile. D'ailleurs votre influence sur les masses est encore bien limitée. Mais les pires accidents provoqués par les autorités serviraient au développement révolutionnaire, à condition que l'avant-garde sache, avec l'aide des ouvriers en question, rejeter la responsabilité sur l'ennemi de classe et exposer en même temps toutes les leçons politiques qui en découlent. Les ouvriers

(4) Le seul « rapport » reçu par Trotsky qui puisse avoir mérité ses éloges est celui que lui a dressé Rudolf Klement le 6 juillet. Il est bien possible que Trotsky, oubliant que ce dernier avait changé de pseudonyme, l'ait désigné par son ancien pseudonyme de Frédéric. C'est l'hypothèse que nous avons retenue.

(5) Il s'agit de « La seconde étape » (cf. p. 213-219).

(6) Roger Salengro avait promis au Sénat qu'il ne tolérerait plus l'atteinte à la propriété que constituait l'occupation des usines par les travailleurs en grève. (Cf. n. 8, p. 217).

confiseurs de Lille (7) pourraient, par exemple, adresser un manifeste aux ouvriers de France, en expliquant que la direction des usines par les ouvriers eux-mêmes est une chose tout à fait réalisable, à condition que les banques et les industries clés soient à la disposition du peuple. On peut donner quelques citations des programmes respectifs des socialistes et des communistes et conclure dans le sens du gouvernement ouvrier et paysan : si les bourgeois radicaux s'y opposent, il faut s'appuyer sur le vrai peuple, les quatre ou cinq millions de syndiqués, etc. Ce manifeste ne doit pas forcément critiquer le gouvernement, il doit lui faire des propositions positives, au nom d'une usine qui passe par une très grande expérience. Pareil manifeste pourrait avoir de grandes répercussions. Il serait cité, critiqué, etc. dans toute la presse ouvrière et bourgeoise. Si l'on cède au dernier moment à la force physique, c'est-à-dire si les ouvriers se laissent évacuer un par un, sans naturellement entrer dans une bataille avec la force publique, le manifeste de la fabrique garde toujours son importance pour l'avenir.

Je crois aussi que, dans des cas pareils, l'usine (ou le groupe d'usines) engagé dans une lutte, qui est pour l'instant sans issue, pourrait envoyer des délégués pour plaider sa cause devant les syndicats, les partis ouvriers, et naturellement aussi devant le vôtre ?

7. Les T.P.P.S. (8) ont disparu en leur temps sans laisser de traces, parce que *leur direction était technique et non politique*. On a cru que par « l'action » même, on gagnerait les ouvriers. Mais l'ouvrier, comme tout autre, veut comprendre pour agir. Le côté politique domine et détermine la lutte physique. Il ne s'agit nullement de prêcher la lâcheté ou de chercher à couvrir la couardise personnelle sous des exégèses savantes. Mais il faut bien comprendre les lois qui déterminent l'évolution de la masse. Il faut accélérer cette évolution par des arguments politiques et non la contrecarrer par des prouesses mal à propos (en même temps, il

(7) Les ouvriers de l'usine de chocolats de Lille Delespaul-Havez avaient décidé de poursuivre eux-mêmes l'activité de leur entreprise et avaient désigné un « directeur » trotskyste, Eugène De Vreier.

(8) C'est au printemps de 1935 qu'avait été créée à Paris, à l'initiative de Marceau Pivert et du G.B.L., une milice socialiste qui avait pris le nom de T.P.P.S. (Toujours Prêts Pour Servir). Elle n'avait pas survécu à l'exclusion des B.L. et surtout à la condamnation unanime par les députés, en décembre 1935, des « milices de partis ».

ne faut jamais oublier que, dans cette période, on aura bien besoin aussi de prouesses).

8. Il me semble que vous n'avez pas (conçu) une action méthodique et spéciale pour pénétrer dans les milieux communistes. J'ai lu hier, après une longue interruption, *Que Faire ?* (juillet 1936). Ils affirment qu'il règne tout de même un grand mécontentement dans le P.C. *Que Faire ?* est absolument incapable de l'utiliser et de l'orienter, parce que cette entreprise purement académique n'a elle-même aucune orientation ferme (9). Il faut avoir un *service spécial* pour la pénétration dans les milieux communistes. Une explosion est inévitable, mais si vous n'êtes pas préparés d'avance — vous ne pourrez pas — comme à Saint-Denis — en profiter (10). Ne pourrait-on pas faire un bulletin spécial pour les renseignements et les rumeurs concernant la vie du parti communiste ?

9. Expliquer, éduquer, préparer les esprits, donner des mots d'ordre justes ! Le journal, même de petit format, peut suffire à cette besogne et l'on apprend à dire ce qui est strictement nécessaire. Imaginez que vous soyez déjà chassés de l'arène légale. Votre journal illégal aurait nécessairement un très petit format. Mais il pourrait en même temps jouer un grand rôle, à condition d'assurer la cohésion de l'organisation par des mots d'ordre correspondant à la situation.

10. Il faut éviter aussi un autre danger, à savoir la tentative d'imposer aux événements votre propre calendrier. Toulon et Brest, comme la grève de juin, sont des improvisations de la classe ouvrière, contre toutes les organisations officielles et à l'insu de la

(9) *Que Faire ?* était la revue qu'éditait un groupe clandestin d'opposition à l'intérieur du P.C. et dont les deux principaux animateurs étaient André MOREL, dit FERRAT (né en 1901), ancien membre du B.P. du P.C. et le polonais Georges KAGAN (1898-1943) ancien responsable de l'agit-prop au C.C. du P.C. sous le nom de Lucien CONSTANT, qui signaient respectivement leurs articles Marcel BREVALCI Pierre LENOIR. Le groupe comptait également d'anciens trotskystes comme l'Autrichien Kurt LANDAU dit Wolf BERTRAM (1903-1937) et Pietro TORIELLI, dit Pierre RIMBERT (né en 1910) qui avaient rompu avec Trotsky respectivement en 1931 et en 1933. Le numéro de juillet 1936, que Trotsky venait de lire, contenait le récit de « l'affaire Ferrât » : l'acte d'accusation dressé contre Ferrai par Duclos à la Grange-aux-Belles, le service d'ordre empêchant Ferrât de prendre la parole, la réunion du C.C. le 13 juin et l'exclusion de Ferrai à l'unanimité. Les trotskystes ne contactèrent Ferrât que plus tard, après la parution de sa brochure, mais Trotsky ne fondait sur lui aucune espérance, bien que Ferrai ait réussi apparemment à gagner quelques militants ouvriers.

(10) Le nombre de militants gagnés au G.B.L. puis au P.O.I. ou au P.C.I. sur le « rayon de Saint-Denis » et ses partisans se comptait sur les doigts de la main : Georges Chéron et Jacques Desnots, au P.C.I., étaient les plus marquants par les positions qu'ils avaient autrefois occupées au P.C.

vôtre. Que va-t-il improviser, ce prolétariat magnifique, plein de ressources, de réminiscences, d'imagination et de verve ? Il faut avoir confiance en lui. C'est pourquoi il faut suivre avec une extrême attention tous les mouvements, tous les symptômes, même les fausses rumeurs qui passent par la classe ouvrière. Il faut organiser un service de renseignements : coupures de journaux, lettres, rapports, échos personnels, etc. Il faut que quelqu'un s'en occupe inlassablement : classer la documentation, l'étudier, tracer la courbe du mouvement, etc. C'est la seule possibilité de tenir la main sur le pouls de la classe ouvrière. C'est aussi la seule possibilité d'éduquer les différents services du « grand quartier général ».

Vous me direz peut-être qu'il est plus facile de donner des conseils généraux que de s'orienter pratiquement jour après jour. Eh oui, chers camarades, je serais le dernier à le nier. Des fautes sont inévitables. Ne pas perdre la tête ni le courage — même dans la pire calamité —, c'est le dernier conseil que je puisse vous donner dans cette lettre déjà si longue.

P.-S. Cette lettre, sauf le premier paragraphe, n'est pas destinée nécessairement à la publication. Mais vous pouvez vous en servir comme vous voulez.

[POUR UN OBJECTIF COMMUN EN GRANDE-BRETAGNE] (1)

(13 juillet 1936)

Chers Camarades,

La situation en Europe est en train de devenir si sérieuse que les camarades britanniques des trois groupes existants (3) doivent chercher et trouver une voie vers un objectif commun. La conférence internationale qui vient ouvre de très importantes possibilités dans cette voie. Votre participation à cette conférence me semble une absolue nécessité.

Vous avez, je comprends, certaines hésitations concernant les obligations internationales vis-à-vis du secrétariat international, et ainsi de suite. Mais maintenant, une situation organisationnelle tout à fait nouvelle va être créée. La conférence a pour but de constituer un nouvel organisme dirigeant pour tous les partis, organisations et groupes adhérant à la IV^e Internationale. Vous avez la possibilité d'y participer, soit en tant que membres régu-

(1) Lettre à Hugo Dewar, archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Traduite de l'anglais.

(2) Hugo DEWAR (1908-1980) avait été d'abord membre de l'I.L.P. puis de la petite Marxian League, premier noyau de l'opposition de gauche en Grande-Bretagne. Après sa décomposition, il avait rejoint le Balham Group et adhéré au P.C. en tant qu'oppositionnel. Il en avait été exclu en août 1932. Hostile à l'entrée dans l'I.L.P., il avait animé avec Groves le groupe issu de la majorité de la section qui se trouvait alors investi dans le Labour Party.

(3) Les trois groupes existant alors en Grande-Bretagne étaient a) la Marxist League de Groves et Dewar (ancienne majorité de la Communist League) dont les militants étaient dans le Labour Party et qui se préparait à publier de nouveau *Red Flag* ; b) le Marxist Group (ancienne minorité de la C.L.) à l'intérieur de l'I.L.P. (où il s'était formellement dissous), que dirigeaient alors C.L.R. James et où Mallow animait la minorité favorable à l'entrée dans le Labour Party ; c) le Bolshevik-Leninist Group (B.L.G.) in the Labour Party qu'on commençait à appeler Militant Group et où se retrouvaient non seulement D.D. Harber, ancien leader du Marxist Group, entré individuellement au Labour dès 1935, mais les deux Canadiens Earle Birney (Robertson) et Ken Johnstone (Alexander) qui avaient visité Trotsky en novembre 1935. Ce groupe progressait rapidement.

liers, soit en tant qu'organisation sympathisante, si vous jugiez impossible d'assumer toutes les obligations. Il est exclu, j'en suis sûr, que la conférence essaie d'imposer aux camarades anglais une ligne rigide sur la politique qu'ils auront à suivre. Mais la participation de nos meilleurs camarades internationaux à une commission britannique spéciale, comprenant les délégués des trois groupes britanniques, peut considérablement accélérer le rapprochement et enrichir leur activité future par des nouvelles idées, de nouvelles méthodes, etc.

Je suis d'accord avec vous que la question la plus importante est celle du travail dans les syndicats, et que l'I.L.P. est en train de devenir une gêne à cet égard. Mais, dans les syndicats, nous devons travailler, non en franc-tireurs, mais en tant que fraction organisée — avec toute la prudence nécessaire vis-à-vis de la bureaucratie syndicale. Votre participation à la conférence internationale doit faciliter la constitution d'une telle fraction unifiée. Je suis sûr que vous enverrez vos représentants (4).

(4) Finalement, le groupe de Groves et Dewar n'envoya personne à la conférence à laquelle participèrent les représentants des deux autres groupes, D.D. Harber et May Matlow, C.L.R. James et Max Nicholls.

[DISPOSITIONS POUR LA CONFÉRENCE] (1)

(12 juillet 1936)

Chers Camarades

1) *Sur les participants et leur « droit de vote »* : naturellement, tout doit être réglé selon les formes les plus strictes. Mais nous ne pouvions faire aucune réponse d'ici car nous ne savions ni où la chose devait avoir lieu ni *avec quels participants*. Tout était en suspens. A présent, il semble que seule la participation des Hollandais soit problématique. On peut donc faire des propositions plus concrètes.

Il va de soi que la rencontre prévue par les amis de Genève doit être une conférence régulière de la IV^e Internationale. Tous les signataires (2) ont donc le droit d'y participer. Le mieux serait que chaque groupe participant ait au moins une voix : dans une situation de ce genre, en effet, les voix consultatives ne peuvent entrer en ligne de compte que pour des personnalité invitées ou des groupes sympathisants. Toutefois, si tous les petits groupes ont chacun une voix, les organisations ou les pays les plus importants (il faut en effet tenir compte de ces deux critères: la taille de l'organisation et l'importance politique de son champ d'action) doivent avoir davantage de voix. Disons, par exemple :

L'Autriche, la Suisse, l'Italie, etc. une voix chacune. Pour l'Angleterre, on pourrait donner une voix à chacun des trois groupes, à condition que le groupe de Graves (3) se réclame for-

(1) Lettre au S.I., Bibliothèque du Collège de Harvard, 8047, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Il s'agit bien entendu des signatures de la « lettre ouverte » pour la IV^e Internationale dont la conférence constituait la réunion.

(3) Reg GROVES (né en 1908), ancien « espoir » du P.C. britannique, puis principal organisateur du noyau de l'Opposition de gauche, le Balham Group, avait été exclu du P.C. en août 1932, chef de file des adversaires de l'entrée dans l'I.L.P. en 1933, il était entré au Labour Party en 1934 et était devenu l'un des dirigeants londoniens de la Socialist League. La Marxist League qu'il animait et qui voulait ressusciter *Red Flag* avait repris contact avec Trotsky et le S.I. en janvier, mais elle hésitait à se rendre à la conférence internationale à laquelle elle était invitée.

mellement de la IV^e Internationale. L'Allemagne : deux voix. La République tchécoslovaque, une ou deux voix, suivant le nombre des participants. La Belgique : une voix à Vereeken et une voix au groupe de Charleroi, s'il se présente de façon autonome (sinon, deux voix à l'Action socialiste révolutionnaire, en y incluant la Jeunesse, mais on peut éventuellement donner une voix à la Jeunesse). On pourrait accorder deux ou même trois voix à la France, la Hollande, à l'Amérique et à l'U.R.S.S. (pour la Hollande, deux voix pour le parti, une pour la Jeunesse). En usant de critères analogues, on devrait pouvoir évaluer aussi l'importance des autres groupes.

2) Mais, en aucun cas, nous ne pouvons accepter qu'on accorde une représentation indépendante à la « minorité » française. Officiellement, il n'existe pas de minorité. Dans le domaine politique, ces gens ont précisément voté ces derniers temps pour les résolutions majoritaires. Les délégations ne sont pas désignées par les majorités et les minorités, mais par les directions. Si la section française donne l'un de ses trois mandats à un représentant du groupe R(aymond M(olinier), c'est son affaire.

3) *Avant* même la conférence, les camarades de Genève devraient former avec les invités présents une *commission de contrôle et des conflits*, provisoire, d'environ cinq membres. En raison de son autorité personnelle, Muste serait le plus indiqué pour la présider. Aucune question litigieuse à propos des mandats, des exclusions ou de tout autre sujet de conflit, ne pourrait venir en séance plénière, sans que la commission l'ait décidé. Et si l'on ne vient pas à bout de telle ou telle question litigieuse, il vaudra mieux confier le soin de la régler à la nouvelle direction, plutôt que de voir notre cher Vereeken, soutenu par un quelconque Frank, accaparer pour lui tout le temps de la conférence.

4) *La nouvelle direction*. Là encore, votre critique n'est pas fondée. Comment peut-on proposer de nouvelles personnes pour le secrétariat quand on ignore si Max (4) reste ici ou s'il repart incontinent ? (Dans sa lettre il parle de repartir immédiatement après la conférence). Nous ne savons pas non plus si Eugène (5) et ses amis sont disposés à héberger le secrétariat. Un secrétariat formé de Max, Braun et Adolphe (6) serait certainement un secrétariat efficace pour ce qui est de la correspondance politique, ce qui est très important. Mais, en ce qui concerne *le travail d'orga-*

(4) Shachtman.

(5) EUGÈNE est le pseudonyme de Walter Dauge : il était en effet question d'établir le S.L. à Bruxelles.

(6) Shachtman, Wolf et Klement.

nisation, je ne suis personnellement pas certain que les camarades cités soient spécialement venus au monde pour ce genre d'activité. Nous préciserons notre opinion sur la question du secrétariat après notre entretien avec Max qui doit arriver ici demain (7).

De toute façon, pour un secrétariat aussi réduit, il faut un frein et une soupape de sûreté. De là, la proposition que, pour les questions politiques importantes, deux ou trois camarades politiquement qualifiés des sections les plus proches soient obligatoirement consultés dès que l'un des trois l'exige.

Au-dessus de ce secrétariat à deux étages se trouvera le Conseil de la IV^e Internationale. Provisoirement, on laissera de côté les tout petits groupes et on donnera aux sections plus importantes une représentation d'un ou deux camarades. La constitution de ce conseil dont les membres devront être *nominalement* désignés lors de la conférence (8), me semble être d'une grande importance. Dans certains cas, des documents particuliers devront peut-être être signés nominalement.

5) *La revue théorique*. La nomination d'un comité de rédaction élargi, composé de camarades internationaux (9) me paraît personnellement souhaitable. Ce comité coïnciderait à peu près avec le Conseil dont il a été question plus haut. Mais la direction pratique doit nécessairement émaner d'un lieu déterminé. Lund (10) est disposé à se charger de ce travail, avec David (11) comme secrétaire. Le grand problème, c'est de trouver un bon *administrateur* pour la revue. Cette dernière question ne peut toutefois pas être réglée par la conférence.

(7) L'une des solutions de la crise du S.I. qui avaient été envisagées était l'intégration d'un militant américain, en l'occurrence Shachtman, que Trotsky désirait convaincre qu'il devait rester en Europe.

(8) Trotsky a écrit : « *auf der Konferenz* ». Ce n'était pas la conférence qui, semble-t-il, devait selon lui désigner les membres du conseil général, mais les sections elles-mêmes, à la conférence.

(9) La revue théorique était initialement une revue en langue allemande. Trotsky ne voulait cependant pas la confier à la seule section allemande. « Camarades internationaux » (internationale Genossen) désigne les camarades des sections autres que l'allemande.

(10) Trotsky commence à se désigner lui-même à cette époque sous ce nouveau pseudonyme, à consonance Scandinave, de LUND.

(11) DAVID était le pseudonyme à usage interne de Heinz Epe dont Walter Held était le pseudonyme à usage externe.

6) En ce qui concerne les résolutions, seuls devraient être soumis au vote — et encore *en principe* — les compléments et amendements touchant à des questions de principe. Les modifications de rédaction doivent être insérées au procès-verbal et transmises ensuite à une commission de rédaction ou à la nouvelle direction qui donnera aux résolutions adoptées leur forme définitive. Sinon, la conférence risquerait de se perdre dans le détail.

[LES GROUPES ANGLAIS ET LA CONFÉRENCE] (1)

(13 juillet 1936)

Cher Camarade Alexander (2),

Toutes mes félicitations pour votre mariage. Comme il m'apparaît d'après vos lettres, votre femme participe à notre mouvement. Je vous en félicite doublement, surtout du fait des précieux contacts obtenus par les syndicalistes de Nottingham (3).

Je vous écris particulièrement à propos de la conférence internationale qui, comme vous le savez, va se tenir vers la fin du mois. Votre présence ainsi que celle des représentants des deux autres groupes me paraît, ainsi qu'au camarade S(hachtman), avec qui j'écris cette lettre, absolument nécessaire. Pour deux raisons : 1) La conférence doit traiter quelques-uns des problèmes les plus importants du mouvement ouvrier à notre époque. 2) Elle discutera aussi la question particulière de notre travail en Grande-Bretagne. Je suppose que vous connaissez suffisamment l'ordre du jour, ainsi que les documents les plus importants (projets de résolution). Ce serait bien si les trois groupes se mettaient tout de suite d'accord entre eux sur leur participation à la conférence et aussi sur les questions qu'ils veulent lui soumettre. Si vos délégués pouvaient arriver vingt-quatre heures en avance, alors, avec l'aide du secrétariat international et de délégués parlant anglais qui seraient déjà là, on pourrait organiser une petite commission pour étudier la situation britannique et vos tâches.

(1) Lettre à K. Johnstone, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8580, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'anglais, datée par recoupement.

(2) Kenneth JOHNSTONE, dit Ken ALEXANDER (1910-1978), comptable canadien, devenu journaliste en Grande-Bretagne, y était devenu en 1935 un des animateurs du Marxist Group. Il avait rendu visite à Trotsky en novembre 1935, avec son camarade Earle Birney, et continuait à l'informer des affaires britanniques. Birney et lui étaient entrés en mars dans le B.L. Group dans le Labour Party, constitué avec D.D. Harber.

(3) Johnstone avait écrit à Trotsky qu'au lendemain d'une brève lune de miel à Margate, sa jeune femme avait rencontré deux militants syndicalistes de Nottingham, lié à un groupe d'exclus du P.C.

Il est possible que Groves et ses camarades puissent hésiter à adhérer tout de suite à l'organisation de la IV^e Internationale et à assumer toutes les responsabilités liées à leur participation à la conférence. Si tel est le cas, alors, ils peuvent y participer comme organisation sympathisante avec voix consultative. Mais leur présence est d'une grande valeur pour une collaboration régulière à l'avenir. Je leur écris en même temps dans ce sens.

[PERSPECTIVES DU MARXIST GROUP] (1)

(13 juillet 1936)

Cher Camarade Matlow (2),

Vous n'ignorez certainement pas qu'il doit se tenir une conférence internationale. La participation d'au moins un délégué de votre groupe est absolument nécessaire. Nous espérons que la conférence jouera un grand rôle dans le développement de la IV^e Internationale et cet espoir explique suffisamment mon insistance pour votre participation. L'autre raison est que la conférence consacra certainement une partie de son attention à la question britannique. La conférence élaborera avec beaucoup de soin une ligne à suivre par nos camarades de Grande-Bretagne. Il n'y a aucune raison de craindre — ni pour vous, ni pour le groupe de Groves — qu'il y ait quelque possibilité qu'une ligne politique soit imposée aux camarades anglais par une décision formelle de la conférence. Un exposé libre de la situation par les représentants des trois groupes britanniques, avec la participation de nos meilleurs camarades internationaux, peut considérablement faire avancer le rapprochement entre les trois groupes et l'élaboration d'un programme d'action commun.

En ce qui me concerne, je suis un peu étonné que la camarade May (3) exprime des regrets à propos de mon « silence » sur la question débattue dans votre organisation. Je vais essayer de rétablir les faits les plus importants. Pendant la visite des camarades

(1) Lettre à Bert Matlow, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9208, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'anglais.

(2) Bert MATLOW (1898-19??), militant de Poplar, avait été l'un des fondateurs du Marxist Group dans I.T.L.P., mais était devenu partisan de l'entrée dans le Labour.

(3) Il s'agit de May Matlow, compagne de Bert et secrétaire du groupe.

Robertson et Johnson (4), nous avons souligné certaines suggestions : l'élaboration d'un manifeste, une campagne publique énergique en sa faveur dans l'I.L.P. et une nouvelle orientation basée sur les résultats de cette campagne. Vous avez jugé nécessaire de reporter la décision sur une nouvelle orientation jusqu'à la conférence de l'I.L.P. C'était l'opinion du camarade hollandais Schmidt (5), que vous deviez rester dans l'I.L.P. et essayer de le gagner à la IV^e Internationale. Dans de telles conditions, je me devais de me dire : Bien, attendons les résultats de la prochaine conférence. Il y a suffisamment de faits et d'événements pour soumettre nos idées et nos prédictions à l'épreuve. La conférence est maintenant terminée. Elle a dévoilé la nature de l'I.L.P., le déclin de son orbite et du même coup nos possibilités ou plus précisément notre manque de possibilités (6). Il est possible que je ne puisse juger d'ici tous les facteurs qui sont en jeu. Mais il me semble que votre groupe ne peut que gaspiller ses forces et compromettre son avenir en liant son sort à celui de ce misérable reste d'un parti, semi-stalinien, semi-pacifiste.

La grande question est le travail dans les syndicats, dans le Labour Party, dans le Coop Party. Une grande vague de grèves peut très bien inonder la Grande-Bretagne dans le proche avenir. L'I.L.P. serait balayé comme une branche pourrie. De nouvelles possibilités s'ouvriront devant vous, mais seulement à la condition que vous occupiez vos positions dans les organisations de masse avant la vague de grèves.

La question des leviers dans les syndicats et le Labour Party est une de celles qu'il faut saisir par une enquête attentive et

(4) Johnson est une faute de frappe pour désigner Johnstone (Cf. n. 2, p. 234). Earle BIRNEY, dit ROBERTSON (né en 1904) avait exercé bien des métiers, y compris celui de *lumberjack*, au Canada et aux Etats-Unis tout en poursuivant des études de lettres. Trotskyste en 1932, gagné par Alexander à Toronto, il était venu achever en Grande-Bretagne une thèse sur Chaucer et y était devenu l'un des animateurs du Marxist Group. Il avait visité Trotsky à Hpnccross en novembre 1935. Il était retourné à Toronto.

(5) Peter J. SCHMIDT (1896-1952), longtemps chef de file de la gauche du parti social-démocrate hollandais, était devenu le principal dirigeant de l'O.S.P. en 1932. Signataire de la déclaration des quatre en 1933, il avait été élu président du R.S.A.P. en 1935. Il était très lié au dirigeant de l'I.L.P. Fenner Brockway, qu'il espérait gagner à la IV^e Internationale, et, après un voyage à Londres en janvier 1936, avait insisté pour que les membres du Marxist Group ne quittent pas l'I.L.P.

(6) Il s'agit de la conférence de l'I.L.P. qui s'était tenue à Keighton à Pâques 1936 et au cours de laquelle la tendance Fenner Brockway, sur laquelle misait la direction du Marxist Group, avait accepté le chantage de Maxton remettant en cause un vote de congrès (cf. *Œuvres*, 9, p. 207).

directe, spécialement en analysant l'expérience du groupe Groves (7). Si la Socialist League a à peu près la même dimension que l'I.L.P., mais avec la différence que la Socialist League travaille dans le Labour Party, avec des liens avec les syndicats, ils semblerait bien plus avantageux pour nous de travailler dans la Socialist League que dans l'I.L.P. Il est néanmoins possible que la Socialist League puisse devenir plus un handicap qu'un levier. Dans ce cas, il faudrait construire une fraction indépendante dans les syndicats et, par là, dans le Labour Party. Il faut discuter avec soin toutes ces questions à la conférence internationale.

Vous avez sûrement reçu le projet de résolution sur le bureau de Londres (8). Il exprime correctement l'appréciation de nombre de camarades éminents internationalement — et pas seulement la mienne — sur l'I.L.P. et son bureau de Londres. J'espère qu'il n'y aura pas là-dessus de désaccord entre nous.

Quelques camarades dont James (9) ont exprimé l'intention de nous rendre visite ici à la fin de juillet ou dans les premières semaines d'août. Nous serions heureux de les avoir ici. Mais il est possible que j'aie à suivre un traitement médical précisément dans cette période. Je ne le saurai de façon définitive que dans 8 à 10 jours.

Meilleurs saluts aux camarades.

(7) En parlant d'« expérience Groves », Trotsky fait allusion au fait que ce dernier était l'un des dirigeants de la Socialist League à Londres.

(8) Cf. p. 207-212.

(9) Cyril L.R. JAMES (né en 1901), noir d'une famille aisée de Trinidad, élan venu en Grande-Bretagne en 1933 comme journaliste spécialisé dans le cricket, avait adhéré à l'I.L.P., puis rejoint en 1935 le Maxist Group dont, orateur étincelant, il était devenu le porte-drapeau. Il s'était efforcé d'éviter la rupture après Keighton et soutenait la nécessité de demeurer dans les rangs de l'I.L.P.

[LE R.S.A.P. ET LA IV^e INTERNATIONALE] (1)

(15 & 16 juillet 1936)

Chers Camarades,

Je réponds par cette lettre, malheureusement avec un retard d'une journée, dû à des circonstances défavorables, à votre lettre du 11 juillet.

1. Vous m'écrivez que vous êtes prêts à envoyer à la conférence deux délégués (« si les questions d'organisation sont traitées en premier »). Pour ma part, je n'ai évidemment rien contre le fait que les questions d'organisation soient traitées à quelque place que ce soit, fût-elle la première, si cela semble nécessaire. Mais cette question ne peut être tranchée que par la conférence elle-même, et je ne vois pas comment on pourrait trouver d'avance une solution à cette question. Comme je ne peux considérer votre lettre comme un ultimatum adressé à une conférence qui n'est pas encore convoquée, je comprends l'affaire de la façon suivante : vous vous réservez le droit d'intervenir à la conférence pour que les questions d'organisation viennent en premier lieu. Bien qu'un tel procédé me semble tout à fait irrégulier et qu'il contredise toute mon expérience, je ne ferai nullement de cette question un sujet de conflit, et pour ma part, j'accepterais votre proposition.

Malheureusement, je ne vois de votre part aucune proposition concrète. Que notre organisation internationale ait de graves défauts, c'est indiscutable ; nombre d'entre eux, je l'espère, peuvent être corrigés, surtout si le parti hollandais fait dorénavant le nécessaire dans le travail d'organisation international. Les faiblesses les plus importantes résident cependant dans la nature même

(1) *Bulletin intérieur* du parti socialiste révolutionnaire (de Belgique) N° 7, août 1937 et reproduit, moins le P.-S. du 15 juillet, dans le *Bulletin intérieur international*, édité par le S.I., n° 3, début mai 1938. Dans les deux cas, il s'agit de traductions françaises, aux différences mineures, d'un texte dont nous n'avons pas l'original. Des copies de cette lettre adressée par Trotsky à la direction du R.S.A.P. furent, à sa demande, distribuées aux délégués à la conférence dite « de Genève », salle Pleyel à Paris.

de notre organisation, puisqu'elle est persécutée par tous les gouvernements. Nous n'avons aucune liberté de mouvement. Une partie de nos camarades dirigeants sont dans la situation d'émigrés politiques — moi, par exemple, entre autres (2). C'est là quelque chose qu'on ne peut pas simplement écarter en passant.

La direction russe était toujours répartie en deux et même parfois trois centres. Le gros du comité central était en Russie. Les émigrés, parmi lesquels Lénine, étaient à l'étranger. En dépit de cela, ils jouèrent néanmoins un certain rôle dans le mouvement et fréquemment un rôle qui n'était pas tout à fait négatif. Du fait de l'éloignement géographique, cependant, il s'élevait de temps en temps des difficultés et des frictions qui revêtaient parfois des formes menaçantes. On peut très bien suivre cela à travers la correspondance, aujourd'hui publiée, qui a été échangée pendant des décennies.

En Europe, dans les conditions normales, il en était autrement. Mais le bon vieux temps est fini, en Europe aussi. Il nous faut nous adapter à des conditions très particulières, qui ne cessent d'empirer pour nous tous. On ne peut trouver nulle part de recette pour un tel état de choses. Si l'on attache un grand prix à la collaboration mutuelle, on doit aussi prendre en compte les côtés négatifs de la dispersion organisationnelle existante.

La préconférence de Berne a été proposée précisément dans le but de rendre les travaux de la conférence de Genève aussi fructueux et aussi tranquilles que possible. J'ai attendu cette conférence pendant un mois et demi. Malheureusement, elle ne s'est pas tenue. D'autre part, ni moi, ni personne d'autre, n'avons reçu de propositions d'organisation. Il est toujours très difficile de traiter dans une conférence de propositions qui n'ont pas été portées *d'avance* à la connaissance de ses participants. Car vous comprendrez certainement que votre parti n'est pas le seul à avoir intérêt à étudier d'avance toutes les questions importantes, et que c'est aussi le cas des autres organisations. Mais vous rendez la chose plus difficile encore du fait que, dans votre dernière lettre, vous ne dites pas un mot de ce que vous considérez comme les questions d'organisation.

Néanmoins, comme je l'ai déjà dit, je serais personnellement prêt à consacrer la moitié de la première journée aux questions

(2) Sneevliet et ses camarades de la direction hollandaise, militants ouvriers enracinés, avaient une attitude volontiers méprisante pour les jeunes émigrés qui travaillaient au S.I. Ils se plaignaient également de la « multiplicité » des « centres » et des chevauchements d'initiatives et d'attributions entre Trotsky lui-même, le S.L., voire le « secrétariat » du comité permanent de contact, qu'ils assuraient en principe.

d'organisation pour engager au moins la discussion et permettre aux participants de savoir de quoi il s'agit. Si l'on n'arrivait pas tout de suite à des décisions définitives, on pourrait alors former une commission chargée de préparer des propositions qui pourraient être présentées à la conférence dans la seconde moitié du jour de sa clôture pour discussion et décision finale. En tout cas, tout cela ne constitue que des suggestions — sans aucun caractère obligatoire — de ma part.

2. La question la plus importante est cependant la révolution française. Je regrette beaucoup, chers camarades, de n'avoir rien trouvé à son sujet dans votre lettre, et malheureusement bien trop peu dans votre journal. Le destin de l'Europe, y compris la *Hollande*, et donc aussi de votre parti, est en train de se *décider* actuellement en France, et pas en Hollande.

Je me souviens qu'il y a à peu près un an ou un an et demi, il y avait eu dans *De Nieuwe Fakkell* (3) un commentaire de la rédaction sur un article d'un camarade des bolcheviks-léninistes (4), disant à peu près ceci (Je n'ai pas le journal sous la main) : Nous ne sommes pas d'accord « que la situation française soit plus importante que la situation allemande ou anglaise ». Cette façon de poser la question est abstraite, et par conséquent fausse. Il ne s'agit pas de comparer l'importance historique des différents pays, mais d'apprécier correctement la conjoncture révolutionnaire mondiale. *Le destin de la classe ouvrière européenne pour les décennies à venir est en train de se décider aujourd'hui en France*. Notre section française — en dépit de toutes ses difficultés et faiblesses que je connais très bien — est devenue un facteur historique qui éclipse de beaucoup toutes les autres sections. Refuser de le voir serait, au moins à mes yeux, un symptôme d'aveuglement opportuniste. *Il nous faut soutenir de toutes nos forces notre section française*, plus que nos autres sections nationales et organisations, car, si nous faisons un grand pas en avant en France dans le cours des prochains mois, il serait d'une importance immense pour tous les autres pays aussi — par exemple, je pense aux élections hollandaises. Si je puis traduire ma pensée dans le langage du commerce, 100 gulden investis maintenant en France rapporteraient dans la prochaine période un intérêt supérieur à 1 000 gulden investis en Hollande, en Russie ou en Angleterre.

(3) *De Nieuwe Fakkell* (Le Nouveau Drapeau) était l'organe hebdomadaire du R.S.A.P.

(4) Il s'agissait d'un article émanant du G.B.L. (Groupe bolchevik-léniniste) de la S.F.I.O.

C'est pourquoi je ne considère pas sans appréhension le fait que vous sous-estimiez réellement cette question et que vous fassiez même dépendre, dans une certaine mesure, votre participation à la conférence, de questions générales « d'organisation » que nous réglerons et que nous devons régler encore dans les années qui viennent. La conférence, je l'ai considérée au premier chef comme la réunion de l'état-major international pour faire de la question française une question internationale, et ce, à tous égards.

3. Il vous paraît superflu de devoir prendre position à la conférence sur le bureau de Londres. *En aucun cas*, je ne puis me dire d'accord. Le pire des obstacles pour nous, notre ennemi le plus perfide, c'est le bureau de Londres, avec les organisations qui y sont affiliées. Votre caricaturiste, que j'admire toujours, a représenté récemment la II^e et la III^e Internationales sous la forme de deux chiens lâchés par l'impérialisme contre la IV^e Internationale. Malheureusement, il a oublié d'y mettre le minable roquet qui saute dans nos jambes, nous aboie après, nous mord les mollets pour essayer de nous empêcher d'en finir avec les gros chiens. Ce n'est pas une question secondaire. Ce que signifient les S.A.P.-LL.Pistes dans une période révolutionnaire, Marceau Pivert et Godefroid le montrent de nouveau en France et en Belgique. Les ILPistes ne sont pas d'un poil meilleurs que les sapistes. Ils l'ont amplement démontré par leur évolution au cours des deux dernières années. Plus la situation politique devient menaçante et chargée de responsabilités, plus ces vieux opportunistes et pacifistes roués incurables deviennent réactionnaires et nous manifestent leur inimitié. On ne lutte pas pour la IV^e Internationale en flirtant avec eux en chambre, en allant leur rendre visite, en leur faisant la cour, etc, — car tout cela ne fait que leur donner une idée excessive de leur propre importance et les pousse toujours plus à des incursions dans nos rangs ; non, on ne combat pour la IV^e Internationale qu'en démasquant impitoyablement ces messieurs et en les appelant par leur vrai nom.

4. Prenons la question de l'I.L.P. Je ne peux vraiment me reprocher dans cette affaire aucune précipitation. Pendant des années, j'ai suivi avec beaucoup de calme et d'objectivité l'évolution de ce parti. Après les visites de Smith et de Paton (5), qui m'avaient beaucoup appris, j'ai écrit une série d'articles et de lettres tout à fait amicales aux gens de l'I.L.P., cherché à entrer avec

(5) Charles Andrew SMITH (né en 1895), un médecin, et John PATON (1886-1977), avaient rendu visite à Trotsky à Saint-Palais en août 1933.

eux en contacts personnels, et conseillé à nos amis anglais de rejoindre l'I.L.P. afin de mener à bien cette expérience de l'intérieur, de façon systématique, et jusqu'au bout (6). Depuis la dernière visite de R(obertson) et A(lexander), j'ai formulé mes remarques dans le sens qu'il n'y avait plus grand chose à faire avec l'I.L.P. Tous les trois, nous avons élaboré une proposition ferme pour nos camarades britanniques : un manifeste au parti, la collecte de signatures, etc. Le camarade Schmidt est allé en Angleterre et a jugé ce plan faux (7). Naturellement, cela n'a pas été sans influencer nos camarades, et moi aussi. Je me suis dit : Schmidt connaît mieux que moi la situation dans l'I.L.P. ; peut-être y voit-il des aspects qui m'échappent ; il faudrait peut-être reporter la décision pour voir l'effet des derniers grands événements (la guerre d'Ethiopie, etc.) à la prochaine conférence de l'I.L.P. Perdre deux ou trois mois dans une période critique, c'est toujours une grosse perte. Mais il me semblait, après l'intervention du camarade Schmidt, qu'il était nécessaire de faire cette nouvelle expérience.

Bon, tout cela est maintenant *derrière* nous. Continuer maintenant à essayer de faire revivre une illusion qui a été réduite en poussière ne ferait que rendre à notre cause un bien mauvais service. Dans les périodes calmes, on peut vivre longtemps sur des illusions ; en période de crise, si l'on ne tient pas compte des faits brutaux, c'est-à-dire de la véritable politique du centrisme et du pacifisme, et, par conséquent, de leurs actes — mais si l'on part de ses propres désirs et sentiments, on court le danger de devenir l'ombre des centristes et des pacifistes, de discréditer et de détruire sa propre organisation. C'est pourquoi j'estime absolument nécessaire pour nos camarades de rompre publiquement avec l'I.L.P. et de passer au Labour Party où, comme le démontre surtout l'expérience de la jeunesse, il peut être fait infiniment plus (8).

5. Vous vous plaignez dans votre lettre que plusieurs partis ont effectué des tournants tactiques sans qu'il y ait eu discussion et décision internationale préalable. Ce grief ne me paraît pas juste, surtout dans la mesure où c'est le parti américain qui est visé. Là, la discussion a duré plus d'un an, et elle s'appuyait en outre sur la discussion et l'expérience française antérieures. La

(6) Cf. *Œuvres*, 2, p. 229.

(7) Cf. *Œuvres*, 8, pp. 120-122.

(8) Trotsky fait allusion ici au travail entrepris dans les rangs de la jeunesse du Labour par le sud-africain van Gelderen en liaison avec l'ancien dirigeant de la section britannique D.D. Harber.

discussion avait un caractère international. Toutes les sections, sans exception, ont pris une position. Nos amis américains connaissent très bien les sentiments qui prévalaient sur cette question dans les différentes sections. Naturellement, ils ne pouvaient pas organiser un referendum international. Au dernier moment, la direction, considérant la situation à cette date comme hautement favorable, a pris elle-même la décision. Elle n'aurait pas été digne d'être appelée une direction révolutionnaire si elle n'avait pas eu le courage de prendre ses décisions de façon indépendante. Que cette direction est pénétrée d'un réel état d'esprit internationaliste, c'est démontré par le fait que deux de ses représentants (9) sont venus rendre compte et assumer la pleine responsabilité de leur conduite devant le forum international. Il me semble que c'est là l'internationalisme véritable.

6. Nous ne pouvons avoir aucune prétention à diriger directement nos sections nationales à partir d'un centre, même si ce dernier était beaucoup plus uni qu'il ne l'est actuellement. Dans les limites d'un programme unique et d'une ligne politique commune, chaque section doit pouvoir prétendre à avoir dans une certaine mesure les coudées franches pour agir. Je suis un peu surpris d'être obligé de devoir dire cela à *nos amis hollandais*, lesquels ont jusqu'à maintenant mené leur politique de façon absolument indépendante et, sur bien des questions importantes, en opposition directe à l'opinion ferme de l'organisation internationale. A cet égard, nous avons toujours fait preuve de la plus grande prudence et — si vous le permettez — de la plus grande indulgence, surtout à l'égard du parti hollandais. J'espère que nous continuerons à l'avenir. Mais nous conservons notre droit à *notre opinion* et à l'exprimer — sinon publiquement comme l'a fait *De Nieuwe Fakkell* au sujet de la Belgique, tout à fait à tort, mais au moins dans le cadre de notre organisation.

Malheureusement — et c'est là un reproche que je dois adresser surtout à mon cher ami Sneevliet — la direction hollandaise est imprégnée d'un état d'esprit d'intolérance extrême à l'égard de toute critique. Il faut critiquer sévèrement la politique de nos amis américains ou belges, pour ne pas parler des allemands, et la rejeter. Mais si on essaie de soulever la question de la politique syndicale du parti-frère hollandais, même dans un *cercle étroit*, on est repoussé brutalement.

C'est précisément cet esprit, qui n'est nullement un esprit de réciprocité, qui a provoqué chez nombre de camarades, et d'excel-

(9) il s'agit de Muste et Shachtman.

lents camarades, dans toutes les sections, un mécontentement, et ce mécontentement est justifié ! Il est de l'intérêt de la cause commune et de celui de la direction hollandaise de dissiper ce mécontentement, qui s'accumule depuis longtemps, par un exposé calme et amical à la conférence, et de cesser de faire des questions hollandaises un « tabou ». Voilà qui fait partie également des questions « organisationnelles » que vous voulez avoir traitées en premier.

Je dois malheureusement interrompre cette lettre pour attraper à temps la poste aérienne. Vous aurez demain la seconde partie. Je m'empresse pourtant de dire ici que je n'ai pas le moindre désir ou ombre de désir de perdre le contact avec vous, de rendre plus difficile encore la situation déjà difficile du parti hollandais, ou — soit dit entre parenthèses — de ternir mon amitié avec Sneevliet. Je n'ai pas besoin de vous le dire. Depuis mon arrivée en Norvège, j'ai insisté pour que nous nous rencontrions personnellement. Si je n'étais pas pieds et poings liés ici, je serais allé deux ou trois fois en Hollande cette année, car j'accorde la plus grande valeur aux discussions personnelles, surtout avec les camarades les plus vieux et les plus expérimentés, dans ces temps décisifs. Ce fut un jour de fête à la maison quand je reçus la lettre annonçant que les camarades Schmidt et Stien de Zeeuw (10) voulaient faire le voyage pour venir ici. J'ai immédiatement exprimé ma joie de cette perspective dans une lettre à Schmidt. Malheureusement, rien ne s'est produit. Sneevliet, lui aussi, avait promis de me rendre visite, mais, hélas, il n'a pas tenu sa promesse. Je ne veux pas formuler de reproches sur ce plan, bien que Schmidt ait rendu visite deux fois, sinon trois, à l'I.L.P., pendant cette période. Dans la lettre à Shachtman (11), j'ai seulement voulu souligner qu'une rencontre personnelle *après coup* ne pouvait pas remplacer la conférence officielle, et le fait que vous n'y participiez pas, à un moment comme celui-là, serait inévitablement interprété par l'opinion publique entière comme une rupture politique avec toutes nos organisations. Heureusement, votre participation me semble maintenant assurée et nous pouvons ainsi calmement discuter les questions « officielles » comme les questions personnelles.

Salutations fraternelles

P.-S. Les Genevois ont fixé la date pour le 25 et écrit dans ce

(10) Christina Anna DE ZEEUW, dite Stien (née en 1907), fille d'instituteur avocate à Rotterdam, avait milité à la gauche du S.D.A.P. puis à l'O S P Elle fait partie de la direction du R.S.A.P. et était proche de Schmidt

(11) Cf. pp. 190-191.

sens à tous les autres, même aux amis lointains. Avec les Américains, vous avez fixé la date du 28-29. D'ici, nous avons écrit encore une fois à Paris qu'on renvoie encore la date, si c'est encore possible. Nous ne savons pas ici quelle sera la décision définitive. Là-dessus, il faut que vous vous accordiez avec Genève directement. J'espère qu'il n'y aura pas de malentendu dans cette question pratique.

16 juillet 1936

7. J'en viens maintenant à l'Espagne. Dans une de ses dernières lettres, le camarade Sneevliet, au nom du comité central du parti, a pris la défense du parti de Nin et de Maurin contre mes attaques, paraît-il, exagérées ou trop sévères. Cela me paraît non seulement injustifié, mais incompréhensible. La lutte contre Maurin ne date pas d'hier (12). Toute sa politique a été nationaliste-provinciale et petite-bourgeoise, réactionnaire dans son essence même. C'est ce que j'ai constaté à plusieurs reprises dès le début de la révolution (13). Nin aussi, avec les oscillations qui lui sont propres, l'a reconnu (14). Le programme de la révolution « démocratique-socialiste » est un enfant légitime de l'esprit de Maurin : il correspond pour l'essentiel au programme d'un Blum et non pas d'un Lénine.

Quant à Nin, au cours de la révolution, il s'est révélé pour ce qu'il est en réalité, un dilettante, complètement passif, et qui n'avait pas la moindre intention de participer réellement à la lutte des masses, de les mener à la révolution, etc. Il s'est contenté de petits articles criticaillieurs sur les staliniens, les socialistes, etc. C'est maintenant une marchandise à très bon marché ! Pendant les grèves générales de Barcelone, il m'écrivait des lettres sur toutes les questions imaginables, mais ne disait mot, ni de la grève générale, ni du rôle qu'il y jouait. Au cours de ces années, nous avons échangé des centaines de lettres. J'essayais toujours d'obtenir de lui, non des considérations littéraires vides à propos de tout et de rien, mais des indications pratiques pour la lutte révolutionnaire. A mes questions concrètes, il répondait toujours : « Là-dessus, je vous écrirai dans ma prochaine lettre ». Mais, pendant des années, cette « prochaine lettre » ne m'est jamais parvenue. Le plus grand malheur de notre section espa-

(12) Cf. *La Révolution espagnole*, *passim*.

(13) Cf. « Sur la déclaration du Bloc ouvrier et paysan ». *ibid.* n. 138.

(14) Cf. A. Nin, « A donde va el Bloque Obrero y Campesino ? », *Comunismo*, 14 septembre 1931.

gnole a été qu'un homme avec un nom, un certain passé et l'auréole de martyr du stalinisme, se soit trouvé à sa tête, l'ait constamment dirigée dans une voie erronée, et l'ait paralysée.

La magnifique Jeunesse socialiste est arrivée spontanément à l'idée de la IV^e Internationale (15). A l'insistance que nous avons mise pour que toute notre attention soit dirigée vers les jeunesses socialistes, il n'a été répondu que par des dérobades. Nin était préoccupé de l'« indépendance » de la section espagnole, c'est-à-dire de sa propre passivité, de sa petite tranquillité politique : il ne voulait pas que des événements importants viennent troubler son activité critique de dilettante. La jeunesse socialiste est alors passée presque tout entière dans le camp stalinien. Les gens qui s'intitulaient B.L. et qui ont tranquillement observé, ou pour mieux dire, provoqué cela, devraient être pour toujours stigmatisés comme des traîtres à la révolution. Au moment où la faillite de Nin était devenue évidente, même pour ses propres partisans, il s'est uni avec le philistin nationaliste catalan Maurin, rompant tout lien avec nous, déclarant que « le S.I. ne comprend rien aux affaires espagnoles » (16). En réalité, c'est Nin qui ne comprend rien, ni à la politique révolutionnaire, ni au marxisme.

Le nouveau parti s'est trouvé bientôt à la remorque d'Azana. Mais en dire : « Ce n'est qu'un petit accord électoral, passer et technique », voilà qui me paraît absolument inadmissible. Le parti a signé le plus misérable de tous les programmes du Front populaire d'Azana, et, par ce geste, son propre arrêt de mort pour des années. Car, à chaque tentative de critique du Front populaire — et Maurin-Nin font désespérément des tentatives en ce sens — les bourgeois radicaux, les social-démocrates et les communistes répliqueront invariablement : « Mais vous avez vous-même participé à la constitution du Front et signé son programme ! ». Et si ces messieurs tentent alors de s'esquiver par une dérobade vicieuse du genre : « Ce n'était de notre part qu'une manœuvre technique », ils ne s'en rendront que plus ridicules. Ces gens sont désormais paralysés, même si, de façon fortuite, ils en arrivaient à manifester une volonté révolutionnaire, ce qui n'est pas le cas. Les petits crimes et les petites trahisons qui, en période normale, passent presque toujours inaperçus, trouvent au moment de la révolution un écho puissant. Il ne faut jamais oublier que la révolution crée des conditions acoustiques tout à

(15) Le secrétaire général de la J.S. espagnole, Santiago Carrillo, avait également dit publiquement son admiration pour Trotsky.

(16) Cf. Lettre de Nin au S.I., *La Révolution espagnole*, p. 603.

fait particulières. Je ne peux en aucune façon comprendre comment on peut chercher des circonstances atténuantes aux traîtres espagnols, tandis qu'on tente de diminuer dans *De Nieuwe Fakkell* nos amis belges, qui, avec un grand courage, luttent contre l'énorme machine du P.O.B. et contre les staliniens, et ont déjà obtenu d'importants résultats.

8. Dans le dernier numéro de *La Batalla* se trouve un appel du parti de Maurin-Nin à nos sections sud-américaines, qui constitue une tentative pour grouper ces dernières, sur une base purement nationale, autour du soi-disant « parti ouvrier d'unification marxiste ». Comme toutes les sections du bureau de Londres, le parti espagnol de la confusion « marxiste » tente de pénétrer dans les rangs de la IV^e Internationale pour les scinder, etc. C'est précisément le petit roquet qui nous mord les mollets (17). Nous devons pourtant dire ouvertement à nos organisation sud-américaines qui ont encore dans leurs rangs des parlementaires sapistes (18), etc. quelle est la différence entre nous et le bureau de Londres, pourquoi Nin rompt avec nous en Europe et veut apparaître en Amérique du sud comme un pieux unificateur de toutes les forces révolutionnaires. Cette basse hypocrisie, toujours caractéristique du centrisme, on doit la dévoiler impitoyablement. Cela suffirait pour démontrer *l'absolue nécessité de nos thèses sur le bureau de Londres*.

9. La question des questions est à présent celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires. En réalité, à notre époque, le Front populaire est la *question principale de la stratégie de classe prolétarienne*. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme. car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire, c'est la révolution de février 1917. De février à octobre, les mencheviks et les social-révolutionnaires, qui constituent un bon parallèle avec les « communistes » et les social-démocrates, ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des « cadets », avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition. Sous le signe du Front populaire, se trouvait toute la masse du peuple, y compris les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

(17) Allusion au bureau de Londres.

(18) Allusion à la section chilienne qui avait un député, Emilio Zapata, et un sénateur, Manuel Hidalgo et s'était engagée dans un Bloc des gauches qui était un pré-Front populaire comprenant les radicaux et le P.S.

Bien sûr, les bolcheviks participaient aux soviets. Mais ils ne faisaient pas la moindre concession au Front populaire. Ils exigeaient la *rupture* de ce Front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets, et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan.

Tous les Fronts populaires d'Europe ne sont qu'une pâle copie, et souvent une caricature du Front populaire russe de 1917 qui, après tout, pouvait prétendre à plus de justification pour sa propre existence, puisqu'il s'agissait encore de la lutte contre le tsarisme et les restes du féodalisme. Si maintenant Maslow et Dubois (19) flirtent avec le Front populaire avec toute leur intransigeance « ultra-gauche », ils ne font par là que démontrer qu'ils n'ont pas compris le véritable antagonisme stratégique entre bolchevisme et menchevisme. Ils exigeaient que nous lancions le mot d'ordre « Le Front Populaire au pouvoir ! », c'est-à-dire que nous exigions le pouvoir pour la coalition des ouvriers et des capitalistes. En même temps, ils se gaussaient de notre mot d'ordre « La bourgeoisie hors du Front populaire ! ». Enveloppées dans des périphrases, ce sont les mêmes idées que l'on peut trouver dans un article de Maslow paru dans la revue théorique du parti hollandais (20). Pour ma part, je ne puis que le regretter, car ce fait a produit sur nous tous la plus douloureuse impression. Avons-nous des divergences sur cette question, *où il s'agit du choix entre bolchevisme et menchevisme* ? Oui ou non ? J'espère que non ! Mais d'où vient alors cette inexplicable tolérance pour les conceptions profondément opportunistes de Maslow ?

La position de la section française sur toutes les questions importantes est incomparablement plus juste et marxiste, même si l'on n'épargne guère la critique à la section française, comme vous pouvez le voir à travers la brochure de Nicolle Braun (21). Mais je

(19) Arkadi MASLOW était, depuis 1919, le pseudonyme militant d'Isaac TCHEREMINSKI (1893-1941) d'origine russe, leader de la « gauche » du P.C. allemand de 20 à 23, puis de ce parti lui-même, exclu en 1926 et qui collaborait depuis 1934 avec le S.L. DUBOIS était le pseudonyme de sa compagne Elfriede EISLER, épouse PLEUCHOT depuis 1934, dite Ruth FISCHER (1895-1961), qui avait eu la même trajectoire politique et avait été la grande vedette de l'I.C. au temps de la « bolchevisation » sous Zinoviev. Elle avait été cooptée au S.L. sur proposition de Trotsky au début 1935. C'est en janvier 1936 que Maslow et Ruth Fischer avaient définitivement pris leurs distances sans toutefois éprouver le besoin de le faire nettement, notamment par un texte.

(20) La revue théorique du R.S.A.P. s'appelait à l'époque *De Rode October* (L'Octobre rouge). Malgré tous nos efforts et le dévouement du personnel de l'I.H.S. d'Amsterdam, il ne nous a pas été possible de trouver cet article dans la collection de cette revue : il a vraisemblablement été publié sous un pseudonyme que nous ignorons.

(21) L'« *Organe de Masses* ».

dois dire que le texte du comité central français, « Où va le gouvernement Blum ? »(22), est un travail *excellent*, digne d'être traduit dans toutes les langues de la IV^e Internationale. En ce qui me concerne, j'ai beaucoup appris en lisant cette brochure. Pourtant nos camarades français sont si pauvres — ce dont ils sont en partie responsables — qu'ils ont été incapables de publier cette brochure imprimée, mais seulement hectographiée.

10. Permettez-moi maintenant d'en venir au parti hollandais. Je ne lis pas le hollandais. Je n'arrive qu'à déchiffrer les titres à moitié, quelques phrases aussi, et si la question semble importante, d'autres camarades viennent à mon aide. Je ne peux donc prétendre à aucune compétence particulière sur la question hollandaise. En tout cas, je suis autant que possible dans la presse européenne la vie de la Hollande, je corresponds avec mon ami Sneevliet — dans la mesure où il répond à mes lettres, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas, etc. Ce que je dis du parti hollandais ne peut donc avoir qu'un caractère incomplet et fragmentaire :

a) la grande faiblesse du parti hollandais me semble être le manque d'un programme d'action. Pendant plus d'un an, Sneevliet et moi avons eu un échange à ce sujet (13). Autant que je puisse me permettre un jugement, l'agitation du parti me paraît reposer beaucoup trop sur des improvisations personnelles, des impressions du jour ou de la semaine, et revêtir du coup un caractère dispersé, dilué et pas concentré. Un parti réformiste peut fort bien se contenter d'une telle situation, mais *pas un parti révolutionnaire comme le R.S.A.P.*, car il ne peut lutter ni finalement vaincre les grands partis que par la clarté et la concentration de mots d'ordre qu'il a élaborés pour la période actuelle.

Il y a quelques mois, le parti hollandais a formé une commission chargée d'élaborer un programme d'action. La commission — c'est du moins ce qu'il m'est apparu — a élaboré un plan trop vaste et trop général. Pour ma part, j'ai proposé de diviser ce plan en deux parties : élaborer d'abord un programme d'action bref, mais précis, pour la Hollande, puis le grand programme, en liaison avec les autres sections, en tant que programme de la IV^e Internationale. Le camarade Sneevliet — si mes souvenirs sont exacts — était de la même opinion que moi. Malheureusement, il ne semble

(22) Ce travail, qui était l'œuvre de Jean Rous, a été publié par le P.O.I. sous forme de brochure.

(23) On peut se reporter également à la correspondance entre Trotsky et van Riel, responsable de la commission du programme du R.S.A.P. (*Œuvres*, 9, p. 232).

pas que cette commission ait encore préparé un seul projet. En tout cas, je n'en ai pas reçu, alors que c'était promis. Il est très regrettable qu'entre autres on ne se soit pas armé, en vue des élections prochaines et en temps voulu, d'un programme d'action clair.

b) Dans la question syndicale, je ne puis non plus approuver la politique de notre parti-frère hollandais. J'en ai à maintes reprises donné les raisons par écrit et surtout oralement. On continue à mener la même politique avec le N.A.S. (24) sur la seule base de la loi de l'inertie. Il n'y a pas pour cela de motivation plus profonde. Les développements en Hollande, comme c'est précisément le cas en France aujourd'hui, devront frayer la voie de la révolution ou celle du fascisme. Dans l'un comme l'autre cas, je ne vois aucune place pour le N.A.S. Quand la grande vague de grèves commencera en Hollande — ce qu'on peut considérer comme très probable, sinon certain — les syndicats réformistes vont grandir puissamment et intégrer dans leurs rangs des éléments neufs, etc, dans une telle période, le N.A.S. apparaîtra aux masses comme une organisation scissionniste incompréhensible. En conséquence, les masses ne seront pas réceptives également aux mots d'ordre justes du R.S. A.P. et de la direction du N. A.S. Mais si tous les membres du R.S.A.P. et les meilleurs éléments du N.A.S. étaient à l'intérieur des syndicats réformistes, dans le cours de la montée imminente, ils pourraient devenir l'axe de la cristallisation de la gauche et ultérieurement la force décisive dans le mouvement ouvrier. Je dois le dire tout à fait franchement : l'agitation systématique, soigneusement préparée à l'intérieur des syndicats réformistes, me semble l'unique moyen, non seulement de conserver le R.S.A.P. en tant que parti véritablement indépendant — car cela n'a, en soi, aucune valeur historique — mais aussi de le mener à la victoire, c'est-à-dire au pouvoir.

Si l'on prend une alternative moins probable, à savoir que les développements en Hollande, sans passer par une période de soulèvement révolutionnaire, entrent directement, dans le cours de la prochaine période, dans la phase bureaucratique-militaire réactionnaire, puis la phase fasciste, nous arrivons néanmoins à la même

(24) Le N.A.S. (National Arbeids-Secretariaat, secrétariat national du travail) était un syndicat dont la fondation remontait à 1893. il avait rejoint l'internationale syndicale rouge et acquis, dans les années vingt, un certain nombre des caractéristiques d'un « syndicat rouge », sous la direction de Sneevliet. Mais ce dernier en avait gardé la direction en rompant avec le P.C. hollandais. La question du N.A.S. était un vieux litige entre Trotsky et Sneevliet mis entre parenthèses lors de l'adhésion de Sneevliet à la L.C.I., Trotsky étant contre le maintien de petits syndicats « rouges », en négligeant l'action dans les syndicats de masse (en Hollande le N.V.V.).

conclusion : la politique du N.A.S. doit devenir un obstacle pour le parti. La première attaque de la réaction a été dirigée contre le N. A.S. et lui coûte la moitié de ses effectifs (25). La seconde lui coûtera la vie. Les excellents ouvriers qui y sont rassemblés devront se frayer leur voie dans les syndicats réformistes en ordre dispersé, chacun pour soi, voire rester passifs ou indifférents. Le syndicat ne peut pas mener d'existence illégale comme le parti. Mais le parti serait durement atteint par ce coup, car un parti révolutionnaire illégal doit avoir une couverture de masse légale ou semi-légale. Si le gros des membres du R.S.A.P. travaille dans les syndicats réformistes, ces organisations de masse seront aussi pour le parti une cachette, un abri, et en même temps une arène. La cohésion entre les membres actuels du N.A.S. serait ainsi préservée. Toutes les autres questions seront conditionnées par le cours du développement et par la politique du parti.

c) Dans la question de la jeunesse, la politique du parti ne me semble pas suffisamment claire. Je sais que nous avons à la tête de la jeunesse hollandaise des éléments excellents et très prometteurs. Il leur faut cependant trouver un champ d'activité pour ne pas continuer à déperir dans une existence abstraite et sectaire de gens qui savent tout. Ce champ d'activité, on ne peut le trouver que dans les syndicats et dans la jeunesse réformiste. Si l'on continue à prendre son temps, la jeunesse hollandaise tombera victime du stalinisme comme cela a été le cas en Espagne, et, de façon substantielle, en Angleterre également. En Belgique, malgré du retard et une politique beaucoup trop irrésolue et hésitante, on a tout de même remporté certains succès sur Godefroid dans la jeunesse. En Amérique, la jeunesse socialiste, qui ne représente certainement pas une forte organisation a, grâce à la politique juste de nos camarades d'idées américains, reçu une bonne inoculation d'antistalinisme et est désormais en bonne voie. Ce serait réellement désastreux si notre section jeune hollandaise ne comprenait pas qu'il lui faut tout de suite consacrer toutes ses forces au travail dans la jeunesse réformiste (26) !

Je sais, chers camarades, que, par nombre de ces remarques, j'entre en conflit aigu avec les conceptions de certains cercles dirigeants du R.S.A.P. Je ne revendique pas le moindre droit, non seulement pour moi — ce serait évidemment hors de question —, ni non plus pour la conférence internationale à venir, de modifier en un clin d'œil la position du R.S.A.P. sur les questions décisi-

(25) Une récente mesure gouvernementale venait d'interdire aux fonctionnaires et travailleurs de l'Etat hollandais de se syndiquer au N.A.S.

(26) Trotsky avait déjà écrit en ce sens à la dirigeante des jeunesses du R.S.A.P., Bep Spanjer, Cf. *Œuvres*, 9, pp. 227-231,

ves. Comme dans toutes nos sections, le changement nécessaire ne peut mûrir que de l'intérieur. Les autres sections ne peuvent qu'y aider, par une critique responsable. Cette lettre n'a pas d'autre but. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'une discussion franche avec nos amis hollandais pour arriver à une compréhension réciproque. Par exemple, je ne fais à la conférence aucune proposition concernant la question syndicale en Hollande et je conseillerai de ne prendre aucune décision obligatoire. Notre ligne générale dans la question syndicale *doit* être clairement posée. J'ai essayé de le faire en quelques lignes dans le projet sur la situation en France et en Belgique. Peut-être aussi présentera-t-on à part des thèses syndicales (27). Dans tous les cas, il serait faux de faire de cette question un ultimatum organisationnel au parti hollandais. Nous nous exprimerons de façon aussi unanime et aussi claire que possible sur la question syndicale en général, et nous fixerons cette opinion par écrit. Nous discuterons franchement avec nos camarades hollandais de leurs perspectives. Mais nous respectons la situation particulière qui existe en Hollande et laissons à nos camarades hollandais le soin d'élaborer les méthodes nécessaires dans la question syndicale. *C'est la proposition formelle que jefais à la conférence.*

11. En conclusion, j'aimerais dire ce qu'il faut dire de ma lettre à Shachtman : comment et pourquoi lui ai-je écrit cette lettre ? L'initiative de la conférence est partie de Berne, le 11 avril (28). Il y a eu échange de correspondance à ce sujet en avril et on a prévu la convocation pour juin. Ainsi, personne ne peut parler d'une quelconque « précipitation ». La grève des pêcheurs, je crois, n'a pas commencé en avril, ni en mai (28). En tout cas, tous les pays ont aujourd'hui leurs grèves et leurs mouvements de masse, et s'il fallait attendre pour la conférence internationale que le calme complet prévale dans tous les pays, nous ne pourrions jamais tenir de conférence. Il y a aussi partout des difficultés financières et personnelles. Toutes les grandes sections étaient d'accord sur la nécessité de convoquer la conférence. Seule la section hollandaise a répondu évasivement. Sous cet angle, elle ne faisait pas tellement référence à la grève des pêcheurs, qu'à la politique fausse — à ses yeux — de la section américaine, aux déficiences du S.I., aux faiblesses de la section française, etc. Précisé-

(27) Ces thèses syndicales ont été effectivement préparées et adoptées séparément.

(28) Berne désigne ici Hpnefoss, c'est-à-dire Trotsky lui-même. Pour la lettre du 11 avril, cf. *Œuvres*, 9, p. 171.

(29) La précédente lettre des dirigeants du R.S.A.P. insistait sur les nécessités pour ce parti d'intervenir dans la très importante grève des pêcheurs.

ment au moment où nous participions tous avec ardeur au travail de préparation de la conférence, à l'élaboration des thèses, etc., parut dans *De Nieuwe Fakkel* une note regrettable sur la section belge ; de même, le compte-rendu de la répression contre la section française était écrit comme s'il cherchait à déprécier l'importance de la section française. J'ai reçu une lettre dans laquelle le camarade Sneevliet, au nom du comité central hollandais, me censurait pour mon article contre Maurin-Nin (30).

Bien que le comité central hollandais n'ait donné aucune réponse précise à la question de sa participation à la conférence, il nous proposa de participer « dans quelques mois » à une conférence projetée par le bureau de Londres. Quiconque pense politiquement reconnaîtra que ces faits sont suffisants pour donner quelque inquiétude. Toute l'entreprise est restée suspendue en l'air pendant des semaines, et nous n'avons pas pu envoyer à nos amis américains le télégramme promis, leur annonçant la date. Finalement, ils sont venus en Europe de leur propre initiative et sans avoir reçu le télégramme. Ce fait constituait, pour ainsi dire, une *force majeure* pour les organisateurs de la conférence. Après tout, nous ne pouvions pas laisser nos camarades américains repartir chez eux les mains vides. Juste après l'arrivée ici du camarade Erik (31), j'ai aussitôt envoyé un télégramme à Sneevliet (32). Pendant plus de 48 heures, nous n'avons pas reçu de réponse. Aussi en ai-je envoyé un second, plus pressant encore (33). A celui-ci, répondit finalement la promesse d'une lettre. J'ai fait part de mon inquiétude et de mes appréhensions au camarade Erik, de la façon la plus modérée et réservée, et lui ai demandé de plaider avec chaleur, devant les camarades hollandais, pour qu'ils participent à la conférence.

Le camarade Erik a dû nous quitter avant que la préconférence prévue ait pu se tenir. Après son départ, une lettre du camarade Shachtman est arrivée d'Amsterdam, dont le contenu se réduisait au fait que, même alors, après l'arrivée des Américains, les camarades hollandais étaient encore incapables de se décider à

(30) La lettre de Sneevliet critiquant l'attitude à l'égard du « parti de Maurin » (le P.O.U.M.) retient l'explication de l'adhésion au pacte électoral des gauches par « manœuvres » pour avoir un élu (Sneevliet à Trotsky, 12 juin 1936, Bibliothèque du Collège de Harvard, 5199). L'article de Trotsky était « Que doit faire les B.L. en Espagne ? » (*Œuvres*, 9, pp. 173-178).

(31) ERIK était le pseudonyme de Muste qui était arrivé avec sa femme à Hônefoss le 28 juin.

(32) Ce télégramme se trouve à Harvard sous le numéro 10419. Il est bref : « Muste Here Await Answer » (Muste ici attend réponse).

(33) « Lettre attendue ».

participer à la conférence, qu'ils proposaient une rencontre *personnelle* avec moi pour la seconde moitié d'août, et qu'ils faisaient dépendre plus ou moins leur participation à une éventuelle conférence à l'automne du résultat de cet entretien. Naturellement, il aurait été plus avantageux d'attendre le rapport du camarade Erik sur ses conversations. Et ce fut ma première idée. Puis je me dis que si le camarade Erik recevait la même réponse que Shachtman, il n'y aurait plus aucune chance de sauver la conférence quand j'aurais reçu mon rapport. Je *devais* me dire cela.

A la lumière de la situation actuelle, particulièrement en France, et compte tenu de l'arrivée des Américains, je ne peux absolument pas m'expliquer l'attitude des camarades hollandais par le manque de fonds ou la grève des pêcheurs, mais par des raisons politiques bien plus profondes : nombre de camarades dirigeants hollandais croient pouvoir être utiles à la IV^e Internationale en restant en contact avec le bureau de Londres, c'est-à-dire en collaborant avec lui et pas en le combattant sans merci. Pour un grand nombre de camarades, cependant, le contact avec le bureau de Londres ne signifie rien d'autre qu'une rupture avec la IV^e Internationale. J'estime absolument nécessaire d'attirer l'attention des camarades hollandais sur cette profonde divergence avant qu'ils prennent leur décision finale.

Le sens de ma lettre était : si, malgré l'expérience déjà faite, vous accordez de la valeur au fait de vous asseoir à la même table que le S.A.P., l'I.L.P., etc., vous devriez au moins vous asseoir avant à la même table que nous, afin de discuter avec nous une question qui — pour nous — est tellement importante et décisive. Espérons qu'après tout nous arriverons à une décision commune. Mais si vous ne venez ni à la préconférence, ni à la conférence elle-même et développez ensuite vos liaisons avec le bureau de Londres, alors nous ne pourrons évaluer les conséquences de tels procédés que comme une rupture inévitable avec nous.

Dans cette situation critique, j'estimais nécessaire d'exprimer tout à fait ouvertement et sans ambages mon opinion sur les conséquences possibles de la non-participation à la conférence de nos amis hollandais. C'est ce que j'ai fait dans ma lettre à Shachtman dont j'ai également envoyé une copie à Sneevliet (34). Et je me suis dit : Si les camarades hollandais ont finalement pris la décision de chercher, pour la nouvelle Internationale, une voie tout à fait différente de la nôtre, alors ma lettre ne fera aucun dommage. Mais si leur façon d'agir s'explique par le fait qu'ils n'accordent

(34) Cf. p. 145.

pas une importance suffisante à cette affaire — qui m'est apparue à moi tout de suite comme un symptôme inquiétant — alors ma lettre attirera leur attention sur le fait que, pour *nous*, l'affaire a une importance *décisive*. Les camarades hollandais proféreront sans doute bien des paroles violentes à propos de cette lettre, mais leur position ne sera pas dictée par une question d'étiquette, mais par l'essence profonde de la situation ainsi créée. En outre, je me suis dit : Erik est heureusement à Amsterdam. Il va certainement tout faire pour neutraliser les conséquences *psychologiques* négatives de mon intervention. Mais cette intervention aura des résultats d'autant plus positifs que toute la situation aura été éclairée plus clairement, plus franchement et plus brusquement.

De cette lettre, je porte donc et je porte seul la responsabilité. Je suis tout prêt à encaisser tout blâme pour elle, d'où qu'il vienne, et à le faire porter sur mes propres épaules. Ce n'était évidemment pas dans mes intentions d'« insulter » qui que ce soit. Il ne s'agissait pas d'accusations morales, mais d'appréhensions nées de l'existence de deux lignes différentes. Si quelqu'un peut voir une « insulte » dans ma lettre, je suis prêt à retirer l'expression qui en serait la cause et à présenter mes excuses, car ce dont il s'agit, ce n'est pas d'une question d'étiquette, mais de la révolution française et de la IV^e Internationale.

Voici mes explications, chers camarades. Je regrette beaucoup de ne pouvoir vous rencontrer à Genève, car je suis sûr qu'une discussion personnelle éliminerait toute ombre de désaccord entre nous. Mais même sans ma présence, la conférence éliminera certainement les malentendus accumulés et créera de meilleures conditions pour une collaboration ultérieure.

C'est dans cet esprit que je vous tends la main en toute amitié et vous souhaite les meilleurs succès.

[LES DOCUMENTS POUR LA CONFÉRENCE] (1)

(16 juillet 1936)

Chers Camarades,

Je vous envoie la copie de ma lettre à la direction hollandaise (2). La lettre est destinée exclusivement pour les délégués de la conférence, qui, après lecture, doivent la rendre au secrétariat. Je vous prie, si possible, de faire traduire la lettre en français. Elle est traduite ici en anglais.

Sha(ghtman) prend sur lui la défense des thèses sur l'U.R.S.S. Quant aux thèses concernant la situation en France et en Belgique, je vous prie de s'entendre avec la délégation française, qu'elle prenne cette thèse sous sa protection (3). Je ne sais pas si Rous a présenté ses thèses à lui. J'espère bien qu'il n'y aura aucune contradiction de principe. Dans ce cas-ci, on pourrait peut-être faire un « amalgame » ou présenter les deux documents séparément comme se complétant l'un l'autre. S'il y a des amendements à faire, il faut, si possible, les préparer par avance. Je vous prie de m'en envoyer une copie.

Je vous prie de bien songer à tous les détails parce que l'incohérence technique peut compromettre beaucoup de choses.

(1) Lettre au S.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8048, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Cf. p. 239-256.

(3) Il s'agit sans doute de « La nouvelle montée ».

[APRÈS LA VISITE DE MOLINIER] (1)

(17 juillet 1936)

Chers Camarades,

Nous avons reçu avant-hier et hier inopinément la visite de Molinier et de Le Ricard (2). Je les ai acceptés en présence des camarades Braun et Sha(ghtman). Sur la question Molinier, j'ai déclaré que, personnellement, je suis tout à fait d'accord avec la décision du S.I. sur l'exclusion, comme avec la conclusion de la commission de contrôle. L'attitude ultérieure de R(aymond) M(olinier) n'a fait que confirmer ces décisions. S'il est exclu par le C.C., il pourrait faire appel à la conférence nationale et non aux organismes internationaux. Si la conférence nationale trouve nécessaire la réintégration, elle pourrait poser de nouveau la question devant les organismes internationaux. J'ai formulé un réquisitoire contre R(aymond) M(olinier) qui fut plus ou moins inscrit par les camarades Braun-Sha(ghtman). Le lendemain ils ont voulu avoir une discussion politique. Nous avons discuté paisiblement pendant une heure et demi. Ils ont laissé ici une déclaration protestant contre mon attitude comme contre l'attitude du P.O.I. qu'il faut « sauver ». A l'occasion nous vous enverrons la copie de cette déclaration. Pour l'instant nous sommes trop occupés.

Je dois cependant avouer (confidentiellement) que je ne comprends pas du tout pourquoi a-t-on de nouveau accompli l'exclusion par le C.C. en ajournant la conférence, c'est-à-dire répété la même faute comme au mois de décembre (3). L'exclusion par la

(1) Lettre au C.C. du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7876, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Il s'agit de Raymond Molinier et d'un membre de sa fraction. LE RICARD était le pseudonyme de Jacques DESNOTS (1897-1943), un ancien membre du C.C. du P.C., où il avait été responsable aux questions paysannes, venu à *La Commune* après avoir suivi Doriot en 1934 et 1935. Les deux hommes étaient venus dans l'espoir, semble-t-il, d'obtenir l'appui de Trotsky contre la décision d'exclure Molinier, qui venait d'être prise par le C.C. du P.O.I.

(3) Rappelons que Trotsky souhaitait que Molinier soit exclu par une confé-

conférence aurait exigé naturellement une certaine perte de temps, mais cette perte aurait signifié un grand gain pour l'avenir. J'ai peur maintenant, qu'on devra recommencer toute l'histoire encore une fois. Possible d'ailleurs qu'il y a des circonstances que je ne connais pas et que je me trompe. Tant pis.

Nous avons de nouveau discuté hier à trois cette question. Nous sommes venus à la conclusion suivante : il est bien possible qu'une intervention internationale immédiate mettrait le plus gros argument à la disposition du C.C. français, désarmerait jusqu'à un certain point la clique Molinier et abrégerait par cela la lutte intestine, surtout si la résolution internationale est votée unanimement.

rence nationale du P.O.1. et non pas seulement par son comité central. Mais les dirigeants du P.O.1., en prenant la décision de reporter la conférence nationale, n'avaient pas voulu différer l'exclusion de Molinier.

[ENCORE UN CHANTAGE] (1)

(17 juillet 1936)

R(aymond M(olinier), en compagnie de Le Ricard, s'est présenté inopinément chez nous. Nous avons dû accepter une explication sur le contenu de laquelle vous êtes déjà brièvement informé par la lettre précédente (2). Le procès-verbal vous est envoyé plus tard en anglais (3). Mais nous tenons pour nécessaire de dégager de ce procès-verbal un épisode bien important et caractéristique de l'attitude de Molinier. A la fin d'une discussion politique, dont l'initiative appartenait presque exclusivement au camarade Le Ricard, Molinier a déclaré, sans la moindre liaison avec notre entretien : « Je veux vous annoncer que le camarade X. va faire un mariage qui nous apportera beaucoup d'argent. » Nous sommes restés stupéfaits par cette déclaration au moins étrange. Nous avons répondu que la chose ne nous regarde absolument pas et que nous ne prenons aucun acte de cette communication.

Quel en était le vrai but ? Il est évident que R(aymond) M(olinier) a voulu dire : « Si la section française me garde, je lui apporterai la dot. Si elle me chasse j'aurai assez d'argent pour monter une nouvelle organisation. » En somme il s'agissait de nouveau d'une tentative de chantage mi-politique mi-financier.

(1) Lettre au C.C. du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7874, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Il semble que cette phrase renvoie à la lettre page

(3) Il existe deux procès-verbaux de cette rencontre qui seront prochainement publiés dans les *Cahiers en Trotsky*.

**[LA CRISE
AVEC LA SECTION HOLLANDAISE] (1)**
(17 juillet 1936)

Cher Camarade Muste,

J'ai reçu vos lettres du 11 et du 12 juillet en même temps et avec une grande joie. Tous mes remerciements pour le caractère détaillé de votre lettre sur la Hollande et particulièrement pour la franchise et la netteté avec lesquels vous critiquez ma position sur cette question. Tout comme vous, je considère un langage franc et même parfois brutal comme nécessaire quand il s'agit de questions importantes et décisives et quand les nuances diplomatiques ne peuvent qu'engendrer des malentendus. Je crois pourtant que quelques malentendus se sont glissés dans votre jugement sur ma façon d'agir dans la question hollandaise.

1) Vous relevez une contradiction entre ma façon de traiter la question hollandaise dans ma discussion avec vous et dans ma lettre à Sha(chtman) (2). Tout ce qu'il était nécessaire de dire sur ce point a été dit dans ma lettre au comité central du R.S.A.P. (3) dont je vous adresse ci-joint la copie. Pendant votre séjour ici, j'ai espéré d'heure en heure que nous recevions de Hollande une nouvelle rassurante qui balaierait tous mes doutes et inquiétudes sur cette question d'une importance vitale. Cela explique aussi pourquoi j'ai employé une langue aussi réservée qui n'exprimait qu'une partie de mes appréhensions. Je ne pouvais quand même pas expliquer l'absence de réponse à mes lettres de la part des Hollandais par la seule négligence. Dans sa dernière lettre, du 11 juillet, Sneevliet écrit tout au début : « C'est un fait que nous ne sommes pas encore parvenus à répondre à votre lettre du 16 juin dernier, arrivée le 19 juin. » Tout mon respect pour la grève des

(1) Lettre à A.J. Muste, Bibliothèque du Collège de Harvard, 9329, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Cf. pp. 190-191.

(3) Cf. pp. 239-256.

pêcheurs et pour tous autres empêchements. Mais le fait que plusieurs sections soient obligées d'attendre des semaines parce qu'on laisse sans réponse une lettre urgente contenant la nouvelle de l'arrivée des Américains, et ce pour la n ième fois, voilà qui me semble vraiment fâcheux. Si c'est de la négligence, alors cela signifie quelque chose qui ressemble beaucoup à de l'indifférence à l'égard des questions internationales. Ma lettre à Sha(ghtman), qui avait le caractère d'une information, était la dernière occasion pour une intervention énergique. Ce qui reste à dire sur ce point, vous pouvez le lire dans ma lettre au bureau du parti hollandais.

2) Il n'est pas vrai non plus qu'il n'y a pas de divergences politiques. Sur ce point, je vous ai informé de manière assez détaillée et vous trouverez une énumération concise des points de divergence qui me semblent tous assez symptomatiques, dans la lettre jointe. Je n'ai pas la moindre inclination à exagérer ces divergences. J'espère fermement les surmonter par des discussions amicales et à l'aide de l'expérience. Mais je considère comme impossible de se boucher simplement les yeux devant les questions litigieuses, car les faits sont plus puissants que nos vœux pieux et si nous ne travaillons pas, dès maintenant, sur les points de divergence, ils pourraient bien, sous la pression des événements, prendre un caractère explosif.

3) Dans la lettre aux Hollandais, je dis brièvement le nécessaire sur la question française. Essayer d'expliquer le manque d'intérêt pour le problème le plus important de notre temps par la grève des pêcheurs me semble pour le moins... inexplicable. J'espère bien que la conférence considérera la question française comme étant la question principale. A mon avis, la conférence devrait rendre public un bref appel à l'avant-garde prolétarienne du monde entier l'appelant à suivre les événements en France et à venir matériellement et moralement à l'aide de l'avant-garde révolutionnaire, c'est-à-dire du nouveau parti. On devra aussi citer la Belgique à cette occasion, car son sort est étroitement mêlé à celui de la France.

4) Chacun de nous se réjouira beaucoup si nous parvenons à mettre un peu d'ordre et de système dans le travail du secrétariat international. Mais, sur ce point également, je dois, avec la vigueur nécessaire, dissiper les idées fausses sur le passé et les illusions sur l'avenir :

a) Nous avons tous, à l'unanimité, confié aux camarades Schmidt et Sneevliet le travail du secrétariat (4). Pourquoi ? Parce

(4) Rappelons qu'il s'agissait du secrétariat du comité de contact entre les

que ce sont des camarades expérimentés avec une autorité internationale et parce qu'ils s'appuient sur une organisation importante et peuvent ainsi d'autant mieux maîtriser le travail technique. De notre côté, c'est-à-dire le S.I. (moi compris), nous avons décidé de mettre toutes nos forces à la disposition des camarades Schmidt et Sneeveliet. Nous nous sommes entendus avec les Américains pour que, s'agissant de questions n'étant ni nouvelles, ni inconnues, ni litigieuses, le bureau d'Amsterdam publie, en accord avec le secrétariat de Genève, des appels sur toute une série de problèmes. Quand nous avons cherché à nous entendre avec Amsterdam, il n'en est rien sorti. Pourquoi ? Est-ce la faute de l'« individualisme » de quelqu'un ? Le travail systématique, celui qui n'est ni individualiste, ni anarchique, consiste — n'est-ce pas ? — dans le fait que l'organisme compétent prend l'initiative nécessaire ou reprend celle des autres et met l'affaire sur la bonne voie. Mais, en règle générale, nous n'avons reçu aucune réponse à nos lettres les plus importantes. Pensez-vous peut-être, camarade Muste, que nous soyons moins occupés que les camarades d'Amsterdam ? Non, tout autant ! Mais ces derniers nous ont obligés à écrire deux, trois, quatre lettres au lieu d'une, engendrant ainsi des discussions pénibles sur la question de savoir pourquoi les choses n'étaient pas faites, au lieu de nous répondre par quelques lignes en temps voulu.

Au moment le plus aigu de la crise française, quand *La Commune* s'est arbitrairement proclamée section de la IV^e Internationale, nous avons essayé d'obtenir du bureau d'Amsterdam une intervention adéquate. J'ai écrit lettres sur lettres. Pour faciliter le travail des secrétaires d'Amsterdam, j'ai même écrit un projet de lettre à envoyer à Paris. Mais je n'ai eu jusqu'à présent aucune réponse. J'ignore si on peut qualifier cette méthode d'« individualiste », mais elle est de toute façon inadmissible.

Sur toutes les questions, j'ai été et je suis en contact étroit avec le S.I. J'ai écrit assez souvent des lettres et j'en envoie toujours une copie à Sneeveliet, qui est, en outre, membre du S.I. Il n'a jamais réagi à ces lettres, sauf à propos de la question américaine (5) et même alors avec un grand retard, c'est-à-dire quand la question avait déjà été tranchée *de facto* là-bas.

signataires de la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale, que Trotsky appelait souvent « secrétariat d'Amsterdam » voire « secrétariat de la IV^e Internationale », en le distinguant toujours soigneusement du S.I. de la L.C.I.

(5) C'était la question de l'entrée dans le P.S. du W.P.U.S. et des conditions dans lesquelles elle avait été décidée qui avait cristallisé le mécontentement des dirigeants du R.S.A.P. contre Trotsky et le S.I.

Pourriez-vous, s'il vous plaît, me dire comment on aurait dû agir dans une telle situation ? Ou bien doit-on renoncer complètement à agir parce que le- camarades Sneevliet et Schmidt n'ont pas accompli les tâches dont ils étaient chargés ? Les causes de ce non-fonctionnement du bureau d'Amsterdam peuvent être aussi importantes qu'on le voudra : de toute façon, les grands événements et les questions litigieuses ne se laissent pas arrêter. Il nous faut réagir si nous avons une certaine responsabilité. De quelle façon ? En donnant notre opinion. Je ne connais pas d'autre voie.

Sur la question américaine, si on y inclut la discussion franco-belge préalable, la discussion a duré d'un an et demi à deux ans. Schmidt était *pour* le tournant français, Sneevliet *contre* . Le S.I. était *pour* (sauf Dubois, qui était « contre » : elle était d'ailleurs « contre » dans toutes les questions — avant de renoncer à toute activité (6)). Sur la question américaine, il y avait des divergences certaines dans le S.I., et, chez certains camarades, des hésitations. Tous ne lisent pas l'anglais ni ne suivent les développements américains. Dans ces conditions, prendre une décision formelle n'aurait pas eu grande valeur. En tout cas, les partisans de l'entrée étaient en majorité au S.I. Nous aurions pu facilement mettre Sneevliet en minorité et envoyer en Amérique une décision formelle. Mais justement, sur cette question extraordinairement importante, une décision de ce genre ne nous a pas semblé adéquate. Nous avons donné au camarade Sneevliet, le représentant de la minorité, la pleine liberté d'exprimer son opinion. Et il n'a pas manqué d'en faire un ample usage. Il a même pris publiquement position contre les Belges dans son journal, bien qu'il n'ignorât nullement qu'il était tout à fait isolé au S.I. sur cette question (sauf Dubois qui, *de facto*, avait cessé depuis longtemps d'y travailler (7)). Alors, de quel côté est l'« individualisme » ?

Vous-même, camarade Muste, donnez comme exemple d'un travail organisationnel insuffisant la préparation défectueuse de la conférence, et vous avancez le fait que vous n'avez pas trouvé de lettre à Londres, etc. Je saisis volontiers aussi cette question, car elle prouve *le contraire* de ce que vous présumez. Depuis le 11 avril, nous travaillons à cette affaire avec Braun et Held. Des dizaines et des dizaines de lettres ont été envoyées, sans compter le

(6) Ruth Fischer (Dubois), déjà adversaire du « tournant français », avait combattu l'entrée dans le P.S. américain ; c'est au lendemain du vote du S.I. prenant acte de cette entrée et appelant à la réaliser de façon unitaire, qu'elle cessa de venir aux réunions du S.I. rompant ainsi *de facto* avec la L.C.I.

(7) Les procès-verbaux du S.I. en notre possession ne confirment pas cette appréciation. de 1 rotsky : Ruth Fischer participa au travail du S.I. jusqu'en janvier

travail sur les thèses, les documents, etc. Les membres parisiens du S.I. ont également fait tout leur possible. Nous nous sommes appliqués à prévoir tous les détails et à tout arranger d'avance pour éviter toutes les frictions inutiles. *Mais, depuis avril, nous n'avons pas pu fixer la date parce que les camarades d'Amsterdam ont simplement laissé les lettres sans réponse et, malgré leurs promesses de répondre, ont formulé des objections sans cesse nouvelles et toujours laissé dans l'obscurité la question de la conférence dans son ensemble.* C'est pourquoi nous avons dû travailler trois, quatre ou cinq fois plus et n'avons encore pu obtenir aucune précision.

Braun a écrit en Amérique qu'il télégraphierait la date à laquelle il faudrait arriver en Europe. Mais l'affaire a traîné interminablement et nous n'avons pas pu télégraphier. Vous pouvez facilement imaginer l'inquiétude qui régnait ici parmi nous. Vous et Sha(ghtman) avez alors décidé de partir sans télégramme (et je salue de tout mon cœur cette décision), mais votre arrivée, sans télégramme antérieur de notre part, fut une surprise et nous n'avons pas pu vous fournir un itinéraire à Londres car nous ne savions pas nous-mêmes où, *quand* ni même si la conférence aurait lieu. Que les camarades hol(landais) nous accusent sur ce point de préparation défectueuse, c'est à mon avis non seulement injustifié, mais je considère que c'est absolument inouï et j'élève la protestation la plus énergique sur ce point !

Nous avons tout accepté calmement et patiemment, car la cause en elle-même est pour nous au-dessus de tout le temps et de toute la peine perdue ; *mais si, du côté d'Amsterdam, on met à l'ordre du jour de la conférence la question des insuffisances du travail international, alors j'exigerai que cette lettre soit lue à la conférence.*

b) Je l'ai dit plus haut : on ne doit se faire aucune illusion sur l'avenir. La direction d'une Internationale révolutionnaire dans une période historique à ce point tumultueuse ne peut fonctionner comme la direction, disons, d'un syndicat national ou d'une coopérative. Nous sommes séparés géographiquement, chacun de nous a son opinion et continuera à vouloir l'exprimer. Les événements n'attendent pas ou du moins pas toujours. On ne peut exiger un bon travail collectif que lorsque *chaque* membre des organismes dirigeants suit attentivement les événements internationaux et répond aussi rapidement que possible aux lettres et aux propositions. Tout le reste ne peut avoir qu'une importance secondaire.

La condition *psychologique* la plus importante d'un travail

profitable de la direction est qu'on se sente faire réellement partie de la direction, qu'on ne se tienne pas en-dehors en manifestant de temps en temps son indignation.

5) Ce que vous m'écrivez sur le N.A.S., camarade Muste, ne me semble aucunement satisfaisant ou rassurant. Tout au contraire. Il y a deux ans et demi, j'ai aussi entendu mon ami Sneevliet dire que personne ne se faisait plus aucune « illusion » sur le N. A.S., qu'il fallait seulement attendre le moment propice, etc. Je dis tant pis. Les illusions pourraient expliquer bien des choses. Les illusions sont mises à l'épreuve par l'expérience. On peut se libérer des illusions. Mais il est bien plus difficile de se débarrasser de l'inertie conservatrice du syndicalisme. La preuve : ce N.A.S., qu'on disait perdu sans espoir, il existe maintenant depuis près d'un demi-siècle.

On dit : les réformistes excluent tous les éléments qui sympathisent avec le N.A.S. sans protestation aucune des adhérents. Cet argument se retourne absolument *contre* le N.A.S. car il prouve que le N.A.S., en dépit de son existence pluridécennale, est incapable d'éveiller la moindre sympathie parmi les membres des syndicats réformistes. Mais je ne peux croire que toute la classe ouvrière hollandaise soit perdue sans espoir ni que la révolution dépende exclusivement du N.A.S. Naturellement, les bonzes réformistes ont toute facilité pour se débarrasser des éléments de gauche gênants, car ils peuvent les présenter aux ouvriers comme des agents d'une boutique concurrente. Les ouvriers tiennent à leurs organisations et ne veulent pas de concurrence. *Le N.A.S. devrait engager avec toutes ses forces et de toute son énergie, une campagne en faveur de l'unité.* L'exemple syndical français, les événements révolutionnaires de France et de Belgique, la probable vague de grèves en Hollande, la menace du danger fasciste, l'approche de la guerre, tout cela, le N.A.S. devrait l'utiliser *afin de se prononcer le plus énergiquement possible en faveur de l'unité syndicale.* Dans de telles conditions, les syndicats réformistes auront vraiment de la peine à exclure les éléments révolutionnaires et à rejeter l'offre d'unité. S'ils le font (Jouhaux l'a fait des dizaines de fois), le N.A.S. y gagnera des sympathies dans les rangs des syndicats réformistes et aura certainement, à l'étape suivante, la possibilité d'imposer l'unité. Cette dynamique-là, je ne la trouve absolument pas. On se contente de ne se faire aucune illusion et on attend la solution du déroulement automatique des choses, c'est-à-dire de la police. Ces illusions purement passives sont bien plus dangereuses que les illusions actives et peuvent

6) Vous êtes d'avis qu'il vaudrait mieux ne pas fouiller le passé organisationnel lors de la conférence. Je suis entièrement de cet avis. Dans l'intérêt de la conférence ! J'estime aussi que la discussion sur la situation mondiale, en particulier sur la situation en France et en Belgique, est bien plus importante. Si les camarades hollandais admettent que les questions d'organisation doivent être traitées de façon normale et objective à la fin de la conférence (8), je saluerai de tout cœur cette prise de position. Mais je ne vois aucune catastrophe dans le fait que les « questions organisationnelles » soient mises au premier plan. Si on nous attaque, nous nous défendrons comme nous savons justement le faire.

7) Nous sommes très heureux que vous ayez rapporté de Belgique de bonnes impressions et que la conférence, à ce qu'il me semble, se soit déroulée de façon satisfaisante (9).

Je n'ai pas besoin de vous dire, camarade Muste, que j'attends les meilleurs résultats de votre participation à la conférence, non seulement du point de vue politique général, mais aussi du point de vue de l'élimination des frictions superflues. C'est dans cet esprit que je comprend toute votre lettre. J'ai répondu à votre franche critique par une contre-critique tout aussi franche. L'amitié nouvellement établie entre nous ne peut qu'y gagner.

Yours fraternally (10).

P.-S. Je ne suis pas certain que cette lettre vous atteindra en route et je désire vivement en même temps que vous receviez le plus vite possible les remarques ci-dessus. Cette lettre n'est destinée qu'à vous. Vous pouvez naturellement, si vous l'estimez nécessaire, la communiquer aux délégués hollandais à la conférence. Bien entendu, je dois me réserver le droit d'en communiquer des copies à la conférence au cas où les camarades hollandais (ce que je ne peux pas croire) viendraient à la conférence avec des intentions belliqueuses.

(8) Le R.S.A.P. voulait que la question d'organisation soit traitée au début de la conférence afin que leurs délégués puissent partir s'ils n'étaient pas satisfaits des décisions prises.

(9) Il s'agit de la conférence qui s'était déroulée les 11 et 12 juillet entre les groupes de l'A.S.R. et de la L.C.I. en vue de leur unification dans un parti « indépendant ».

(10) En anglais dans le texte.

[ENCORE LES DOCUMENTS] (1)

_ (18 juillet 1936)

Cher Camarade Martin,

J'ai reçu votre lettre ainsi que vos amendements (2). Je les trouve tous justes et importants, surtout ceux-ci qui concernent les syndicats et les comités d'usines. Mais je les trouve en même temps trop spéciaux pour les thèses sur la nouvelle période révolutionnaire. Ces thèses ont un caractère très général et ont pour objectif d'opposer notre attitude à celle de la II^e et de la III^e Internationale. Plus courtes seront ces thèses et plus saura-t-on s'en servir dans notre presse etc. C'est pourquoi je crois que vos amendements doivent ou recevoir une forme indépendante comme une illustration concernant une question spéciale et très importante ou entrer dans les thèses syndicales.

J'accepte volontiers l'amendement au paragraphe 9.

Je me demande s'il y aura des thèses spéciales sur la France ? Clart (3) a promis de présenter un projet. Je viens de recevoir une contribution aux thèses « Front populaire et Fascisme » de Clart. Le titre ne correspond pas tout à fait au contenu. Il s'agit plutôt de la question internationale. Mais les thèses sur la France devraient être plus concrètes. J'aurai trouvé la brochure sur le gouvernement Blum beaucoup plus instructive. On pourrait en détacher des thèses plus concrètes en se servant aussi de la contribution de Clart et d'une partie de vos amendements (ce que vous numérotez par 8 bis). Dans ce cas-ci on aura des thèses :

a) sur le « Nouvel essor révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale »,

(1) Lettre à Leonetti. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8856, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) Dans sa lettre du 16 juillet, Leonetti proposait ses amendements aux thèses sur « La nouvelle montée ».

(3) Jean Rous.

- b) sur la situation en France et en Belgique,
- c) sur les syndicats et les comités d'usines, etc.

Ma proposition antérieure d'amalgamer ces thèses est fausse du point de vue politique comme technique. Nos journaux seraient embarrassés de publier un document trop long et le lecteur le serait aussi à trouver ce qu'il cherche.

En tout cas il est absolument nécessaire de préparer le document sur la France à temps c'est-à-dire avant que la commission commence à travailler.

[LA PRÉFACE DU LIVRE D'ISAACS] (1)

(19 juillet 1936)

Cher Camarade Isaacs (2),

Mes salutations les plus chaleureuses à vous et à votre femme. La même chose de Natalia Ivanovna. Je suis prêt à écrire la préface de votre livre sur la révolution chinoise, à tout moment. J'espère même vous en donner une plus étendue, opportune non pas tellement historiquement que politiquement ; j'essaierai de démontrer que l'actuelle politique de « Front populaire » en France et ailleurs est la reproduction de la politique d'alliance avec le Guomindang pendant la révolution chinoise et, du même coup, la poursuite de la politique menchevique pendant la révolution russe de 1917. J'essaierai d'écrire cette préface de façon très claire et très simple, compréhensible par un public plus large. Ce caractère de ma préface fait qu'elle doit être écrite au moment précis où le livre sera prêt à être publié. Par exemple, je ne peux pas analyser le gouvernement Blum comme un régime existant si le livre et la préface paraissent après le passage dans les limbes du gouvernement Blum. Il vous faut expliquer cette situation à l'éditeur envisagé. Dès que je recevrai de vous ou de votre éditeur un câble — « besoin urgent de la préface » — je l'enverrai dans les deux semaines mais en aucun cas avant le début septembre, puisque je dois me reposer quelques semaines pendant le mois d'août. Quant à sa dimension, je crois qu'elle devra tourner autour de seize pages environ.

(1) Lettre à Harold R. Isaacs. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8545, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'anglais.

(2) Harold R. ISAACS (né en 1910) était arrivé en Chine en 1930 et y avait édité le *China Forum*, favorable au P.C. chinois. Il avait été ensuite gagné aux idées de l'Opposition et avait rompu en 1934 avec « les staliniens chinois ». Il avait projeté d'écrire un livre sur la révolution chinoise et s'était rendu dans ce but en Europe pour rencontrer Treint, Sneevliet et bien entendu Trotsky. A partir de cette date, il avait milité dans les rangs de la section américaine. Son livre était achevé et allait paraître sous le titre *La Tragédie de la Révolution chinoise*.

[LES RADICAUX AGENTS DE LA BOURGEOISIE AU GOUVERNEMENT] (1)

(19 juillet 1936)

Chers Camarades,

Le dernier numéro de *Révolution* (2), qui produit en somme une impression très favorable, porte un chapeau qui surprend : « Sous la *protection* vigilante des travailleurs français, le gouvernement de Front populaire pourra réaliser son programme ». Cette formule est doublement fausse :

1) Même sous « la protection », le gouvernement ne réalisera pas son programme, *irréalisable*, puisqu'il présume la prospérité en régime capitaliste.

2) Notre tâche n'est nullement la « protection » du gouvernement de coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Je suis sûr qu'il ne s'agit ici que d'une formulation hâtive et non d'une divergence profonde. Mais, pour éviter à l'avenir des malentendus, je tiens à m'expliquer encore sur cette question.

Nous avons, avec le Front populaire, des ennemis communs. C'est pourquoi nous sommes prêts à les combattre parallèlement aux groupes réguliers du gouvernement de Front populaire, sans prendre sur nous la moindre responsabilité pour ce gouvernement, ni nous ériger en « protecteurs » de Léon Blum. Nous considérons ce gouvernement comme un moindre mal en comparaison de celui de La Rocque. Mais en combattant le mal le pire, on ne se protège pas du moindre mal.

(1) Lettre au B.P. du P.O.I. Bibliothèque du Collège de Harvard, 7875, avec la permission de la Houghton Library. Original en français. Publiée pour la première fois dans le *Bulletin intérieur du P.O.I.*, n° 4, septembre 1936.

(2) *Révolution* était l'organe des Jeunesses socialistes révolutionnaires (J.S.R.) qui avaient participé à la fondation du P.O.I. et dont les dirigeants étaient membres du P.O.I.

Nous ne devons pas cacher aux masses que ce programme n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme. Et, de l'autre côté, que les parties réalisables de ce programme seraient toujours sabotées par les radicaux. Quand nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire pas là qu'il faille le protéger, mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc droit, ce sont les radicaux. Il faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement, en réservant nos coups les plus terribles aux ministres radicaux, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont les Daladier, Delbos et Rucart (3) etc. qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressiste dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste. Les officiers réactionnaires gardent leurs places. L'organe de Léon Blum, *Le Populaire*, continue d'être interdit dans les casernes. Qui est responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Les radicaux sont la ligne de moindre résistance pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu sur les ministres radicaux — avec des exemples tout à fait concrets —, vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes. Vous pouvez ajouter avec raison : « Malheureusement, les chefs communistes soutiennent les radicaux contre les chefs socialistes ». En tout cas, le mot d'ordre ne peut pas être « A bas le gouvernement Blum ! », mais « Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum ! ». Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour cette période, mais elle ne signifie nullement la « protection » du gouvernement Léon Blum.

Nous devons maintenant tenir un langage qui vise plutôt à expliquer qu'à exciter. Mais il doit rester néanmoins très ferme et intransigeant.

Dans *Le Populaire* du 16 juillet, on trouve un article de Collinet (4), qui tente de réconcilier notre critique du Front populaire avec la « protection » — ou la reconnaissance, si vous voulez — du gouvernement Blum comme « notre » gouvernement. Nous ne

(3) Sur Daladier, cf. n. 3, p. 46. YVON DELBOS (1885-1956), également radical, était ministre des affaires étrangères du gouvernement Blum, et leur collègue de parti Marc RUCART (1886-1964) ministre de la justice. La pression des ministres radicaux allait s'exercer avec beaucoup de vigueur contre toute fourniture d'armes à l'Espagne républicaine.

(4) Michel COLLINET (1904-1977), ancien du P.C., professeur de mathématique, avait été membre de la Ligue communiste, qu'il avait quittée en 1931 pour constituer la Gauche communiste. Après un bref flirt avec les doriotistes en 1934, il était venu à la S.F.I.O. et y était l'un des animateurs de la Gauche révolutionnaire au nom de laquelle il venait de s'exprimer dans une « tribune libre » du *Populaire*.

pouvons naturellement nous solidariser avec Collinet, malgré les plagats qu'il fait de notre critique. Nous devons le combattre, précisément à cause de ce fait qu'il tente de concilier la critique révolutionnaire avec la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie radicale. C'est là le point crucial de toute la situation politique en France.

Dans votre papillon comme dans le tract du 14 juillet, on trouve le mot d'ordre de la « garde ouvrière ». Pourquoi avez-vous abandonné la formule de la « milice ouvrière » (5) ? De tels changements sont préjudiciables à la propagande. Il faut choisir avec soin mots d'ordre et formules, mais, après les avoir choisis, il faut les conserver jusqu'à ce que la situation objective change.

(5) Le mot d'ordre de « milice ouvrière » avait été utilisé depuis des années dans la presse du G.B.L. notamment.

[POST-SCRIPTUM SUR L'ESPAGNE] (1)

(21 juillet 1936)

Les événements d'Espagne (2) nous montrent de nouveau que nous ne pouvons prétendre imposer notre calendrier à la succession des événements. Pour le moment, on ne sait pas encore — du moins ici — de quel côté penche la victoire. Cela doit être interprété plutôt comme défavorable à l'insurrection : une insurrection militaire qui traîne est presque toujours vouée à l'échec. Les événements d'Espagne auront en tout cas les plus grandes répercussions en France. Nos prévisions, nos mots d'ordre, reçoivent une éclatante confirmation. Il nous faut maintenant trouver l'oreille des couches les plus larges. Mais, pour l'instant du moins, il ne semble pas qu'il faille modifier la méthode caractérisée plus haut. La question de l'armée, surtout du corps des officiers, devient maintenant brûlante pour le prolétariat français. Il faut d'autant plus vigoureusement attaquer Daladier et les radicaux en frappant par ricochet. Les possibilités qui s'ouvrent devant nous sont réellement grandioses. Par un travail acharné et en même temps systématique, on peut maintenant faire de grandes choses.

(1) Post-scriptum de la lettre au B.P. du P.O.I. (pp. 271- 273). Bibliothèque du Collège de Harvard, 7875, avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

(2) La guerre civile espagnole venait d'éclater avec le soulèvement d'un certain nombre de garnisons : ce P.-S. est la première réaction écrite de Trotsky à cet événement.

[LES HOLLANDAIS ET LE BUREAU DE LONDRES] (1)

(21 juillet 1936)

Cher A.J.,

Je cite intégralement cette histoire de la page 6 du numéro du 17 juillet 1936 de *The New Leader* (Londres) qui vient d'arriver.

« LE DANGER DE GUERRE »

Soutien de nombreux pays pour le congrès mondial.

Des organisations ouvrières de nombreux pays ont déjà fait connaître leur soutien au congrès mondial contre le guerre, le fascisme et l'impérialisme qui a été convoqué par le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire. Ce sont :

Parti socialiste suédois — Parti socialiste Italien — I.L.P. britannique — Parti ouvrier espagnol — Parti socialiste unifié roumain — Bureau international des organisations de jeunesse socialiste révolutionnaires — Gauche révolutionnaire du parti socialiste français — Ligue belge contre la guerre (parti ouvrier) — R.S. A.P. de Hollande — B.R.S. de Hollande — Ligue des jeunes socialistes danoises — Syndicat français de l'enseignement — Poale Zion de gauche et Cercles marxistes de Palestine.

La base du congrès est la résistance ouvrière directe à la guerre et le refus de l'unité avec la classe capitaliste ou les

(1) Lettre à A.-J. MUSTE. Bibliothèque du Collège de Harvard, 9330, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'anglais. Muste se reposait à Interlaken.

gouvernements capitalistes, que ce soit dans la préparation ou la conduite de la guerre.

Le congrès se tiendra en octobre, soit à Bruxelles, soit à Paris. Il durera probablement trois jours.

Les organisations ouvrières locales comme nationales sont habilitées à envoyer des délégués. Tous renseignements au secrétariat international de l'I.L.P., 25, Saint-Bride-Street, London E.C. 4.



Voilà le compte rendu. S'il est vrai que le parti hollandais et la jeunesse ont accepté d'envoyer des délégués, il faut seulement ajouter que cette décision a été prise sans nous informer (2), sans nous consulter, et, autant que nous le sachions ici, sans informer ni consulter le S.I. à Genève. Voilà pour le côté formel de l'affaire, qui n'est pas sans importance, mais pas pour autant décisif. Ce qui est décisif, c'est l'aspect politique de la décision hollandaise (en supposant toujours qu'elle ait été déjà prise). Sur ce point, j'ai préparé une résolution sur le congrès du bureau de Londres que je juge nécessaire de présenter à notre conférence de Genève de façon que nous ayons là-dessus une expression aussi uniforme que possible de notre point de vue. J'essaierai de vous envoyer une copie de ce projet de résolution avant que vous ne quittiez la Suisse, afin que vous en connaissiez le contenu avant l'ouverture de la conférence.

(2) Incontestablement, dans une lettre du 12 juin 1936 (Harvard, 5199), Sneeuvliet a informé Trotsky de l'intention du R.S.A.P. de participer au congrès que le bureau de Londres va organiser « dans quelques mois ».

[POST-SCRIPTUM AUX THÈSES SUR LA NOUVELLE MONTÉE] (1)

(23 juillet 1936)

« Le conflit entre les deux camps, en Espagne, en France, en Belgique, est absolument inévitable. Plus les dirigeants du Front populaire « concilieront » les antagonismes de classe et essaieront d'éteindre la lutte révolutionnaire, et plus elle aura un caractère explosif et convulsif dans l'avenir immédiat, plus elle nécessitera de grands sacrifices et moins le prolétariat sera en état de se défendre contre le fascisme » (ci-dessus, 16). »

Les événements ont confirmé cette prédiction avant même que ces thèses aient été publiées.

Les journées de juillet en Espagne (2) complètent et approfondissent avec une force extraordinaire les leçons des journées de juin en France. Pour la seconde fois en cinq ans, la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale conduit la révolution espagnole au bord de l'abîme. Incapable de résoudre aucune des tâches posées par la révolution — car elles se ramènent à une seule, le gouvernement de la bourgeoisie — le Front populaire rend l'existence du régime bourgeois impossible et provoque par là le coup d'Etat fasciste. Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaristes, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique d'alliance avec la bourgeoisie doit être payée par la classe ouvrière d'années de souffrances et de sacrifices, sinon de dizaines d'années de terreur fasciste.

(1) T 3941. Bibliothèque du Collège de Harvard. *La Lutte ouvrière*, 5 août 1936. Ce post-scriptum a été ajouté à ses thèses, par Trifitsky, sur la base des informations de presse concernant le soulèvement des chefs de l'armée espagnole. Il a été publié avec les thèses. Il est bien daté du 23 juillet et non du 1^{er} août, comme indiqué par erreur par M. Dreyfus dans Serge et Trotsky, *op.cit.*, p. 110.

(2) Les combats avaient commencé en Espagne le 19 juillet au matin par le soulèvement d'un certain nombre de garnisons.

Le gouvernement de Front populaire manifeste sa complète carence au moment le plus critique : une crise ministérielle succède à une autre (3), car les radicaux bourgeois craignent plus leurs alliés ouvriers que les fascistes (4). La guerre civile commence à traîner en longueur. Quelle que soit, en Espagne, son issue immédiate, elle porte au Front populaire, en France et ailleurs, un coup mortel. Pour tout ouvrier français, il doit maintenant être clair que le bloc avec les radicaux signifie la préparation illégale du coup d'Etat militaire par l'état-major français sous la couverture du ministre de la guerre Daladier (5).

La dissolution des Ligues fascistes par voie administrative, alors que l'appareil de l'Etat bourgeois subsiste, est, comme le montre l'exemple espagnol, à la fois un mensonge et une escroquerie. Seuls les ouvriers en armes peuvent résister au fascisme. La prise du pouvoir par le prolétariat n'est possible que par l'insurrection armée contre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. La destruction de cet appareil et son remplacement par des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, est la condition nécessaire de la réalisation d'un programme socialiste. Sans l'accomplissement de ces tâches, il n'y a pour le prolétariat et la petite bourgeoisie aucune issue pour sortir de leur misère et de leur dénuement, ni pour échapper à la guerre.

(3) Le gouvernement de Front populaire — soutenu de l'extérieur par le P.S.O.E. et le P.C.E. —, que dirigeait le républicain modéré Santiago CASARES QUIROGA (1884-1950), avait couvert de son autorité les conspirateurs en se portant garant de leur « loyalisme ». Son chef avait démissionné le 19 juillet après avoir d'abord refusé de croire aux informations sur le soulèvement. Son successeur, Diego MARTINEZ BARRIO (1883-1962), républicain modéré, avait cherché une formule de conciliation avec les généraux soulevés et refusé de distribuer les armes aux travailleurs. 11 avait démissionné devant le fait accompli de la constitution des milices ouvrières. Il avait été remplacé alors par un autre républicain de « Front populaire », le Dr José GIRALY Pereira (1880-1962), qui accepta de « décréter » l'armement du peuple, déjà réalisé.

(4) C'était la question de l'armement du peuple — sous la forme de la distribution d'armes aux organisations ouvrières — qui avait provoqué la cascade de gouvernement rappelée à la note 3. Or tous ces gouvernements se réclamaient du Front populaire.

(5) Edouard Daladier, radical « de gauche », avait été ministre de la guerre dans des gouvernements de droite ou du centre-droit et l'était redevenu dans le gouvernement Blum de Front populaire : il était « accepté » par les généraux. Il semble qu'il y eut bel et bien complot de la part d'un certain nombre de chefs militaires que ce soit en liaison avec l'organisation secrète de Deloncle ou le bruyant maréchal Franchet d'Esperey, mais que Daladier étouffa l'affaire dans l'armée quand la conspiration fut mise au jour par le ministre socialiste de l'intérieur.

[AVANT LA CONFÉRENCE DE LA IV^e INTERNATIONALE] (1)

(24 juillet 1936)

Chers Amis,

Après votre départ (2), j'ai reçu les propositions ci-jointes (sur l'ordre du jour de la conférence et la structure des organismes dirigeants de la IV^e) (3) et je vous prie de les traduire, de les reproduire et de les diffuser auprès des camarades concernés.

1) En ce qui concerne l'ordre du jour de la conférence, je crois qu'on peut accepter la proposition, avec peut-être certaines modifications. La commission d'organisation dont nous avons proposé ici qu'Eric (4) soit président ne devrait pas, de toute façon, comporter trois, mais cinq ou même sept membres.

2) Le camarade M(uste) propose d'appeler l'organisme dirigeant le bureau politique. Ce nom est à présent trop discrédité. Je préférerais en rester à l'appellation de conseil général. De toute façon, ce n'est pas une question de principe.

3) La composition du conseil général (bureau politique) correspond en gros à notre proposition, à ceci près que le camarade Eric ne mentionne pas l'U.R.S.S., mais cite Crux en personne (5).

(1) Lettre à Shachtman, Wolf et Held, archives Shachtman. Tamiment Library, New York qui a autorisé la reproduction dans *Writings of Leon Trotsky*, Supplément, vol. II. Traduite de l'allemand.

(2) Wolf et Held au moins avaient quitté la Norvège pour la France le 25 juillet et ils avaient sans doute quitté Hønefoss le 24.

(3) Il s'agissait de propositions qui émanaient de Muste.

(4) Muste.

(5) Trotsky voulait éviter d'être mentionné, même sous un pseudonyme, *a fortiori* connu comme Crux, comme membre d'un organisme dirigeant. Il tenait aussi beaucoup en revanche à ce que soit mentionnée la « section russe ».

4) Le secrétariat devrait être désigné par l'Assemblée elle-même puisqu'il se confond plus ou moins avec le futur conseil général.

5) Extrêmement importante est la proposition de faire siéger le conseil général tous les mois et de considérer que la présence des représentants de la France, de la Hollande et de la Belgique suffira pour assurer le quorum. Dans le cas où les sessions auront lieu en Belgique, il y aura toujours deux Belges présents, la plupart du temps cependant un Français et un Hollandais. Pratiquement, cela signifie qu'on confie toute la direction à *un seul* pays. Il en va de même pour la France dans le cas où les sessions devraient avoir lieu à Paris. Un bureau politique de trois pays seulement et de composition changeante pourrait cependant moins bien garantir la continuité politique que le secrétariat. Mais si l'on réduit pratiquement le bureau politique à trois pays — ce qui a ses avantages (6) — je me prononcerai pour que *trois membres du secrétariat participent aux discussions avec voix délibérative*. Cela signifie que le bureau politique se compose au minimum de sept membres, ce qui offre une bien plus grande assurance de continuité.

6) Je ne crois pas non plus qu'on puisse donner aux sections le droit de révoquer ou de remplacer à leur gré leurs représentants au conseil général. Cela ne pourrait, à la rigueur, se faire qu'avec l'autorisation d'une majorité des deux tiers du conseil général.

7) Le neuvième point de la proposition peut difficilement nous satisfaire. Il n'est pas possible que la décision des deux membres « résidents » du conseil général appartenant à un pays donné, engage le secrétariat. En effet, a) le secrétariat a une vision internationale beaucoup plus vaste que les deux membres du bureau politique du pays en question ; b) ces membres pourraient ne pas être d'accord, ce qui rendrait toute décision impossible. Il suffit pleinement que le secrétariat (pour le cas où il ne comprend que trois camarades) soit complété, pour les problèmes importants ou épineux, par les deux membres « résidents » du conseil général et que la décision soit prise alors à la majorité simple. (Je crains surtout que la proposition de Muste ne sous-estime un peu l'importance du secrétariat en tant qu'institution permanente de travail).

8) Il n'y a naturellement rien à redire en principe à la proposition d'une consultation (referendum) de tous les membres du con-

(6) L'avantage était que le secrétariat pouvait se réunir très souvent.

seil général. Mais, en cas de divergence, la chose peut très facilement dégénérer en une espèce d'obstruction et empêcher toute activité. Il faut donc fixer comme règle qu'au cas où la majorité déclare l'urgence absolue d'une question, la procédure du referendum, bien qu'elle s'applique nécessairement contre la volonté de la majorité, ne suspend pas l'exécution de la décision.

Telles sont les rapides et insuffisantes remarques que je m'empresse de vous communiquer ; il me faut en effet expédier demain cette lettre par voie aérienne pour qu'elle puisse encore vous parvenir à temps.

P.-S. Prière de communiquer immédiatement cette lettre au camarade Eric.

[A LA VEILLE DE LA CONFÉRENCE] (1)

(25 juillet 1936)

Mon cher Sha(chtman),

1. Est-il nécessaire de voter les deux résolutions sur l'Amérique (2) ? <VOUS aurez contre la vôtre les deux Hollandais, Vereeken, *Muste*, peut-être d'autre encore (3). Est-il nécessaire de créer une fraction d'opposition tandis que la résolution est *en fait* depuis longtemps acquise ? Ne vaut-il pas mieux ne pas voter du tout sur les Etats-Unis ? Réfléchissez-y !

2. Le camarade Erik propose pour le S.I. le camarade Abern (4) comme un bon organisateur. Cette candidature peut avoir des avantages sérieux. Peut-être pourrâit-on prendre une décision facultative. *Sha(chtman)* et, si le C.C. n'est pas d'accord, *Abern*. Cette formule laisse (ra ?) au C.C. plus de liberté !

3. Remercier en mon nom Erik pour ses deux lettres que j'ai reçues après votre départ ; je ne puis malheureusement pas lui répondre directement...

(1) Archives Albert Glotzer, New York. Lettre manuscrite en français à Max Shachtman.

(2) Cf. p. 184, le texte rédigé en commun notamment par Trotsky et *Muste*, qui se contentait de « prendre acte » de l'entrée des trotskystes américains dans le P.S. Il semble que Shachtman envisageait de présenter à la conférence une résolution qui approuvait formellement cette entrée.

(3) La direction du R.S.A.P. avait officiellement protesté contre l'entrée des militants du W.P.U.S., dans le parti socialiste. On sait que Vereeken était opposé à l'entrisme et que *Muste*, qui l'avait combattu, ne s'était incliné que pour sauvegarder l'unité. Il était possible que d'autres délégués à la conférence aient été prêts à voter contre une résolution qui aurait approuvé l'entrée aux Etats-Unis.

(4) Martin ABERN (1898-1949), secrétaire du P.S. dans le Minnesota en 1919, avait rejoint le P.C. et dirigé les jeunesses, s'intégrant à la tendance Foster-Cannon. Il avait été, avec Cannon et Shachtman, l'un des pères fondateurs de l'Opposition de gauche où il passait pour un remarquable organisateur. Il avait combattu Cannon en plusieurs circonstances et fait bloc avec *Muste* contre lui en 1935.

[COMMENT LES OUVRIERS D'AUTRICHE DOIVENT COMBATTRE HITLER] (1)

(juillet 1936)

— *Ne penses-tu pas que les socialistes révolutionnaires (2) et le P.C. ont raison quand ils disent que les ouvriers autrichiens ont le même devoir que les ouvriers français ? Ne doivent-ils pas défendre leur pays pour n'être pas attaqués par Hitler ?*

— Si les ouvriers français défendaient « leur » pays — est-ce donc vraiment leur pays ? — sous la direction de Blum et de Cachin, ils rendraient à Hitler le plus grand service qu'ils pourraient lui rendre. Ils lui permettraient de dire aux ouvriers allemands : « Ils vous parlent toujours de lutte de classe. Ce n'est qu'une fraude. L'ouvrier français défend son pays. Les liens du sang sont plus forts que le dogme marxiste. L'ouvrier allemand doit, lui aussi, défendre sa patrie. Nous sommes engagés dans une lutte nationale sacrée. »

C'est ce que Hitler dirait. Et il n'aurait pas de peine à être cru, du fait qu'une importante fraction de la classe ouvrière allemande est contaminée par le nationalisme, une contamination qui a été encouragée par la politique antérieure du P.S. et du P.C. allemands. Non, il n'existe qu'une voie pour guérir la classe ouvrière allemande de son infection nationaliste : lutte de classe contre sa propre bourgeoisie, dans tous les pays !

— *Ne devons-nous pas tenir compte du régime politique d'un pays ? La France est une démocratie, l'Allemagne une dictature fasciste. Est-ce qu'une guerre entre la France et l'Allemagne ne serait pas une lutte entre deux régimes politiques irréconciliables ?*

— Non, c'est une lutte entre deux impérialismes. Pendant la

(1) Paru pour la première fois dans *Unser Wort*, juillet/septembre 1936, sous le titre « Les Ouvriers autrichiens devraient-ils défendre l'indépendance de l'Autriche ? Un dialogue politique ». Il s'agit de toute évidence d'un dialogue fabriqué, Trotsky ayant désigné les deux personnages par A et B. Nous avons mis en italique les propos de A., et c'est donc l'autre qui exprime le point de vue de Trotsky.

(2) Les « socialistes révolutionnaires » étaient le nom que s'était donnée l'organisation du parti social-démocrate réorganisée dans la clandestinité après la sanglante défaite de février 1934.

guerre mondiale aussi, les social-patriotes des pays de l'Entente, comme Longuet et Henderson (3) parlaient de la lutte de la démocratie contre le militarisme des Habsburg et des Hohenzollern (4) et de la lutte pour une paix « juste ». Nous connaissons bien la paix « juste » de Versailles.

D'un autre côté, les social-patriotes allemands comme Wels et Scheidemann (5) caquetaient à propos de la lutte « contre le tsarisme ». Mais cela n'a pas empêché ces messieurs de soutenir leur gouvernement après le renversement du tsarisme, et alors que l'armée allemande était tournée contre la révolution russe (6).

Ils n'ont même pas voté contre la paix ignoble dictée à Brest-Litovsk (7). Toutes ces formules — « lutte des démocraties », « amis de la paix », « alliance antifasciste », etc., ne sont que des voiles idéologiques. Si l'Italie fasciste décide de combattre du côté de la France, ces gens-là commenceront à faire une distinction entre un fascisme « constructif » et un fascisme « destructif ».

— *Mais on ne peut négliger le fait que la France soit une alliée de la Russie soviétique. Si l'impérialisme français est affaibli, la Russie soviétique le sera aussi.*

— La France impérialiste te semble-t-elle réellement un allié sûr, digne de confiance, de l'Union soviétique ? Examinons cette question sous l'angle le plus favorable, le jour où l'Allemagne national-socialiste est vaincue. Au plus tard ce jour-là, la France impérialiste s'alliera avec la mort et le diable, et, si nécessaire, avec l'Allemagne bourgeoise récemment vaincue, contre l'Union soviétique. L'unique aide certaine pour l'Union soviétique, c'est la victoire de la révolution dans les pays capitalistes, indépendamment de leur régime politique ou de leur politique étrangère. Le développement de lutte révolutionnaire affaiblira l'impérialisme ? Bien sûr. C'est là l'affaire ! C'est ainsi qu'on peut renforcer l'Union soviétique.

(3) Sur Jean Longuet, cf. n. 3, p. 40. Arthur HENDERSON (1863-1935), social-patriote pendant la guerre, organisateur du Labour Party en 1918/1919, avait été président de la II^e Internationale de 1925 à 1929.

(4) Avant 1914, la dynastie des Habsburg régnait sur l'Autriche-Hongrie et celle des Hohenzollern sur la Prusse.

(5) Otto WELS (1873-1939) et Philip SCHEIDEMANN (1865-1939), députés au Reichstag, avaient été parmi les principaux social-patriotes et avaient joué un rôle important dans la répression de la révolution de 1918-1919.

(6) Trotsky souligne ici qu'après février 1917, la chute du régime tsariste avait privé les social-patriotes allemands de l'argument sur la « guerre contre le tsarisme » mais n'avait pas pour autant modifié leur attitude.

(7) C'était l'état-major allemand qui avait imposé les conditions draconiennes du traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie, signé le couteau sur la gorge par les bolcheviks le 3 mars 1918. Lors du débat sur la ratification au Reichstag, les députés social-démocrates s'étaient abstenus.

— *Peut-être ne m'as-tu pas tout à fait compris. Je vois le danger suivant : si l'impérialisme français est affaibli par l'aggravation de la lutte révolutionnaire, et si l'armée française est minée, alors Hitler sera renforcé, et il pourra remporter une victoire militaire sur une France empêchée dans une guerre civile. Il pourrait même s'emparer de la France entière.*

— Si les combats et les victoires révolutionnaire n'avaient aucun effet en dehors des pays dans lesquels elles se produisent, les événements pourraient tourner de la façon que tu viens de décrire. Mais la réalité est toute différente. Dans une guerre, le moral des soldats est crucial. Pour saper le moral bourgeois d'une armée, il n'existe pas de moyen plus puissant que l'exemple de la lutte révolutionnaire. L'exemple révolutionnaire est efficace dans toute situation, mais bien plus en temps de guerre. Pour les masses affamées qui voient la mort en face, s'engager dans une révolution en temps de guerre est bien moins risqué que de ne pas s'y engager.

Il y a aussi tout un ensemble de circonstances qui accélèrent le déclenchement du processus révolutionnaire et réduisent en particulier considérablement la durée de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Réfléchis seulement au nouveau visage de la guerre moderne, aux horreurs — la guerre aérienne ! — qui s'étendront cette fois jusqu'à l'arrière !

Et n'oublie pas que les masses ont beaucoup appris de la dernière guerre et de l'après-guerre. Surtout, ne négligez pas la révolution prolétarienne à travers le monde, car elle constitue un facteur infiniment plus important que dans la précédente guerre mondiale, non seulement par ses effectifs, mais par la richesse de son expérience et de sa maturité politique. Tout cela rend probable l'hypothèse selon laquelle le processus révolutionnaire sera incomparablement plus rapide qu'il ne le fut en Russie en 1917.

Nous pouvons cependant exclure qu'aussi brève soit-elle, la période précédant la victoire de la révolution prolétarienne permettrait à Hitler d'occuper une partie de la France. On peut imaginer qu'initialement la puissance et l'endurance de Hitler seraient supérieures aux effets de la bataille révolutionnaire. Mais, avec la victoire de la révolution, on retrouverait vite l'occasion de reprendre les régions perdues, et, au-delà, d'écraser à la mort le capitalisme allemand dans l'étau d'une France ouvrière et de l'Union soviétique.

— *Je dois admettre qu'il y a beaucoup de vrai là-dedans. Mais peut-on appliquer à la petite Autriche ce qui est valable pour la France ? N'y a-t-il pas danger que Hitler dévore l'Autriche entière ?*

— Il n'existe pas de politique, surtout de politique révolutionnaire, sans danger. Dans sa lettre aux ouvriers américains, le 20 août 1918, Lénine écrivait : « Celui-là n'est pas un socialiste, qui ne comprend pas que, pour vaincre la bourgeoisie, pour assurer le passage du pouvoir aux ouvriers, pour *déclencher* la révolution prolétarienne internationale, on ne *peut* et on ne *doit* s'arrêter devant aucun sacrifice, y compris celui d'une partie du territoire, celui qu'imposent de lourdes défaites infligées par l'impérialisme, celui-là n'est pas un socialiste qui n'a pas prouvé par des *actes* qu'il était prêt à consentir les plus grands sacrifices de sa « patrie », pourvu que la cause de la révolution socialiste progresse effectivement. Au nom de « leur » cause, c'est-à-dire pour conquérir la domination mondiale, les impérialistes d'Angleterre et d'Allemagne n'ont pas hésité à ruiner totalement et étrangler nombre de pays, à commencer par la Belgique et la Serbie, en continuant par la Palestine et la Mésopotamie. Quant aux socialistes, devraient-ils, au nom de « leur » cause, pour affranchir les travailleurs du monde entier du joug du capital, pour assurer une paix générale solide, attendre de voir s'ouvrir une route exempte de sacrifices ? Devraient-ils craindre d'engager le combat tant qu'un succès facile ne leur serait pas « garanti » ? devraient-ils placer la sécurité et l'intégrité de « leur » patrie », œuvre de la bourgeoisie, au-dessus des intérêts de la révolution socialiste universelle ? Mille fois méprisables les gredins qui pensent de la sorte, ces larbins de la morale bourgeoise ! » (8).

S'il existe un moyen de se défendre contre Hitler en Autriche, c'est en frappant sur sa propre bourgeoisie. La politique du « moindre mal » ne conduit qu'au pire. Pour avoir finalement Hitler, il n'existait pas de moyen plus sûr que de soutenir Brüning (9). C'est vrai aussi pour les Brüning d'Autriche !

— *Quelle est ta solution ?*

— La guerre révolutionnaire sur deux fronts. Il faut combiner la lutte contre Schuschnigg (10) avec la lutte contre les nazis. On ne peut pas tremper dans l'escroquerie de l'indépendance. Mais c'est un problème qu'il faudra discuter une autre fois.

— *Tu viens de dire que le prolétariat autrichien doit combiner la*

(8) Lénine, *Œuvres*, t. XXVIII, p. 61.

(9) Heinrich BRÜNING (1886-1970), leader du parti catholique du Centre, avait été Chancelier d'Allemagne de juillet 1930 à mai 1932, appliquant une rigoureuse politique d'austérité : les social-démocrates le présentaient comme un « moindre mal ».

(10) Kurt von SCHUSCHNIGG (1897-1977), membre du parti chrétien social, ...

lutte contre Schuschnigg avec la lutte contre Hitler. Tu ne devrais pas négliger le fait que les socialistes révolutionnaires et le parti communiste veulent aussi renverser Schuschnigg.

— Bien sûr qu'ils veulent le renverser ! Mais, en même temps, leur position est la défense de « l'indépendance » de l'Autriche, c'est-à-dire la même que Schuschnigg. Ce faisant, ils embrouillent les ouvriers, désorganisent et désarment la lutte du prolétariat. Leurs discours se distinguent de moins en moins de ceux du gouvernement. « Autriche ! », c'est le cri de guerre du gouvernement. « Autriche ! », c'est aussi le mot d'ordre du P.C. On peut lire dans son *Die Rote Fahne* (numéro de la fin juin 1936) :

« Oui, nous nous déclarons pour l'Autriche ! Non seulement nous le déclarons : les ouvriers sont les seuls à se battre pour l'Autriche. Nous sauverons l'Autriche de la trahison et de la catastrophe en combattant la poignée d'aventuriers et de politiciens de catastrophes dans le gouvernement autoritaire, les bandes de la Heimwehr (11), les nazis et les partisans des Habsburg ».

Arbeiter-Zeitung, l'organe des socialistes révolutionnaires, tient le même langage.

— *Mais est-ce que les socialistes révolutionnaires et le P. C. ne veulent défendre l'indépendance de l'Autriche qu'après que la bourgeoisie y ait restauré la démocratie ?*

— D'abord, la prétendue indépendance de l'Autriche est un mensonge. En réalité, l'Autriche est une vassale de l'impérialisme italien. Quand les socialistes révolutionnaires et le parti communiste hurlent à pleins poumons à propos de l'« indépendance » de l'Autriche, ils ne font que souligner leur tentative de protéger l'Autriche de l'Anschluss (12) et d'en faire la vassale du bloc non moins impérialiste de la France et de la Petite Entente, lequel est allié de l'Union soviétique.

Toute leur politique procède de l'idée suivante : l'ennemi principal, aussi bien des ouvriers autrichiens que des ouvriers russes, c'est Hitler. La première tâche consiste donc à frapper Hitler. Pour cela, il faut que le prolétariat s'allie avec toutes les « forces antifascistes », un nom honteux sous lequel se dissimulent la bourgeoisie de l'intérieur et hors de l'Autriche. Cette alliance n'est naturellement possible que si l'on *ajourne totalement la lutte de*

avait succédé à Dollfuss et se faisait le champion de l'« indépendance » autrichienne face à l'Allemagne, tout en maintenant dans l'illégalité les partis ouvriers.

(11) La *Heimwehr* était une formation paramilitaire, sorte de « garde nationale » aux mains des dirigeants réactionnaires autrichiens.

(12) *L'Anschluss* est le mot qui sert à désigner le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.

classes. Une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie est inconcevable sur une autre base. Mais, comme nous venons d'essayer de le montrer, cette politique facilite la victoire des nazis.

Nous procédons de façon tout à fait différente. Nous partons de l'idée que la guerre pose aux ouvriers la question de la lutte pour le pouvoir, peut-être de façon plus nette encore que la crise économique.

Il faut utiliser la guerre pour déchaîner dans tous les pays la révolution prolétarienne. Mais ce n'est possible qu'à travers l'opposition et la lutte la plus résolue contre le pouvoir qui fait la guerre. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions regrouper autour du prolétariat les couches inférieures de la petite bourgeoisie et les secteurs décisifs de l'armée, et mener à bien la révolution.

Les socialistes révolutionnaires et le parti communiste parlent aussi de la révolution, les dimanches et les jours de fête, mais ils n'y croient pas réellement. S'ils y croyaient, ils ne tourneraient pas les espoirs des masses qu'ils influencent vers des partis de leur propre bourgeoisie et vers celle d'autres pays. Ils ne parleraient pas du « front de la paix » — c'est-à-dire du front de la bourgeoisie des pays opposés à Hitler, mais exactement aussi impérialistes que lui — et n'ignoreraient pas le seul véritable front de la paix, celui de la classe ouvrière internationale.

Si la situation actuelle ne se termine pas dans une autre guerre d'où émergerait un *seul* bloc impérialiste victorieux, au lieu de se terminer par la révolution prolétarienne dans un aussi grand nombre de pays que possible, alors il faut orienter les espoirs des ouvriers, non vers l'ennemi de classe, quelque déguisement qu'il ait endossé, mais vers leur propre force, vers l'action révolutionnaire contre *leur propre* bourgeoisie.

Le prolétariat peut constituer la force sociale majeure dans la société moderne. Ce qui l'empêche d'instaurer son pouvoir, ce sont les partis qui ont encore sur lui une grande influence. Le prolétariat a été affaibli et il est maintenu dans cette situation par ses vieux partis dégénérés, dont le travail consiste à inculquer à leurs partisans le refus de croire en la force de classe du prolétariat.

On ne peut pas faire la révolution avec des dirigeants qui ne croient pas en la révolution. Il en découle une conclusion irrécusable : si la révolution socialiste doit vaincre, il nous faut consacrer toute notre énergie, dans tous les pays, à construire une nouvelle organisation ouvrière révolutionnaire. C'est un devoir pour tous ceux qui ne veulent pas voir la classe ouvrière laisser passer une fois de plus une grande occasion historique.

[LE DÉFAITISME EST TOUJOURS VALABLE] (1)

(26 juillet 1936)

Cher Camarade Jungclas (2),

Je ne peux vous répondre que très brièvement, car je suis pris par un travail extrêmement urgent. Je souscris pleinement à ce que W(alter) H(eld) vous écrit dans sa lettre du 24 de ce mois. Je désirerais simplement ajouter un petit complément.

Il est exact que Lénine a dit en 1917 : « Nous étions défaitistes sous le tsarisme, mais nous ne le sommes plus depuis la Révolution de février » (soit dit en passant, je cite de mémoire). C'est là une formule dont bien des « antifascistes » et démocrates vulgaires cherchent à tirer profit. D'autres disent que Lénine voulait protéger la révolution qui se développait contre les Hohenzollern. Toutes ces interprétations reposent sur l'ignorance, la bêtise ou la mauvaise foi, car, pendant la même période, Lénine mène le combat le plus acharné contre les révolutionnaires de toutes nuances qui sont partisans de la défense de la patrie. Que signifie donc sa position : ne *pas défendre* la patrie, mais aussi ne plus déclarer la défaite de la patrie comme le moindre mal ? N'y a-t-il pas là une contradiction ? Naturellement, pourvu qu'on conçoive la situation de manière dialectique, c'est-à-dire dans sa nature concrète.

La défaite de sa propre « patrie » capitaliste est le moindre mal parce qu'elle ébranle la domination de la bourgeoisie, disloque son appareil matériel et donne ainsi à la classe ouvrière une

(1) Lettre à G. Junglas. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8592, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Georg JUNGCLAS (1902-1975), avait milité à Altona, banlieue ouvrière de Hambourg à l'âge de quatorze ans. Membre du K.P.D.(S) dès sa fondation, il avait combattu en 1923 lors de l'insurrection de Hambourg. Il avait été exclu en 1928 pour sa participation au Leninbund, et, dans ce dernier, s'était rangé dans la minorité qui avait constitué en septembre 1930 l'Opposition de gauche unifiée allemande (V.L.O.) 11 avait émigré en 1933 à Copenhague où il animait un petit groupe d'émigrés très critique vis-à-vis de la direction de la section allemande en exil.

bien plus grande liberté de mouvement. Quelle était donc la situation de la Russie après la Révolution de février ? Après toutes les défaites antérieures et le succès de l'insurrection, l'appareil d'Etat était paralysé, fracassé et impuissant. Tout le pouvoir appartenait aux conseils d'ouvriers et de soldats. L'armée, c'est-à-dire précisément le pouvoir d'Etat, était avec les ouvriers. Le destin de la révolution dépendait entièrement de la politique des soviets, c'est-à-dire de la conscience des ouvriers et des soldats. C'est pourquoi il s'agissait d'éclairer les ouvriers et les soldats. De nouvelles défaites ne pouvaient en aucune manière procurer de nouveaux avantages à la révolution. Par ailleurs, le parti bolchevique ne pouvait prendre la moindre responsabilité, directe ou indirecte, dans la défense de la patrie, car la propriété privée n'avait pas encore été abolie et que, de plus, la conduite de la guerre incombaît nécessairement au corps bourgeois des officiers en liaison avec les états-majors de l'Entente.

La nouvelle nuance qui s'introduisit dans la politique bolchevique ne provenait donc pas de la différence entre la Russie tsariste et la Russie démocratique, et pas davantage de la considération générale que la Russie était en plein bouleversement révolutionnaire, mais du fait très concret que *le pouvoir réel n'appartenait plus à la bourgeoisie, mais aux conseils*, et que ces derniers devaient désormais apprendre à faire de ce pouvoir l'usage qui s'imposait. Dans ce travail d'éducation, les baïonnettes des Hohenzollern, même de façon indirecte, ne pouvaient nous rendre le moindre service.

Appliquer cette manière de voir à la France d'aujourd'hui serait une erreur complète. La bourgeoisie française est encore bien en selle : elle tient solidement la police et l'armée entre ses mains. Aussi la défaite de la bourgeoisie française reste-elle le moindre mal pour le prolétariat — Mais Hitler ? Il va attaquer la France et remportera peut-être la victoire, etc. etc. Quelle sera la situation militaire de l'Europe lors des différentes phases du carnage, c'est là une chose qu'on ne peut prévoir. Hitler peut aussi triompher malgré la trahison des partis révolutionnaires (3) en France, de la même façon que la trahison de la social-démocratie

(3) De toute évidence et d'après l'ensemble du texte, Trotsky, en parlant ici de « partis révolutionnaires » désigne en réalité le parti socialiste et le parti communiste dont la « trahison » selon lui réside dans le soutien de leur bourgeoisie face à l'Allemagne hitlérienne : il affirme ici, en d'autres termes, que Hitler peut vaincre, malgré le soutien du P.C. et de la S.F.I.O. à l'union sacrée.

n'a pu sauver le régime des Hohenzollern en Allemagne (4). Une chose est claire en tout cas : ce n'est pas l'impérialisme français qui viendra à bout de Hitler, mais la révolution européenne. Il faut la commencer où l'on peut, puis l'étendre ailleurs. Les Hohenzollern aussi voulaient se servir de la révolution russe, mais ils en sont tombés malades et en ont crevé.

Voilà tout ce que j'avais à dire aujourd'hui.

Mes salutations les meilleures pour vous-même et vos amis !

(4) La phrase est loin d'être claire : bien que la social-démocratie se soit rangée du côté du régime impérial au moment de la guerre (sa « trahison »), cela n'a pas été suffisant pour sauver ce régime lequel est tombé facilement en 1918 ?

[VERS LES MASSES] (1)

(27 juillet 1936)

Les événements d'Espagne — de quelque façon qu'ils puissent se terminer, et je compte sur une issue favorable — seront d'une importance historique pour le développement de la IV^e, en France comme partout.

La question du Front populaire se pose maintenant devant tous les ouvriers avec une totale clarté. Maint socialiste français s'interroge (voir, par exemple, dans *Le Populaire*, l'article du misérable Maurice Paz : « Comment se fait-il que les chefs du Front populaire d'Espagne, qui avaient pourtant le pouvoir depuis février, n'aient pas pris à l'égard de l'armée des mesures qui s'imposaient ? Quelle bétise ! etc. » (2). Ces gens-là ne comprennent pas qu'il ne s'agit pas d'une bétise, mais bel et bien d'intérêts *de classe*. Quand la bourgeoisie est contrainte de conclure, par l'intermédiaire de son aile gauche, une alliance avec les organisations ouvrières, elle a plus que jamais besoin de son corps des officiers pour faire contrepoids. Car il se pose à elle la question de la protection de la propriété, c'est-à-dire la question la plus importante.

Il ne s'agissait en rien d'une bétise ! Le gouvernement du Front populaire espagnol n'était pas un gouvernement, mais un simple ministère. Le véritable gouvernement était resté dans l'état-major, les banques, etc. Les radicaux français ont reçu l'autorisa-

(1) Lettre au S.I. Bibliothèque du Collège du Harvard, T 3943, original en français, et *La Lutte ouvrière*. 15 août 1936. Cette lettre était en réalité destinée à la conférence, en aucun cas à être publiée. C'est le fait qu'elle le fut qui inspira à Vereeken l'idée qu'il s'agissait d'un sabotage délibéré — sabotage qu'il attribua à l'espion stalinien Zborowski sans l'ombre d'une présomption.

(2) Sur Maurice Paz, cf. n. 16, p. 33. Dans *Le Populaire* du 23 juillet, sous le titre « Trois grandes leçons », il avait écrit notamment : « Depuis le mois de février, le gouvernement porté au pouvoir (en Espagne P.B.) par les élections du Front populaire a laissé l'armée aux mains d'hommes dont il ne pouvait pas ignorer qu'ils étaient les adversaires déterminés des institutions républicaines [...] Au moins que l'avertissement retentisse de ce côté des Pyrénées. »

tion de conclure une alliance avec les ouvriers à la condition de ne pas toucher au corps des officiers. Mais comme les ouvriers continueront de pousser de plus en plus, toute la machine de l'Etat tombera finalement sur la tête. Les sapistes (3) considèrent le Front populaire comme un enrichissement de la tactique prolétarienne. S'ils sont incapables de voir son caractère de classe, c'est qu'ils ne sont bons à rien. *On ne voit les radicaux que comme aile droite du Front populaire ; ils sont en réalité les représentants de la classe dominante, et c'est par leur intermédiaire que le capital financier maintient sa domination à l'intérieur du Front populaire et aussi sur le prolétariat.*

En France, la question se pose de manière plus claire et plus aiguë qu'en Espagne. Daladier tient l'armée sous sa protection. Il ne s'agit pas d'éloigner une demi-douzaine d'officiers fascistes fanfarons. *L'ensemble* du corps des officiers est foncièrement hostile à la classe ouvrière. Si on veut les éloigner, alors on « désorganise l'armée » : or Hitler est à nos portes ! La bourgeoisie — la bourgeoisie radicale également — ne peut pas permettre de toucher au corps des officiers. Les « communistes » ne le désirent pas non plus, car c'est avec ce corps des officiers qu'ils doivent « défendre » l'Union soviétique — et demain, ce corps des officiers attaquera le Front populaire, c'est-à-dire en premier la classe ouvrière, établira une dictature militaire et conclura avec Hitler une alliance contre l'U.R.S.S. Les criminelles conséquences de la politique opportuniste, à notre époque riche en catastrophes, apparaissent à chaque tournant avec une vigueur décuplée.

On saisit également beaucoup mieux aujourd'hui le crime commis au début de cete année par les dirigeants du P.O.U.M., Maurin et Nin (4). Tout ouvrier qui réfléchit peut leur demander — et leur demandera : « N'avez-vous rien prévu ? Comment avez-vous donc pu signer le programme du Front populaire et nous faire donner notre confiance à Azana et Cie, au lieu de nous inculquer la plus grande méfiance à l'égard de la bourgeoisie radicale ? Maintenant, il nous faut payer vos fautes de notre sang. » C'est une rage particulière que les ouvriers doivent

(3) Rappelons que le S.A.P., qui avait signé en 1934 la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale », venait de signer le pacte du Front populaire allemand à Paris.

(4) Ce passage, publié dans les tout premiers jours de la révolution et de la guerre civile en Espagne, allait provoquer la fureur des dirigeants du P.O.U.M. et de tous ses amis et défenseurs dans le mouvement international.

éprouver contre Nin et ses amis parce qu'ils appartenaient à une tendance qui, il y a des années, avait donné de la politique du Front populaire une analyse exacte, qui l'a répétée à chaque étape, l'a concrétisée et précisée. Et Nin ne peut pas invoquer l'excuse de l'ignorance — piètre excuse pour un dirigeant — car il aurait dû au moins lire les documents qu'il a autrefois signés.

Les événements d'Espagne vont ouvrir à la IV^e Internationale, en Espagne comme en France et partout, de nouvelles et grandes possibilités — précisément aux dépens des tendances centristes. Que le bureau de Londres, dans les conditions actuelles, ait encore la force de convoquer en novembre un « Congrès de la paix », même réservé à ses seuls adhérents, on peut légitimement en douter. Nous n'avons en tout cas pas le moindre intérêt à promettre notre participation et à donner ainsi une autorité à ce Congrès de nullités qui ne verra peut-être jamais le jour. Nous devons tourner notre visage vers les grandes masses, nous frayer la voie dans les organisations de masses, *à tout prix, par tous les moyens, sans nous laisser ni influencer, ni paralyser par l'intransigeance conservatrice*. Mais, devant ces masses, nous devons conserver notre physionomie, éviter tout compromis avec les vaniteux centristes, tout effacement des frontières entre eux et nous, en un mot, tout rapprochement criminel.

**[IL FAUT ENQUÊTER SUR L'EXCLUSION
DE MOLINIER] (1)**
(27 juillet 1936)

Cher Ami,

Ne pourriez-vous pas me faire savoir, en toute discrétion, de quelle manière s'est passée l'exclusion de R(aymond) M(olinier) du comité central ? Je suis enclin à supposer que Naville (2) et les autres se sont dit : « R(aymond) M(olinier) part pour Oslo, et le Vieux va vouloir jouer encore une fois les conciliateurs et nous gâcher le travail. Mieux vaut accélérer les choses et l'exclure tout de suite. » C'est la seule façon dont je puisse m'expliquer cette précipitation qui peut nous coûter cher. Comme je ne veux pas non plus encourager en quoi que ce soit les gens autour de R(aymond) M(olinier), je vous prie de mener cette petite enquête le plus confidentiellement possible — sans oublier le décompte des voix au comité central lors de l'exclusion. Il va de soi qu'il faut insister de toutes nos forces pour que la décision publiée soit confirmée à l'unanimité, et qu'ainsi R(aymond) M(olinier) soit mis dans l'impossibilité de faire un nouveau parti.

(1) Lettre à Erwin Wolf, Bibliothèque du Collège du Harvard 10877, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

(2) Trotsky connaissait l'animosité personnelle de Naville pour Molinier et cherchait en elle l'explication de la décision, qu'il jugeait négative, de l'exclusion précipitée de Molinier.

[PREPARATION DES VACANCES] (1)

(27 juillet 1936)

Cher Ami (2),

Je viens de recevoir une lettre du camarade Braun m'informant qu'un bref séjour de vacances pourrait fort bien être organisé à Christiansand. Nous sommes trois : ma femme, moi et un ami étranger (3). Nous voudrions passer une ou deux semaines aux environs de Christiansand, de préférence, si possible, dans une pension ou une famille qui ne nous fournirait pas seulement le logement, mais aussi la nourriture. Bien entendu, il nous conviendrait aussi d'habiter une maison particulière, voire une *cabane*, à condition de pouvoir manger dans un restaurant pas trop éloigné ou de disposer d'une femme de ménage qui nous décharge des nécessités domestiques. Ce dernier arrangement serait peut-être le meilleur, car nous souhaiterions vivre dans l'isolement le plus complet et nous consacrer à la mer, à la pêche et, d'une manière générale, à la nature. Il va de soi que nous aurons grand plaisir à

(1) Lettre à O. Schefflo. Bibliothèque du Collège de Harvard, 8507, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand. La lettre est indiquée dans le catalogue comme étant adressée à Walter Held, ce qui est tout à fait impossible : non seulement Heid était à cette date à Paris et ne pouvait s'occuper de vacances à Christiansand, mais en outre il n'avait pas de fille et n'était pas en âge d'avoir une fille susceptible de traiter une telle question. C'est de toute évidence à Schefflo, qui habitait Christiansand, qui avait une fille et à qui Trotsky donnait du « Cher ami » que cette lettre s'adressait.

(3) Olav SCHEFFLO (1883-1959) était avant-guerre un des dirigeants du parti ouvrier norvégien, le D.N.A. Leader de son aile gauche il avait milité en faveur de son adhésion à l'I.C. et avait connu Trotsky à l'occasion des congrès de l'Internationale auxquels il avait participé (II^e, III^e, IV^e). Il avait été pendant plusieurs années un des dirigeants du P.C. norvégien, après la rupture du D.N.A. avec l'I.C. il n'y exerçait plus de responsabilités que celle de journaliste à Christiansand. Il s'était beaucoup occupé de l'obtention du visa de Trotsky pour la Norvège.

(3) L'ami étranger est Otto Neustedt (cf. n. 2, p. 298) venu assurer le remplacement de Wolf dont il était un ami personnel.

vous voir, ainsi que vos proches amis, mais nous voulons à tout prix être à l'abri de la curiosité du public.

Je sais à quel point vous êtes occupé et me fais quelque scrupule de vous écrire à ce sujet. Mais peut-être votre charmante fille pourrait-elle pourvoir au nécessaire ? Nous avons vraiment besoin de quelques semaines de repos et de tranquillité.

Je vous prie de répondre, comme toujours, à l'adresse du Rédacteur Konrad Knudsen, Weksal par H0nefoss.

Salutations cordiales et meilleurs -vœux de santé.

P.-S. A mon avis, nous n'arriverons pas après le 5 août, peut-être même serons-nous là dès le 2 août.

**[POSITION
SUR LA QUESTION FRANÇAISE] (1)**
(28 juillet 1936)

Cher Ami (2),

J'aimerais récapituler brièvement ma position sur les questions françaises. Il est possible que le comité central n'ait pas, pour sa part, été exempt d'erreurs dans sa manière tactique de procéder, ce qui rendu la tâche plus difficile. Mais il serait tout à fait faux, voire fatal, de déterminer notre attitude à partir de considérations tactiques de ce genre. Qu'il nous faille aussi vite que possible nous débarrasser de R(aymond) M(olinier) et de sa clique — voilà qui ne se discute pas aux yeux de quiconque a un brin de compréhension politique. L'exclusion de R(aymond) M(olinier) est déjà publique (3). Son retour — même au sens purement tactique — n'est plus possible... L'Internationale doit tirer le meilleur parti des fautes tactiques commises par notre section, c'est-à-dire ratifier aussi unanimement que possible cette exclusion, et proclamer que tout lien politique (avec Molinier) est incompatible avec l'appartenance à notre organisation.

(1) *Der Völkischer Beobachter*, 12 août 1936. Cette lettre, traduite ici de l'allemand, langue dans laquelle elle fut écrit et publiée, faisait partie des documents volés par les nazis norvégiens, lors de leur raid du 5 août sur la maison des Knudsen où habitait Trotsky. Le journal nazi allemand l'avait reproduite après le journal nazi norvégien *Fritt Folk*.

(2) Les deux journaux nazis affirmaient que cette lettre de Trotsky — portant en tête la mention "Otto" — était adressée au militant germanophone de Tchécoslovaquie qui était venu assurer le secrétariat après le départ de Wolf, l'avocat Dr Otto NEUSTEDTL, dit Eric LOFFLER (1896-193?), membre éminent du groupe Rops. George Breitman, dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, janvier 1979, a démontré qu'il s'agissait beaucoup plus vraisemblablement de l'ancien secrétaire de Trotsky à Prinkipo. Otto Schüssler (cf. n. 6, p. 139).

(3) Rappelons que Molinier avait été exclu par le C.C. du P.O.I. au moment où il se trouvait en Norvège.

C'est l'unique moyen de réduire la crise à un minimum et d'assurer à notre section française la liberté nécessaire.

P.-S. En ce qui concerne la liste des camarades préparée pour le nouveau S.I., je suggère, en accord avec Erik (4) et sa suggestion, d'y inclure Abern (5).

(4) Sur Martin Abern, cf. n. 4, p. 282. Abern avait été lié avec Muste au cours de la lutte fractionnelle de la période précédant l'entrée dans le P.S. américain, et il avait la réputation d'un très bon organisateur, ce qui n'était pas le cas des trois autres militants prévus pour le S.I., Shachtman, Wolf et Klement.

[LE PROJET DE MOLINIER DE S'EXPATRIER AUX ÉTATS-UNIS] (1)

(29 juillet 1936)

Cher Ami,

Je viens d'apprendre que R(aymond) M(olinier) propose une nouvelle fois de partir en Amérique pour ne pas avoir à combattre la IV^e. Je n'ai pas la moindre confiance dans cette proposition. Notre homme est toujours très conciliant quand il machine ses combinaisons fétides. Il faut aussi considérer que ses partisans, si l'on en juge d'après Desnots, qui est membre du bureau politique (!), nous sont totalement étrangers — et que R(aymond) M(olinier) est le prisonnier de ses propres partisans. Eux — je veux dire les « les chefs » — n'auront aucun scrupule à combattre la IV^e, et R(aymond) M(olinier) devra suivre, même s'il ne le voulait pas. Mais il le veut aussi, et sa proposition est une tentative pour endormir l'adversaire. Là-dessus, je ne me fais aucune illusion. C'est pourquoi on devrait absolument confirmer l'exclusion aussi unanimement que possible. Après quoi, on entrerait dans de courtes négociations avec R(aymond) M(olinier) et ses partisans. Que peut-on proposer à ces gens ? Si R(aymond) M(olinier) va vraiment en Amérique — et il doit nous indiquer un délai précis —, on ne l'admettra certainement pas dans notre section, mais on pourrait peut-être lui proposer d'entrer individuellement au parti socialiste pour y faire la preuve de sa fidélité à la IV^e.

En ce qui concerne les autres, on pourrait ne pas exclure les gangsters qui pullulent dans cette expédition, à condition qu'ils s'engagent devant la commission internationale à avoir dans l'avenir un comportement d'une totale loyauté. De toute façon, ils devraient tous, à mon avis, être chassés du comité central. Le nouveau S.I. pourrait être chargé de l'exécution de ces décisions.

(1) Lettre à E. Wolf. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10878, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

Si la clique accepte et exécute toutes ses obligations, ce que je considère comme exclu à 95 %, le bénéfice sera tout à fait clair. Mais, si R(aymond) M(olinier) cherche à nous tromper, ou si les autres refusent leur accord, le comité central pourra démontrer à l'entourage de R(aymond) M(olinier) que nous avons encore fait un pas dans le sens de la conciliation, mais que nous avons échoué à cause de la mauvaise volonté de la clique de Molinier. On pourrait peut-être aller jusqu'à promettre à R(aymond) M(olinier) que, si sa clique se tenait tranquille pendant six mois, il pourrait revenir en France et voir alors s'ouvrir par la suite la perspective de sa réadmission.

En tout cas, il me paraît qu'après *la confirmation de l'exclusion*, de telles négociations sont admissibles et même utiles. Ce qui renforcera énormément la position du comité central, c'est la menace du côté de la commission internationale : si R(aymond) M(olinier) n'accepte pas la proposition, la décision de la commission de contrôle sera publiée dans tous les journaux de la IV^e.

[PAS D'ACCORD !] (1)

(30 juillet 1936)

Cher Victor Lvovitch,

J'ai reçu votre lettre du 27 juillet, écrite après votre conversation avec notre ami américain (2). Malheureusement je ne puis partager votre opinion. Je crains que vous n'abordiez les problèmes en artiste, en psychologue et non en homme politique. D'autre part, bien des choses viennent de ce que vous ignorez l'histoire de ce que nous avons fait ici pendant ces sept années et demi. Au fond, vous m'accusez de sectarisme. Je ne puis accepter ce reproche. Je pense que votre propre expérience, aussi courte soit-elle, apporte, pour peu que vous l'appréciez correctement, un démenti formel à votre accusation. Il est beaucoup plus facile de rassembler des gens pour aider les déportés et les emprisonnés que pour préparer la révolution sociale. Vous avez un nom, une autorité double, celle d'un révolutionnaire et celle d'un homme qui vient d'échapper aux geôles staliennes. Il devrait donc vous être particulièrement facile — sans sectarisme — de réunir de larges cercles en vue d'une campagne mondiale contre les bourreaux staliniens. Or, dans votre dernière lettre, vous vous plaignez de n'arriver à rien malgré vos efforts. Votre expérience n'est pas la première. Serait-ce donc une coïncidence ? Pas du tout. Nos organisations soit-disant sectaires mènent également la lutte pour défendre les déportés. Elles sont même les seules à la mener. Et les tentatives qui ont été faites pour élargir cette lutte, tentatives pour lesquelles j'avais beaucoup de sympathie et auxquelles j'ai apporté tout mon soutien, n'ont pas donné jusqu'à maintenant le moindre résultat. Croyez-vous que ces philistins, qu'un problème aussi aigu que celui de la répression stalinienne n'arrive pas à faire

(1) Lettre à V. Serge. Bibliothèque du Collège de Harvard, 10273 ; original au Musée social, Paris. Traduction de Françoise Petit, Serge et Trotsky, *op. cit.*, avec l'autorisation des éditions Maspero.

(2) Muste avait rencontré Victor Serge et lui avait notamment demandé de faire partie du « conseil général » de la IV^e Internationale.

bouger, peuvent trouver place dans un parti révolutionnaire prolétarien ? Je pense que non. On ne peut se contenter actuellement de considérations générales contre le sectarisme. *Ce qu'il faut, c'est faire la preuve dans la pratique qu'une autre voie est possible.* Jusqu'à maintenant, tous ceux qui ont cherché une autre voie ont fini purement et simplement par nous quitter pour passer dans l'autre camp. Tels sont les faits, mon cher Victor Lvovitch ; or j'ai pour habitude de baser mon action sur les faits et non sur des spéculations d'ordre général.

Vous nous avez d'abord reproché notre attitude envers les « syndicalistes révolutionnaires », car vous la jugiez erronée. Je vous ai répondu alors que j'ignorais l'adresse de ces gens-là, et que *La Révolution prolétarienne* n'était qu'un foyer d'invalides. Après cela, vous êtes allé à Paris. Y avez-vous trouvé des syndicalistes révolutionnaires ? Indiquez-moi, je vous prie, leur adresse. Avez-vous trouvé une flamme révolutionnaire au foyer de Louzon ? Si oui, je suis prêt à faire immédiatement tout ce qu'il faut pour me rapprocher de lui. Indiquez-moi concrètement ce qu'il faut faire. Mais malheureusement, depuis votre séjour à Paris, vous ne dites plus mot des « syndicalistes révolutionnaires ».

Maintenant vous parlez de la Fédération de l'enseignement, où il y aurait quelques centaines de sympathisants qu'il devrait être possible de gagner à notre mouvement, pour peu que nous leur « inspirions confiance ». Là encore, votre reproche est tout à fait immérité et injustifié. J'ai vécu toute une année en France parmi ces gens-là (de la Fédération de l'enseignement) (3). J'ai eu avec eux d'innombrables conversations, un échange de correspondance (4), nous avons tenu avec tous les dirigeants de la Fédération un véritable petit congrès (5). Ni mes plus proches amis, ni

(3) Trotsky parle ici de la fédération de l'enseignement affiliée à la C.G.T.U., dite « fédération unitaire », dans laquelle, cas unique, la direction de la « majorité fédérale » était restée aux mains d'une équipe de militants exclus du P.C. au cours de la « troisième période ». Trotsky avait vécu à Domène, de juillet 1934 à juin 1935, au domicile d'un instituteur membre de cette fédération, Laurent Beau, un ancien du P.C. Il y avait souvent rencontré un autre militant, lui aussi ancien du P.C., Raoul FAURE (né en 1895).

(4) Trotsky avait notamment correspondu avec Maurice Dommanget (Cf. lettre du 10 août 1934, *Le Mouvement communiste en France*, p. 442-447, et lettre du 24 mars 1935, *Œuvres*, 6, p. 146-147).

(5) Le 8 août 1934, à l'issue de leur congrès, trois des principaux dirigeants de la Fédération unitaire, accompagnés de leurs épouses et de deux militants, le Creusois Lagrange et l'Ardéchois Lèbre, avaient eu avec Trotsky une longue entrevue au domicile de Raoul Faure, à Noyarey, près de Grenoble. Les trois hommes, Jean

moi-même n'avons évidemment pu devenir, exprès pour eux, ni plus intelligents, ni mieux élevés, ni plus séduisants. Mais nous avons tout fait pour amener ces gens-là à travailler avec nous. Or ils se sont défilés, en trouvant pour cela mille prétextes. En fait, leur secret est très simple : ce sont des *petits-bourgeois jusqu'au bout des ongles*, leurs maisons, leurs jardins et leurs voitures leur tiennent mille fois plus à cœur que le sort du prolétariat bien qu'ils conservent des idées terriblement radicales. J'ai été chez plusieurs d'entre eux, j'ai vu leur façon de vivre ; non seulement je l'ai vue, mais je l'ai sentie. Que voulez-vous, Victor Lvovitch, cette odeur-là ne me trompe pas (6). Mettre son espoir en ces gens-là c'est bâtir sur le sable. Il y a parmi les jeunes enseignants des éléments révolutionnaires qui cherchent leur voie. Mais les dirigeants jouent un rôle réactionnaire et empêchent les jeunes de trouver la voie qui leur permettrait de nous rejoindre. Voilà pourquoi dans l'un de mes derniers articles j'ai fustigé ces messieurs, et je suis prêt à les fustiger encore plus fort à la prochaine occasion (7).

Vous me parlez de Martinet (8). Je vous en ai moi-même parlé dans une lettre. Si vous réussissez à le convaincre, ce sera très bien. Vous me parlez aussi de Dommanget. Je le connais personnellement. Il s'est joint à nous (9), puis nous a quittés. C'est un assez bon historien ; s'il peut donner une fois par an un petit

AULAS (1893-1970), Maurcie DOMMANGET (1888-1975) et Gilbert SERRET (1902-1943), étaient d'anciens militants du P.C. et avaient été secrétaires de la fédération unitaire. Trotsky n'avait pas réussi à les convaincre d'entrer à la S.F.I.O. ni de lancer leur fédération dans une politique déterminée d'unité syndicale. Ces faits sont restés ignorés d'Isaac Deutscher qui écrit à propos du séjour de Trotsky à Domène qu'il arrivait aux Trotsky de discuter, avec « quelques maîtres d'école du voisinage », « les question scolaires locales ».. (*Le Prophète hors-la-loi*, p. 374).

(6) Dans le vol. III de sa biographie de Trotsky, p. 368, Isaac Deutscher cite la phrase de Trotsky ci-dessus comme l'expression du jugement porté par l'exilé sur « la majorité des intellectuels français qui étaient ses partisans. » L'erreur est évidente : ce sont les « enseignants unitaires » que Trotsky vise.

(7) Dans une note d'Où va la France ? (fin octobre 1934), à propos d'un questionnaire rédigé par Gilbert Serret sur la paysannerie, Trotsky avait écrit : « Les instituteurs pourraient devenir des agents irremplaçables du Front unique au village et jouer, dans la période qui vient, un rôle historique. Mais, pour cela, ils doivent sortir de leur coquille. Ce n'est vraiment pas le moment de se livrer à de petites expériences dans de petits laboratoires. Les instituteurs révolutionnaires doivent entrer dans le parti socialiste pour renforcer son aile révolutionnaire et le lier aux masses paysannes. Il serait criminel de perdre du temps. »

(8) Sur Marcel Martinet, cf. n. 2, p. 160.

(9) Trotsky fait erreur sur ce point. Après sa démission du P.C. en pleine « troisième période », Dommanget avait milité quelque temps au P.U.P. Il avait seulement collaboré avec les militants de la Ligue dans l'Opposition unitaire qu'il avait créée avec Rosmer, et cette expérience avait beaucoup contribué à l'éloigner encore de la Ligue.

article sur Babeuf (10) pour la revue, très bien. Je doute qu'il puisse faire plus. Vous me parlez également de Simone Weil (11). Je la connais très bien. J'ai eu avec elle de longues conversations. A un certain moment, elle a été vaguement sympathisante, puis elle a cessé de croire au prolétariat et au marxisme, et s'est mise à écrire des articles idéalistes ineptes pour défendre la « personnalité », bref, elle a évolué vers le radicalisme. Il est possible qu'elle revienne à gauche. Mais cela vaut-il la peine de s'étendre là-dessus ? De toute façon, il n'y a, dans ce que vous me proposez, aucun nom nouveau. Nous avons de tous ces gens-là une expérience longue, et, de plus, négative. Chacun d'eux a évidemment des milliers de raisons qui l'empêchent de se joindre à nous, et, d'une façon générale, de participer à un travail révolutionnaire : ils nous reprochent notre style qui n'est pas bon, nos traductions qui sont mauvaises, nos polémiques, qui sont trop acerbes, etc. Ces gens-là parlent de tout, sauf de l'essentiel : à savoir du *programme*, de la *stratégie*, de la *lutte pour les masses*. Devrions-nous adapter notre ligne politique à ce ramassis de bons à rien ? Non, ce serait une orientation radicalement fausse. Il faut chercher les moyens d'atteindre *les ouvriers*, en laissant de côté les anciens révolutionnaires et même en les repoussant du coude, sans délicatesse, hors de notre chemin.

Voici un exemple récent. Il y a quelques mois, nos camarades ont essayé de faire un journal syndical mensuel avec les gens de l'enseignement (12). Eh bien, cela n'a rien donné. Ces petits-bourgeois médiocres (ma foi, je ne trouve pas d'autre expression) n'ont pas le goût de la lutte. Se réunir pour faire des parloles sur un thème révolutionnaire, créer un genre d'amicale pour minables sur la touche, c'est tout à fait dans leurs cordes. Mais *nous*, nous ne marcherons pas.

(10) Depuis son adolescence et presque son enfance, Maurice Dommanget consacrait la plus grande partie de ses loisirs à des travaux d'histoire. Il avait publié en 1924 un livre sur *Babeuf et la Conjuration des Egaux* et en 1935 des *Pages Choisies* de Babeuf. François Noël, dit Gracchus BABEUF (1760-1797) avait publié, après le 9 Thermidor, le journal *Le Tribun du Peuple*, et animé la « conjuration des Egaux » : on voit généralement en lui un ancêtre du communisme.

(11) Simone WEIL (1909-1943), agrégée de philosophie, avait été proche de la Ligue, puis de la Gauche communiste ; elle s'était ensuite rapprochée de la Ligue syndicaliste et collaborait à la *Révolution prolétarienne*. C'est dans une pièce de l'appartement de son père (et non une chambre de bonne, comme nous l'avons écrit par erreur dans le tome 3) que s'était tenue, le 30 décembre 1934, la préconférence des quatre, et elle avait eu à cette occasion une vive passe d'armes avec Trotsky.

(12) Trotsky fait allusion ici à l'éphémère *Avant-Garde syndicaliste*.

Ce que vous me dites de mon « immixtion » et de la nécessité d'actions « collectives », je l'ai entendu bien des fois. Voulez-vous savoir de la part de qui, Victor Lvovitch ? De la part de ceux qui m'avaient demandé de m'immiscer, mais n'ont pas obtenu que je le fasse, parce que je n'étais pas d'accord avec eux. Ils sont nombreux. L'écho de leurs doléances est parvenu jusqu'à vous. Vous me parlez de Rosmer. Vous savez combien grande est mon estime pour lui. Mais pourquoi s'est-il éloigné de nous ? Il est entré en conflit avec Molinier. Le conflit s'est envenimé. Je n'y ai été mêlé en rien, je n'en ai même pas eu connaissance. Rosmer et Naville ont essayé de faire exclure Molinier, mais se sont trouvés en infime minorité dans l'organisation. Rosmer s'est alors adressé à moi pour obtenir mon soutien. Je lui ai répondu à peu près ceci : « Même si la nécessité d'exclure Molinier était pour moi évidente, je ne pourrais rien faire d'ici, *c'est à vous de convaincre la majorité de l'organisation* ». Après cela, Rosmer a rompu ses liens politiques avec nous et a quitté l'organisation. Je suis prêt à faire tout ce qui est nécessaire pour que notre collaboration reprenne, néanmoins je ne pense pas qu'il soit fait pour un mouvement révolutionnaire à l'heure actuelle. Comme collaborateur d'une revue, il est très précieux. Qu'il écrive un deuxième volume sur la guerre : il fera là un immense cadeau à la classe ouvrière. Mais Rosmer n'est pas un homme politique fait pour la lutte, et, entre lui et les jeunes révolutionnaires, naîtraient très vite de graves différends. Vous émettez des jugements *a priori*, tandis que moi, je me base sur sept ans et demi d'expérience ininterrompue.

C'est vrai, vous me parlez encore de Treint (13). Savez-vous que je lui ai demandé de venir à Prinkipo, qu'il y a passé environ un mois chez nous, que j'ai dû lutter avec acharnement contre les Paz, Rosmer, Naville et beaucoup d'autres, pour qu'il travaille avec nous, ce qu'il a fait à une certaine époque ? Mais, hélas, c'est un maniaque, pas au sens figuré, mais au sens littéral du mot. Il a rompu avec nous non pas parce que nous l'empêchions d'exprimer ses idées fixes, mais parce que nous n'étions pas d'accord avec lui. Qu'y faire ? Une politique non sectaire consiste, entre autres choses, à se débarrasser à temps des sectaires qui empêchent de trouver la voie qui mène aux ouvriers. C'est ainsi qu'à un

(13) Albert TREINT (1889-1971) avait été en 1924 le secrétaire général du P.C. et champion de la lutte contre le « trotskysme » ; leader de l'opposition zinoviéviste ensuite il avait été exclu du P.C. en 1928. Après un séjour à Prinkipo, il avait rejoint la Ligue mais l'avait quittée quelques mois après. Il avait adhéré à la S F 1 O où il animait le petit groupe qui éditait *La Lutte finale* et avait assisté à la réunion de fondation de la Gauche révolutionnaire en octobre 1935.

certain moment nous nous sommes débarrassés en Belgique du sectaire Vereeken, que nous avons amené à nous, sans lui et même contre lui, un nombre important d'ouvriers auxquels maintenant il se rallie. Treint lui aussi reviendra peut-être un jour, quand nous serons plus forts. Mais adapter maintenant notre ligne politique à Treint, aux maniaques, aux sectaires, c'est nous couper nous-mêmes la voie vers les ouvriers.

Prenons maintenant le cas de Nin. Certains (parmi lesquels Rosmer) jugent sectaire ma très violente critique de sa politique. S'il en est ainsi, c'est le marxisme qui est sectaire, car il est la doctrine de la lutte des classes et non pas de la collaboration de classes. Les événements d'Espagne actuels montrent en particulier à quel point l'alliance de Nin avec Azana a été criminelle : maintenant les ouvriers espagnols paient de leur vie, par milliers, l'ignominie réactionnaire du Front populaire qui, avec l'argent du peuple, a entretenu une armée dirigée par les bourreaux du prolétariat (14). Il s'agit là, cher Victor Lvovitch, non pas de petits détails, mais de la nature même du socialisme révolutionnaire. Si aujourd'hui Nin se repend et comprend combien il s'est couvert de boue devant les ouvriers, s'il tire toutes les conclusions voulues, nous l'accueillerons comme un camarade, mais nous ne pouvons accepter le favoritisme en politique.

J'ai retenu des corrections que vous avez faites à mes thèses sur la montée révolutionnaire (15) l'idée que des groupes importants se détacheront sur la gauche des partis socialiste et communiste O'y faisais allusion, mais de façon trop succincte) ; je n'ai malheureusement pas pu retenir vos autres corrections, étant donné que je ne les trouve pas justes. Remarquable historien de la révolution russe, vous vous refusez, je ne sais pourquoi, à en appliquer les leçons essentielles aux autres pays. Tout ce que vous dites du Front populaire est vrai de l'union des mencheviks et des socialistes révolutionnaires avec les cadets (les radicaux russes). Or nous avons mené contre ce front populaire une lutte implaca-

(14) La plupart des généraux qui venaient de se soulever en Espagne, Franco, Queipo de Llano, Mola, avaient dans l'arnéc d'importants commandements qui leur avaient été confiés ou laissés par le gouvernement de Front populaire.

(15) M. Dreyfus a publié dans Serge et Trotsky, *La Lutte contre le Stalinisme*, op.cit., p. 96-98, les « observations » de Serge sur les thèses de Trotsky. Incontestablement, Trotsky avait, plus que Serge, conscience des divergences qui existaient entre eux.

ble, et ce n'est que grâce à cela que nous avons vaincu (16).

Vos propositions pratiques à propos de l'Espagne sont excellentes et correspondent tout à fait à *notre* ligne. Mais essayez de trouver, en dehors de notre organisation « sectaire », une dizaine de gens qui accepteraient nos propositions, non pas en paroles, mais en actes. Le fait que vous fassiez ces excellentes propositions *pratiques* prouve à mes yeux que nous avons bien un terrain qui nous est commun, et j'attendrai patiemment que vous ayez confronté vos idées *a priori* à l'expérience politique vivante et que vous en ayez tiré les conclusions nécessaires. Je ne doute pas un instant que ces conclusions seront les mêmes que les nôtres, formulées *collectivement* dans *différents* pays, à partir de l'expérience tirée des *grands* événements. Malgré notre prétendu « sectarisme », nous nous renforçons et nous grandissons sans cesse, alors que ceux qui nous critiquent n'ont rien pu construire.

Eh bien, pour aujourd'hui, cela suffit. J'ai répondu à votre franchise par une entière franchise. Je pense que nous continuerons dans l'avenir à faire de même, ce qui nous sera bénéfique à tous deux.

P.-S. Un mot à propos de votre traduction.

Je vais apporter des corrections au chapitre sur la *famille*, il vaut donc mieux ne pas le traduire pour le moment. Je vous enverrai la fin du livre mardi, dans cinq jours.

(16) Trotsky fait allusion ici à la campagne des bolcheviks pour la « rupture de la coalition » avec la bourgeoisie au sein du gouvernement provisoire de février à octobre et au mot d'ordre bolchevique « A bas les ministres bourgeois !. »

LEÇONS D'ESPAGNE (1)

(30 juillet 1936)

L'Europe est devenue une formidable et très rude école pour le prolétariat. Pays après pays, s'y déroulent des événements qui exigent des ouvriers bien des sacrifices et beaucoup de sang, mais qui, jusqu'à maintenant, n'ont abouti qu'à la victoire des ennemis du prolétariat en Italie, en Allemagne et en Autriche. La politique des vieux partis ouvriers démontre de quelle façon il est *impossible* de diriger le prolétariat, de quelle façon il est *impossible* de préparer la victoire.

Au moment où nous écrivons, la guerre civile espagnole n'est pas encore terminée (2). Les ouvriers du monde entier attendent fiévreusement la nouvelle de la victoire du prolétariat espagnol. Si, comme nous l'espérons fermement, il remporte cette victoire, il faudra dire que, cette fois, les ouvriers auront vaincu, bien que leur direction ait tout fait pour préparer leur défaite. D'autant plus d'honneur et de gloire aux ouvriers espagnols !

Le corps des officiers

Socialistes et communistes appartiennent en Espagne au Front populaire qui a déjà une fois trahi la révolution (3), mais qui, grâce aux ouvriers et aux paysans, a de nouveau remporté la victoire (aux élections) et a formé en février un gouvernement « républicain ». Six mois après, l'armée « républicaine » entre en campagne contre son peuple. Il apparaît ainsi que le gouvernement de Front populaire qui a, avec l'argent du peuple, maintenu la caste des officiers, lui a donné autorité, pouvoir et armes et de jeunes ouvriers et paysans à commander, tout cela pour lui facili-

(1) Bibliothèque du Collège de Harvard, T 3944, paru dans *La Lutte ouvrière*, 9 août et *La Batalla*, 22 août.

(2) Cette remarque peut surprendre : personne en fait ne s'attendait à cette époque à une guerre civile enterrée et on pensait à une conclusion rapide.

(3) Trolsky fait ici allusion à l'alliance des socialistes avec les républicains dans les deux premières années de la République, de 1931 à 1933.

ter sa préparation de l'écrasement des ouvriers et des paysans (4).

Pis encore, même aujourd'hui, en pleine guerre civile, le gouvernement de Front populaire fait tout ce qu'il peut pour rendre la victoire plus difficile (5). Une guerre civile, comme on le sait, se mène non seulement avec des moyens militaires, mais avec des moyens politiques. Sur le plan purement militaire, la révolution espagnole est plus faible que ses ennemis (6). Sa force réside en ce qu'elle est capable de dresser sur leurs jambes de grandes masses. Elle est même capable d'enlever leur armée aux officiers réactionnaires : il suffit seulement de mettre en avant, sérieusement, et hardiment, le programme de la révolution socialiste.

Il faut proclamer que la terre, les usines, les fabriques, passent dès maintenant des mains des capitalistes à celles du peuple. Il faut passer dans les faits à la réalisation de ce programme dans les zones où le pouvoir est aux mains des ouvriers. L'armée fasciste ne résisterait pas vingt-quatre heures à l'attraction d'un tel programme : les soldats lieraient pieds et poings leurs officiers afin de les remettre aux plus proches états-majors de la milice ouvrière. Mais les ministres bourgeois ne sauraient accepter un semblable programme. En freinant la révolution, ils obligent les ouvriers et les paysans à verser dix fois plus de sang dans la guerre civile. Pour couronner le tout, ces messieurs espèrent désarmer de nouveau les ouvriers au lendemain de la victoire et exiger d'eux le respect des lois sacrées de la propriété privée. Telle est l'essence véritable de la politique de Front populaire. Tout le reste n'est que phrases et mensonges !

De nombreux partisans du Front populaire hochent aujourd'hui la tête d'un air de reproche à l'adresse des gouvernements de Madrid : « Comment donc n'ont-ils pas prévu cela ? Pourquoi n'ont-ils pas réalisé à temps l'épuration de l'armée ? Pourquoi n'ont-ils pas pris les mesures nécessaires ? » Nombreux sont ces critiques, surtout en France (7), où, pourtant, la politique

(4) Depuis des mois, les gouvernements successifs de Front populaire s'étaient portés garants de la pureté des intentions des chefs militaires que des rumeurs persistantes et des témoignages dignes de foi accusaient de complot.

(5) Le jour où Trotsky rédigeait cet article, le député socialiste Indalecio Prieto affirmait en public : « Les forces gouvernementales ne se sont pas jusqu'ici employées à fond comme elles l'auraient fait pour repousser un adversaire étranger ».

(6) Ce n'est qu'à partir du 6 août qu'éclatera la supériorité matérielle des forces « nationalistes » avec notamment la maîtrise de l'air.

(7) Trotsky fait allusion à la critique du socialiste Maurice Paz dans les colonnes du *Populaire* (cf. n. 2, p. 292).

des chefs du Front populaire ne se distingue rigoureusement en rien de la politique de leurs collègues espagnols. Malgré la rude leçon d'Espagne, on peut prophétiser que le gouvernement de Léon Blum ne réalisera pas une épuration sérieuse de l'armée. Pourquoi ? Parce que les organisations ouvrières se trouvent dans une alliance avec les radicaux et sont par conséquent prisonniers de la bourgeoisie.

Le rôle du front populaire

C'est une naïveté que de se plaindre que les républicains espagnols, ou les socialistes, ou les communistes, n'aient rien prévu, aient laissé échapper une occasion. Il ne s'agit nullement de la perspicacité de tel ou tel ministre ou dirigeant, mais de la direction, de l'orientation générale de leur politique. Le parti ouvrier qui conclut une alliance politique avec la bourgeoisie radicale renonce par là même à lutter contre le militarisme capitaliste. La domination de la bourgeoisie, c'est-à-dire la préservation de la propriété privée des moyens de production, est inconcevable sans le soutien des exploités par la force armée. Le corps des officiers constitue la garde du capital. Sans elle, la bourgeoisie ne saurait se maintenir, fût-ce un seul jour. La sélection des individus, leur formation et leur éducation font des officiers dans leur ensemble les ennemis irréductibles du socialisme. Des exceptions isolées n'y changent rien (8). Il en est ainsi dans tous les pays bourgeois. Le danger n'est pas dans les braillards et les démagogues militaires qui se proclament ouvertement fascistes : incomparablement plus menaçant est le fait que l'ensemble du corps des officiers, à l'approche de la révolution prolétarienne, devient le bourreau du prolétariat. Éliminer de l'armée quatre à cinq cents agitateurs réactionnaires signifie au fond tout laisser comme par le passé. Le corps des officiers, au sein duquel sont concentrées des traditions séculaires d'asservissement du peuple, doit être brisé, dissout, écrasé dans son ensemble, sans laisser de restes. Il faut remplacer l'armée de caserne, que commande le caste des officiers, par la *milice populaire*, c'est-à-dire l'organisation démocratique des ouvriers et des paysans armés. Il n'existe pas d'autre solution. Mais une telle armée est incompatible avec la domination des exploités, grands ou petits. Les républicains peuvent-ils accepter

(8) Il se trouvera en effet quelques officiers pour servir dans les milices ouvrières. y compris dans celles du P.O.U.M., mais le corps des officiers, dans son ensemble, fut le fer de lance de l'opération contre-révolutionnaire de l'armée comme en Allemagne en 1918-1919.

une telle mesure ? En aucun cas. Le gouvernement de Front populaire, c'est-à-dire le gouvernement de la coalition des ouvriers avec la bourgeoisie, est, par son essence même, le gouvernement de la capitulation devant la bureaucratie et les officiers. Telle est la grande leçon des événements d'Espagne, payée aujourd'hui de milliers de vies humaines.

Défense de la république ou révolution ouvrière

L'alliance politique des dirigeants ouvriers avec la bourgeoisie se couvre du prétexte de la défense de la « République ». L'expérience espagnole démontre ce qu'est en réalité cette défense. Le mot de « républicain », comme celui de « démocrate », relève d'un charlatanisme conscient, qui sert à dissimuler les contradictions de classes. Le bourgeois est républicain tant que la République protège la propriété privée. Et les ouvriers utilisent la République dans le but de renverser la propriété privée. En d'autres termes, la République perd toute valeur pour le bourgeois au moment où elle commence à prendre de la valeur aux yeux de l'ouvrier. Les radicaux ne peuvent entrer dans un bloc avec les partis ouvriers sans s'être assurés un appui dans la personne du corps des officiers. Ce n'est pas par hasard qu'en France, à la tête du ministère de la guerre, se trouve Daladier. La bourgeoisie française lui a déjà plus d'une fois confié ce poste, et il ne l'a jamais déçu. S'imaginer que Daladier est capable d'épurer l'armée des fascistes et des réactionnaires, en d'autres termes, de dissoudre le corps des officiers ne peut être le fait que de gens comme Maurice Paz ou Marceau Pivert (9). Mais personne ne les prend au sérieux.

Mais à ce point, on nous interrompt en s'exclamant : « Comment peut-on dissoudre le corps des officiers ? Cela signifie détruire l'armée, laisser le pays désarmé en face du fascisme. Hitler et Mussolini n'attendent que cela ! » Tous ces arguments sont connus et depuis longtemps. C'est de cette façon que raisonnaient en 1917 les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks russes. C'est de cette façon que raisonnaient les dirigeants du

(9) La version espagnole dans le journal du P.O.U.M. fit dire à Trotsky « es propio de gente inocente » (ne peut être que le fait d'innocents). C'était une véritable censure de l'article de Trotsky, dont nous avons indiqué, dans *La Révolution espagnole*, qu'elle fut pratiquée, selon ce qu'il nous a écrit, par Julian Gorkin, avec l'approbation d'Andrés Nin, les autres dirigeants du P.O.U.M. n'étant pas informés. Il s'agissait dans l'esprit de Gorkin de « protéger » Pivert qui rendait bien des services « techniques », mais Trotsky ne pouvait admettre cette censure.

Front populaire espagnol. Les ouvriers espagnols ont cru à moitié à ces raisonnements, tant qu'ils n'ont pas été convaincus par leur expérience que l'ennemi fasciste le plus proche se trouvait dans l'armée espagnole. Ce n'est pas pour rien que notre vieil ami Karl Liebknecht enseignait : « L'ennemi principal est dans notre pays ! »

L'Humanité implore en larmoyant, demandant l'épuration de l'armée des éléments fascistes. Mais de quel prix paie-t-on cette enquête ? Voter les crédits pour le maintien du corps des officiers, s'allier avec Daladier, et, à travers lui, au capital financier — et simultanément, réclamer que cette armée foncièrement capitaliste serve « le peuple » et non pas le capital — signifie, ou bien tomber dans l'idiotie la plus complète ou bien tromper consciemment les masses laborieuses.

« Mais nous ne pouvons demeurer sans armée, répètent les chefs socialistes et communistes, car nous devons défendre notre démocratie, et, avec elle, l'Union soviétique, contre Hitler ! »

Après la leçon d'Espagne, il n'est pas difficile de prévoir les conséquences de cette politique, aussi bien pour la démocratie que pur l'Union soviétique. Ayant choisi le moment favorable, le corps des officiers, la main dans la main avec les ligues fascistes dissoutes, passera à l'offensive contre les masses travailleuses, et, s'il l'emporte sur elles, il écrasera les misérables restes de la démocratie bourgeoise et tendra la main à Hitler pour une lutte commune contre l'U.R.S.S.

Il est impossible de lire sans colère et sans un franc dégoût les articles du *Populaire* et de *L'Humanité* sur les événements d'Espagne. Ces gens-là n'apprennent rien. Ils ne veulent rien apprendre. Ils ferment consciemment les yeux devant les faits. Pour eux, la principale leçon, c'est qu'il faut, à tout prix, maintenir l'« unité » du Front populaire, c'est-à-dire l'unité avec la bourgeoisie, l'amitié avec Daladier.

Daladier est assurément un grand « démocrate ». Mais est-il possible de douter un seul instant qu'à côté de son travail officiel dans le ministère Blum, il conduit un important travail officieux dans l'état-major et le corps des officiers ? Là se trouvent des gens sérieux qui savent regarder la réalité des faits, et ne peuvent pas se griser, comme Blum, de rhétorique creuse. Là, ils se préparent contre toutes les surprises. Daladier, sans aucun doute, se concerte avec les chefs militaires au sujet des mesures qui seraient nécessaires au cas où les ouvriers manifesteraient une activité révolutionnaire. Les généraux vont assurément volontiers au-devant de Daladier. Et ils se disent entre eux : « Supportons

Daladier tant que nous ne serons pas venus à bout des ouvriers, et nous pourrons installer alors un maître plus fort. » Pendant ce temps, les dirigeants socialistes et communistes répètent tous les jours : « Notre ami Daladier. » L'ouvrier doit leur répondre : « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es ! » Des gens qui confient l'armée à ce vieil agent du capital, Daladier, sont indignes de la confiance des ouvriers.

Le prolétariat d'Espagne comme celui de France ne veut certes pas rester désarmé en face de Hitler ou de Mussolini. Mais, pour se défendre contre eux, il doit écraser l'ennemi dans son propre pays. Impossible de renverser la bourgeoisie sans briser le corps des officiers. Impossible de briser le corps des officiers sans renverser la bourgeoisie. Dans toutes les contre-révolutions victorieuses, les officiers ont joué le rôle décisif. Toutes les révolutions victorieuses, quand elles avaient un profond caractère social, ont détruit l'ancien corps des officiers. C'est ainsi qu'a agi la grande Révolution française à la fin du XVIII^e siècle. C'est ainsi qu'a agi la Révolution d'octobre 1917. Mais, pour se décider à prendre une telle mesure, il faut cesser de se traîner à genoux devant la bourgeoisie radicale. Il faut forger la véritable alliance des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie radicale. Il faut faire confiance à la force, à l'initiative, au courage du prolétariat. C'est le prolétariat qui saura gagner à lui le soldat. Ce sera l'alliance véritable, et non pas frelatée, des ouvriers, des paysans et des soldats. Une telle alliance est actuellement en train de se créer et de se tremper dans le feu de la guerre civile en Espagne. La victoire du peuple signifiera la fin du Front populaire et le commencement de l'Espagne soviétique. La révolution sociale victorieuse en Espagne se répandra inévitablement dans le reste de l'Europe. Pour les bourreaux fascistes d'Italie et d'Allemagne, elle sera incontestablement plus terrible que tous les pactes diplomatiques et toutes les alliances militaires.

[APRES LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE]

(1)

(2 août 1936)

Cher Ami,

Merci pour votre premier rapport. Le comportement de Thomson (2) est extrêmement déplaisant, mais je ne m'attends nullement à une rupture du parti hollandais avec nous. Une telle rupture les condamnerait à une totale insignifiance. Il leur faudra un délai bien plus long avant de se déterminer sur cette question fatidique. De notre côté, nous devons conserver notre calme et leur accorder loyalement ce délai, d'autant plus que le temps commence maintenant à travailler plus activement en notre faveur. Cela se fera sentir aussi à Amsterdam. De toute façon, il me faut attendre encore les autres rapports pour me faire un jugement définitif (aujourd'hui, c'est dimanche et il n'y avait pas de poste).

Il est absolument nécessaire d'envoyer les résolutions de la conférence, si elles sont déjà imprimées (hécographiées) aux publications les plus importantes de la II^e et de la III^e Internationales ainsi qu'au bureau de Londres et aux partis qui lui sont affiliés. On devrait bien réfléchir à la liste des destinataires. On pourrait leur écrire à peu près ceci :

« Récemment s'est tenue une conférence élargie de la IV^e Internationale (3) qui a défini les tâches du mouvement

(1) Lettre à R. Klément, Bibliothèque du Collège de Harvard, 8669, avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand. La copie au carbone des papiers d'exil porte la date du 2 juillet, mais la lettre est indiscutablement du 2 août. Pour deux raisons. D'abord parce que son texte même indique qu'elle a été écrite après la fin de la conférence internationale, le 31 juillet. Ensuite, parce que Trotsky précise qu'elle a été écrite un dimanche. Le 2 juillet 1936 était un jeudi, mais le 2 août un dimanche.

(2) Thomson était le pseudonyme de Snecvliet, qui s'était contenté d'une apparition à la conférence et d'une sortie en signe de protestation contre la diffusion aux délégués de la lettre de Trotsky au R.S.A.P. des 15 et 16 juillet.

(3) La conférence avait décidé d'abandonner le titre de L.C.I. et de fonder le « Mouvement pour la IV^e Internationale ». Trotsky, après comme avant, parle, lui, de « IV^e Internationale ».

ouvrier dans les résolutions ci-jointes. Nous estimons qu'une unification véritable de la classe ouvrière ne peut se faire que sur ces bases. Mais nous sommes tout à fait disposés à entendre toute critique dirigée contre nous et à engager une discussion loyale sur nos positions avec toutes les tendances du mouvement ouvrier. Nous attendons votre critique avec beaucoup d'intérêt. Salutations révolutionnaires, etc. »

N'a-t-on pas oublié de transmettre un communiqué (*statement*) (4) à la presse bourgeoise ?

(4) En anglais dans le texte.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- ABOSCH Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk*. — (Zusammengestellt von), Munich, Cari Hanser Verlag, 1973. — 156 p.
- ALEXANDER Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trozskisten ab 1930*. — Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- BROCKWAY Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament*. — London, Allen and Unwin, 1942. — 352 p.
- CANNON James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CiLiGA Anton. — *Au pays du Mensonge déconcertant*. — 10/18, rééd. 1977, 252 p.
- CORVISIERI Silverio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samonae Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU Ivan. — *Le mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DEUTSCHER Isaac. — *Trotsky. T. 3. Le prophète hors la loi (L'exil)*. Paris, Julliard, 1965. — 704 p.
- DOWSE Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*. — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978. — VII-418 p.
- FATHEREE Ben H., *Trotskyism in Spain (1931-1937)*, Thèse (Ph. D.). Ann Arbor. — 258 p.
- GUERIN Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEUENOORT Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S. F. I. O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977. — 296 p.
- KASTRITIS Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmoustèn Ellada*. — Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias », s.l.n.d.. — 160 p.
- KAWECKA Krystyna. — *Niezależna socjalistyczna partia pracy (1921-1937)*.

- KELLER Fritz. — *Gegen den St rom. Fraktionskämpfe in der K.P.Ö. Trotz-kisten und andere Gruppen 1919-1945.* N'en, Europa Verlag, 1978.
- MENDL (Stockfish) Herschl. — *Zichronesfun ayidischen revolutsioner.* Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America.* — Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS Max (P.P. van't HART). — *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië.* — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- RABAUT Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944).* — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 416 p.
- RETZLAW Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters.* — Frankfurt/Main, Verlag, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- ROSENTHAL Gérard. — *Avocat de Trotsky.* — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE Victor. — *Vie et mort de Léon Trotsky.* — Paris, Maspero, 1973, t. II, 150 p.
- SERGE Victor et TROTSKY Léon, *La lutte contre le stalinisme, textes 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus*, Paris, François Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE Victor. — *Mémoires d'un Révolutionnaire. 1901-1941.* — Paris, Seuil, 1978.
- SINCLAIR Louis. — *Leon Trotsky: a bibliography.* — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR Louis. — *Leon Trotsky: a bibliography.* — Abridged, amended and supplemented by L.S. — L'auteur, 1978, 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste].* 2 vol. 1977-1978. — 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul. — *Révolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris.* — Hamburg, Association Verlag, 2^e éd. 1977. — 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage).
- TICHELMAN Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.* — Amsterdam, Van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN Karl-Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D. - Opposition » (K. P. O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim am Glan, Anton Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939).* Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments, 31.)
- TROTSKY Léon. — *The Crisis of the French Section (1935-1936).* Edité par N. Allen et G. Breitman, New York, Pathfinder, 1977. — 286 p.
- TROTSKY Léon. — *Œuvres 1, mars-juillet 1933. — Œuvres 2, juillet-octobre 1933. — Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934. — Œuvres 4, avril-décembre 1934. — Œuvres 5, janvier-juin 1935. — Œuvres 6, juillet-septembre 1935. — Œuvres 7, octobre-décembre 1935. — Œuvres 8, janvier-février 1936. Œuvres 9, mars-mai 1935—* Paris, E.D.I., 1978, 1979, 1980, 1981, 312 p., 320 p., 320 p., 360 p., 368 p., 392 p., 300 p., 280 p., 240 p.

- TROTSKY Léon. — *La Révolution espagnole 1930-1940*. Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, (Arguments), 1975. — 791 p.
- TROTSKY Léon. — *Writings*. — Edités par George Breitman et autres. — New York, Pathfinder Press, 12 volumes. — Vol. 1935-1936, 1977. — 574 p.
- USTVEDT Yngvar. — *Verdensrevolusjonen pa Hpnefoss. En beretning om Léo Trotskij's opphold i Norge*. — Oslo, Gyldendal Norsk Forlag, 1974, 248 p.
- VEREEKEN Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. — Paris, la Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*. — Université Zurich, 1979. — 190 p.
- WEBER Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. — Frankfurt/Main. Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 2vol. 1,466 p., II, 228 p.
- ZELLER Fred. — *Trois points c'est tout*. — Paris. Laffont. 1976. 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action française (L')*, 115, 116.
Action socialiste (L), 76.
Action socialiste révolutionnaire (L') (Belgique), 76, 144, 162.
Aktion (Die), 126.
Arbeiter-Zeitung, 287.

Batalla (La), 26, 248, 309.
Bulleten Oppositsii, 35, 38, 44, 125, 148, 167, 203, 220.
Bulletin intérieur du P.O.I., 90, 106, 109-114, 118, 222, 223, 271.
Bulletin intérieur international, 239.
Bulletin quotidien, 121.

China Forum, 270.
Clarté, 111.
Commune (La), 73, 85, 109, 112, 135, 222, 224, 258, 263.

Ecole émancipée (L'), 53.

Figaro (Le), 74.
Force ouvrière (La), 113.
Fritt Folk, 298.

Humanité (L'), 20, 31, 51, 54, 84, 116, 161, 224, 313.

Intransigeant (L'), 130, 135, 151.
Iskra, 57.

Journée Industrielle (La), 226.

Lutte (La), 110.
Lutte de classes (La), 111.
Lutte finale (La), 306.
Lutte ouvrière (La), 19, 45, 78, 90, 106, 109, 113, 115, 118, 135, 148, 150, 151, 162, 213, 216, 277, 292, 309.

Masses, 30.
Matin (Le), 116.
Militant (The), 30.
Moniteur, 218.

Nation (The), 185.
New International (The), 111.
New Leader (The), 208, 275.
New Militant (The), 111.
New York Times, 30, 174, 185.
New Yorker Volkszeitung, 94.
Nieuwe Fakkel (De), 99, 241, 244, 248, 254.
Novy Mir, 94.

OEuvre (L'), 48.
Ordine Nuovo, 65.

Paris soir, 117, 132.
Petit journal (Le), 116.
Peuple (Le), 79.
Popolo d'Italia (El), 121.
Populaire (Le), 51, 52, 122, 214, 217, 272, 292, 310, 313.
Pravda, 168, 169, 187, 197.
Prolétaire (Le), 62, 92.

Quatrième internationale, 110, 168, 177, 193, 207.
Que faire ?, 53, 225.

Red Flag, 228, 231.
Révolution, 110, 271.
Révolution prolétarienne (La), 31, 33, 34, 77, 161, 305.
Revue de Paris (La), 80.
Rode October (De), 249.
Rote Fahne (Die), 287.

Saturday Evening Post, 185.
Service d'information et de Presse, 162.

LEON TROTSKY, OEUVRES, JUIN-JUILLET 1936

Sotsialisticheskyy Vestnik, 35.
Soviet (Le), 60, 72, 85, 113
Spartacus, 32, 76.
Temps (Le), 47, 80, 116, 209, 213.
Times (The), 213.
Tribun du Peuple (Le), 305.

Unser Wort, 61, 63, 283.
Vérité (La), 34, *Tl*, 110, 111.
Vie ouvrière (La), 31, 77, 160.
Volkischer Beobachter (Der), 298,
Vpered, 204.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN, Martin, 102, 282, 299.
ACKERNKNECHT, Erwin H., dit
Bauer, 61.
ADOLPHE, cf. Klement.
ALCALA ZAMORA y Torres, Niceto,
155.
ALEX, cf. MINC.
ALEXANDER, Kenneth, cf. JOHNS-
TONE, Kenneth.
AMBROGI, Ersilio, dit MASSIMO,
163.
ANDRADE Rodriguez, Juan, 211.
ASTIER DE LA VIGERIE, Emmanuel
d', 130, 135, 136.
AUBERY, 115, 217.
AULAS, Jean, 304.
AXELROD, Pavel B., 57.
AZANA y Diaz, Manuel, 155, 209,
247, 293, 307.

BABEUF, François Noël, dit Grac-
chus, 305.
BAKOUNINE, Mikhail A., 57.
BARBE, Henri, 209.
BARDIN, Johannes, dit BOITEL, 90,
106, 112, 128.
BARDOUX, Jacques, 80.
BAUER, Otto, 125.
BAUER, Eugen, cf. ACKERKNECHT.
BAYET, Albert, 48.
BEAU, Laurent, 303.
BEISO, Guido, 19.
BIENVENU-MARTIN, 217.
BILINE, cf. CABY.
BIRNEY, Earle, dit ROBERTSON, 55,
228, 234, 237.
BLUM Léon, 19, 20, 39, 41, 45,
49-51, 72, 74, 76, 78, 79-81,
87, 119, 124, 125, 150, 151,
153, 155-157, 161, 209, 213-
215, 246, 250, 268, 270-272,
278, 283, 311, 313.

BOITEL, cf. BARDIN, Joannès.
BONI, Charles, 185.
BORDIGA, Amadeo, 164.
BRANDT, Willy (Herbert FRAHM
dit), 210, 212.
BRAUSCH, Gaby, 129.
BRAUN, Nicolle, cf. WOLF, Erwin.
BROCKWAY, Archibald Fenner,
237.
BROWDER, Earl, 183.
BRÜNING, Heinrich, 286.
BURIAN, Vladislav, dit RILKE, 35.

CABY Robert, dit BILINE, 133.
CACHIN, Marcel, 51, 76, 80, 153,
283.
CALVO SOTELO, José, 21.
CANNON, James P., 30, 63, 64,
102, 172, 188, 189, 282.
CARRILLO Solares, Santiago, 247.
CASARES QUIROGA, Santiago, 21,
278.
CASTILLO, José, 21.
CHERON, Georges, 54, 226.
CID GAITAN, Julio, 108.
CILIGA, Ante, 23, 25, 35, 38, 41,
43, 123-125, 161, 220, 221.
CLART, cf. Rous.
COLLINET, Michel, 272, 273.
COMPANY'S y Jover, Lluís, 21.
CONNOLLY, James, 55.
CORVIN, Mathias, 101.
CRUX, pseudonyme de TROTSKY
67, 177, 279.

DALADIER, Edouard, 46-48, 53 81
272, 274, 278, 293, 312-314. '
DAN, Fiodor 1 (GOURVITCH dit)
41, 76, 124, 125, 161, 162. '
DAUDET, Léon, 116.
DAUGE, Walter (dit EUGENE) 58
76, 99, 163, 231.

- DAVID, cf. HELD.
 DEAT, Marcel, 46.
 DELBOS, Yvon, 272.
 DELONCLE, Eugène, 157, 278.
 DESNOTS, Jacques, dit LE RICARD, 21, 109, 112, 226, 258, 260, 300.
 DE VREYER, Eugène, 224.
 DEWAR, Hugo, 228, 229.
 DIMITROV, Georgi, 53, 153.
 DOMMANGET, Maurice, 26, 303, 304, 305.
 DONZEL, cf. PARIJANINE.
 DORiot, Jacques, 20, 51, 157, 209, 258.
 DUBOIS, cf. FISCHER, Ruth.
 DURAND, cf. SEDOV, Léon.
 EASTMAN, Max, 30, 103, 140, 141, 142.
 DURANTY, Walter, 185.

 EBERT, Friedrich, 159.
 ELTSINE, Boris M., 37, 75.
 ENGELS, Friedrich, 158, 176, 212.
 EPE, Heinz, cf. HELD.
 ERIC, cf. MUSTE.
 ETIENNE, cf. ZBOROWSKI.
 EUGENE, cf. DAUGE.

 FAURE, Raoul, 303.
 FERNANDEZ SENDON, Enrique, dit Luis FERSEN, 33.
 FEROCI, cf. LEONETTI.
 FERRAT, André MOREL, dit, 19, 20, 226.
 FERSEN, cf. Enrique FERNANDEZ SENDON.
 FISCHER, Ruth (Elfriede EISLER, ép. Pleuchot, dite DUBOIS, dite), 249, 264.
 FISCHER, Louis, 185.
 FOSTER, William Z., 64, 182, 282.
 FRAHM, Herbert, cf. BRANDT.
 FRANCHET d'EsPEREY, Louis, 278.
 FRANCO BAHAMONDE, Francisco, 21, 26, 155.
 FRANK, Pierre, 68, 106, 107, 112, 113, 231.
 FRANKEL, Jan, 35, 67, 130.
 FREDERIC, cf. KLEMENT.
 Fux, Georges, 56, 59, 144.

 GARCIA PALACIOS, Luis, 108.
 GAVENSKY, Max (dit SEGRAVE ou SEYGRAVE), 147.
 GELDEREN, Charles van, 243.
 GIDE, André, 76, 77, 162.
 GIGNOUX, Claude-Joseph, 226.
 GIL ROBLES Y Quibones, José Maria, 155.
 GIRAL Pereira, José, 21, 273.
 GLOTZER, Albert M., 188, 282.
 GODEFROID, Fernand, 34, 58, 59, 64, 242, 252.
 GOMPERS, Samuel, 182.
 GORKIN, Juliân (Juliân GARCIA GOMEZ, dit), 212, 312.
 GORKY, MAKsin (PECHKOV dit), 20, 203-206, 220.
 GOTTLIEB, cf. PERO.
 GOULD, Nathan, 63, 64, 188, 189.
 GRAMSCI, Antonio, 65.
 GOURVITCH, Fiodor L, cf. DAN.
 GREEN, William, 182.
 GROVES, Reg, 228-230, 235, 238.
 GRYLEWICZ, Anton, dit ZEMANN, dit A.Z., 25, 104, 172.

 HARBER, Denzil D., 21, 228, 229, 234, 243.
 HEJENOORT, Jean van, dit VAN 21, 25, 45, 54, 78, 85, 88, 93, 129.
 HELD, Walter, dit Heinz EPE, 21, 24, 63, 95, 100, 146, 177, 210, 232, 264, 279, 289, 296.
 HENDERSON, Arthur, 284.
 HENNAUT, Adhémair, 163.
 HERRIOT, Edouard, 49, 50, 156.
 Hic, Marcel, 112.
 HIDALGO, Plaza, Manuel, 248.
 HILLQUIT, Morris, 183.
 HITLER, Adolf, 27, 121, 210, 283, 285, 286, 288, 290, 291, 293, 312-314.
 HOAN, Daniel, 63, 188.
 HOHENZOLLERN, 159, 284, 289, 291.

 ISAACS, Harold R., 270.
 ISRAËL, A., 48.

 JACOB, Louis, cf. WEBER, Jack.
 JACOB, Sara, cf. Weber, Safa.
 JAMES, Cyril L.R., 21, 207, 228, 229, 238.

- JOGICHES, Léo, 126.
- JOHNSTONE, Kenneth, dit Ken ALEXANDER, 175 , 228 , 234, 237, 243.
- JOUHAUX, Léon, 31, 76, 78, 79, 80, 81, 266.
- JUNGCLAS, Georg, 289.
- KADT, Jacques De, 191, 201.
- KAGAN, Georges (dit LENOIR dit Lucien CONSTANT), 226.
- KAGANOVITCH, Lazar P., 205.
- KAMENEV, Lev B. ROSENFELD dit, 161.
- KERENSKY, Aleksandr F., 51, 76.
- KIBALTCHICH, Victor L., cf. SERGE.
- KIBALTCHICH, Vladimir V., cf. VLADY.
- KILBOM, Karl, 145, 212.
- KLEMENT, Rudolf (dit ADOLPHE), 21, 26, 60, 65, 70, 72, 135, 224, 231, 299.
- KNUDSEN, Konrad, 23, 297, 298.
- KORNILOV, Lavr G., 154.
- LANDAU, Kurt (dit Wolf BERTRAM), 33, 226.
- LA ROCQUE, François de, 50, 52, 53, 115, 116, 119, 150, 271.
- LAURIER, Paul, 117.
- LAVAL, Pierre, 50, 216.
- LEDEBOUR, Georg, 40.
- LENINE, Vladimir L., 27, 30, 51, 57, 142, 208, 212, 246, 289.
- LEONETTI, Alfonso, dit FEROCI, dit MARTIN, 21, 65, 121, 122, 268.
- LEROUX, André, 122.
- LE RICARD, cf. DESNOTS.
- LESOIL, Léon, 25, 32, 34, 58, 99, 143, 144, 163.
- LEWIS, John L., 181.
- LIE, Trygve, 98.
- LIEBAERS, Frans, 58, 59.
- LIEBER, Maxim, 141.
- LIEBKNECHT, Karl, 126, 212, 313.
- LIFSHITZ, Boris, cf. SOUVARINE.
- LOFFLER, Eric, cf. NEUSTEDTL.
- LONGUET, Jean, 40, 284.
- Louis XVI, 80.
- LOUZON, Robert, 26, 31, 34.
- LUND, pseudonyme de TROTSKY, 232.
- LUXEMBURG, Rosa, 126, 212.
- MAN, Hendrik De, 121.
- MARQUET, Adrien, 46.
- MARTIN, cf. LEONETTI.
- MARTINET, Marcel, 160, 304.
- MARTÍNEZBARRIO, Diego, 21, 278.
- MARTOV (louli TSEDERBAUM dit), 57.
- MARX, Karl, 40, 158, 208.
- MASLOW, Arkadi (Isaac TCHEREMINSKI dit), 249.
- MASSIMO, cf. AMBROGI.
- MATLOW, Bert, 236.
- MATLOW, May, 21, 228, 229, 236.
- MAURIN, Jullia, Joaquin, 33, 40, 108, 209, 212, 246-248, 254, 293.
- MAURRAS, Charles, 116.
- MAXTON, James 40, 135, 208, 212, 237.
- MEICHLER, Jean, dit MECHE, 238.
- MEUNIER, cf. SCHÜSSLER.
- MIKOYAN, Anastas L., 205.
- MILL (Pavel OHKUN, dit), 33.
- MINC, Pinchas (dit ALEX), 145.
- MOLA Vidal, Emilio, 155.
- MOLINIER, Henri, 137.
- MOLINIER, Raymond, 21, 25, 33, 52, 68, 73, 77, 90, 91, 106, 107, 111, 112, 123, 130, 135, 137-139, 222, 223, 231, 258-260, 295, 298, 300, 301.
- MONATTE, Pierre, 31, 49, 77.
- MUSSOLINI, Benito, 65, 121, 312, 314.
- MUSTE, Abraham J. (dit ERIC), 20, 21, 24, 26, 64, 95, 144, 164, 166, 173-175, 177, 184, 188, 190, 191, 201, 244, 254-256, 261, 263, 264, 275, 279, 280-282, 299, 302.
- NAVILLE, née KAHN, Denise, 174.
- NAVILLE, Pierre, 19, 68, 76, 111, 130, 174, 295, 306.
- NELZ, Walter (dit OST), 21.
- NEUSTEDTL, Otto, dit Eric LOFFLER, 296, 298.
- NICHOLLS, Max, 21, 229.

- NIN Pérez, Andrés, 25, 26, 31-33, 39, 108, 209, 212, 246-248, 254, 293, 294, 307, 312.
- O' BRIEN, Nora, 55.
- PAOLI, cf. POULY.
- PARJANINE, Maurice (DONZEL dit), 162.
- PATON John, 242.
- PAVLOV, Ivan P., 29.
- PAZ, Magdeleine, née MARX, 34, 76, 162.
- PAZ, Maurice, 34, 76, 77, 162, 292, 306, 310, 312.
- PECHKOV, cf. GORKY.
- PERO, (GOTTLIEB dit), 21, 106, 135.
- PFEMFERT, Franz, 25, 126, 127.
- PIVERT, Marceau, 50, 52, 59, 151, 209, 225, 242, 312.
- PLEKHANOV, Georgi V., 57.
- PLISNIER, Charles, 76.
- POSTHUMUS, Nikolaus W., 89.
- POULY (PAOLI dit), 112, 113.
- PRIETO y Tuero, Idalecio, 310.
- PRIMO DE RIVERA y Orbaneja, Miguel, 33.
- PROUDHON, Paul Joseph, 31.
- PUCHEU, Pierre, 209.
- QUEIPO DE LLANO, Gonzâlo, 307.
- QUESADA SUAREZ, José, 108.
- QUISLING, Vidkun, 27.
- RACAMOND, Julien, 79.
- RAKOVSKY, Khristian G., 30.
- RAMM, Alexandra Ivanovna, ép. PFEMFERT, 127.
- RENAUDEL, Pierre, 46.
- REYNAUD, Paul, 213, 214.
- RIAZANOV (David GOLDENDAKH, dit), 36, 57.
- RIEL, René van (R. MANUEL dit), 250.
- RIMBERT, Pierre (Pietro Torielli, dit), 226.
- ROBERSTON, E. (Birney dit), 243.
- ROLLAND, Romain, 76, 161.
- ROMIER, Lucien, 74.
- ROOSEVELT, Franklin Delano, 121, 170, 180, 182, 183.
- ROSMER (Alfred GRIOT, dit), 25, 30, 33, 77, 165, 167, 304, 306, 307.
- Rous, Jean, dit CLART, 19, 21, 68, 95, 106, 107, 109, 112, 130, 136, 192, 249, 257, 268.
- RUCART, Marc, 115, 272.
- SALENGRO, Roger, 20, 50, 76, 115, 116, 125, 162, 209, 224.
- SANJURJO Sacanell, José, 21, 155.
- SCHEFLO, Olav, 296.
- SCHEIDEMANN, Philip, 284.
- SCHMIDT, Peter J., 95, 96, 191, 237, 243, 245, 262-264.
- SCHUSCHNIGG, Kurt von, 286.
- SCHÜSSLER, Otto, (dit MEUNIER), 21, 139, 166, 298.
- SCHUSTER, 140, 141.
- SEDOV, Léon (dit DURAND), 21, 34, 44, 65, 85, 147, 220, 221.
- SEDOVA, Natalia, 29, 44, 175, 270.
- SERGE, Victor (Victor L. KIBALTCHICH, dit), 23, 26, 29, 32, 34, 37, 39, 41, 44, 75, 76, 160, 162, 163, 165, 221, 302, 304, 306, 307.
- SEGRAVE, cf. GAVENSKY.
- SERRET, Gilbert, 304.
- SEYGRAVE, cf. GAVENSKY.
- SHACHTMAN, Max, 20, 21, 95, 102, 173, 175, 190, 202, 231, 232, 234, 244, 245, 253-255, 257, 258, 261, 262, 265, 279, 282, 299.
- SCHWAB, cf. WALCHER.
- SIMON, 140, 141.
- SMIRNOV, Ivan N., 20.
- SMITH, Andrew, 36.
- SMITH, Charles Andrew, 242.
- SNEEVLIET, Henricus (dit THOMSON), 26, 63, 95, 96, 145, 146, 166, 190, 191, 240, 244, 246, 250, 251, 254, 255, 261-264, 270, 276, 315.
- SOLNTSEV, Eleazar B., 30, 103.
- SOUVARINE, Boris (LIFSHITZ, dit), 130.
- SPANJER, Bep, 252.
- SPIEGEL, cf. STERLING.
- STALINE (Djougashvili dit Iossif V.), 23, 27, 35, 43, 123-125.

STERLING. Max (SHAPIRO dit), 202.
SWABECK, Ame, 188.

TARDIEU. André, 50.
TAROV, (Arpen A. DAVTIAN, dit),
23.

TASCA, Angelo 122.
TCHEREMINSKI, cf. MASLOW.
TER VAGANIAN, Agarchak V., 21.
THOMSON, cf. SNEEVLIET.
THOREZ, Maurice, 51, 72, 81.
TREINT, Albert, 270, 306, 307.
TRESSO, Pietro, dit BLASCO, 21.
TSERDERBAUM, cf. MARTOV.
TSERETELLI, Iraklii G., 76.

VAILLANT-COUTURIER, Paul, 83.
VALOIS, Georges, 31.
VALIÈRE, Marcel, 53.
VANDERVELDE, Emile, 153.
VAN, cf. HEIJENOORT, van.
VEREEKEN, Georges, 32, 34, 35, 58,
76, 163, 231, 282, 292, 307.
VLADY, (KIBALTCHICH, Vladimir,
dit), 37.

WALCHER, Jacob, dit Jim
SCHWAB. 40, 207.

WEBB, Béatrice, née POTTER, 43,
149, 185, 208.

WEBB, Sidney, 43, 149, 185, 208.
WEBER, Jack (Louis JACOBS, dit),
175, 176.

WEBER. Sara (Sara JACOBS, dit),
175, 176.

WEIL, Simone, 305.

WELS, Otto, 284.

WENDEL, Charles de, 119.

WENDEL, Humbert de, 119.

WENDEL Maurice de, 119.

WOLF, Erwin, dit Nicolle BRAUN.
21, 24, 67, 70, 71, 73, 91, 95,
99, 101, 128, 177, 231, 249,
258, 264, 265, 279, 295, 296,
298, 299.

ZAPATA, Emilio, 248.

ZASSOULITCH, Véra I., 57.

ZBOROWSKI, Mordka, dit MARC,
dit ETIENNE, 34, 292.

ZEELAND, Paul van, 153.

ZEEUW, Christina Anna, dite Stien
DE, 245.

ZELLER, Fred, 21.

ZINOVIEV, Gregori Y., RADO-
MYLSKI dit, 161, 249.

ZYROMSKI, Jean, 125.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, etc. (**)

- Action socialiste (Belgique), 76 ;
cf. aussi Parti ouvrier belge.
- Action socialiste révolutionnaire,
A. S.R., 20, 32, 33, 58, 76,
267 ; cf. aussi Parti ouvrier
belge.
- Alliances ouvrières, 33.
- American Fédération of Labor,
A. F.L., cf. Fédération améri-
caine du travail.
- American Labor Party, A.L.P.,
182, 183.
- American Workers Party,
A.W.P., cf. Parti américain
des travailleurs.
- Amis de *La Commune* (Les), 67.
- Amis de l'Union soviétique (Les),
43.
- Amsterdam, cf. Comité ou (Com-
mission) de contact des signa-
taires de la « Lettre
ouverte ».
- Association des écrivains et artistes
révolutionnaires, A.E.A.R.,
76.
- Ausland-Komitee (Comité à
l'étranger), cf. L.C.I., section
allemande, I.K.D.
- Balham Group, cf. Parti commu-
niste britannique et Opposi-
tion de gauche, section bri-
tannique.
- Bataille socialiste (La), cf. Parti
socialiste S.F.I.O.
- Bloc pour la IV^e Internationale, cf.
Comité de contact des signa-
taires de la « Lettre
ouverte ».
- Bloc ouvrier et paysan, Bloc Obrero i
Camperol, ou Bloque Obrero y
Campesino (Catalogne), 33,
246.
- Bolcheviks-léninistes, 35, 36, 119,
123, 208, 210, 225.
- Bolcheviks militants, fraction de
gauche, 124.
- Bolshevik-Leninist Group, cf.
Ligue communiste internatio-
naliste, section britannique et
Labour Party.
- Bond van Revolutionaire Socialis-
ten, B.R.S., cf. Ligue socia-
liste révolutionnaire.
- Bordiguiste, fraction communiste
de gauche, 19 ; cf. aussi à
P.C. italien, fraction commu-
niste de gauche.
- Bund, cf. Union générale des tra-
vailleurs juifs de Russie, de
Lituanie et de Pologne, Bund.
- Bureau d'Amsterdam, cf. Comité
de contact des signataires de
la « Lettre ouverte ».
- Bureau international des organisa-
tions révolutionnaires de jeu-
nes ou bureau de la jeunesse
de Stockholm (*février 1934*)
210, 275.

• En gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, en règle générale, nous
avons désigné les organisations ou partis sous la forme française de leur
dénomination.

***En italique* et classées, le cas échéant, dans les organisations concer-
nées.

- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire,
B. I.U.S.R., (nouveau nom de l'internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G., ou bureau de Londres 24, 31, 32, 61, 96, 97, 145, 156, 190, 191, 210, 207, 209-212, 221, 238, 242, 248, 254, 255, 275, 276, 294, 315 ; conférence dite de St-Denis, février 1935, 31, 209 ; *conférence prévue à Bruxelles du 31 octobre au 2 novembre 1936*, 96, 207, 242, 275 ; cf. aussi à congrès mondial contre la guerre ; section britannique, cf. I.L.P. ; section bulgare, 209, section espagnole, cf. P.O.U.M. ; section italienne, cf. Parti socialiste italien (maximaliste) ; section polonaise, 209, section suédoise, cf. Parti socialiste suédois.
- Bureau de Londres, cf. B.L.U.S.R.
- Cagoule (La), cf. Organisation secrète d'action révolutionnaire.
- Cercle Lutetia, Lutetia Kreis, 19.
- Cercles marxistes de Palestine, 275.
- Chambre syndicale de la boulangerie, 79.
- Comités d'action de masse, 53, 54.
- Comité (ou commission) de contact des signataires de la « Lettre ouverte » ou bloc de la IV* Internationale, ou Groupement de la IV* Internationale, 95, 96, 191, 240, 262, 263 ; secrétariat, appelé aussi secrétariat d'Amsterdam, ou bureau d'Amsterdam, ou secrétariat de la IV* Internationale, 96, 240, 262, 263, 265.
- Comité pour la constitution du Front populaire allemand, 19, 53, 72.
- Comité d'entente des parus socialiste et communiste, 45, 49, 54.
- Comités d'entreprise, 112.
- Comité des Forges, 47, 116, 121.
- Comités de grève, 19, 115.
- Comité de grève de l'usine Hotchkiss de Levallois, 19, 54.
- Comité pour l'organisation des syndicats d'industrie, Committee for Industrial Organization, C.I.O., 181.
- Comité pour la IV* Internationale, (*La Commune*), 15 janvier 1936 - 7 mars 1936, 67 ; *conférence du 7 février 1936*, 21.
- Commission de contact des signataires de la « Lettre ouverte », cf. comité de contact.
- Commission de contrôle sur R. Molinier, 138.
- Commission d'enquête internationale, 168-172.
- Communauté internationale du travail, Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G., cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Communist League, british section of LL.O., cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Communist Party of America, C. P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Confederaciôn espanola de derechas autonomas, C.E.D.A., cf. Confédération espagnole des droits autonomes.
- Confederaciôn national del trabajo, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail.
- Confédération espagnole des droits autonomes, Confederaciôn espafiola de d'has autonomas, C.E.D.A., 155.
- Confédération générale du patronat français, C.G.P.F., 226.
- Confédération générale du travail, C.G.T., 31, 49, 78, 79, 151, 152, 214, 217 ; comité central national 79.

- Confédération générale du travail unifié, C.G.T.U., 53, 79, 303 ; fédération de l'enseignement ou fédération unitaire, 26, 53, 303, 304.
- Confédération nationale du travail, Confederación Nacional del Trabajo, C.N.T., 20, 21, 31, 33.
- Conférence internationale de St-Denis, février 1935, cf. B. I.U.S.R.
- Conférence de Laren de la jeunesse (dite de Luxembourg), février 1934, 63.
- Conférence dite de « Genève », cf. IV^e Internationale.
- Congrès mondial contre la guerre, le fascisme et l'impérialisme, 275, 276 ; cf. aussi Bureau de Londres, conférence prévue en oct.
- Corps-francs, 126.
- Croix-de-Feu, 50, 94.
- Det Norske Arbeiderparti, D. N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Emancipation du travail (L*) (groupe), Grupa Osvobodzenija Truva, 41, 57.
- Entente des jeunesses socialistes, fédération de la Seine, cf. Jeunesses socialistes françaises.
- Etudiants communistes, 111.
- Farmer Labor Party, 182.
- Fédération américaine du travail, American Fédération of Labor, A.F.L., 181, 182 ; congrès, Atlantic city, octobre 1935, 181.
- Fédération catalano-baléaire, 33, cf. aussi P.C. espagnol.
- Fédération communiste ibérique, Federaci6n comunista Ibérica, F.C.I., 208.
- Fédération des communistes de gauche (Ü.R.S.S.), 42.
- Fédération de l'enseignement unifiée, 53.
- Fédération des gauches (Ü.R.S.S.). 124.
- Fédération des jeunesses socialistes d'Espagne, 21, 33, 247 ; section de Madrid, 33.
- Fédération unitaire de l'enseignement, 26, 53, 303 ; cf. aussi à C. G.T.U.
- Fraction communiste de gauche (bordiguiste), 19, 164.
- Franc-maçonnerie, 52.
- Gardes-blancs, 169.
- Gauche communiste, 33, 272, 305.
- Gauche révolutionnaire, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Genève, cf. L.C.I., secrétariat international.
- G.P.U. ou Guépéou, Gosoudarstvennoïé politicheskoié Oupravlenié (Administration politique d'Etat), 20, 21, 27, 34, 36, 94, 111, 130, 133, 158, 161, 163.
- Groupe bolchevik-léniniste, G.B.L., cf. Ligue communiste internationaliste, section française.
- Groupe de Charleroi, cf. Ligue communiste internationaliste, section belge.
- Groupe de La Commune, ou groupe ou tendance Molinier, 67, 73, 91, 106, 231.
- Groupe Jiskra, cf. Opposition de gauche, section tchécoslovaque.
- Groupe de La Lutte ouvrière, 160.
- Groupe Rops, 25, 77, 104, 298.
- Groupe Spartacus, ou groupe Vereeken ou L.C.I., 33, 58, 21 ; conférence commune L.C.I.-A.S.R., 13-14 juin 1936, 20.
- Groupe Sten et Lominadzé, 20.
- Groupe de La Vie ouvrière, 31.
- Groupement de la « Lettre JV » Internationale, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».
- Guomindang, 270.
- Heimwehr, 287.

- Independent Labour Party, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (G.B.).
- Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du monde.
- Internationales :
- Deuxième Internationale, ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière après 1923, 35, 40, 96, 152, 153, 156, 162, 183, 210-212, 242, 268, 284, 296, 315.
- Internationale Deux et demi, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S.
- Troisième Internationale ou Internationale communiste ou Comintern, 20, 29, 35, 40, 45, 51, 53, 59, 61, 63, 96, 100, 102, 112, 125, 130, 145, 146, 152, 153, 156, 160, 170, 183, 207, 211, 212, 242, 249, 268, 296, 315 ; comité exécutif, 130 ; 2^e congrès, juillet-août 1920, 296 ; 3^e congrès, juin-juillet 1921, 296 ; 4^e congrès, nov.-déc. 1922, 296 ; 7^e congrès, 25 juillet - 21 août 1935, 53, 193, 195.
- Quatrième Internationale, 23, 24, 26, 32, 36, 39, 48, 57, 58, 61, 73, 75, 77, 96, 109, 126, 130, 136, 143, 147, 150, 157-159, 172, 184, 191, 193, 198-201, 207-209, 212, 222, 229-232, 235, 236, 239, 240, 242, 247, 248, 250, 255, 256, 262, 268, 279, 292, 294, 296, 300-302, 315 ; commission de rédaction de Berne ou préconférence de Berne ou préconférence internationale ou préconférence de Hanefoss, 23, 95-97, 139, 144, 172, 192, 240, 254, 255 ; conférence internationale, dite de « Genève », 29-31 juillet 1936, 21, 23, 24, 26, 36, 63, 73, 100, 168, 172, 177, 190, 201, 222, 228, 231, 234, 236, 238, 240, 253, 240, 315 ; commission d'organisation, 279 ; bureau politique, 279 ; conseil général, 26, 97, 232, 279, 280, 302 ; secrétariat, 280 ; section américaine, 57, 61, 67, 100, 232 ; section espagnole, 57, 61, 67, 100, 232 ; section française, 57, 61, 67, 100, 232 ; section britannique, 57, 61, 67, 100, 232 ; section russe, 57, 61, 67, 100, 232 ; collectif b.l. réuni-fié (U.R.S.S.), 124 ; cf. aussi Bolcheviks-léninistes, P.C.U.S., opposition trotskyste ou b.l., L.C.I. secrétariat de la IV^e Internationale, cf. comité de contact des signataires de la lettre ouverte ».
- Internationale Arbeitgemeinschaft, LA.G. (Communauté internationale de travail), ou Bureau de Londres cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Internationale communiste, cf. Internationale, troisième.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationale, section allemande.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R., 31, 166, 212, 251.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O. (Union internationale d'opposition communiste) ou courant brandlérien ou opposition communiste de droite, 145.
- Irish Citizen's Army I.C.A., 55.
- Izquierda comunista de Espana, I.C.E., cf. Opposition de gauche espagnole ou Ligue communiste internationale, section espagnole.
- Jeunes Gardes socialistes, J.G.S., (Belgique), 34, 56, 58, 59, 99 ; fédération du Borinage, 99 ; fraction trotskyste, 34, 99.

- Jeunesses communistes :
 — américaines, 63, 188, 282.
 — beiges, 56.
 — espagnoles, 33.
 — françaises, 56.
- Jeunesses léninistes belges, 56.
- Jeunesses socialistes américaines, 183.
- Jeunesses socialistes espagnoles, cf. Fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne.
- Jeunesses socialistes françaises, 33, 101.
- Jeunesses socialistes hollandaises, 252.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires, J.S.R., 67, 90, 106, 135, 271.
- Jeunesses socialistes suédoises, 145.
- Jeunesses socialistes unifiées, Juventudes Socialistas Unificadas, J.S.U. (Espagne), 59 ; *conférence de fondation, 1^{er} avril 1936*, 59.
- Jeunesses Spartakistes, 183.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, (Spartakusbund), K. P.D. (S), cf. Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).
- Labour Party, cf. Parti travailliste.
- Leninbund, 289.
- Liga, cf. Ligue socialiste internationale contre la guerre.
- Ligue belge contre la guerre, cf. Parti ouvrier belge.
- Ligue communiste internationale (B.L.) ou internationale, L. C.I. (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à l'Opposition de gauche internationale, 32, 56, 90, 95, 96, 111, 163, 166, 201, 251, 263, 264, 267, 315 ; comité central, 282 ; plénum international, 222 ; secrétariat international S.I., appelé aussi Genève ou Théodore, 21, 24-26, 33, 65, 67, 70, 71, 73, 95, 96, 100, 107, 113, 137-139, 144, 145, 192, 221-223, 228, 230, 231, 234, 239, 245-247, 249, 253, 256, 258, 262, 265, 276, 280, 282, 299.
- Ligue communiste internationale ou internationale (B.L.), sections, cf. aussi Opposition de gauche, sections, 243, 244 ;
- allemande, 37, 67 ; Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 67 ; comité des L.K.D. à l'étranger, Ausland-Komitee, 61, 139.
- américaine, Communist League of America, C.L.A., 35, 64, 95, 144, 173, 175, 188, 243, 244, 253 ; cf. aussi Workers Party of United States, W.P.U.S. après décembre 1934.
- belge, 32, 34, 35, 76, 99, 143, 231, 248, 254 ; groupe b.l. du P.O.B. ou groupe Lesoil ou groupe de Charleroi dans la tendance Action socialiste révolutionnaire ou majorité « entriste », 25, 56, 76, 99, 144, 231 ; fédération ou section de Bruxelles, ou groupe Vereeken ou minorité anti-entriste, 34, cf. aussi à groupe Vereeken ; *conférence commune L.C.I.- A.S.R.*, 13-14 juin 1936, 20.
- britannique, Communist League, 35, 228, 243 ; majorité anti-centriste, 228. Bolshevik-Leninist Group, 228, 234.
- chilienne, Izquierda comunista, 35, 60, 248.
- espagnole, Izquierda comunista de Espana, I.C.E., 20, 32, 208, 246, 247 ; organisation b.l., 32.

- française, ou Ligue communiste internationaliste, L.C.I., 20, 67, 73, 90, 93, 101, 106, 110, 112, 135, 138, 151, 199, 222, 231, 241, 249, 254, 260, 299 ; groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., G.B.L. (*septembre 1934 - mai 1936*), 50, 53, 60, 67, 68, 73, 90, 91, 106, 133, 135, 151, 158, 199, 225, 226, 241, 273, 308 ; *devenu le 31 mai 1936*, le Parti ouvrier internationaliste, P.O.I., 67, 90, 135, 151, 226, 241, 258, 259 ; comité central, 90, 91, 106, 112, 249, 259, 298 ; bureau politique, 90, 135 ; *conférence nationale*, 258, 259.
- hollandaise, cf. R.S.A.P.
- russe, 279 ; cf. aussi bolcheviks-léninistes, P.C.U.S.
- Ligue communiste internationale, cf. Groupe Vereeken ou *Spartacus*.
- Liges fascistes, 209, 278, 313.
- Ligue des jeunesses socialistes danoises, 275.
- Ligue socialiste, Socialist League, 231, 238.
- Ligue socialiste internationale contre la guerre, De Internationale socialistiche anti-Oorlogs Liga, ou Liga, 58.
- Ligue socialiste révolutionnaire, Bond van Révolutionnaire socialisten B.R.S. (Hollande), 275.
- Ligue Spartacus (Allemagne), Spartakusbund, 126.
- Ligue Spartacus de la jeunesse, 63.
- Ligue syndicaliste, 30, 31, 305.
- Lutetia Kreis, cf. Cercle Lutetia.
- Marxian League (G.B.), cf. Opposition de gauche, section britannique.
- Marxist Group (G.B.), cf. I.L.P. et Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Marxist League (G.B.), 231, cf. Mencheviks, 35, 41, 42, 57, 124, 125, 152, 161, 248, 307, 312.
- Militant group, cf. Bolshevik-léninist Group.
- Mouvement pour la IV^e Internationale, 26, 315.
- Nationaal Arbeiders-secretariaat, N.A.S. (secrétariat national du travail), 95, 166, 251, 266.
- Nederland Verbond van Vakvereigningen, N.V.V., 251.
- Néos ou Néo-socialistes, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Onafhankelijke socialistische Partij, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition brandléienne ou Opposition de droite ou K.P.O. :
- internationale, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.
- Opposition de gauche internationale (1930-1933), 29, 32, 34, 38, 40, 77, 95, 103, 145, 163, 282 ; bureau international, 77 ; secrétariat international, S.I., 32.
- Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche :
- allemande ou Opposition de gauche unifiée, Vereinigte Links Opposition, V.L.O. (fusion d'une partie de Leninbund et de l'Opposition de Wedding, (printemps 1930) éditant *Die Permanente Révolution*, 67, 289 ; groupe de Berlin, 67.
- américaine, Communist League of America, C.L.A., 64, 102, 175, 182-184.
- belge, 32, 99, 163 ; fédération de Charleroi, 32, 99.
- britannique, Baiham Group, 228, 230 ; Marxian League, 228.
- espagnole, Izquierda comunista de España, 32, 33.

- française, groupe *La Vérité* puis Ligue communiste, 31.
- russe, 34.
- tchécoslovaque, groupe *Jiskra* (Prague), 57.
- Organisation secrète d'action révolutionnaire (La Cagoule), 157.
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party, A.W.P., ou groupe Muste, 64, 144, 182, 184, 243.
- Parti bolchevique, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S., 31, 36, 154, 203, 206, 290.
- Parti catholique du centre, 286.
- Parti chrétien social, 286.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D. 19, 104, 126, 159, 212, 249, 290 ; opposition de gauche, 104, 249.
- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus), Kommunistische Partei Deutschlands K.P.D. (S) (Spartakusbund), 40, 289.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, C.P.A., 36, 63, 64, 102, 182, 183, 282 ; pionniers, 63 ; tendance Foster-Cannon, 64, 102, 282 ; IX^e congrès, 183.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 283, 287.
- Parti communiste de Belgique, P.C.B., 32, 163 ; comité central, 32, 163 ; fédération de Charleroi, 32.
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska Komunisticheska Partija, 53.
- Parti communiste de Chine, 95, 270.
- Parti communiste d'Espagne, Partido Comunista de España, P.C.E., 20, 33, 155, 212, 247, 278, 309, 311 ; fédération catalano-baléare 33
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C., 19, 20, 30, 31, 34, 45, 47-49, 51, 52, 154, 60, 79, 80, 83, 86, 87, 100, 113, 130, 151, 152, 209, 226, 258, 272, 290, 303, 304, 306, 313, 314 ; bureau politique, 19, 52, 113, 209, 226 ; rayon de St-Denis, 226 ; comité central, 19, 20, 54, 79, 113, 130, 226, 258 ; opposition Zinoviéviste, 306.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great Britain, 228, 230 ; Balham group, 228, 230.
- Parti communiste de Hollande, Communistische partij van Nederland, 95, 166, 191, 251.
- Parti communiste indonésien, 95.
- Parti communiste « indépendant » suédois, 145.
- Parti communiste italien, Partito comunista Italiano P.C.I., 19, 65, 163, 164 ; groupe des « trois », 65 ; fraction de gauche (bordiguiste), 19, 164.
- Parti communiste internationaliste, P.C.I. (7 mars 1936) (ancien groupe de *La Commune*), 19, 34, 54, 60, 67, 90, 109, 222, 226 ; comité central, 34, 73, 74.
- Parti communiste de Pologne, Komunistyczna Partia Polski, K.P.P. 145 ; comité central, 145 ; section juive, 145.
- Parti communiste de Suède, 145, 212.
- Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S., ou parti communiste russe, Rossijskaja Kommunisticeskaja partija (b) R.K.P., de 1918 à 1925, Vsérossijskaja Kommunisticeskaja partija, V.K.P., après 1925, cf. à Parti bolchevique, 36, 168, 169, 170, 182 ; comité central, 169, 240 ; Opposition de gauche, 27, 31' 32, 36, 37, 38 ; Opposition de gauche unifiée, 36, 37, 38,

- 169 ; centre, 38 ; gauche, 38 ; droite, 38 ; centre clandestin à Moscou, 37 ; opposition b.l. (1927), 57 ; opposition trotskyste ou b.l. ou léniniste, 35, 36, 169-171, 187 ; zinoviévistes, 20, 35, 36, 169-171 ; bolcheviks militants, 124 ; groupe Smirnov, 20 ; groupe Sten et Lominadzé, 20.
- Parti communiste de Yougoslavie, 35.
- Parti des coopérateurs ou Parti Co-Op (Grande-Bretagne), 237.
- Parti ouvrier belge, P.O.B., 32, 34, 35, 56, 76, 99, 121, 144, 153 ; aile gauche ou action socialiste, 76 ; action socialiste révolutionnaire, 20, 32, 33, 58, 76, 267 ; *conférence nationale commune* A.S.R.-L.C.I., 13-14 juin 1936, 20 ; Ligue belge contre la guerre, 275.
- Parti ouvrier communiste d'Allemagne, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K. A.P.D., 126.
- Parti ouvrier français, 51.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, LL.P., 25, 40, 61, 207, 208, 211, 212, 228, 229, 234, 236-238, 242, 243, 245, 248, 255, 275, 276 ; *conférence de Pâques à Keighton* 1936, 208, 237 ; Marxist group, 25, 207, 208, 228, 234, 236, 237.
- Parti ouvrier internationaliste, P.O.L., section française de la L. C.I., I^{er} juillet 1936, 19, 21, 25, 45, 54, 60, 67, 85, 90, 91, 106, 109, 110, 112, 115, 118, 125, 128, 130, 133, 135-137, 148, 209, 217, 222, 226, 231, 249, 250, 258-260, 271, 274, 298 ; comité central, 21, 106, 109, 110, 118, 137, 222, 258-260, 298 ; bureau politique, 109, 112, 115, 135, 271, 274.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 98, 145, 191, 207, 211, 296.
- Parti ouvrier révolutionnaire, P.O.R., section française de la L.C.I., (31 mars 1936), 19, 67, 90.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche Sozialdemokratische Arbeiter Partei Österreichs, S.D.A.P.Ö. ou Parti socialiste révolutionnaire, 283, 284.
- Parti ouvrier social-démocrate (Hollande), Sociaal-Democratische Arbeiders Partij, S.D.A.P., 245 ; aile gauche, 245.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-demokraticeskaja Raboëaja Partija, cf. aussi à Parti bolchevique, 41, 47, 248.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., section hollandaise de la L.C.I., 23, 24, 63, 95-97, 99, 190, 201, 207, 221, 231, 237, 239, 240, 244-246, 249-253, 255, 261-263, 266, 267, 275, 276, 282, 315.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido Obrero de Unificaciôn marxista, P.O.U.M. (Espagne), 24-26, 32, 33, 40, 61, 108, 208, 209-211, 246, 248, 254, 275, 293, 311, 312 ; *conférence clandestine, Barcelone, fondation du P. O. U.M.*, 25 sept. 1935, 25 ; rayon de Madrid, 108.
- Parti populaire français, P.P.F., 20, 157, 209.
- Parti radical et radical-socialiste, 46-49, 52, 86, 272, 278 ; comité exécutif, 48 ; radicaux de gauche, 46-49.

- Parti de la révolution prolétarienne (ou sociale), 60 ; cf. aussi P.O.I.
- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 40, 126, 152, 159 ; minorité pacifiste, 40.
- Parti social-démocrate d'Autriche, cf. Parti ouvrier social démocrate d'Autriche.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., 40, 104 ; *congrès de Halle*, 40.
- Parti social-démocrate de Hollande, Sociaal-democratische Partij, S.P.D., 191, 237.
- Parti social-démocrate ouvrier, 296.
- Parti social-démocrate de Pologne, Sozialdemokracja Krosłetswa Polskiego i Litwy, S.D.K.P.L., 126.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America, 20, 24, 36, 63, 64, 94, 95, 183, 184, 188-190, 263, 264, 282, 299 ; aile gauche, 94 ; aile droite, 183 ; conseil national, 183 ; vieille garde, 63, 183 ; groupe de langue slovaque, 36.
- Parti socialiste, section française de l'internationale ouvrière, S.F.I.O., 32-34, 40, 45-51, 68, 69, 86, 87, 151, 152, 159, 209, 272, 275, 290, 304, 306 ; *congrès de Tours, décembre 1920*, 45 ; *congrès de Mulhouse, 7-9 juin 1935*, 68, 113 ; *congrès socialiste, 31 mai 1936*, 46, 50, 51 ; fédération de la Seine, 50 ; tendance social-patriote, 50, 51 ; minorité pacifiste, 40 ; néosocialistes, 46, 47 ; la Bataille socialiste, 50 ; la Gauche révolutionnaire, 50, 272, 275, 306 ; « centre » pacifique, 51.
- Parti socialiste antinational (Allemagne), 126.
- Parti socialiste autrichien, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Parti socialiste de France, 86, 313, 314.
- Parti socialiste indépendant (Pays-Bas), Onafhankelijke socialistische partij, O.S.P., 95, 191, 201, 237, 245.
- Parti socialiste italien, Partito socialista italiano, 163, 164 ; fraction abstentionniste ou bordiguiste ou de gauche, 163, 164.
- Parti socialiste italien (maximaliste), Partito socialista italiano, 209, 211, 275.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., 19, 40, 61, 126, 207, 210-212, 242, 248, 255, 290, 293.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, Partido Obrero Socialista espanol, P.S.O.E., 20, 33, 247, 275, 278, 308, 311.
- Parti socialiste révolutionnaire (Belgique), 239.
- Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Partij, R.S.P., 95, 166.
- Parti socialiste révolutionnaire de Russie, Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., 51, 283.
- Parti socialiste suédois, 145, 211, 275.
- Parti socialiste unifié de Catalogne, Partido socialista Unificado de Cataluña, P.S.U.C., 20.
- Parti socialiste unitaire de Roumanie, Partidul socialist unitar, 209, 275.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis, Workers Party of United-States, W.P.U.S., section américaine de la L.C.I., 20, 24, 64, 95, 144, 173, 183, 188, 244, 252, 254* 263, 270, 282.

Parti travailliste, Labour Party, 25, 55, 211, 228-230, 234, 236-238, 243, 284 ; Bolshevik-léninist Group, cf. L.C.I., section britannique ; Marxist League, 50, 228.	Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
Parti d'unité prolétarienne, P.U.P., 304.	Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier.
Partido Obrero de Unificacão Marxista, P.O.U.M., cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.	Spartacus Youth League, cf. Ligue Spartacus de la jeunesse.
Poale Zion de gauche, 275.	Spartakusbund, cf. Ligue Spartakus.
Préconférence de Berne, cf. IV ^e Internationale.	Syndicat des agents des P.T.T., 90 ; comité exécutif national, 90.
Préconférence internationale, cf. IV ^e Internationale.	Syndicat des mineurs, U.M.W., 181.
Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., cf. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.	Syndicat français de l'enseignement, 275.
Revolutionair Socialistische Partij, R. S.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).	Syndicat national des instituteurs, S. N.I., 53.
Secrétariat d'Amsterdam ou hollandais, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».	Syndicat des ouvriers de l'automobile, U.A.W., 180.
Secrétariat international, ou S.I., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationale.	Syndicat des travailleurs du caoutchouc, 180.
Secrétariat de la IV ^e Internationale, cf. Comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».	Syndicats britanniques, 229.
Social demokracija Krosletswa Polskiego i Litwy, S. D.K.P.L., cf. Parti social-démocrate polonais.	Syndicats bulgares, 53.
Social-révolutionnaire, cf. Parti socialiste révolutionnaire.	Syndicats indépendants, 45.
Socialist League, cf. Ligue socialiste.	Syndicats de métier, 181.
Socialistes révolutionnaires (Autriche), cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.	Syndicats rouges, 251.
Socialistes révolutionnaires russes, S.R., cf. Parti socialiste révolutionnaire.	Toujours Prêts Pour Servir, T. P.P.S., 225.
Société des Nations, S.D.N., 155, 156, 210, 211.	Traité de Brest-Litovsk, 284.
	Travailleurs industriels du monde, Industrial Workers of the World, I.W.W., 64.
	Trotskyistes, cf. Bolcheviks-léninistes ou L.C.I. et ses sections.
	Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U. S.P.D., cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
	Union Automobile Workers, U.A.W., cf. Syndicats des ouvriers de l'automobile.
	Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, Bund, 145.
	Union Miners Workers, U.M.W., cf. Syndicats des mineurs.

LEON TROTSKY, OEUVRES, JUIN-JUILLET 1936

Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., ou International Deux et demi, 156, 201, 211.	Vereignite Links Opposition V. L.O., cf. Opposition de gauche, section allemande.
Union socialiste républicaine, U.S.R., 46, 47.	Workers Party of the United States, W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.
Union de Vienne, cf. Internationale deux et demi ou U.P.S.	Zinoviévistes, 20, 35, 36 ; cf. aussi à P.C.U.S.

INDEX DES SUJETS ET THEMES ÉVÉNEMENTS ET PAYS

Allemagne. SAP, 61.	Situation politique, 274, 277, 292, 309.
Anarchisme, 150.	Etat (appareil d'), 277.
Anschluss (lutte contre l'), 283.	Etats-Unis. Crise économique, 177.
Antimilitarisme, 283, 309.	Entrisme dans le P.S., 63, 177, 188, 282.
Autriche, 283.	Jeunesse, 63.
Belgique. Construction du parti, 56, 160.	Mouvement ouvrier, 177.
Elections, 56, 99, 143.	New Deal, 177.
Entrisme dans le POB, 29.	P.C., 177.
Bordiguisme, 160.	P.S., 63, 177, 188.
Capitalisme. Crise, 150.	Fascisme, 65, 121.'
Capitalisme d'Etat, 121, 150.	Fascisme (lutte contre le), 283.
Centralisme démocratique, 239, 261, 279.	France. Comités d'action, 45, 72, 78, 150.
Centrisme, 207, 239, 292.	Construction du parti, 302.
Chili. Izquierda Comunista, 60, 72.	Elections (1936), 45.
Conscience de classe, 78, 222.	Entrisme dans le P.S., 67.
Crise révolutionnaire, 213.	Fédération unitaire de l'enseignement, 302.
Défaitisme révolutionnaire, 283, 289.	Front populaire, 45, 78, 86, 271, 292, 309 (voir aussi situation politique).
Editions (<i>Euvres</i> de Trotsky), 43, 44, 88, 102, 129, 140, 160, 165, 185, 220.	L.C.I. Crise, 67, 70, 71, 72, 101.
Entrisme, 29, 67, 99, 239 (voir aussi aux différents pays).	Occupations d'usines, 45, 78, 86.
Espagne. Armée, 309.	P.C., 45, 110, 150.
Centrisme, 29, 239.	P.C.I., 90.
Construction du parti, 196, 239 (voir aussi Nin (rapport avec Trotsky)).	France. P.O.I., 60, 94, 106, 222, 295, 298, 300.
Front populaire, 239, 277, 292, 309.	P.O.I. Conférence nationale, 1 *>o

P.O.I. Presse, 72, 85, 106, 109, 110, 115, 222.	Partis réformistes. Croissance, 150.
P.O.I. Travail vers le P.C., 222.	Pays-Bas. N.A.S, 165, 239, 261.
Parti radical, 45, 271.	R.S.A.P., 95, 190, 202, 220, 239, 261, 275.
P.S., 45, 150.	Petite-bourgeoisie, 150, 213.
Petite-bourgeoisie, 213, 302.	Presse bourgeoise, 115, 117, 130, 132, 135.
Répression, 115.	Quatrième internationale.
Situation politique, 45, 67, 72, 75, 78, 85, 86, 106, 118, 150, 160, 213, 222, 239, 271, 292, 309.	Conférence internationale, 165, 228, 230, 234, 236, 257, 261, 268, 279, 282, 309.
Six février 1934, 86,	Construction, 95, 207, 230, 239, 261, 279.
Front populaire, 150, 207, 213, 239, 270, 271, 277, 292, 309 (voir aussi aux noms des différents pays).	Fondation, 29, 150.
Gorky (Maksim), 204.	Répression, 150.
Grande-Bretagne. Centrisme, 236, 239.	Revue, 75, 104, 126, 172, 230.
Construction du parti, 228, 234, 236, 239.	Sectarisme, 302.
Grève générale, 118, 150.	Sécurité (de l'organisation) 29, 94, 133.
Guerre (attitude face à la), 207, 275, 283, 289.	Situation politique internationale, 150.
Internationale communiste, 100.	Social-démocratie, 123, 207.
Internationalisme prolétarien, 239, 283.	Suède. Construction du parti, 145.
Irlande, 55.	Syndicalisme, 165, 239, 261.
Jeunesse (organisation révolutionnaire), 239.	Syndicalisme révolutionnaire, 29, 150, 302.
Menchevisme, 38, 75, 123.	Syndicats. Croissance, 150.
Milice ouvrière, 271, 309.	Trotsky. Archives, 89.
Militantisme, 143.	Menaces fascistes, 98.
Molinier (affaire R.), 72, 110, 135, 137, 222, 258, 260, 295, 298, 300, 302.	Œuvres. — Voir Editions (Œuvres de Trotsky).
Nin (rapports avec Trotsky), 29, 39, 302.	Vacances, 296.
Pacifisme, 150, 207.	U.R.S.S. Bulletin de l'Opposition, 148.
Parti révolutionnaire, 150, 160, 213, 283.	Bureaucratie, 193.
Parti révolutionnaire. Organisa- tion, 67, 71, 72, 110, 128, 137, ---	Constitution, 168, 193.
	(Défense de F), 41, 193.
	Famille, 193.
	Mencheviks, 29, 41.
	(Nature de l'), 41, 61, 121, 123, 193.
	Opposition de gauche, 29, 168.